

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14571 - 8 F

MARDI 3 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUINE

La désintégration de l'empire russe

Une très forte majorité d'Ukrainiens s'est prononcée pour l'indépendance

Reconnaissance sous condition

L'EXEMPLE de la Yougoslavie a porté ses fruits. Plutôt que de se résigner à l'inévitable sous la pression des faits, les Occidentaux, et en tous cas les Américains, se préparent à accorder aux Ukrainiens ce qu'ils avaient un peu trop vite refusé aux Croates et aux Slovènes. Après le référendum de dimanche en Ukraine, la reconnaissance internationale de l'indépendance de cette République semble être une question de mois, voire de semaines.

M. Gorbatchev, qui avait exprimé il y a quelques jours sa « perplexité » (le président soviétique n'est plus en état de protester contre quoi que ce soit) devant les intentions de Washington, s'en est expliqué avec M. George Bush samedi au téléphone. Mais il devra une fois de plus ravaler son amertume. Cette souplesse affichée au départ par l'Occident permet d'ailleurs de conduire l'évolution dans de meilleures conditions.

POUR Washington, la reconnaissance diplomatique formelle de l'Ukraine dépendra d'une demi-douzaine de critères, décidés, dans l'ensemble, en accord avec les alliés occidentaux des États-Unis. Tout différend frontalier entre le nouveau pays et ses voisins devra être résolu pacifiquement. Les droits des minorités résidentes - notamment des dix à douze millions de Russes - devront être scrupuleusement respectés. Kiev devra assurer sa part du remboursement des dettes de l'ex-URSS. Enfin et surtout, l'Ukraine - nouvelle mais, on l'espère, provisoire puissance nucléaire - devra respecter les accords de désarmement conclus par Moscou avant le démantèlement de l'empire.

Malgré ces exigences, le chemin parcouru est considérable depuis le début d'août, lorsque George Bush, dans un discours prononcé à Kiev, mettait ses interlocuteurs en garde contre un « nationalisme suicidaire ». Depuis lors, l'échec du coup d'État et l'effondrement du « centre » soviétique ont accéléré la réflexion. L'Amérique et ses alliés ont dû se faire à l'idée que leur objectif prioritaire - la « stabilité » dans l'ex-URSS - ne passe pas forcément par la préservation d'un pouvoir central, mais suppose aussi le développement de relations de confiance avec les nouveaux pouvoirs en formation dans les Républiques.

UNE tâche d'autant plus urgente que le « centre » moscovite n'est plus que débris aujourd'hui. Boris Eltsine et Léonide Kravtchouk, le dirigeant ukrainien, s'opposent sur plusieurs points, mais ils sont d'accord pour liquider ce qui reste de pouvoir fédéral : le premier pour en hériter (et le président russe vient de le confirmer en offrant à M. Gorbatchev sa « garantie » pour ses finances en ruine), le second pour prendre résolument ses distances avec tout ce qui vient de Moscou, que cela soit « soviétique » ou « russe ».

Dans cette querelle, l'Ukraine ne part pas sans atout. Une éventuelle « Union » n'est pas à exclure, du moins entre certaines Républiques. Mais c'est d'abord sur la base d'accords bilatéraux, comme le préconise M. Kravtchouk, qu'elle a quelques chances de voir le jour.

Scellant la désintégration de l'empire russe, les habitants de l'Ukraine se sont prononcés pour l'indépendance, dimanche 1^{er} décembre, « dans une proportion de neuf contre un », a estimé lundi 2 décembre M. Léonid Kravtchouk, président du Parlement de Kiev. M. Kravtchouk était aussi le grand favori de l'élection présidentielle qui se déroulait le même jour, et aurait obtenu plus des 50 % de voix nécessaires pour éviter un second tour, selon des sources non officielles.



Lire page 3 les articles de JAN KRAUZE et d'ALAIN FRACHON

Les prises de participation autorisées jusqu'à 49 %

L'Algérie rouvre son pétrole aux compagnies étrangères

Vingt ans après la nationalisation des intérêts pétroliers étrangers, l'Assemblée nationale algérienne a adopté, samedi 30 novembre, une nouvelle loi sur les hydrocarbures ouvrant de nouveau les champs algériens aux compagnies internationales. Cette loi, fort controversée politiquement mais finalement votée à une très large majorité, devrait permettre au gouvernement d'alléger le poids de la dette et de relancer l'exploration et la production de pétrole et de gaz.

par Véronique Maurus

Le 24 février 1971 le gouvernement algérien nationalisait les intérêts étrangers, à l'époque exclusivement français, dans le secteur pétrolier. « Une étape décisive dans la voie de l'émancipation économique », commentait dans nos colonnes M. Sid Ahmed Ghazali, alors PDG de la compagnie nationale Sonatrach. Vingt ans plus tard le même Sid Ahmed Ghazali, devenu premier ministre, fait voter une nouvelle loi pétrolière réintégrant les compagnies étrangères à l'exploitation des mêmes gisements. La loi sur les hydrocarbures, approuvée samedi 30 novembre 1991 par le Parlement algérien à une écrasante majorité, fera sans aucun doute date dans l'histoire pétrolière.

Elle autorise en effet désormais les compagnies étrangères à prendre (moyennant de confortables

droits d'entrée) jusqu'à 49 % des réserves connues ou à découvrir et améliore considérablement les conditions fiscales et légales de l'exploitation pétrolière et gazière en Algérie. « L'objectif, assurait récemment le ministre algérien du pétrole, est de rendre l'Algérie compétitive en termes de conditions d'exploration et de production ».

Même si ce nouveau texte n'est pas, comme l'ont affirmé les adversaires politiques de M. Ghazali dans *El Moudjahid*, « un retour pur et simple au régime des concessions », puisque la Sonatrach, en tout état de cause, conservera la majorité des parts (51 %) des gisements, et que le texte vise surtout à récupérer une part plus importante des réserves en place (le Monde du 19 juillet), le changement de cap est saisissant.

Lire la suite page 22

Les subsides de la galère

Le RMI a trois ans, et les commissions locales d'insertion ont la mission, toujours délicate, d'attribuer les allocations

par Valérie Devillechabrolle

On a fêté dimanche 1^{er} décembre les trois ans de mise en œuvre du revenu minimum d'insertion (RMI). Un anniversaire qui préfigure cette fois l'heure du bilan, puisque c'est en janvier que la Commission nationale d'évaluation du RMI doit remettre son rapport au premier ministre. Ce rapport servira de base de discussion aux parlementaires chargés de réexaminer, au printemps, ce dispositif qui couvre

550 000 allocataires en moyenne depuis le début de l'année. En trois ans, les différentes institutions mises en place ont progressivement trouvé leur rythme, en particulier les commissions locales d'insertion (CLI), qui reviennent à la mission de se prononcer sur les contrats d'insertion passés avec les RMistes.

Les habitudes sont prises. Toutes les semaines, voire tous les quinze jours, ils sont une quinzaine, parfois une trentaine, tous acteurs de l'exclusion

sociale, à se retrouver autour du président de la « CLI » pour examiner les quelques dizaines de contrats de bénéficiaires du RMI qui leur sont soumis. La pile multicolore des dossiers, soigneusement préparés par les secrétaires de commission, renferme, sous forme de fiches à questions fermées, l'historique des « galères » de chacun des contractants.

Des histoires qui se ressemblent : chômeurs de longue durée, sans qualification, qui semblent

dans le désespoir ; mères de famille nombreuse, désemparées par leur compagnon, qui n'arrivent plus à faire face à leurs dettes ; allocataires incapables d'avoir une activité professionnelle au vu de leurs multiples handicaps ; jeunes, de plus en plus nombreux, qui de stages en petits boulots, échouent au RMI.

Lire la suite page 22

Lire aussi page 10 les articles de DANIEL CARTON

et de JEAN-MICHEL NORMAND sur le programme social de l'opposition

PRIX FEMINA

Paula
Jacques
Deborah
et les anges
dissipés



MERCURE DE FRANCE

La Coupe Davis à l'arraché

En battant les États-Unis, la France a reconquis le saladier d'argent, cinquante-neuf ans après l'exploit des « mousquetaires »

LYON

de notre envoyé spécial

Ils sont venus. Ils étaient presque tous là. Trente-deux des soixante Français appelés depuis 1904 à disputer la Coupe Davis avaient rallié la capitale des Gaules. De Jean Borotra, frère silhouetté saillant de quatre-vingt-trois ans, à Fabrice Santoro, le benjamin de dix-neuf ans au regard d'enfant émerveillé, ils se sont sagement alignés le long du court, derrière les joueurs américains et français présentés au public lyonnais avant le double du samedi. Entre les deux sélections trônait l'imposant saladier en argent ciselé, objet de tant de convoitises depuis que Dwight Filley Davis avait décidé, en 1900, de l'offrir en trophée de la première compétition sportive par équipes nationales.

En se retournant, Yannick Noah, Guy Forget, Henri Leconte, Arnaud Boetsch et Olivier Delaître pouvaient voir plus d'un demi-siècle de l'histoire du tennis national. Trente-deux

coeurs prêts à battre à l'unisson avec le leur dans cet espoir de reconquête d'un trophée que seulement deux Français encore en vie avaient pu brandir. Jean Borotra, bien sûr, mais aussi René Lacoste, resté à Saint-Jean-de-Luz devant son téléviseur, pour ménager son cœur.

L'image symbolique de ces trente-deux joueurs de toutes les générations accourus pour cette finale illustrait tout à la fois la force de la famille du tennis français, mais aussi ses limites face à l'armada des joueurs américains. Pour sa seule campagne 1991, Tom Gorman, le capitaine, n'avait-il pas utilisé onze joueurs (Jim Courier, Brad Gilbert, Rick Leach, Jim Pugh, John McEnroe, André Agassi, Scott Davis, David Pate, Pete Sampras, Ken Flach et Robert Seguso), en fonction de leur forme ou du revêtement de sol utilisé pour les matches ?

Pour mettre en échec les statistiques et le sacro-saint ordonnateur de l'Association des tennismen professionnels (ATP) qui

faisaient des Américains d'indiscutables favoris pour une trentième victoire en Coupe Davis, Yannick Noah avait misé sur le cœur. « Les statistiques étaient contre nous, dit-il. Leconte était 158^e au classement ATP. La France n'avait pas gagné la Coupe Davis depuis plus de cinquante ans. Sampras venait de s'imposer au Masters. Mais la Coupe Davis se joue aussi avec le cœur. Nous voulions y croire parce que nous savions que si Guy et Henri jouaient à leur meilleur niveau, la différence se ferait avec le cœur ».

Si, comme certains l'affirment, un match de Coupe Davis peut se gagner avant même d'entrer sur le court, les Français avaient mis tous les atouts de leur côté.

GÉRARD ALBOUY

Lire la suite et les articles de ROBERT BELLERET

et d'ALAIN FRACHON page 20

Lire aussi page 13 la chronique de PIERRE GEORGES : « Aux requêtes, citoyens ! »

M0147 - 1203 0 - 6,00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

ÉTRANGER

• Le Monde • Mardi 3 décembre 1991 • 3

La situation dans les Républiques de l'Union soviétique

Le succès du référendum sur l'indépendance de l'Ukraine marque le coup de grâce de l'empire russe

MOSCOU

de notre correspondant

Le coup, imparable, était attendu et pourtant il semble frapper de stupeur les responsables moscovites et la population russe. L'Ukraine s'est émancipée. Un rêve multiséculaire se réalise, une nouvelle Histoire commence à Kiev, une autre s'achève à Moscou. Au-delà de l'URSS ou d'une quelconque Union qui n'en serait que le succédané et qui reçoit là, selon toute vraisemblance, le coup de grâce, c'est le vieil empire russe qui subit une perte irréparable.

Pour M. Gorbatchev comme pour M. Eltsine, russes l'un et l'autre, l'indépendance de l'Ukraine, massivement entérinée dimanche 1^{er} décembre, bouleverse les données de la situation, en même temps que leurs rapports mutuels. Par une très remarquable coïncidence, c'est d'ailleurs au moment précis où les Ukrainiens choisissent de vivre leur vie que la Russie, après avoir tout fait pour qu'il en soit ainsi, se porte à leur secours ou plutôt prend le relais. Après que les députés de Russie eurent bloqué l'adoption d'une rallonge budgétaire et mis du même coup l'Etat soviétique dans l'impossibilité de payer ses fonctionnaires et ses soldats, une rencontre entre MM. Eltsine et Gorbatchev a permis, samedi 30 novembre, de dégager une solution radicale : la Russie paiera (lire page 34).

Ce qui signifie, entre mille autres choses, que dès le mois de décembre le salaire de M. Gorbatchev sera prélevé sur le budget de la Russie, comme en convenait, samedi, M. Guennadi Bourboulis, le premier vice-premier ministre russe. C'est l'illustration d'une réalité nouvelle, consacrée par l'indépendance de l'Ukraine : il reste désormais un « centre », il est russe. Et c'est aussi l'amorce d'une évolution qui pourrait se précipiter, le rôle de défenseur majeur d'un « centre » passant des épaules de M. Gorbatchev à celles de M. Eltsine.

On n'en est pas encore toutefois là, mais, à la veille d'un référendum ukrainien, le président de la Russie et celui de l'URSS avaient exprimé, avec des mots différents, une anxiété commune. Dans ce qui ressemblait à un dernier et vain effort pour empêcher l'indéfectible, M. Gorbatchev avait réagi avec une grande irritation aux informations venues de Washington selon lesquelles les Etats-Unis s'apprêtaient à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. Il semble d'ailleurs être, une fois de plus, parvenu à convaincre M. Bush de faire un peu traîner les choses, sans que cela puisse avoir un quelconque effet sur le résultat final,

comme l'a montré le précédent des Pays baltes. M. Gorbatchev, qui n'a pas cessé de répéter ces derniers mois qu'il « connaissait bien » les sentiments réels des Ukrainiens, a également fait savoir que leur vote pour l'indépendance ne saurait être interprété comme le signe d'une volonté de quitter l'Union.

Même en Crimée

Cela revient, en fait, à ignorer les déclarations de tous les candidats ukrainiens à la présidence, qui ont récusé avec la dernière énergie la perpétuation d'un centre sans lequel l'Etat confédéral cher à M. Gorbatchev ne signifie rien. M. Kravtchouk lui-même avait d'ailleurs soigneusement fait remarquer que personne n'avait autorisé M. Gorbatchev « à s'exprimer au nom du peuple ukrainien ».

Sur le même thème, M. Eltsine, tout en évitant de prêter le flanc à ce genre de reproche, a exprimé ses sentiments profonds avec une égale clarté : si l'Ukraine ne signe pas le traité de l'Union, a expliqué le pré-

sident russe dans une interview aux *Izvestia*, si elle émet sa propre monnaie et si elle a une armée (toutes choses qui ne font à peu près aucun doute), alors la Russie sera libre de faire de même. Et M. Eltsine est allé encore plus loin en affirmant que tant que l'Ukraine ne signerait pas ce traité, la Russie ne signerait pas non plus. Ce qui veut dire que, sans l'Ukraine, une quelconque union - dont il s'agit pourtant toujours partisan - n'a plus aucune raison d'être.

Peut-être M. Eltsine - au nom de la préservation des intérêts et du rayonnement de la Russie, ou en d'autres termes pour sauver de l'empire ce qui peut encore l'être - sera-t-il amené à revenir sur une déclaration aussi contraignante. Mais en attendant, sa frustration est évidente, tout autant que celle de M. Gorbatchev, et ce sentiment est largement partagé, bien au-delà des allées du pouvoir. « C'est un choc », expliquent en substance et sur des modes divers à peu près tous les Russes que l'on peut interroger sur l'indépendance de

l'Ukraine. Un « choc », un sentiment de spoliation qu'il faudra bien encaisser car les premiers résultats du référendum paraissent sans appel.

Même en Crimée où la population est essentiellement russeophone et où le refus de partager le destin d'une Ukraine indépendante s'était exprimé le plus bruyamment, une majorité de oui paraît se dégager. Dans l'ensemble de la République, à en croire les estimations avancées lundi matin par la radio ukrainienne, la proportion pourrait dépasser 80 %, ce qui serait un résultat tout à fait remarquable. Après tout, seuls trente-huit des cinquante-deux millions d'habitants de la République sont recensés comme Ukrainiens. Si les chiffres avancés sont exacts, cela signifierait que le nouvel Etat aura de bonnes chances de parer aux risques d'éclatement ou au moins à la mauvaise volonté des régions les moins ukrainiennes. Cela signifie aussi que les habitants de l'Ukraine n'ont pas peur de l'indépendance, ou à tout le moins, que la volonté de saisir une occasion telle que

l'Histoire n'en avait jamais encore offerte à l'Ukraine s'est avérée irrésistible.

Les résultats de l'élection présidentielle n'étaient pas encore connus lundi matin, mais le grand favori, M. Leonid Kravtchouk, un « apparatchik » reconverti à l'indépendance et à la démocratie, pourrait être élu dès le premier tour.

Le problème des frontières

Un porte-parole du ministère ukrainien des affaires étrangères affirmait qu'il aurait obtenu un peu plus des 50 % de voix nécessaires, bien plus que le principal candidat de l'opposition, l'ancien dissident Viatcheslav Tchernomyr.

Restera pour le nouvel Etat à résoudre des problèmes économiques redoutables mais dont les responsables actuels veulent croire qu'ils ne sont nullement insolubles. Restera aussi à obtenir une reconnaissance internationale qui ne saurait tarder en dépit des « condi-

tions » posées par les Etats-Unis et des attermoissements des Douze.

L'exemple pourrait être donné à très brève échéance par les voisins polonais et hongrois, qui ont soigneusement évité d'évoquer tout contentieux territorial avec l'Ukraine. A l'inverse, les autorités roumaines ont jugé utile de rappeler à la veille du référendum sur l'indépendance leurs revendications, notamment sur la Bucovine du Nord, ce qui a conduit le ministre ukrainien des affaires étrangères à annuler un voyage à Bucarest. En un sens, les ennemis commencent, mais ceux-là semblent mineurs et ne sauraient gêner la fête. Il en irait tout autrement si la Russie imaginait, elle aussi, de vouloir « parler frontières », comme M. Eltsine avait menacé de le faire dès la fin du mois d'août.

A tout hasard, M. Kravtchouk a déjà averti qu'en ce cas il porterait l'affaire devant les Nations unies. Manière de bien faire comprendre que désormais Moscou doit traiter avec Kiev d'égal à égal.

JAN KRAUZE

Washington veut s'assurer que la République sera dénucléarisée avant de la reconnaître

Après un douloureux débat, les Etats-Unis ont amorcé un processus devant les conduire, à plus ou moins brève échéance, à reconnaître l'Ukraine. La décision, qui pourrait être annoncée en début de semaine à Washington, devrait se traduire par l'envoi d'un émissaire américain à Kiev, chargé de suivre l'application des conditions posées par les Etats-Unis. Parmi ces conditions figure l'exécution des traités sur le désarmement conventionnel et nucléaire conclus par Moscou.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'Ukraine, ce n'est pas les pays baltes - déjà reconnus sans enthousiasme - mais un pays qui dispose d'armes nucléaires sur son territoire, sans que l'on sache très bien qui va en assurer le contrôle. L'Ukraine, c'est encore un pays qui entend se doter d'une armée forte de 400 000 hommes - même si ce chiffre est très en retrait sur le million et demi de soldats « sovié-

tiques » aujourd'hui stationnés sur son territoire.

Le dirigeant ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, aurait assuré les Occidentaux et les Russes que son pays n'entendait pas rester une puissance nucléaire. Les Ukrainiens souhaiteraient obtenir des Occidentaux qu'ils prennent totalement en charge - financièrement et techniquement - le démantèlement des engins nucléaires se trouvant chez eux.

« Ce n'est pas seulement une affaire de gros sous », assure Natalia Korneliuk, chef de l'antenne washingtonienne du Congrès ukrainien d'Amérique, la principale organisation de la communauté américano-ukrainienne. Sympathisante des nationalistes ukrainiens du Roath, elle explique : « C'est aussi, surtout, à cause d'une histoire qui s'appelle Tchernobyl et qui fait que les gens d'Ukraine ne feront confiance qu'aux Occidentaux pour manipuler - et démanteler - les armes nucléaires... »

Le Congrès des Etats-Unis est d'accord, mais avec méfiance. Il a finalement décidé la semaine dernière d'amputer de 500 millions de dollars le budget du Pentagone (290 milliards de dollars) pour les

mettre à la disposition de l'ex-URSS. Cette assistance ne sera toutefois attribuée qu'aux Républiques qui entendent démanteler les armes nucléaires et chimiques se trouvant sur leur sol, empêcher la prolifération et renoncer à la modernisation de leurs forces armées, sauf à des fins strictement défensives. L'Ukraine est prévenue. Au cœur de la démarche du Congrès, comme de la prudence de l'administration, il y a la crainte de voir le savoir-faire nucléaire d'un pays comme l'Ukraine « vendre » à l'étranger, à des clients potentiellement aussi intéressés que le Libyen Mouhamar El Kadhafi, par exemple.

Un million d'Ukrainiens aux Etats-Unis

La Maison Blanche a beaucoup consulté M. Bush a reçu fin septembre M. Leonid Kravtchouk, puis en novembre le président arménien, M. Ter Petrossian (accompagné de M. Raffi Hovhannesian, son ministre des affaires étrangères, qui se trouve être un avocat américain). La semaine dernière, c'était au tour du ministre russe des affaires étrangères, M. Kozirev, d'être l'ôte de M. Bush. En clair, le président

américain a beau réitérer son attachement à la personnalité de M. Mikhaïl Gorbatchev et au principe d'un « centre » dans l'ex-URSS, la réalité des Républiques est en passe de s'imposer à Washington.

La communauté américano-ukrainienne a joué son rôle. Depuis le discours anti-indépendantiste de M. Bush à Kiev le 1^{er} août, ses représentants ont été reçus à deux reprises par le président. Ils ont dit qu'ils ne comprendraient pas qu'il puisse y avoir deux poids et deux mesures dans l'application de principes chers aux Etats-Unis : « Comment être fidèle au respect du droit à l'autodétermination, surtout lorsqu'il s'exprime de la manière la plus démocratique, et appliquer à l'Ukraine un traitement différent de celui qui fut réservé par les Etats-Unis aux nations nées de l'éclatement des empires coloniaux britannique et français », demande Natalia Korneliuk.

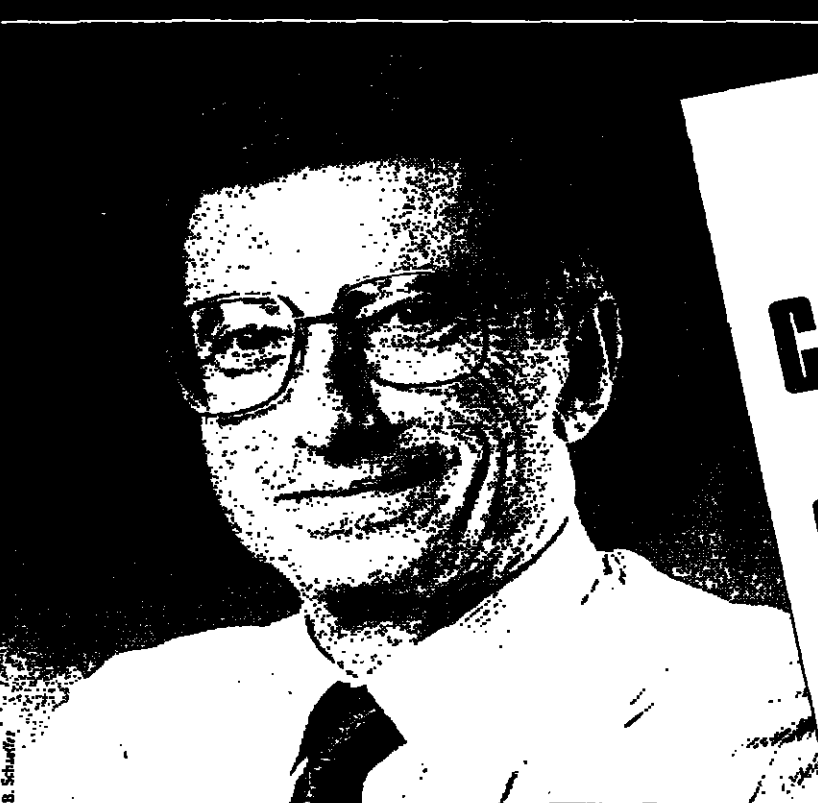
Dans son bureau, le drapeau américain est sagement rangé aux côtés de celui de l'Ukraine (bleu et or, « le ciel et le blé »). Moyenne par le nombre - moins d'un million de personnes - la commu-

nauté est riche d'un certain nombre de personnalités qui vont du porte-parole adjoint de la Maison Blanche, M. Roman Popadiuk, à l'acteur Jack Palance, en passant par le parlementaire démocrate du Michigan David Bonior. Elle a connu des hommes comme le sculpteur Alexandre Archipenko et l'ingénieur Igor Sikorsky, inventeur de l'hélicoptère du même nom - et même, au siècle dernier, un fameux cavalier, William Turchyn, ce général de l'armée de Lincoln durant la guerre civile qui fut surnommé le « cosaque sauvage » lors de la bataille de Chatsqua, dans le Tennessee.

Présents par leurs églises - orthodoxe et catholique romaine - associations, écoles, équipes de sport, leur presse - dont un quotidien, le *Svoboda Ukrainian Daily*, tiré à quelque 70 000 exemplaires - les Américano-Ukrainiens se sont mobilisés pour l'indépendance de l'Ukraine. Ce n'est pas seulement l'action d'un lobby. Ce sont des groupes de solidarité et d'hommes d'affaires qui, de New-York - un des bastions des Américano-Ukrainiens - à Kiev, sont en passe de tisser tout un réseau d'échanges.

ALAIN FRACHON

MICHEL ALBERT



Michel Albert
**CAPITALISME
CONTRE
CAPITALISME**

Seuil

In-dis-pen-sa-ble.

Jean-Pierre Elkabbach / Europe 1

Michel Albert a un don : celui de dégager de leurs gangues de vrais problèmes et de les soumettre, une fois épurés, au jugement de ses contemporains.

Jacques Lesourme / Le Monde

Sur la plupart des points qu'il soulève, on doit donner raison à Michel Albert.

Michel Drancourt / Valeurs actuelles

Brio et générosité.

Jacques Julliard / Le Nouvel Observateur

Son meilleur livre depuis "Le Pari français."

Frank de Bondt / Sud Ouest

Le débat s'ouvre. Il est nécessaire à notre pays. Merci donc à Michel Albert de l'avoir suscité par un livre.

Guy Sorman / L'Expansion

On lira cet excellent livre.

Jean-Claude Casanova / L'Express

Collection L'Histoire immédiate dirigée par J.-C. Guillebaud. 120 F

Editions du Seuil

5000 من المبيعات

EUROPE

La situation dans les Républiques de l'Union soviétique

Les Moldaves d'Ukraine n'ont pas suivi l'appel au boycottage du référendum

La mosaïque moldave a, une fois de plus, dimanche 1^{er} décembre, volé en éclats. Cette fois-ci dans les urnes. Alors que la minorité moldave d'Ukraine n'a pas suivi un appel au boycottage des élections organisées par Kiev, à l'est de la Moldavie, la minorité russo-phonie et prosoviétique de Transnistrie a voté pour son indépendance vis-à-vis de la Moldavie indépendante et roumanophone. Au sud, la minorité gagauze (150 000 Turcs orthodoxes) a fait de même.

KICHINEV

de notre envoyé spécial

Dans les deux régions, on a voté massivement, selon les autorités locales, et un président devait être élu. Des élections que les autorités moldaves jugent « illégales et sans conséquences ».

A Kichinev, capitale de la Moldavie, quelques milliers de partisans du Front populaire et de la réunification rapide avec la Roumanie voisine ont manifesté contre la prochaine élection présidentielle du 8 décembre, qui doit confirmer l'indépendance de la Moldavie vis-à-vis de Moscou, mais aussi de Bucarest. Pour eux, ce 1^{er} décembre n'était pas jour de référendum en Ukraine ou en Transnistrie et Gagauzie mais, comme à Bucarest, l'anniversaire de la Grande Roumanie.

Au-delà du fleuve Dniestr, à l'est de Kichinev, dans ces anciens territoires ukrainiens soudés en 1940 à la Moldavie soviétique, les frontières de la « République de Transnistrie » sont barrées par des camions. La toute nouvelle « armée de la République » russo-phonie, kalachnikov à la hanche, « pré-

vient » une intervention de Kichinev dont des « volontaires » étaient venus l'an dernier perturber de premières élections (trois morts). Au club de l'armée soviétique de Tiraspol, capitale de Transnistrie, un officier soviétique à la retraite dit qu'il a voté, comme la majorité de la population ukrainienne et russe, en faveur d'une « République de Transnistrie indépendante au sein d'une union économique et politique des Etats souverains », et pour le président Igor Smirnov. Les autorités locales font état d'une participation élevée, qui signifie que des Moldaves (40 % de la population de Transnistrie) ont quand même voté pour une République et un président russo-phonie.

« Territoires occupés »

Un Moldave de Transnistrie estime, lui, que « seuls les débris bolchéviques ont voté ». Autre explication à Kichinev : les Moldaves qui ont voté en Transnistrie l'ont fait « sous la menace d'un pistolet-mitrailleur ».

Dans un des villages concernés, Maria Marakoutza ne sort pas de chez elle pour « éviter les agitateurs de Tiraspol qui font voter ». La maire moldave a refusé d'organiser les élections, mais des urnes sont venues de Tiraspol en autocar, « protégées » par la milice armée. En revanche, une vieille paysanne moldave déclare, pour justifier son vote : « Je suis née avec les Russes, je reste avec les Russes ».

Autre élection : celle qui se déroulait, comme dans toute l'Ukraine, aux frontières nord et sud de la Moldavie, en Bucovine du Nord et dans le Bugeac, ex-territoires roumains rattachés par Moscou à l'Ukraine en 1940. Les dirigeants de la minorité moldave, ont demandé, sans grand succès « aux Roumains » de boycotter le

référendum sur l'indépendance, organisé par Kiev « dans leurs territoires occupés ».

Les intellectuels de la minorité moldave admettent ne pas avoir été suivis par les campagnes moldaves à cause « de la peur et d'intimidations psychologiques ». Il sont soutenus par le Parlement de Bucarest, qui a déclaré le scrutin ukrainien « nul, non avenue et sans conséquences » dans ces territoires. Ces dirigeants moldaves réclament leurs droits sur « la terre de leurs ancêtres » où ils étaient, affirmant-ils, majoritaires avant le « génocide » : l'annexion soviétique en vertu du pacte germano-soviétique déclaré « nul et non avenue » par Moscou et Bucarest.

A Kichinev, le président moldave, Mircea Snegur, espère recoller dans les urnes, par son élection le 8 décembre prochain, les morceaux de la mosaïque moldave. En négociant des statuts spéciaux avec ces minorités, en effaçant en douceur la frontière avec la Roumanie. Et en négociant avec Kiev une issue « civilisée » à l'explosive imbrication des frontières léguée par Staline. « L'indépendance de l'Ukraine », a affirmé le président moldave à la veille du référendum, « va tout changer dans cette région ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

□ URSS : échec du référendum sur l'indépendance ingouche. — A peine plus de 5 % des électeurs ont participé, samedi 30 novembre, au référendum sur l'indépendance, organisé par les nationalistes ingouches, après la création d'une République indépendante par leurs voisins tchétchènes. Les Tchétchènes et les Ingouches deux peuples du Caucase nord déportés sous Staline, ont été regroupés en 1957 au sein d'une même République, la Tchétchéno-Ingouchie. — (AFP)

BULGARIE

M. Jeleu annonce sa candidature à l'élection présidentielle

Le président bulgare, M. Jeleu Jeleu, a annoncé, samedi 30 novembre, sa candidature à la première élection présidentielle au suffrage universel en Bulgarie, qui aura lieu le 12 janvier 1992. Sa victoire paraît assurée puisque, soutenu par le rassemblement anti-communiste de l'Union des forces démocratiques (UFD), M. Jeleu est, pour le moment, sans concurrent sérieux. Le Parti socialiste (PSB, ex-communiste), deuxième force politique du pays, a décidé de ne pas présenter de candidat aux élections.

L'ancien premier ministre, M. Dimitar Popov, ancien président du Parlement, M. Guinio Ganey et le président de l'Académie des sciences, M. Blagovest Sendov, tous sans étiquette, figurent sur la liste des candidats possibles. Avant d'être élu président de la République par le Parlement en août 1990, le philosophe Jeleu Jeleu, cinquante-cinq ans, était président de l'UFD. — (AFP)

ALBANIE

Des élections générales auront lieu dans les trois mois

Le gouvernement albanais a accepté, vendredi 29 novembre, d'organiser des élections législatives dans les trois mois et s'est engagé à accélérer les réformes économiques pour aider le pays à surmonter l'épreuve de l'hiver. La décision d'avancer la date des élections, prévues à l'origine pour mai ou juin, a été prise quatre jours après que le Parti démocratique, principal formation d'opposition, eut menacé de démissionner si les socialistes (ex-communistes) refusaient de tenir des élections législatives anticipées et d'évincer les anciens apparatchiks des postes officiels. Le Parti démocratique insistait pour que les élections aient lieu avant le 23 février.

La situation sociale en Albanie est telle qu'elle « risque de provoquer des troubles », a d'autre part, averti la Confédération albanaise des syndicats qui demande au gouvernement d'augmenter les salaires afin de permettre aux travailleurs de faire face à des augmentations de prix « incontrôlées ». — (Reuters, AFP)

YOUgoslavie : la guerre civile

M. Vance va tenter d'aplanir les divergences entre Serbes et Croates sur le déploiement de « casques bleus »

L'émisnaire de l'ONU, M. Cyrus Vance, est arrivé, dimanche 1^{er} décembre, à Belgrade, où il doit entreprendre une nouvelle série de négociations avec les responsables serbes ainsi qu'avec la direction de l'armée fédérale, avant de rencontrer les dirigeants croates, pour préciser les modalités d'envoi de « casques bleus » en Yougoslavie. Bien que l'une des conditions au déploiement des forces de paix de l'ONU soit l'arrêt des hostilités, le quatorzième cessez-le-feu conclu le 23 novembre à Genève n'était toujours pas respecté dans l'est de la Croatie.

BELGRADE

de notre correspondant

La quatrième visite de M. Vance, accompagné par M. Marack Gouling, chargé à l'ONU des opérations de maintien de la paix, devrait permettre de définir le nombre, la nationalité et, surtout, les zones d'intervention des « casques bleus ». A son arrivée à Belgrade, M. Vance a déclaré que « la situation n'est pas satisfaisante, car un véritable cessez-le-feu est nécessaire pour l'envoi de « casques bleus ». Il a ensuite regretté que la levée du blocus des casernes fédérales situées en Croatie et le retrait de l'armée fédérale de cette République, convenus dans le cadre du quatorzième cessez-le-feu, soient ralentis par de nouveaux désaccords entre les forces croates et fédérales. M. Vance a enfin souligné que les forces de paix de l'ONU ne seront déployées en Croatie que si les parties au conflit parviennent à s'entendre sur tous les points de l'opération.

Pour le moment, le déploiement de « casques bleus » continue à susciter de vives polémiques entre les parties intéressées. Certes, la dernière série de pourparlers entre

□ ITALIE : marche des « honnêtes gens » contre la politique fiscale. — Une grande marche des « honnêtes gens » contre la politique fiscale du gouvernement a réuni entre 100 000 et 200 000 personnes, dont beaucoup de retraités, samedi 30 novembre à Rome. Cette manifestation était organisée par les trois grandes centrales syndicales pour protester contre le plan d'austérité budgétaire pour 1992, en discussion au Parlement. — (AFP)

les représentants de l'ONU et les protagonistes yougoslaves avait marqué un certain progrès puisqu'il avait été en principe convenu d'une intervention ponctuelle dans les zones de conflit au lieu d'un déploiement le long de la ligne de démarcation entre les territoires à majorité serbe et le reste de la Croatie (comme le demandait la Serbie) ou bien le long des frontières actuelles de la Croatie (comme le demandaient les Croates). Néanmoins, les divergences persistent.

Définir les « zones de conflit »

Après avoir subi un grave revers avec la chute de Vukovar, le président croate Franjo Tudjman a accepté que des « casques bleus » prennent position dans les zones où se poursuivent les affrontements. Toutefois, M. Tudjman continue à s'opposer formellement à l'implantation des forces de paix le long de la ligne de front. Dans la situation actuelle, cette dernière solution reviendrait, de fait, à couper la Croatie en deux et Zagreb perdrait le contrôle de plus d'un tiers du territoire de la Croatie. En revanche, celle-ci n'émets aucune réserve quant à la composition des troupes de l'ONU. Pour sa part, la Serbie a déjà posé ses conditions en exigeant que ni l'Allemagne et ni aucun pays limitrophe de la Yougoslavie ne participent à la formation des troupes d'interposition de l'ONU.

La nouvelle mission de M. Vance consistera notamment à définir ce que sont « les zones de conflit ». Car, si la Serbie a accepté le principe d'une intervention ponctuelle des forces de paix « dans les zones de conflit », elle ne semble pas pour autant avoir renoncé à sa position initiale, à savoir le déploiement de « casques bleus » le long de la ligne de front ou bien le long de « la ligne de démarcation ethnique ». Le président serbe Slobodan Milosevic a ainsi défini jeudi dernier, à sa manière, « les zones de conflit » : « Il est clair que les forces de paix de l'ONU doivent être déployées là où se trouvent les conflits. Or les conflits n'ont pas éclaté le long des frontières administratives de la Croatie mais sur les territoires où vivent, de façon compacte, les Serbes de Croatie ».

Pendant le week-end, le « gouvernement » autonomiste de Krajina a annoncé qu'il s'opposait à la présence de forces étrangères — « même s'il s'agit de celles des Nations unies » — sur le territoire

de cette enclave serbe de Croatie qui a proclamé unilatéralement son autonomie. Les dirigeants serbes de la Krajina ne conçoivent donc de présence de « casques bleus » que sur la ligne de démarcation entre la Krajina et le reste de la Croatie, « afin d'arrêter l'agression des forces armées croates ». Par ailleurs, ils refusent catégoriquement de désarmer leurs forces et ne « consentiront » pas au retrait de l'armée yougoslave de la Krajina.

Si la trêve semble être respectée dans l'ouest de la Croatie, les combats se sont poursuivis dans l'est, en Slavonie. Le bombardement, samedi, par l'armée fédérale du chef lieu de cette province, Osijek, qui a fait au moins dix morts et vingt blessés, constitue la plus importante violation, à ce jour, du cessez-le-feu. Cependant, un peu plus au sud, des combats ont repris dimanche à Vinkovci. Les combats se sont également intensifiés sur les fronts de Slavonie occidentale. Ainsi, la ville de Pakrac a été bombardée à plusieurs reprises pendant le week-end par l'armée yougoslave, qui se heurte à une forte résistance des forces croates. Novska (à une centaine de kilomètres au sud-est de Zagreb) a subi dimanche matin une nouvelle attaque d'infanterie.

FLORENCE HARTMANN

GRANDE-BRETAGNE

La police attribue à l'IRA plusieurs incendies criminels

La police britannique estime que l'Armée républicaine irlandaise (IRA) est vraisemblablement à l'origine des incendies criminels qui ont été déclenchés, dimanche 1^{er} décembre, sans faire de victimes, dans plusieurs magasins du centre de Londres. Trois magasins situés dans la même rue, Tottenham Court Road, ont été la cible de ces incendies. Un incendie suspect a également endommagé un magasin de « discount » de meubles dans le nord de la ville. Enfin, une cache d'armes et d'explosifs a été découverte dans l'est de la capitale.

A Belfast, en Irlande du Nord, l'IRA a semé la confusion dans le centre commercial de la ville avec une série d'alertes à la bombe incendiaire, habituelles les samedis après-midi, en particulier à l'approche de Noël. — (AFP)

Election présidentielle au Kazakhstan

Noursoultan Nazarbaïev un « autocrate éclairé »

Le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaïev, avait choisi, après l'Ukraine, la date du 1^{er} décembre pour se faire confirmer à ce poste au suffrage universel. Il était seul candidat, assuré de plus d'une forte participation dans cette République qu'il dirige d'une main ferme. A deux heures de la fermeture du scrutin, 80 % des électeurs avaient effectivement voté, selon les autorités. Mais c'était pour le réformateur Nazarbaïev l'occasion de rappeler que si l'Ukraine est la seconde République de l'ex-Union par sa population, le Kazakhstan l'est par l'étendue de son territoire, aux portes de l'Asie centrale.

De même que ses collègues des Républiques de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie — les trois Républiques qui formaient, avec le Kazakhstan, le noyau dur de l'ex-URSS — le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaïev, a fait carrière au Parti communiste : il y a pris ses premières responsabilités dans une usine métallurgique de la région minière du Karaganda, pour diriger, en 1984, le gouvernement local. En 1989, il prend la tête du PC kazakh et se fait élire président du Parlement républicain en février 1990.

Mais ce Kazakhstan de cinquante et un ans, qui dirige seul sa République en autocrate éclairé depuis près de deux ans, a acquis un poids particulier dans le jeu inter-républicain sovié-

que, où il faisait souvent figure de « troisième homme », plus radical que le président Gorbatchev, mais moins que Boris Eltsine.

Auteur d'un ouvrage intitulé *Ni droite ni gauche*, il se veut pragmatique en politique et libéral en économie, embauchant des conseillers américains et autres pour lancer chez lui la privatisation. Mais après avoir défendu avec acharnement la décentralisation, il est devenu le champion du maintien d'une communauté économique soviétique : c'est lui qui a passé de tout son poids pour obtenir début octobre la signature du projet de traité économique interrpublicain dans sa capitale Alma-Ata.

Car le caractère pluri-ethnique du Kazakhstan, où les Russes, Ukrainiens, Allemands et autres minorités forment près de la moitié de la population, surtout concentrée dans le nord du pays, aux frontières de la Russie, l'inquiète fortement. Il s'est déclaré opposé à tout débordement nationaliste et n'hésite pas à réprimer à l'occasion ses manifestations. Un candidat d'un parti d'opposition n'a ainsi pas pu se faire enregistrer pour l'élection présidentielle, mais cette opposition, embryonnaire, reconnaît également qu'elle n'avait aucune chance face au président Nazarbaïev, qui s'affirme prêt à développer la démocratie, mais « dans un second temps ».

Le président kazakh bénéficie en même temps de la reconnaissance des responsables politiques étrangers, qui prévoient tous désormais une étape à Alma-Ata à l'occasion de leurs visites en URSS.

SOPHIE SHIHAB

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

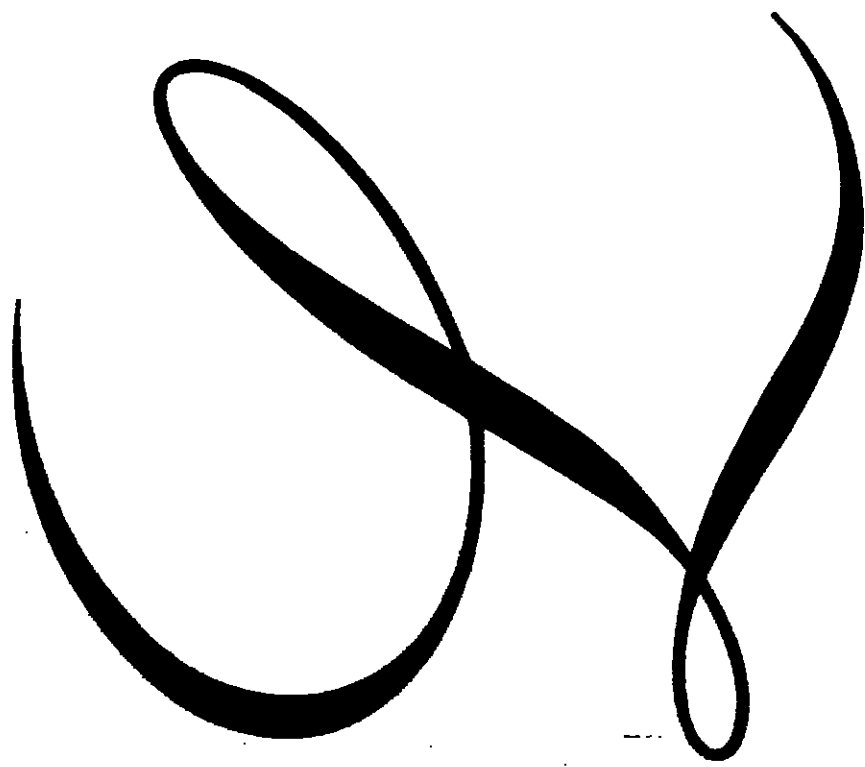
CHAUMET
PARIS

12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TÉL. : (1) 44.77.24.00
46, AVENUE GEORGES-V - 75008 PARIS - TÉL. : (1) 49.52.08.25

1520 من اليعازر

البيان

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION



CETTE BOUTEILLE DOIT ÊTRE MAINTENUE COUCHÉE

C H A M P A G N E





EUROPE

Selon un sondage TF1-le Monde/BVA

La majorité des Français souhaite le renforcement de l'intégration communautaire

L'approche positive qu'ont les Français de la construction européenne s'est confirmée, si l'on en juge par le sondage réalisé par BVA les 29 et 30 novembre auprès d'un échantillon représentatif de 916 personnes. Ainsi 57 % affirment que le renforcement de l'intégration européenne ne leur fait pas peur (39 % disent le contraire) et 52 % estiment que la France y gagnera, contre 35 % qui pensent qu'elle a plus à y perdre.

Le sentiment pro-européen a progressé, notamment à propos de deux domaines qui touchent directement à la souveraineté nationale, la monnaie et l'armée. 75 % des

personnes interrogées se disent favorables à la mise en place d'une monnaie commune (contre 68 % en mai 1989) et 61 % à une armée intégrée (contre 50 % en 1989). On trouve même 42 % de personnes pour se prononcer en faveur d'un « gouvernement supranational », perspective qui pourtant n'est pas d'actualité.

Cette étude permet d'identifier les plus réticents envers la construction communautaire en fonction de leurs sympathies politiques : c'est chez les personnes qui se disent proches du PC, dans une moindre mesure du Front national et des Verts, que les opinions sont

les plus négatives. Si le sentiment pro-européen reste majoritaire, il ne s'agit toutefois pas d'un consensus. Le sondage fait apparaître un scepticisme en légère progression quant aux conséquences que peut avoir l'intégration communautaire sur l'emploi, le niveau de vie, les impôts, ainsi qu'un sentiment accru que l'Europe « stagne », dont on ne sait pas s'il se rapporte à la conjoncture économique ou au rythme de l'intégration communautaire. Le précédent sondage avait été effectué dans l'euphorie de la perspective de 1993, en mai 1989.

Enfin, s'agissant de M. Jacques Delors, la majorité (53 %) des per-

sonnes interrogées souhaitent qu'il continue d'exercer des responsabilités à Bruxelles, alors que 26 % voudraient le voir revenir à Paris. Le président de la Commission, interrogé dimanche à l'émission 7/7 sur TF1, a mis ce résultat en relation avec celui qui montre qu'une majorité des personnes interrogées souhaitent que l'Europe avance. Quand on lui a demandé s'il n'y voyait pas de contradiction avec la forte popularité que lui attribuent d'autres sondages en France, il a ironisé sur « la prime d'éloignement » dont il bénéficierait par rapport aux autres hommes politiques français.

La perception de l'avenir de l'Europe

Les 9 et 10 décembre aura lieu le sommet européen de Maastricht, réunissant les douze chefs d'Etat européens et qui sera consacré à l'avenir de la construction européenne. A ce propos, le renforcement de l'union européenne vous fait-il très peur, plutôt peur, plutôt pas peur ou pas peur du tout ?

	Ensemble	Proches du PC	Proches du PS	Proches des Verts	Proches de l'UDF	Proches du RPR	Proches du FN
Très peur.....	7	16	6	7	3	2	27
Plutôt peur.....	32	42	29	35	32	36	18
Plutôt pas peur.....	20	11	22	21	25	21	14
Pas peur du tout.....	37	31	40	36	38	38	39
NSP.....	4	0	3	1	2	3	2

La France et le renforcement de l'union européenne

A votre avis, la France a-t-elle plus à gagner ou plus à perdre avec le renforcement de l'union européenne ?

	Ensemble	Proches du PC	Proches du PS	Proches des Verts	Proches de l'UDF	Proches du RPR	Proches du FN
Plus à gagner.....	52	35	63	52	56	51	40
Plus à perdre.....	35	61	27	32	28	38	49
NSP.....	13	4	10	16	16	11	11

Les projets d'unification européenne

Plus précisément, êtes-vous favorable ou opposé à la mise en place...

	Favorable	Opposé	NSP
D'une monnaie européenne unique..	75	21	4
Rappel mai 1989.....	68	20	12
D'une armée européenne intégrée..	61	29	10
Rappel mai 1989.....	50	31	19
D'un gouvernement européen supranational.....	42	42	16
Rappel mai 1989.....	40	40	20

Le rythme de l'évolution de la construction européenne

Avez-vous le sentiment, à l'heure actuelle, que la construction européenne progresse, stagne ou régresse ?

	Ensemble	Rappel mai 1989	Proches du PC	Proches du PS	Proches des Verts	Proches de l'UDF	Proches du RPR	Proches du FN
Progresse.....	30	47	24	35	29	38	20	30
Stagne.....	49	39	44	47	52	46	62	52
Régresse.....	16	5	27	14	15	11	15	18
NSP.....	5	9	5	4	4	7	3	0



Avant la fin de l'année offrez-vous une bonne réputation. Faites graver un Cross.

Il est encore temps de passer vos commandes pour vos cadeaux d'entreprise. Pour recevoir le catalogue de la gamme Cross et des possibilités de gravure, écrivez-nous à : Cross France, 11 rue Laugier, 75017 Paris. Tél. : (0) 42 67 15 37.

Nom Fonction
Société Adresse
Ville
Code Postal Tél.

La personnalisation en série ou à l'unité, nécessite un délai de 3 semaines

Le principe des transferts de souveraineté

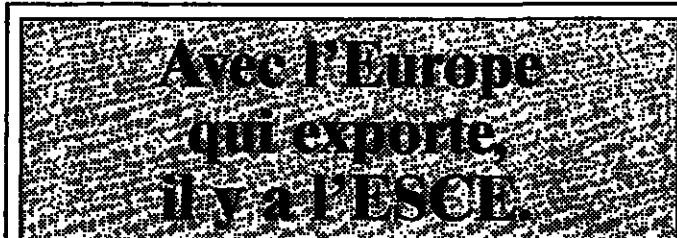
D'une façon générale, êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt défavorable ou très défavorable au transfert d'une partie des pouvoirs du gouvernement ou du Parlement français vers le Parlement européen ?

	Ensemble	Proches du PC	Proches du PS	Proches des Verts	Proches de l'UDF	Proches du RPR	Proches du FN
Tout à fait favorable.....	9	13	6	8	13	9	18
Plutôt favorable.....	42	21	45	45	46	41	29
Plutôt défavorable.....	29	52	31	26	25	32	23
Tout à fait défavorable.....	8	6	7	9	4	7	21
NSP.....	12	8	11	12	12	11	9

L'avenir de Jacques Delors

En pensant à l'avenir politique de Jacques Delors, actuellement président de la Commission européenne à Bruxelles, souhaitez-vous :

	Ensemble	Proches du PC	Proches du PS	Proches des Verts	Proches de l'UDF	Proches du RPR	Proches du FN
Qu'il continue à exercer des responsabilités au niveau européen.....	53	46	58	53	59	60	61
Qu'il exerce à nouveau des responsabilités en France.....	26	13	28	30	20	25	25
NSP.....	21	41	16	17	21	15	14



• École Supérieure du Commerce Extérieur
Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État.
4 années d'études dont 12 mois de stage en France et à l'étranger (USA et CEE)
• Diplôme Homologué au Niveau II (Cadres, Cadres Supérieurs)
Concours national les 9 et 10 avril 1992 : banque d'épreuves communes SESAME*

63, rue Ampère 75017 Paris
Tél. : (1) 47 63 36 55-42 27 99 37 - 3617 CODE ECO1 • ESCO

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

Les positions de M. Delors sur l'Europe n'ont « pas de prise sur la réalité »

estime M. Roland Dumas

Interrogé sur les prises de position de M. Jacques Delors à l'approche du sommet de Maastricht, M. Roland Dumas a estimé, samedi 30 novembre, qu'elles n'avaient « pas de prise sur la réalité » et que le choix pour les Douze était « ou de vouloir plus et avoir rien, ou avoir quelque chose et transiger un peu sur les principes ».

M. Delors avait parlé il y a quelques jours du « bricolage institutionnel » auquel se seraient livrés les Douze à propos du projet d'union politique et estimé que les procédures prévues pour la politique étrangère commune déboucheraient sur « une schizophrénie organisée ». Dimanche, lors de l'émission 7/7 sur TF1, il a de nouveau déclaré que le projet d'union politique, dans son état actuel, était pour lui « une déception ».

« Pour l'instant, on ne se donne pas les moyens d'agir ensemble ».

a-t-il déclaré à propos de la politique étrangère commune, en laissant entendre que les réticences britanniques n'étaient pas seules en cause. Le président de la Commission s'oppose notamment aux positions défendues par la France à propos du mécanisme de décision en matière de politique étrangère commune, ainsi que des compétences de la commission et du parlement européen.

« M. Delors s'est placé sur un terrain qui n'est pas le nôtre. Il estime que tout le champ nouveau que nous voulons ouvrir dans la Communauté doit être géré par les organismes centraux, notamment par la Commission et le parlement, estime M. Dumas. C'est une vue qui a ses partisans et ses arguments, mais dans l'état actuel des choses et de l'avancée de l'idée européenne dans les esprits, il n'est pas possible d'imaginer un accord sur cette base ».

ASIE

CHINE

Le dernier comité central traduit la paralysie du régime

Les gros titres qui barraient la « une » des journaux chinois à l'annonce de la conclusion de la huitième session plénière du comité central du PCC n'auraient pas dissimulé longtemps le manque de résultats de la réunion : tenue du 25 au 29 novembre, celle-ci a plutôt confirmé la paralysie du régime.

de notre correspondant

Aucun changement de personnel n'a été décidé, ce qui signifie que M. Deng Xiaoping a échoué à faire entrer au bureau politique ses plus récents soutiens, chargés de relancer la modernisation du pays. En outre, le patriarche a dû concéder à M. Li Peng, porte-parole des conservateurs, une victoire symbolique portant sur la convocation du prochain congrès : le premier ministre s'était opposé, au printemps dernier, à une convocation anticipée du XIV^e congrès, comme certains libéraux le souhaitaient. Le comité central a décidé qu'il se tiendrait comme prévu à la fin de 1992.

Le communiqué proclame avec assurance que ce congrès « aura une importance majeure dans le cours de la modernisation socialiste de la Chine » et lui fixe la tâche ambitieuse de « prendre en compte l'héritage du passé pour préparer l'avenir », tout en « donnant une impulsion à la grande cause de la construction du socialisme aux caractéristiques chinoises ». Mais « ouï » inquisiteur, l'expression qui constituait la plateforme politique du précédent congrès, selon laquelle la Chine se trouve « dans la phase initiale de l'édification du socialisme », a disparu. Autant dire que l'on enterme le tour de passe-passe qui avait permis à M. Deng de faire avaler aux orthodoxes les réformes les plus osées. La stagnation ne transparaît pas moins des seuls travaux concrets aux-

FRANCIS DERON

CAMBODGE

L'armée thaïlandaise est accusée d'avoir donné son feu vert au rapatriement forcé de réfugiés

Des membres d'organisations internationales ont accusé, samedi 30 novembre, l'armée thaïlandaise d'avoir donné son feu vert, en violation des accords de paix du 23 octobre dernier, au rapatriement forcé de réfugiés cambodgiens vers les zones contrôlées par les Khmers rouges. Ces derniers ont indiqué samedi qu'ils ne retourneraient à Phnom-Penh qu'avec des garanties absolues concernant leur sécurité.

D'autre part, la Chine, qui avait rendu le gouvernement de M. Hun Sen responsable des incidents qui avaient entraîné la fuite de M. Khieu Samphan, a annoncé le report, « sine die » et pour « des raisons techniques », de la visite que devait faire à Phnom-Penh son ministre des affaires étrangères.

PHILIPPINES
M. Mitra élu candidat du parti au pouvoir pour succéder à M^{re} Aquino

M. Ramon Mitra, président de la Chambre des représentants, a été élu, samedi 30 novembre, candidat du Parti de la lutte pour des Philippines démocratiques (LDP) à l'élection présidentielle prévue pour le 11 mai prochain. M^{re} Corason Aquino n'a pas, en effet, l'intention de se représenter.

M. Mitra, qui est âgé de soixante-trois ans, a largement battu son principal rival, le général Fidel Ramos, l'ancien ministre de la défense a reconnu sa défaite, mais il n'est pas exclu qu'il décide de se présenter contre M. Mitra. Ce dernier a déclaré, après le vote, que sa victoire représentait « le premier pas pour tirer notre peuple de la pauvreté. Notre pays veut être dirigé, et il le sera ».

ADMISSIONS SUR DEUG, LICENCE ou MAÎTRISE

HEC-ESCP-ESCP
ESSEC-ESCL
SCIENCES-PO
CFPA

ipesup

LA PRÉPARATION AU SUCCÈS
18-18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - Tél. : (1) 43.25.63.30

TOGO : estimant que leurs exigences n'ont pas été satisfaites

Les militaires ont à nouveau encerclé le siège du gouvernement

Des militaires togolais ont une nouvelle fois encerclé le siège du gouvernement à Lomé, lundi 2 décembre. La radio, occupée depuis jeudi par des militaires, a diffusé un communiqué annonçant que « tous les points stratégiques » de la capitale étaient à nouveau « occupés », car « aucune des exigences (des forces armées) n'a été satisfaite ». Samedi, une trentaine de militaires français, faisant partie de la force de trois cents hommes dépêchés la veille par la France au Bénin voisin, sont arrivés à Lomé pour « renforcer la sécurité de l'ambassade de France » et autres « objectifs stratégiques français ».

LOMÉ

correspondance

« Le coup d'Etat continue », constate le responsable d'une organisation internationale. Depuis jeudi matin, l'armée dicte sa loi. Levé dans un premier temps, le siège de la résidence du premier ministre a repris lundi matin, et les militaires

contrôlent toujours la radio. Le premier ministre togolais, M. Joseph Kokou Koffigoh, a donné instruction à ses gardes, lundi, de « défendre la Primature », selon un de ses proches, qui a ajouté : « Seuls les Français peuvent nous sortir de la crise ».

« La balle est dans le camp du général Gnassingbé Eyadema », a estimé un conseiller du premier ministre, nous constatons que les militaires s'adressent aujourd'hui au chef de l'Etat : nous attendons donc une déclaration de sa part. Au président Eyadema - dont les pouvoirs ont été considérablement réduits depuis le début du processus de démocratisation - les militaires ont en effet à nouveau demandé de « nommer par décret un premier ministre » et de dissoudre le Haut Conseil de la République (HCR, assemblée législative provisoire).

Vingt-cinq morts
deux cents blessés

Le gouvernement civil incarné par M. Koffigoh n'a plus aucun pouvoir. Dimanche soir, le journal télévisé a débuté par une question : « Qui gouverne le pays ? » Dans un communiqué lu sur fond d'images de défilé militaire, le général Eyadema au garde-à-vous, les forces armées togolaises ont lancé une mise en garde à la population : « Pour tout caillou lancé, la réponse sera des rafales à n'importe quel moment ».

« Il est clair que désormais toute l'armée est derrière les mutins », reconnaît-on dans les milieux informés de la capitale. Une analyse que partage l'entourage du général Eyadema, où l'on avoue que « les officiers et la base ont été blessés dans leur amour-propre par les insultes proférées avant et après la Conférence nationale ». L'attitude du chef de l'Etat est pour le moins ambiguë. Il n'a pas désavoué publiquement les militaires qui se réclament de lui, mais leur a simplement demandé de rentrer dans leurs casernes.

Le premier ministre, « libéré » dans

un premier temps samedi, a entamé des consultations pour dénouer la crise. Dimanche, pour la première fois depuis le début du coup de force, il a reçu une délégation de onze officiers de l'armée togolaise. L'entrevue s'est terminée par la publication d'un communiqué dans lequel les militaires demandent à M. Koffigoh de « trouver une solution politique interne à la crise ».

D'intenses tractations ont commencé entre le premier ministre et les responsables des partis, en vue de la formation d'un gouvernement élargi aux anciens barons du régime, membres du Rassemblement du peuple togolais (RPT, dit-on). Le Haut Conseil de la République serait invité à mettre un démo à ses critiques contre le système Eyadema. Ce schéma, s'il était adopté et accepté par les militaires et le général Eyadema, provoquerait la colère des radicaux de l'opposition, dont les principaux acteurs sont d'ailleurs en France depuis quelques semaines. Douze partis politiques ont invité les Togolais à « observer une grève générale illimitée pour mettre en échec le coup d'Etat ». Pour l'instant, la population de Lomé, qui a payé un lourd tribut depuis mercredi - vingt-cinq morts et deux cents blessés - ne s'est pas manifestée.

JEAN-KARIM FALL

AFRIQUE DU SUD : partenaire de l'ANC

Le Congrès panafricain s'est mis en marge des préparatifs de la négociation constitutionnelle

La Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), dont les travaux devraient donner au pays une nouvelle Constitution, se réunira officiellement, pour la première fois, les 20 et 21 décembre. C'est ce qu'ont confirmé les vingt partis et organisations politiques rassemblés pour une réunion préparatoire, vendredi 29 et samedi 30 novembre, près de Johannesburg.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

En quarante-huit heures, les vingt partis ont aplani les dernières difficultés. La CODESA, qui se réunira au siège de la Foire internationale de Kempton Park, sera présidée par les juges Ismael Mohamed et Petrus Schaborn, déjà coprésidents de la réunion préparatoire.

Le Congrès national africain (ANC), opposé au gouvernement et au parti Inkatha - à dominante zouloue - sur la nécessité d'impliquer le clergé dans les négociations, a été mis en minorité. L'Inkatha a été connu semblable mécontentement lorsque ses représentants essayèrent d'obtenir que

trois délégations zouloues siègent à la CODESA (l'une représentant l'Inkatha, l'autre le gouvernement du homelands du KwaZulu et la dernière le roi des Zoulous et sa cour).

Seul le Congrès panafricain (PAC) n'a pas tenu la distance. Après quelques barouds d'honneur, ses représentants ont en effet décidé de se retirer de la réunion préparatoire. Le PAC reprochait à l'ANC, son partenaire du Front patriotique, d'avoir conclu un pacte préalable avec le gouvernement et de faire le jeu des Blancs. Constatant que toutes ses demandes étaient successivement rejetées, la direction du PAC a annoncé la convocation, le 16 décembre au Cap, d'un congrès extraordinaire où elle cherchera auprès de sa base un mandat particulier pour participer aux négociations.

Cette décision a été vivement critiquée par l'ANC et son président, M. Nelson Mandela a également évoqué les menaces que représentait l'extrême droite pour le président De Klerk. La préoccupation est fondée.

Les partis d'extrême droite ont jusqu'à présent refusé de s'inscrire dans le processus de réformes engagé depuis deux ans, ainsi en est-il du Parti conservateur (CP).

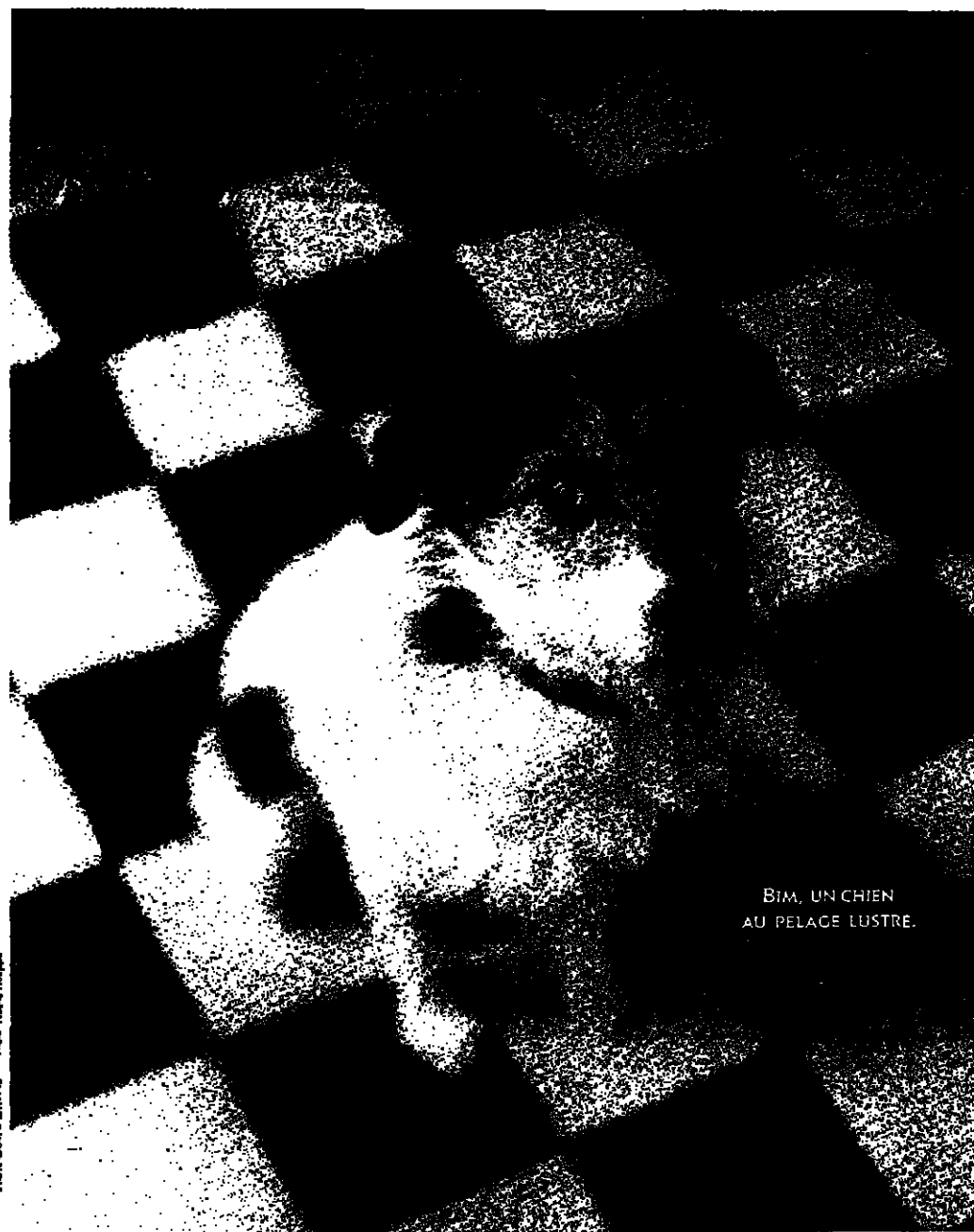
Mais, plus radical encore que le parti du pasteur Andries Treurnicht, le Mouvement de la résistance afrikaner (AWB) d'Eugène Terreblanche a fait une démonstration de force, dimanche, à Durban, dans le Natal.

Après avoir défilé en ville à la tête de trois cents militants, M. Terreblanche a menacé le gouvernement et l'organisation de Nelson Mandela. « Si nous devons un jour discuter avec l'ANC, nous le ferons derrière nos fusils », a-t-il dit.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ KENYA : le président Moi annonce le multipartisme pour « bientôt ». - Le président kényan Daniel Arap Moi a, pour la première fois, promis d'instaurer « bientôt » une démocratie multipartite dans son pays, dans un discours prononcé vendredi 29 novembre à Kakamega (ouest du pays). Les principaux bailleurs de fonds occidentaux ont récemment donné six mois au gouvernement de M. Moi, au pouvoir depuis treize ans, pour appliquer des réformes démocratiques, sous peine de diminuer leur aide. - (AFP)

COMMENT GRACE AU TOSHIBA T4400SX, UN NOTEBOOK EQUIPE D'UN PROCESSEUR 486, BIM LE CHIEN A RETROUVE LA JOIE DE VIVRE ET UN PELAGE LUSTRE ?



BIM, UN CHIEN
AU PELAGE LUSTRE.

TOSHIBA T4400SX, LA PUISSANCE ET LA VITESSE D'UN PROCESSEUR 486 AU FORMAT A4.

Malgré son pedigree un peu incertain, Bim est un chien adorable (il adore son maître). Et logiquement, quand ce dernier est absent,

Bim est triste. Heureusement, depuis peu le maître de Bim a fait l'acquisition d'un notebook T4400SX (ou passage Toshiba est N°1 mondial du portable). Pour faire court, les dimensions du T4400SX sont extrêmement réduites, ça tombe bien (format A4, 3,3 kg 5,6 cm d'épaisseur) : pour faire court donc, disons simplement que le T4400SX est un outil plus que complet. Jugez plutôt : un processeur 486 SX à 25 Mhz (4 fois plus rapide qu'un micro à base de 1386 SX à 20 Mhz) upgradable en 1486 DX, un écran plat VGA disponible en 2 versions (plasma ou LCD)

et (cette liste n'est absolument pas exhaustive) un disque dur 2" 1/2 de 80 Mo, une mémoire vive de 2 Mo et une batterie Super NiCad à rechargement rapide. Voilà pour la technique. Les connaisseurs apprécieront.

En tout cas, pour revenir au maître de Bim, le changement lui a été si profitable qu'il a gagné en efficacité. Résultats, rentré plus tôt chez lui et dans de meilleures dispositions d'esprit, il a pu multiplier les promenades dans son jardin raffiné.

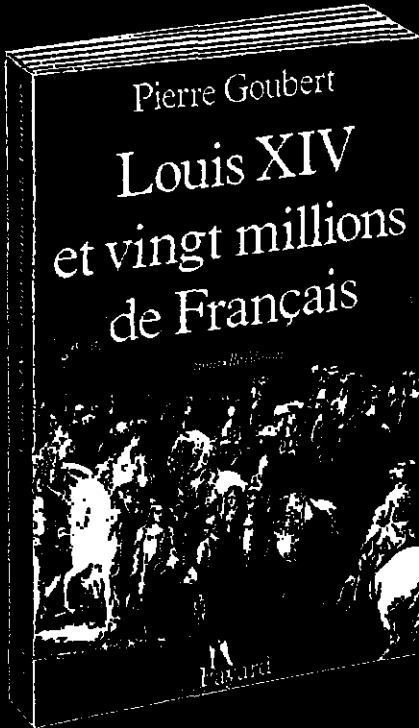
Et un chien qui court est un chien heureux, d'où le pelage lustré. Depuis 6 ans, Toshiba est le seul constructeur à ne faire que du portable, c'est-à-dire si nous croyons à tout ce que cette technologie peut apporter aux hommes et à certains animaux privilégiés.

TOSHIBA

MICROS PORTABLES TOSHIBA. PARCE QU'ON N'A QU'UNE VIE.

PIERRE GOUBERT

Peu de livres, en ce XX^e siècle, ont, autant que celui-ci, paru en 1966, marqué non seulement la corporation des historiens mais aussi le public. Éblouissant par la nouveauté du propos comme par le style, il fut en son temps salué - ou dénoncé - pour sa force de suggestion et son caractère corrosif, voire iconoclaste. Pour la première fois ou presque, il ne s'agissait plus de statuer (ou encore de dénigrer) le Grand Roi, mais de faire le portrait d'une société dans son épaisseur et sa complexité, et de saisir les ressorts du dialogue (souvent difficile) qu'elle entretenait avec son souverain.



Ce livre a ouvert à la recherche de multiples chantiers, souligné des lacunes, indiqué des pistes. Vingt-cinq ans après, les travaux - souvent d'une exceptionnelle qualité - qu'il a suggérés ont très largement confirmé et établi ce qui avait pu apparaître aux censeurs de 1966 comme une série d'intuitions hardies et d'assertions arbitraires. En des pages nouvelles, Pierre Goubert en dresse ici un bilan qui précise, complète, enrichit ce "grand classique" qu'est devenu et demeure Louis XIV et vingt millions de Français.

L'Histoire
chez
FAYARD

AFRIQUE

Au Tchad, la peur a succédé à la terreur

Prisonnier de l'étrange coalition qui lui a permis d'arriver au pouvoir il y a un an, le colonel Idriss Déby se révèle incapable de tenir ses promesses « démocratiques »

N'DJAMENA

De notre envoyée spéciale

Du temps de la colonisation, c'était la piscine du mess des officiers. Recouverte d'une dalle en béton sous le régime de Hissène Habré, elle était devenue la plus terrible des prisons. Des centaines de Tchadiens y sont morts.

Un gendarme soudanais y a passé deux mois. Il y a été torturé, il a vu des camarades mourir. Et puis, le 1^{er} décembre 1990, les cages se sont ouvertes, avec l'arrivée au pouvoir de Idriss Déby. « A l'époque, c'était le sauveur. Un an plus tard, c'est pareil, rien n'a changé », murmure-t-il, lèvres tremblantes, tant il a encore peur de sa vie. Beaucoup de ses compatriotes modèrent cependant son jugement : « D'un régime à l'autre, on est passé de la terreur à la peur. » Une peur physique, qui demeure, malgré les discours réconciliateurs de Idriss Déby.

Dès son arrivée à N'Djamena, l'ancien lieutenant de Hissène Habré a multiplié les promesses : législation des partis, conférence nationale. Pour le symbole, « la piscine » devait être transformée en musée. Mais la « prison » a été rouverte, il y a deux mois à peine, à l'occasion des fameux « événements du 13 octobre », lors des trois jours de folie meurtrière qui ont embrasé la capitale. Les cellules ont été de nouveau remplies. « A mon insu », s'est alors défendu le chef de l'Etat. Ses détracteurs ont beau jeu de s'interroger sur un pouvoir qui ignore ce qui se passe en plein centre-ville...

... On ne saura sans doute jamais ce qui s'est réellement passé les 13, 14 et 15 octobre à N'Djamena. La

population ne croit rien de la version gouvernementale, selon laquelle l'armée a dû faire face à un coup d'Etat fomenté par le ministre de l'Intérieur, M. Moudou Abbas, compagnon d'armes d'Idriss Déby et chef des Hadjeris, un groupe de tribus du centre du pays qui avait largement participé à la « victoire » du 1^{er} décembre 1990. Tout porte à croire, au contraire, que le pouvoir, ou du moins l'une de ses composantes, les Zagawas, ait voulu se débarrasser des Hadjeris.

Le gouvernement a accusé les Hadjeris d'avoir pris pour cible un dépôt de munitions près de l'aéroport. Curieusement, les militaires français de l'opération « Epervier », postés aux alentours, n'ont rien remarqué qui ressemblât à une attaque en règle. En revanche, les domiciles des responsables hadjeris ont été encerclés, et les rues de la ville abandonnées à la loi des « émeutiers », comme les N'Djaminois surnomment les combattants zagawas.

Peut-on encore parler d'Etat ?

Pendant trois jours, ces pillards se sont livrés à une véritable chasse à l'homme. Premiers visés : les Hadjeris. Des corps ont été retrouvés au fond de puits et sur le fleuve Chari. A partir des plaintes des chefs de village alentour et sans remède en compte les exactions commises en ville, la Ligue tchadienne des droits de l'homme fait état de 114 morts, Idriss Déby, lui, de « 64 décès ».

Depuis lors, les agressions n'ont pas cessé. Le 14 octobre, à Bitkine, une colonne de militaires sous commandement zagawa exécutait som-

mairement une bonne quarantaine de soldats. Le soir, à N'Djamena, les rues sont désertes : circuler en voiture, ou même en deux roues, c'est prendre le risque de se retrouver à pied. A la mi-novembre, à une trentaine de kilomètres de la capitale, un convoi a été attaqué et ses passagers froidement exécutés. Quelques jours plus tard, la ville d'Oum-Hadjer était mise à sac.

Plus personne n'ose voyager dans le pays. Les enseignants renoncent à rejoindre leurs postes, les missions gouvernementales périment dans la capitale. Cet immobilisme n'arrange rien les affaires de l'Etat. Au reste, peut-on encore parler d'Etat ? Les douanes, aux mains des Zagawas, sont inexistantes, les services administratifs paralysés.

L'hétéroclite coalition politico-militaire qui a permis au « tombeau » de Hissène Habré de prendre la barre s'est lézardée. Originaire d'une ethnie apparentée aux Goranes, Idriss Déby était allié aux Zagawas et aux Hadjeris. Ces derniers ont peu à peu été écartés du pouvoir. Leur chef, M. Moudou Abbas, est sous les verrous et ses proches en fuite. En revanche, les Zagawas, dont le chef, M. Abbas Kory, détient, aujourd'hui, le portefeuille de la défense, se sont imposés et représentent aujourd'hui pour le nouveau régime une bien plus grande menace qu'un éventuel retour en force des hommes d'Hissène Habré — lui-même exilé à Dakar — ou que les répressions des Hadjeris. « Ce sont des prédateurs venus chercher leur butin de guerre qui rançonnent la population », déclare un Français installé de longue date au Tchad. Certains ne parlent pas français. Et pour cause... ils viennent du Soudan.

Idriss Déby se sait prisonnier de cette alliance qui nuit à sa respectabilité mais qu'il ne peut rompre, sauf à tout perdre. « Pourquoi est-ce qu'on veut que je me débarrasse de ceux qui se sont sacrifiés pour l'avènement de la démocratie ? Je n'ai rien de se demander. Je pense continuer avec cette équipe. » Commentaire de M. Saleh Kebzabo, le directeur de N'Djamena Hebdo : « Ils ont pris le pouvoir sous le mot d'ordre de « démocratie », sans savoir ce que cela voulait dire. »

N'Djamena Hebdo, « le » magazine critique né sous le nouveau régime, est l'un des objets mis en « vitrine » par un pouvoir avide de reconnaissance internationale. Deux associations de défense des droits de l'homme ont aussi vu le jour. Mais, à l'une d'entre elles, le chef de l'Etat vient de reprocher la publication de « bouts de papier qui coûtent cher au pays ».

Pour faire contrepoids aux Zagawas, le président Déby récupère les

hommes de Hissène Habré exilés. Et ce sont eux que l'on retrouve au Centre de recherches et de coordination des renseignements (CRCR), qui remplace la redoutable police politique de l'ancien régime.

Le pari de la France

Vingt-cinq années de guerres et huit ans de dictature ont effacé toute trace de société civile, annihilé toute vraie opposition. Au demeurant, rien de constructif ne peut être imaginé dans un tel climat d'insécurité. Les conditions seront-elles réunies pour organiser, en mai, comme prévu, une conférence nationale ? « Il y a lieu de se poser la question », estime Idriss Déby. Il faut des moyens...

Les moyens, la France les met sur table : 100 millions de francs pour la « restructuration de l'armée ». Ce programme drastique, qui passe par une réduction de près de la moitié des effectifs d'ici à la fin de 1992, est aussi une gageure : car il n'existe pour l'instant que des bandes armées, placées sous l'autorité de « petits chefs ». Trois régiments ont déjà été formés sous la houlette de coopérants militaires.

Véritable test pour Paris, l'opération ne va pas sans risques. Elle repose sur un pari : continuer de faire confiance en un homme, Idriss Déby, dont on peut douter, depuis les « événements » d'octobre, des capacités à gérer le pays. Une fois encore, la France est confrontée à l'éternel dilemme : « lui ou le chaos », avec pour toile de fond la menace d'une scission entre le nord et le sud du pays. Pareille perspective ferait bien l'affaire des voisins libyens et soudanais, qui n'ont pas l'intention d'assister les bras croisés à la naissance d'une démocratie sur les bords du Chari.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Un message à la nation du président Idriss Déby. — A l'occasion du premier anniversaire de l'arrivée au pouvoir du Mouvement patriotique de salut (MPS), le président Idriss Déby a réaffirmé, samedi 30 novembre, dans un message à la nation, que l'objectif du MPS était « d'établir toutes les garanties pour la paix et pour le succès de la démocratie ». « Toutefois, la marche vers la démocratie n'est pas œuvre facile, a-t-il poursuivi, nous sommes en train de bâtir un système politique sur un terrain miné par une longue guerre civile et par des pratiques dictatoriales durant les régimes précédents. — (AFP).

PROCHE-ORIENT

Le processus de paix

Israël cède sur le lieu mais pas sur le calendrier des négociations bilatérales

Israël plie mais ne rompt pas. Ainsi peut-on résumer la double décision prise, dimanche 1^{er} décembre, par le conseil des ministres, qui permet au premier ministre Itzhak Shamir de sauver la face, sans compromettre outre mesure la suite du processus de paix amorcé par les Américains.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La double tactique adoptée à la majorité du conseil, consiste à crier haut et fort qu'Israël, pays souverain, maintient sa décision de reprendre les négociations bilatérales avec les Arabes le 9 décembre — et non le 4, comme l'administration américaine le demandait — tout en expédiant, dès le 4 décembre à Washington, une délégation « de niveau subalterne » de manière, comme le précisait la radio nationale, « à ne pas laisser le champ libre à la propagande arabe ».

Les quatre participants arabes au processus en cours — Palestiniens, Jordaniens, Syriens et Libanais — ont, tous, accepté la date proposée par Washington dès la semaine dernière, et certains d'entre eux avaient déjà entamé une campagne de presse dénonçant « la mauvaise foi et la mauvaise volonté » de l'Etat hébreu.

L'absence d'Israéliens, le 4 décembre, dans la capitale américaine, eût sérieusement embarrassé ceux qui, aux Etats-Unis ou ailleurs, soutiennent Jérusalem. On sait donc désormais qu'Israël « sera là, sans y être, tout en y étant », ironisait-on dans certaines chancelleries. De fait, même si — sauf contraire toujours possible — jusqu'à la dernière minute — les « négociateurs » ne commenceront à arriver dans la capitale américaine qu'après le 4 décembre, la délégation « subalterne » de M. Shamir sera tout de même conduite par son tout nou-

veau protégé, M. Benjamin Netanyahu.

Ce jeune et pugnace politicien, qui a rang de vice-ministre, avait, grâce à son américain chéri, remporté un succès certain auprès des télévisions d'outre-Atlantique, le mois dernier à Madrid. Reste que le premier ministre a insisté : « Nous avons pris une décision mercredi dernier — celle de rejeter une invitation américaine qui avait, dit-on ici, le ton du diktat — et nous la maintiendrons. » M. Zalman Shoval, l'ambassadeur d'Israël à Washington, a certes négocié pendant tout le week-end avec le département d'Etat, mais les nouvelles assurances qu'il est parvenu à arracher à ses interlocuteurs se sont révélées insuffisantes pour calmer les « durs » de son gouvernement.

« Au moment approprié »

Washington aurait cité sa position sur la localisation des négociations bilatérales : en substance, les Américains estiment que la poursuite des pourparlers au Proche-Orient, comme le demande Israël, est une excellente idée, mais celle-ci ne devrait être envisagée qu'« au moment approprié ». Jérusalem ayant réclamé un engagement clair et précis sur ce point, avec une date, on peut comprendre la frustration de M. Shamir.

« Si chaque fois que nous avons un désaccord avec la partie arabe, a expliqué M. Elmadfa, un ministre de tendance plutôt modérée, ce sont les Américains qui s'interposent pour nous dicter des conditions inacceptables, si c'est cela le modèle de négociation qu'on nous propose, alors ce sont les Américains eux-mêmes qui rendront tout accord impossible. Car les Arabes se diront : pourquoi faire des efforts ? Il suffit d'attendre que Washington impose notre position aux Israéliens... »

PATRICE CLAUDE

ALGÉRIE : à la veille de l'ouverture de la campagne électorale

L'assemblée durcit la législation sur l'ordre public

L'Assemblée nationale a adopté, dimanche 1^{er} décembre, une loi réglementant, de manière rigoureuse, « les manifestations et les réunions publiques ». Désormais, seul le wali (préfet) d'un département peut autoriser une manifestation. Il peut, « en justifiant son refus », l'interdire s'il juge qu'elle « risque de porter atteinte aux constantes de la Nation et aux symboles de la Révolution ». Les députés doivent discuter un autre projet de loi qui permettra à l'autorité civile de faire appel à l'armée dans certaines circonstances.

Selon le gouvernement, ces lois sont destinées à combler les lacunes de l'ancienne législation. Au printemps, des manifestations fomentées par les islamistes avaient fait des centaines de morts et de blessés et abouti à l'instauration de l'état de siège, au report

des élections législatives et à la démission du gouvernement de M. Mouloud Hamrouche.

Au cours de l'émission « L'heure de vérité », diffusée, dimanche, par Antenne 2, M. Sid Ahmed Ghazali, le premier ministre, a confirmé que la date des premières élections législatives pluralistes restait fixée au 26 décembre et que son gouvernement « continuera à tout faire pour que les élections aient lieu », ajoutant que « toutes les garanties ont été réunies pour assurer la neutralité absolue de l'administration ». Plusieurs partis politiques de l'opposition s'étaient récemment inquiétés d'un possible report du scrutin auquel le Front islamique du salut (FIS) n'a pas encore officiellement décidé de participer. — (AFP).

BURKINA : élection présidentielle mouvementée

Moins de la moitié des électeurs ont voté

Le déroulement de l'élection présidentielle — à laquelle le chef de l'Etat, le capitaine Blaise Compaoré, était le seul candidat — a été marqué, dimanche 1^{er} décembre, par de graves incidents à Bobo-Dioulasso, localité située à quelque 300 kilomètres au sud-ouest de Ouagadougou.

Selon la radio nationale, quarante-deux bureaux de vote ont été saccagés, le marché de la ville a été pillé, tandis que le domicile et le magasin d'un militant de l'Organisation pour la démocratie populaire-Mouvement du travail (ODP/MT, fondé par le président Compaoré) ont été incendiés. La police a procédé à « plusieurs » arrestations, a indiqué la radio. Des troubles ont aussi été signalés à Ouahigouya, au nord de la capitale.

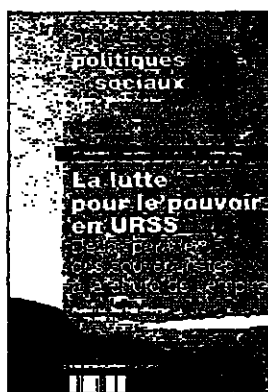
L'appel au boycottage, lancé par l'opposition, qui réclame la tenue d'une conférence nationale, a été largement suivi. Les six candidats virtuels de l'opposition avaient décidé de ne pas participer au scrutin, le premier du genre depuis 1978, supervisé par des observateurs français, canadiens et tunisiens. Selon des correspondants de presse, moins de la moitié des 3,5 millions d'électeurs ont participé au scrutin — dont les résultats devaient être connus lundi. — (AFP, Reuters).

BIRMANIE : l'ONU préoccupée par la situation des droits de l'homme. — Un comité de Nations unies a exprimé, vendredi 29 novembre, son inquiétude au sujet de « la situation préoccupante des droits de l'homme » en Birmanie et a salué l'attribution du prix Nobel de la paix à l'opposant Aung San Suu Kyi, actuellement en résidence surveillée. Cette dernière vient d'être autorisée, selon Rangoun, à recevoir du courrier de sa famille. — (AP).

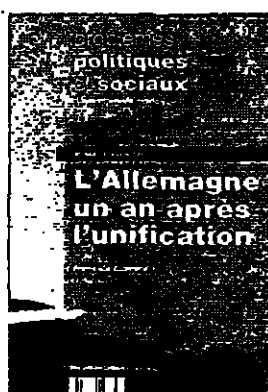
INDE : une bombe découverte à bord d'un Boeing d'Air India. — Un engin qui pouvait être déclenché par télécommande a été découvert, dimanche 1^{er} décembre, à bord d'un Boeing d'Air India. L'appareil, qui venait de Madras, dans le sud du pays, s'appretait à décoller avec 398 passagers et dix-huit membres d'équipage pour Londres et New York. L'engin était dissimulé dans une boîte métallique utilisée comme conteneur pour la nourriture. Un groupe de séparatistes musulmans du Cachemire a revendiqué la tentative d'attentat. — (AFP, AP, Reuters, UPI).

PARAGUAY : le Parti Colorado en tête aux élections à l'Assemblée constituante. — Après le dépouillement de 10 % des bulletins de vote, le parti officieliste Colorado (centre droit) était largement en tête, dimanche 1^{er} décembre, à l'issue des élections pour la formation de l'Assemblée constituante du Paraguay, chargée de rédiger la première Constitution démocratique du pays. Ce parti recueillait 55 % des suffrages, le Parti libéral radical authentique (centre) 26 %, et le mouvement indépendant « Constitution pour Tous » (progressiste) 13 %, selon les premiers résultats officiels. — (AFP).

L'Est : ne perdez pas le nord faites le point



par
Roberte Berton-Hogge
106 p., 54 F



par François Guérard
64 p., 27 F



sous la direction de
Françoise Barry
et Michel Lesage
230 p., 75 F



sous la direction de
Thomas Schreiber
et Edith Lhomel
260 p., 110 F
A paraître

29, rue Voltaire
75007 Paris
(1) 40 15 70 00

La documentation Française



1550 0001

À l'Assemblée nationale

La réforme de l'administration territoriale est adoptée de justesse

L'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, par deux voix seulement de majorité (285 contre 283), le projet de loi sur l'administration territoriale de la République. Les députés ont rétabli l'essentiel du dispositif voté en première lecture, texte que le Sénat avait profondément modifié en supprimant les communautés de villes et de communes.

Privé, pour le projet de loi sur l'administration territoriale, des deux supports dont il se servait, l'Assemblée nationale - les centristes et les communistes - a été contrainte de marchander des soutiens, au grand dam de l'opposition qui a vivement dénoncé ces « débauchages ». En première lecture, le texte n'avait été adopté qu'à une voix de majorité après une séance de vote homérique. Samedi, le projet a

été voté avec deux voix d'avance, mais l'exercice pratique qui consiste, pour les députés, à circuler dans les travées pour tourner les clés de vote de leurs collègues absents, n'a pas été plus glorieux.

À l'approche de l'adoption, la tension est montée d'un cran. MM. André Rossinot (UDF, Meurthe-et-Moselle), Bernard Pons et Jean Tiberi (tous deux députés RPR de Paris), se sont isolés dans l'hémicycle pour faire et refaire leurs comptes, alors que, de leur côté, les membres du cabinet du premier ministre feuilletaient nerveusement une liste des pouvoirs laissés par les députés « débauchés ». Le problème du gouvernement venait de se compliquer après le rejet, à la fin de la discussion, d'un amendement du député centriste de Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Gérard Grignon, qui attribuait, chaque année, une subvention de 2 millions de francs à la commune de Miquelon-Langlade (le Monde daté 1-2 décembre).

L'adoption du projet grâce à l'absentéisme notable de deux députés (non-inscrits) de Lyon, MM. Michel Noir et Jean-Michel Dubernard - sans doute comblés par le vote d'une disposition annexée - n'a pas convaincu M. Rossinot, qui a jugé le résultat « frelaté au regard de la morale comme de la politique », non plus que M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne), qui a exprimé la crainte que « le scrutin ne soit entaché d'un certain défaut ».

Au cours de la journée, les débats avaient confiné la suppression, par le Sénat, d'une disposition introduite en première lecture par un amendement socialiste et qui portait atteinte au monopole de distribution de Gaz de France dans les communes non desservies, en permettant à ces dernières de créer ou d'étendre des services publics locaux de distribution indépendants. Ils ont adopté la dotation de développement rural (DDR), préparée par des députés de zones rurales, MM. Augustin Bonrepaux

(PS, Ariège) et Jean Briane (UDC, Aveyron), qui s'est d'ailleurs abstenu sur l'ensemble du texte, mais que M. Rossinot a qualifié de dispositif « kafkaïen ».

D'un montant total de 300 millions de francs en 1992, destinée, d'une part, aux « bourgs-centres » de moins de 10 000 habitants et, d'autre part, aux groupements ou communautés de communes à fiscalité propre, dont la population n'excède pas 35 000 habitants et qui exercent des compétences dans les domaines de l'aménagement de l'espace et du développement économique, cette nouvelle dotation sera financée par le Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle.

L'augmentation de la dotation de compensation de la taxe professionnelle sera affectée à la DDR à hauteur de 300 millions de francs en 1992, 600 millions de francs en 1993 et 1 milliard de francs en 1994.

GILLES PARIS

Si le président de la République le lui demandait

M. Jacques Delors accepterait le poste de premier ministre

M. Jacques Delors a déclaré, dimanche 1^{er} décembre, au cours de l'émission de TF1 « Sept sur sept », qu'il n'aurait pas d'accepter le poste de premier ministre si le président de la République le lui demandait, après les élections régionales et cantonales de mars prochain, à condition qu'il « fasse pouvoir y faire un travail utile ». Le président de la Commission européenne estime, cependant, que le gouvernement de M^{me} Edith Cresson « travaille » et « prend de bonnes décisions », et qu'il faut le « laisser travailler ».

Partisan, pour les élections législatives, de la représentation proportionnelle - éventuellement « modifiée pour éviter qu'il n'y ait pas de majorité » - M. Delors estime que « la France a le défaut

de changer trop souvent de Constitution et de lois électorales », mais qu'« aujourd'hui on ne peut pas laisser 30 % de l'électorat sans représentation au Parlement ». Il s'est déclaré hostile à une réduction de la durée du mandat présidentiel, le septennat ayant, à ses yeux, l'avantage d'éviter de « faire concorder le mandat présidentiel et le mandat législatif ». En revanche, il juge souhaitable de « donner davantage de pouvoir au Parlement, en limitant l'usage du « 49-3 », en mettant davantage au vote les propositions de loi du Parlement et, même, en permettant aux commissions parlementaires de voter une loi, comme le font les Italiens ». Il estime nécessaire, aussi, que chaque citoyen puisse saisir directement le Conseil constitutionnel.

Au « Grand-Jury RTL-le Monde »

M. Le Pen estime que le prochain traité de Maastricht est « un crime contre la nation »

Invité, dimanche 1^{er} décembre, du « Grand-Jury RTL-le Monde », M. Jean-Marie Le Pen s'est déclaré « totalement contre ce qui se prépare à Maastricht » en matière d'union politique et monétaire de l'Europe, car « c'est un crime contre la nation, c'est un complot, une conjuration qui est interdite par nos textes constitutionnels ».

Selon le président du Front national, « le traité que se propose de signer M. Mitterrand comporte des abandons de souveraineté » que le Conseil constitutionnel doit examiner. M. Le Pen en appelle à MM. Laurent Fabius et Alain Poirer, présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, pour saisir cette instance.

Le chef de file de l'extrême droite a en outre indiqué que les cinquante « mesures concrètes » visant les immigrés, présentées récemment par M. Bruno Mégret, ne constituent pas « le programme de gouvernement capable de régler les problèmes de l'immigration », ainsi que l'a affirmé le député général du Front national.

Au sujet de la remise en cause des naturalisations effectuées depuis 1974, M. Le Pen s'est adressé aux « juristes de bon sens » qui ont jugé le principe illégal, en soulignant que l'interdiction de rétroactivité « ne

concerne que les lois pénales ». M. Le Pen a dénoncé « la politique d'incitation à l'avortement » qui, selon lui, est conduite en France, précisant : « On rembourse les avortements comme une maladie, alors que je considère que l'avortement est comparable à l'assassinat plutôt qu'à une maladie ».

Dominique Merliet
et Jean Prévot
La mobilité sociale

REPÈRES

Dominique Plihon
Les taux de change

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres
LA DECOUVERTE

Pour comprendre
les changements
constitutionnels de
demain

Jean Gicquel, Professeur à l'Université
de Paris I Panthéon-Sorbonne
900 pages. Prix public: 230 F.

DOMAT DROIT PUBLIC - MONTCHRESTIEN
26, rue Vandergroot, 75014 Paris. Tél. (1) 43.35.01.67. Fax (1) 43.20.07.42.

L'élection municipale partielle de Briançon

La liste de M. Alain Bayrou (UDF-PR) l'emporte avec 62,77 % des voix

La gauche a perdu Briançon, ville conquise de haute lutte par M. Robert de Caumont, en 1983, contre le maire sortant giscardien, M. Paul Dijoud - qu'il avait dépossédé de son siège de député deux ans plus tôt, - et qui faisait figure d'exception dans un département largement acquis à la droite.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

La liste d'union de l'opposition, conduite par M. Alain Bayrou (UDF-PR), vice-président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du conseil général des Hautes-Alpes, qui était opposée à celle de M. Gérard Fromm, premier adjoint (div. g.), démissionnaire, a remporté, dimanche 1^{er} décembre, avec plus de 62 % des voix, vingt-sept des trente-trois sièges à pourvoir au second tour de l'élection municipale partielle de Briançon.

Ce scrutin était rendu nécessaire par la démission, le 27 septembre dernier, de treize colistiers du maire sortant, M. Robert de Caumont (PS), et de cinq élus de droite.

Une double répercussion

Devancé au premier tour par M. Bayrou, arrivé en tête, et par M. Fromm sur la liste duquel figuraient deux socialistes dissidents et cinq communistes, M. de Caumont s'était retiré sans donner de consigne de vote. L'ancien maire de Briançon avait accusé M. Fromm « et ses alliés » d'avoir fait « le jeu de la droite ».

Ces dissensions au sein de la gauche ont manifestement laissé des traces et profité à la liste de l'opposition. Alors que le nombre de suffrages exprimés a baissé de 38 d'un tour à l'autre, la liste de

M. Bayrou a recueilli 658 voix supplémentaires et progressé de 15,78 points de pourcentage.

Celle de M. Fromm a, de son côté, gagné 698 suffrages et 16,37 points. Les Verts n'avaient pas donné de consigne de vote, mais ils avaient laissé apparaître, pendant la campagne, leurs sympathies pour la gauche. À l'évidence, M. Fromm n'a hé néficié que d'un report partiel de l'électorat de M. de Caumont.

L'un des colistiers de l'ancien maire de Briançon avait explicitement encouragé le vote blanc ou nul, qui a doublé d'un tour à l'autre, passant de 154 à 324.

Ce scrutin devrait avoir une double répercussion sur les prochaines élections régionales : d'une part, M. Bayrou, étoile montante de l'opposition dans les Hautes-Alpes, devrait être appelé à conduire la liste UDF-PR à la place de M. Marcel Lesbros (UDF), sénateur et président du conseil général; d'autre part, il est probable que M. Daniel Chevallier, député fabiusien, maire et conseiller général de Veynes, se substituera à M. de Caumont (rocardien) pour diriger celle de la majorité présidentielle.

GUY PORTE

Les résultats : inscr. 6 664; vot. 4 065; abst. 2 609; suffr. capr. 4 341. Liste d'union de l'opposition, conduite par M. Alain Bayrou (UDF-PR), 2 699 voix (62,77 %); 27 élus (1 UDF-PR, 4 RPR et 22 divers droite); liste divers gauche, conduite par M. Gérard Fromm (div. g.), 1 642 (37,82 %); 6 élus (2 PC et 4 divers gauche).

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr. 6 064; vot. 4 533; abst. 1 531; suffr. capr. 4 399. Liste conduite par M. Bayrou, 2 041 voix (40,39 %); liste conduite par M. Fromm, 944 (21,45 %); liste PS conduite par M. Robert de Caumont (PS), maire sortant, anc. dép. 734 (16,68 %); liste des Verts, conduite par M. Jean-Claude Widmann, 433 (9,88 %); liste FN, conduite par Dominique Pracherscher, 245 (5,56 %).

En 1989, les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr. 6 076; vot. 5 334; abst. 742; suffr. capr. 5 050; liste de M. de Caumont, 2 652 voix (52,51 %); 22 sièges (6 PC, 4 Rénouvateurs communistes, 8 PS et 4 div. g.); liste de M. Bayrou, 2 398 (47,48 %); 7 sièges (2 UDF-PR et 5 div. d.).

alternatives
ÉCONOMIQUES

décembre 91

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT :
les clefs de la réconciliation
SOCIAL :
la crise du modèle français

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

On y prend goût
NOUVELLES FRONTIÈRES

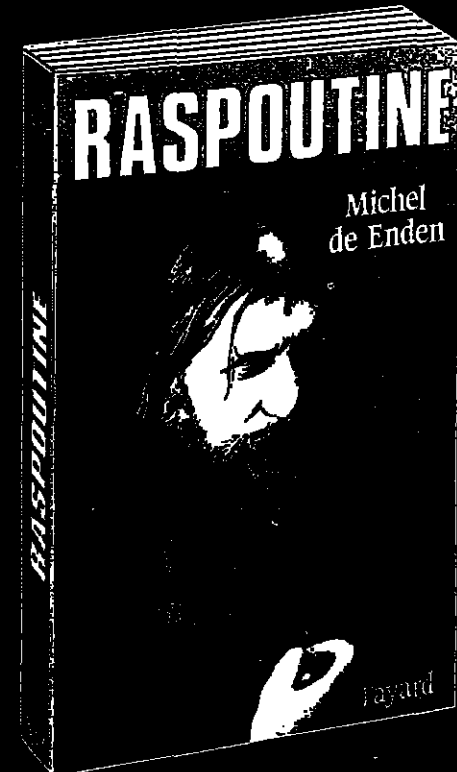
m arché
aux épices, quel souk là-dedans !
poivre, cannelle, safran
et curcuma...
et le rouge là,
c'est quoi ?

MARRAKECH 1150 F

Ah ! mon ami, il faut goûter...
c'était de la poudre à éternuer !

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS
PRIX À CERTAINES DATES
TAPEZ 36 15 NE. TÉLÉPHONÉZ AU (1) 42 73 10 64

RASPOUTINE et le crépuscule de la monarchie en Russie



Quels ont été, sur le plan des faits véritables, les dons de guérisseur et de voyant qui furent à l'origine de l'influence de Raspoutine ? Comment a-t-il pu accaparer la confiance de la tsarine, princesse d'éducation anglaise ayant toujours conservé une très haute conception de la morale ? Quel a été son rôle politique exact auprès des souverains russes ? Jusqu'à quel point ces derniers suivaient-ils ses conseils ? Comment a-t-il profité de ses interventions ? A-t-il vraiment servi l'espionnage allemand ? Le recours à une documentation inexploitée ou partiellement utilisée jusque-là permet à l'auteur de répondre à ces questions et de renouveler presque entièrement l'appréciation du rôle joué par Raspoutine.

l'Histoire
chez

FAYARD

POLITIQUE

Les états généraux de l'opposition

Le RPR et l'UDF affichent leurs nouvelles ambitions sociales

« Santé, solidarité, protection sociale », tels étaient les thèmes de la huitième convention des états généraux de l'opposition, convoquée vendredi 29 et samedi 30 novembre à Vitry (Meuse-et-Moselle). Devant plusieurs centaines de professionnels du secteur de la santé, les dirigeants du RPR et de l'UDF ont affirmé leurs nouvelles ambitions sociales.

VITRY

de notre envoyé spécial

On l'avait déjà perçu au dernier conseil national de l'UDF des 9 et 10 novembre : l'opposition est entrée, résolument dans une grande stratégie de restructuration. Le sujet de cette huitième convention, destinée à dessiner les contours d'un nouveau projet social pour la droite, ainsi que l'endroit où elle s'est tenue, Vitry, la cité du président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, en apportent une démonstration supplémentaire. Pendant quarante-huit heures, les principaux dirigeants du RPR et de l'UDF, à l'exception notable de MM. François Léotard, Charles Pasqua et Philippe Séguin — se sont retrouvés face à des professionnels du social et du secteur de la santé profondément traumatisés par leurs difficultés du moment mais qui pour autant n'ont pas encore tout à fait effacé de leurs esprits « la trahison » du pouvoir giscardien.

Face à cet auditoire aussi exigeant, les responsables de l'opposition ont déployé beaucoup d'énergie pour prouver qu'ils étaient devenus autant exigeants avec eux-mêmes, qu'ils étaient avec le terrain comme sur d'autres se situent, ainsi que l'a résumé M. Giscard d'Estaing, « à mi-chemin entre l'immobilisme et la démagogie ». Preuve en est que par un touchant

ensemble ils ont tous promis, M. Chirac en tête, de ne plus recommencer les errements de la période de cohabitation 1986-1988 : « De 1986 à 1988, a reconnu le président du RPR, mon gouvernement n'a pu, faute de temps, aller aussi loin sur la voie du progrès social que nous le voulions. Il est vrai, et j'en assume la responsabilité, que nous avons entendu par priorité remettre le pays qui en avait tant besoin en état. » Mais aujourd'hui les uns et les autres se disent pénétrés par l'idée que « l'économie est au service de l'homme », qu'il y a dans ce pays « de nouvelles solidarités à construire », qu'il faut mettre définitivement « le cap vers une société communautaire et fraternelle ».

La fin du « mythe socialiste »

Passés ces instants de contrition, les dirigeants de l'opposition ont réservé leurs critiques les plus sévères aux dix années de socialisme. Tous ont affirmé que ces réflexions de Vitry marquaient la fin d'un mythe, celui qui voulait, comme l'a dit M. Nicolas Sarkozy, l'un des animateurs de ces états généraux, « que le socialisme soit synonyme de justice sociale ». Comme ils le feront prochainement avec une autre convention sur la culture, l'opposition se lance ainsi dans la chasse aux mythes. Dix-sept ans après, M. Giscard d'Estaing a répété aux socialistes « qu'ils n'avaient pas le monopole du cœur ». Même s'ils se sont bien gardés de l'exposer ainsi, on a compris également que l'opposition républicaine n'entendait pas davantage laisser au Front national le monopole du discours sur la famille. M. Chirac a proposé des mesures en faveur des mères de famille. M. Giscard d'Estaing a défini comme une priorité la sauvegarde des droits de l'enfant. Beaucoup d'idées ont été lancées.

Chacun a reconnu que la réduction du chômage, « premier facteur d'injustice sociale », serait, dès le retour au pouvoir, l'urgence.

M. Edouard Balladur peut également être satisfait : sa proposition d'augmenter les salaires directs par le transfert progressif des cotisations familiales à l'Etat est désormais inscrite dans le programme de toute l'opposition. Les centristes restent toutefois prudents sur ce point, craignant à l'instar de M. Jacques Barrot « une institutionnalisation du social ». Ce fut la seule nuance apportée au cours de ces travaux, qui étaient aussi destinés à montrer qu'au moment où M. Mitterrand cherche à entraîner l'opposition dans un débat sur les institutions, RPR et UDF s'occupent des vrais problèmes des Français.

On s'attendait enfin que l'affaire des transfusions sanguines soit débattue à Vitry. Sur le fond, les professionnels, au gré des réflexions dans les ateliers, l'ont plus évoquée que les politiques pour dénoncer « l'irresponsabilité généralisée de l'Etat ». Soucieux de ne pas politiser cette affaire, les dirigeants de l'opposition en ont plus parlé dans les couloirs qu'à la tribune. Et, de toute évidence, certains responsables de l'UDF s'expliquent mal une certaine retenue du RPR à définir clairement les responsabilités. « Chaque fois que j'ai réclamé que l'enquête aille jusqu'au bout, regrette un d'entre eux, je n'ai trouvé aucun écho au RPR ».

Pour l'heure, tout le monde est en tout cas d'accord pour contester les modalités d'indemnisation envisagées par le gouvernement. De l'avis général, on ne peut ainsi disqualifier l'appareil de l'Etat en faisant payer les assurés. Mettant en avant « la responsabilité de l'Etat », M. Giscard d'Estaing a, à son tour, suggéré que les indemnités soient prélevées « sur le train de vie de l'Etat », et accessoirement « en récupérant certaines indemnités touchées lors du départ des responsables de ce scandale ». Que le vote d'une telle disposition soit surcroît annoncée pour un lundi, le 9 décembre, à l'Assemblée nationale, comme si l'on voulait le faire en catimini, est jugé également scandaleux. « Ce dossier se présente très mal, confiait samedi M. Barrot, président du groupe UDC. Ça va barder ! »

DANIEL CARTON

Un catalogue prudent

Les états généraux organisés par l'opposition sur le thème de « la solidarité et de la protection sociale » n'étaient pas seulement destinés à « tourner la page de dix ans de socialisme ». Persuadés que le gouvernement est particulièrement vulnérable sur le domaine social, les dirigeants RPR et UDF savent également que leur propre crédibilité reste, pour l'essentiel, à construire.

Aussi, plutôt qu'un programme de gouvernement « clés en main », l'opposition s'est-elle attachée à démontrer qu'elle dispose bien d'un projet social et d'une volonté politique face à une majorité qui « a laissé grandir une France injuste où se sont aggravées les inégalités dans les revenus comme dans les conditions de vie ». La sévérité avec laquelle les leaders de la droite jugent l'action des socialistes, « ces prétendus magiciens du social », tranche néanmoins avec la prudence de leurs propositions. On est loin des grandes envolées libérales du milieu des années 80.

Le sort de la CSG

Le RPR et l'UDF reprennent à leur compte les risques d'un « rationnement des soins », critiquent le récent accord entre le gouvernement et les caisses nationales d'assurance-maladie ou se posent en défenseurs des professions de santé, qui, « jamais depuis 20 ans, n'avaient été aussi maltraitées par les pouvoirs publics », mais ne remettent nullement en cause le principe d'une maîtrise de l'évolution des coûts. Comme M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, ils écartent l'éventualité d'une réduction du niveau général des remboursements. Contrairement aux apparences, ce sort donc bien les dépenses de santé et pas seulement les dépenses d'assurance-maladie qu'il s'agit de réguler.

La même prudence prévaut en matière de politique familiale. M. Jacques Chirac, qui proposait naguère d'attribuer une prestation proche du SMIC aux mères ayant plus de deux enfants, évoque désormais une « allocation de libre choix pour toutes les femmes qui décident de rester

chez elles pour élever leurs enfants ».

De même, il n'est pas question de supprimer la contribution sociale généralisée (CSG). Il s'agit plutôt de la modifier en la rendant déductible de la fiscalité, ce qui en ferait une « super-cotisation » et en atténuerait le rendement financier. Le RPR et l'UDF promettent habilement d'étudier la possibilité d'en exonérer les retraités imposables qui s'en acquittent actuellement.

Sur le dossier des retraites, l'opposition reconnaît qu'il faudra prendre « des décisions courageuses après tant d'années d'attentisme et d'immobilisme socialiste », mais se garde bien de préciser ses intentions. En revanche, M. Edouard Balladur a remis l'accent sur la réforme sociale la plus élaborée du RPR et de l'UDF : fiscaliser progressivement la politique familiale. Une telle mesure permettrait (le Monde du 22 novembre), d'accroître le salaire direct et ouvrirait un espace pour la création de « plans d'épargne retraite-entreprise » sans qu'il soit question, a précisé l'ancien ministre, de porter atteinte aux mécanismes traditionnels d'assurance-vieillesse.

Reste à savoir si cette perspective ne risque pas de réduire les moyens de la politique familiale (150 milliards de francs) qui serait alors prise en charge par l'Etat. D'autant plus que M. Valéry Giscard d'Estaing juge indispensable de réduire de 0,5 point par an le niveau des prélèvements obligatoires. Enfin, l'objectif visant à « offrir de 200 000 à 400 000 postes supplémentaires d'apprentissage » pour les jeunes correspond aux orientations de l'actuel gouvernement.

Pour l'opposition, faire entendre sa différence sur le terrain social n'est pas aussi facile qu'il y paraît. Au passage, on peut noter que l'éventualité de limiter les prestations pourrait être perçue par les familles immigrées — projet évoqué plus ou moins ouvertement par certains dirigeants de droite — n'apparaît pas explicitement dans les intentions du RPR et de l'UDF.

JEAN-MICHEL NORMAND

La réunion du conseil national écologiste

M. Antoine Waechter ferme l'accès du collège exécutif à la minorité des Verts

Le conseil national interrégional des Verts (CNIR), réuni à Paris, samedi 30 novembre et dimanche 1^{er} décembre, pour la première fois depuis l'assemblée générale du mouvement à Saint-Brieuc, a élu un collège exécutif qui exclut la tendance dite « de gauche » du mouvement. Les Verts se sont rassemblés, en revanche, sur un texte qui a trait aux « migrations ».

Une motion a suffi au conseil national interrégional des Verts pour entamer, à moins de quatre mois des élections régionales, l'image positive, consensuelle que l'assemblée générale du mouvement écologiste avait su renvoyer, au début du mois de novembre, de Saint-Brieuc. A une exception près, celle de M. Jean-Paul Deléage, proche de l'ancien dirigeant du Parti communiste, Pierre Juquin, qui a été élu délégué à la formation, les candidats inscrits dans la minorité ont été renvoyés un à un dans leurs foyers à l'occasion du renouvellement du collège exécutif.

Il est vrai que, pour comprendre le fonctionnement interne d'un parti encore méconnu, il faut tenir compte des effets du « basisme » et des réactions émotionnelles, voire affectives, d'une bonne part des

militants. Chaque année, chez les Verts, les différents postes qui composent le collège exécutif sont remis en cause ; l'un d'eux, le poste de délégué à la formation avait été jugé ainsi superfétatoire. Ensuite, trois tours de scrutin sont nécessaires pour pourvoir le poste annoncé, étant entendu que le dernier candidat en lice doit obtenir 60 % des suffrages des votants. Il peut donc arriver qu'après un vote massif pour la création d'un poste jugé vital pour le mouvement celui-ci ne soit pas pourvu, parce que le candidat n'a recueilli que 58 % ou 59 % des voix.

C'est ce qui s'est produit, dimanche, pour les candidatures de M^{me} Marie-Françoise Mendez et Dominique Voynet aux postes de secrétaire nationale adjointe chargée de la communication et de porte-parole. Bien que candidates uniques pour ces fonctions lors du dernier tour de scrutin, ni l'une ni l'autre n'ont pu passer la barre fatidique des 60 %. Elles appartiennent, il est vrai, toutes deux au courant « Verts-Pluriel », qui, depuis le printemps dernier, avait tenté de dépasser le clivage qui oppose les deux principales fractions du mouvement, celle de M. Antoine Waechter et celle de M. Yves Cochet.

Dans le moment d'embrasement qui a suivi le CNIR après l'annonce de tels résultats, une déléguée d'Ile-de-France, M^{me} Sylvia Vivoli, a expliqué qu'on ne peut pas se bat-

tre à l'extérieur au nom du pluralisme et continuer à exister à l'intérieur du mouvement. S'adressant à M. Waechter, un délégué de Lorraine, M. Daniel Bégin, a ajouté : « Ta responsabilité, Antoine, est engagée. Ton autorité sera d'autant plus incontestable que tu seras l'outil du consensus. » Le chef de file des Verts n'a pas voulu répondre à cet appel autrement que dans les couloirs. A aucun moment, il n'est intervenu devant le conseil national pour appeler ses partisans au respect de la diversité du mouvement. Il a reconnu lui-même avoir fait barrage à l'élection de M^{me} Voynet, dont la liste avait recueilli 23,5 % des suffrages exprimés lors de l'assemblée générale de Saint-Brieuc.

Il reste qu'avec 35,5 % des suffrages exprimés, obtenus lors de l'élection, à Saint-Brieuc, du quart national du conseil (1), les amis de M. Waechter revendiquent six postes sur treize au collège exécutif. La liste de M^{me} Voynet, arrivée en seconde position et considérée comme étant la « gauche » du mouvement, n'en obtient qu'un. Quant à la représentation des femmes, dans un mouvement qui prône la parité, elle est désormais, au collège exécutif, d'une sur treize.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Les autres membres du conseil national interrégional sont élus directement par les assemblées régionales.

Le nouveau collège exécutif

Voici la composition du collège exécutif des Verts, élu pour 1992, les noms des nouveaux membres figurant en italique :

Secrétaire national : M. Guy Cambot ; secrétaire national adjoint, chargé de l'organisation et des régions : M. Alain Fousserot. Trésorier : M. Gérard Galtier ; trésorier-adjoint : M. Etienne Têtu.

Porte-parole : M^{me} Andrée Buchmann, MM. Didier Arger et Antoine Waechter.

Délégué aux élections, M. Alain Uguen ; aux acteurs sociaux et aux entreprises, M. Alain Bartolone ; aux commissions et au programme, M. Jean Desessard ; aux relations internationales, M. Patrice Miran ; aux associations, M. Christian Broché ; à la formation, M. Jean-Paul Deléage.

Le congrès de l'Association des démocrates

M. Jacques Pelletier appelle à la création d'une maison commune du centre gauche

L'absence de tout représentant de l'Association des démocrates dans le gouvernement de M^{me} Edith Cresson, ressentie par beaucoup comme une sanction, à laquelle s'ajoutaient de sérieuses difficultés financières, avait instillé le doute sur l'avenir de ce petit parti, né entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1988 pour regrouper des non-socialistes ralliés à M. Mitterrand. Le congrès de l'Association, réuni à Paris samedi 30 novembre et dimanche 1^{er} décembre, était l'occasion pour les délégués présents de manifester leur volonté de maintenir l'existence de cette structure.

Les congressistes ont voulu marquer leur fidélité à l'esprit de la Lettre à tous les Français, programme du candidat François Mitterrand en 1988, et leur attachement à l'ouverture, qui « correspond plus que jamais à l'équilibre réel des forces politiques ». Succédant à M. Michel Durafour, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat à la présidence de l'Association, M. Jacques Pelletier, ancien membre des gouvernements de MM. Raymond Barre et Michel Rocard, a défini le projet de l'Association comme étant celui de la social-démocratie, « volonté permanente de dialogue, réaffirmation de l'ouverture politique, respect de l'autre, éthique politique, tolérance, humanisme (...), équilibre et indépendance des pouvoirs, esprit de liberté économique lié à celui de

justice et de progrès social, égalité des chances et respect du droit à la différence, volonté de faire l'Europe ». Pour l'ancien secrétaire de l'Association, ces valeurs s'opposent à la fois à la « société ultralibérale » proposée par l'opposition et aux thèses du Front national « à la fois scientifiquement absurdes, historiquement abominables et moralement insupportables ».

Constatant que le centre gauche a toujours souffert du morcellement, de la division et des querelles d'hommes, M. Pelletier a proposé que l'Association des démocrates soit « l'élément moteur de France unie ». Il a mis en garde contre « une démarche suicidaire » qui consisterait à ne pas « marcher main dans la main » avec le MRG de M. Emile Zuccarelli, la Convention pour la V^e République de M. Jean Charbonnel et France unie de M. Jean-Pierre Soisson, avant de souligner un travail « en étroite liaison » avec l'Association écologiste de M. Brice Lalonde. Le nouveau président de l'Association a lancé « un appel solennel pour que, dès après les élections de mars, un calendrier soit fixé pour aboutir à la création d'un mouvement unique, d'une maison commune qui pourrait être l'une des clefs de la recomposition politique ».

M. Pelletier s'est prononcé pour la proportionnelle mais sans augmentation du nombre des députés, pour la réduction du mandat présidentiel — sans trancher entre un seul mandat de sept ans et deux mandats consécutifs de cinq ans — pour le non-cumul des grands mandats, et en faveur de l'instauration d'un régime présidentiel.

ANNE CHAUSSEBOURG

Un texte sur les « migrations »

« Plus on se sent sûr de soi plus on est curieux des autres »

Ce n'est qu'un hasard si, deux semaines après la publication des cinquante mesures du Front national sur l'immigration (le Monde du 19 novembre), les Verts ont adopté, dimanche 1^{er} décembre, un texte qui leur servira désormais de référence sur le thème des « migrations ». La formalisation de leurs opinions dans ce domaine était, en effet, en cours, chez eux, depuis près de deux ans. Parfois soupçonnés de complaisance envers certaines thèses de l'extrême droite, les Verts ont voté, à l'unanimité moins six abstentions, un document, préparé par M^{me} Maryse Arditi, conseiller municipal de Narbonne, qui ne devait plus laisser planer de doutes sur leur position.

Le texte des Verts établit que les flux migratoires actuels sont dus à trois causes principales : les dictatures, soutenues trop souvent par les pays de la Communauté européenne ; la dégradation des termes de l'échange ; l'accroissement du fossé entre pays riches et pays pauvres. Il faut donc, en priorité, éliminer, « établir de nouveaux rapports Nord-Sud ».

Pour ce qui concerne la France, les Verts rappellent que « l'immigration a fourni des travailleurs dociles et peu coûteux, aussi bien pour le patronat que pour l'Etat français », qu'elle a

largement contribué au développement économique, mais, aussi, à la Résistance durant la dernière guerre mondiale. Aussi, se prononcent-ils, à la fois, contre « l'assimilation, qui lamine les différences culturelles », et contre « le développement des ghettos ethniques ».

Après avoir réaffirmé qu'ils sont favorables au droit de vote et à l'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales, les Verts réclament un effort particulier d'insertion scolaire. Enfin, concernant la racisme, les Verts rappellent que « plus on se sent sûr de soi, plus on est curieux des autres ». A l'appui de cette affirmation, ils indiquent, non sans humour, que « les Français, si fiers de leur cuisine, intègrent sans problème les cuisines du monde entier » et que « les chercheurs et les musiciens travaillent mieux en milieu international ». Comme quoi, « plus le niveau culturel s'élève et plus la culture de l'autre vous enrichit ».

Dans le langage propre aux Verts — qui proposent « une fête des autres » comme il existe une fête de la musique, — c'est une façon de dire que M. La Pen, lui, ne s'adresse qu'à ceux qui n'ont pas le niveau requis.

J.-L. S.

Aux prochaines élections cantonales

France Plus veut présenter des candidats dans les « quartiers chauds »

BOURGES

de notre correspondant

Sans être évoquées directement, les mesures du Front national sur l'immigration ont été au centre du deuxième congrès national de France Plus, qui a réuni quelque cent cinquante adhérents, samedi 30 novembre et dimanche 1^{er} décembre à Bourges (Cher). « Moins de discours, plus d'actes », a lancé le président, M. Arezki Dahmani, soulignant que « les vraies réponses à donner au Front national et son projet de guerre civile passent par la volonté de réveiller une France glorieuse, fielleuse, capricieuse, et imposer la paix sociale ».

Il a ajouté : « Bravo à ceux qui parmi nous ont réussi ; mais les réponses seront à donner sur le terrain. Nous devons, pour ce faire, présenter un candidat aux cantonales dans les 400 quartiers

chauds » déclarés prioritaires par les pouvoirs publics.

France Plus place tous ses espoirs sur les élections cantonales alors que l'association ne compte sur guère plus d'une dizaine d'élus aux régionales. Pour ce dernier scrutin, M. Dahmani a annoncé que son mouvement avait été « sollicité par Génération Ecologie, les Verts, le RPR, le CDS », et noté « la fin de non-recevoir du PS ». France Plus a d'autre part annoncé son intention d'organiser le 30 décembre une « grande journée civique ».

En conclusion du congrès, M. Arezki Dahmani a fustigé ceux qui « par opportunisme pourraient céder à la tentation de se servir du label France Plus ». Il a annoncé la dissolution du bureau national de France Plus pour privilégier les responsables locaux.

P. M.

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Complicités franco-allemandes

Sans être un lobby profrançais, l'équipe au pouvoir à Bonn est plus favorable que jamais à la coopération avec Paris

BONN

de notre correspondant

La réunification allemande allait-elle sonner le glas de l'Europe communautaire et de trente ans de relations franco-allemandes ? La question a longtemps figé les comportements des deux côtés du Rhin, au point de laisser s'installer au début de l'année une véritable crise de confiance entre les deux sociétés. De malentendus en malentendus, on avait fini par justifier les préjugés les plus éculés, à savoir que l'un a le regard fixé vers l'Est, avec des nostalgies d'empire, et l'autre se tourne vers une Europe méditerranéenne.

La crise yougoslave a été le révélateur d'une impatience dont les gouvernements avaient sous-estimé la force; elle a réveillé des lignes de fracture que l'on croyait enterrées. Le gouvernement allemand a été - et il l'est toujours - soumis à des pressions considérables pour soutenir la Croatie, quitte à se démarquer de l'Europe. Un tel cavalier seul aurait, selon M. Wolfgang Schauble, nouveau chef du groupe parlementaire CDU-CSU, sérieusement ébranlé l'édifice communautaire.

La crainte d'un échec du sommet de Maastricht et l'effort entrepris de concert par le chancelier Kohl et M. François Mitterrand pour relancer la négociation sur les deux traités d'Union ont eu raison, pour l'instant du moins, des « torpilleurs ». Paris et Bonn ont été en mesure de montrer qu'ils avaient encore quelques capacités de rebond en réserve et que leur coopération restait bien ancrée. Le tandem Mitterrand-Kohl, renforcé par l'estime dont bénéficie en Allemagne le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, demeure un solide point d'ancrage de l'Europe communautaire.

Il y a actuellement à Bonn, parmi le personnel politique et l'administration, une constellation qui n'a jamais été aussi favorable à une coopération efficace avec Paris. Scellée de façon un peu formelle par le général de Gaulle et Konrad Adenauer lors du traité de 1963, l'amitié franco-allemande engrange en douceur ses premiers fruits. Au nom de cet héritage, le chancelier Kohl est personnellement convaincu

qu'il faut réussir, après l'unification allemande, celle de l'Europe. Ce Palatin, longtemps ministre-président d'un Land, la Rhénanie-Palatinat, qui jouxte la France et où se trouvent nombre de garnisons françaises, a toujours professé une égale amitié pour la France proche et les Etats-Unis éloignés. Ses deux fils ont étudié outre-Atlantique.

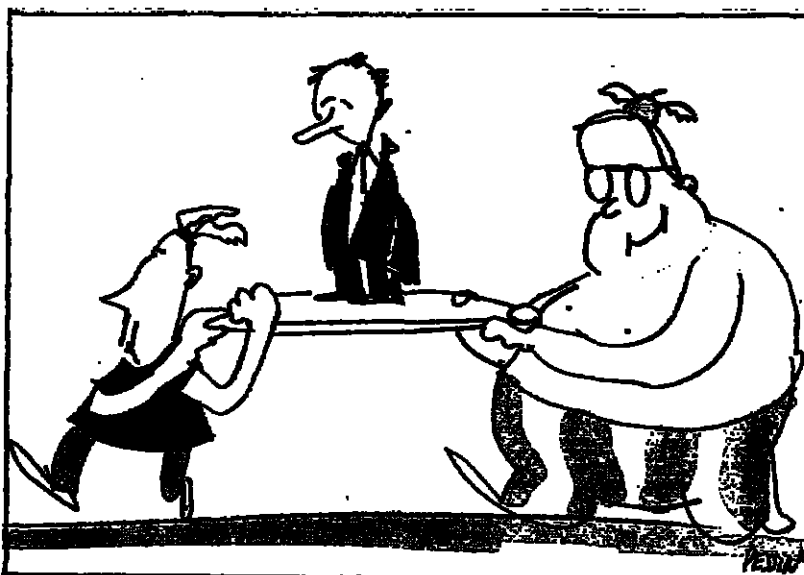
Mais son amour du terroir, des petits blancs du Palatinat, le prédispose à des alliances plus terre à terre. Solide « fourchette », Helmut Kohl adore entraîner ses collaborateurs pour des agapes discrètes en Alsace. Ses points communs avec le maire de Château-Chinon sont plus nombreux qu'il n'y paraît. Entre ce rebelle de la politique allemande, toujours plus puissant avec le temps, et le fleurit moucheté de l'hôte élyséen, il y a une complicité de monnaies, d'un Porhios et d'un Aramis, partis de leur province pour conquérir le monde. Chacun a sa manière d'être arrivé au faîte du pouvoir après avoir renversé des situations qui paraissaient perdues d'avance.

D'étroites relations

Adossée au rideau de fer, l'ex-RFA avait préféré après guerre se soumettre au plus fort, cultiver ses liens avec la lointaine et puissante Amérique, dont la main tendue était moins humiliante que celle d'une France battue cinq ans plus tôt. La tentation d'un condominium entre une Allemagne maîtresse de l'Europe et les Etats-Unis reste aujourd'hui très forte parmi les nationalistes hostiles à la France et à l'idée d'intégration européenne. Adenauer et de Gaulle ont troublé leur jeu.

Accueilli d'abord avec scepticisme, le traité de l'Elysée de 1963 jeta les bases d'une nouvelle conscience européenne. La méfiance s'est lentement estompée. De nouvelles possibilités d'échanges, notamment au niveau des jeunes, se sont ouvertes, les deux sociétés ont appris à mieux se connaître.

L'installation du siège du gouvernement allemand sur les bords du Rhin, à Bonn, a sans doute, quoi qu'on en dise, facilité cette ouverture. Berlin fait partie du centre de l'Europe. Loim de Paris, de Bruxelles, on



respire déjà l'air du Grand Est. La Pologne est à 80 kilomètres, au-delà de l'Oder. A 700 kilomètres plus à l'ouest, le Rhin connaît des influences plus latines. Le catholicisme y est plus imprégné. Paris est à cinq heures de voiture. Le président de la commission des affaires étrangères du Bundestag, M. Hans Stercken, est originaire d'Aix-la-Chapelle, tout comme le conseiller du chancelier Kohl pour les affaires étrangères, M. Hartmann.

Tous deux parlent parfaitement le français et ont toujours cultivé d'étroites relations avec la France. Un défenseur acharné de la coopération franco-allemande est le Rhénan Karl Lamers, responsable des questions de politique étrangère au sein du groupe parlementaire chrétien-démocrate, étroitement associé à l'élaboration des politiques communes entre Bonn et Paris, notamment en matière de défense. Même si M. Wolfgang Schauble, numéro deux du régime, n'affiche pas de francophilie particulière, il n'en représente pas moins une circonscription, Offenbourg, frontalière de l'Alsace. Après l'attentat qui l'a paralysé à

vie il y a un an, l'un des premiers à venir à son chevet fut son homologue français de l'époque, M. Pierre Joxe, avec lequel il avait négocié les accords de Schengen.

Vendredi 29 novembre, M. Roger Fauroux, ancien ministre français de l'Industrie, participait à un déjeuner-débat organisé notamment par l'Association des anciens élèves allemands de l'ENA. Chaque année, l'Ecole nationale d'administration accueille pour un cursus d'un an des étudiants étrangers, qui effectuent aussi un stage de préfecture. Depuis les années 60, cette formation est ouverte à des Allemands, de jeunes fonctionnaires ou des candidats soigneusement sélectionnés.

D'une dizaine au départ, leur nombre a stupéfiamment été réduit. « Le passage par l'ENA permet de comprendre de l'intérieur le fonctionnement, la démarche du système français », relève un ancien élève, M. Klaus-Peter Schmid, correspondant aujourd'hui à Bruxelles de l'hebdomadaire Die Zeit. Il a créé des complicités longtemps réservées aux spécialistes des relations avec les Etats-Unis, où il a toujours

été de bon ton de parachèver ses études.

Quatre des principaux collaborateurs de la chancellerie sont passés par l'ENA : M. Johannes Ludwig, responsable des questions de politique économique et financière, qui, en 1973-1974, avait eu comme maître de conférence... Jacques Delors; M. Joachim Bitterlich, qui s'occupe aux côtés de M. Peter Hartmann des questions européennes et tient le contact avec l'Elysée. Tous deux ont eu un rôle essentiel dans la préparation du sommet de Maastricht. Les deux autres sont MM. Norbert Prill, conseiller en matière politique, et Johannes Kindel, conseiller pour les questions de politique industrielle, qui s'occupe notamment du dossier de la Treuband, le holding chargé de privatiser l'économie est-allemande.

Volonté politique

Cette constellation n'est pas, bien sûr, le fruit d'une volonté délibérée. Aucun de ces responsables n'accepterait l'idée d'appartenir à un lobby pro-français. Cela est en fait plus profond. Les Britanniques ont perdu leur influence d'après guerre. Les Etats-Unis restent un partenaire essentiel, mais très éloigné. Si tous les *a priori* sont loin d'avoir disparu, les nombreux échanges - scolaires, universitaires, culturels, - l'implémentation des économies, la multiplication des consultations intergouvernementales, ont grandement modifié le caractère des relations franco-allemandes. La volonté politique d'un Helmut Kohl et d'un François Mitterrand demeure le moteur essentiel du mouvement. Mais ils peuvent tabler désormais sur le fait que les fonctionnaires ont appris à mieux se connaître et sur un rapprochement des mentalités.

Cela fut particulièrement net dans les négociations menées ces derniers mois sur l'union économique et monétaire européenne. Paris et Bonn ont pu coopérer de manière étonnamment facile. Il y a quelques années encore, dans les ministères économiques, on regardait les Français de haut. « Cette époque est finie », constate un connaisseur de l'intérieur.

HENRI DE BRESSON

Docteur Leon et Mister Brittan

Le commissaire à la concurrence est le plus controversé des membres du collège bruxellois

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

SIR LEON BRITTAN, un Anglais arrogant qui, dans un usage dévoyé de ses responsabilités, persécute les Français et leurs intérêts; un ultra-libéral dogmatique, parfaitement allergique aux entreprises publiques et qui les poursuit de sa vindicte avec acharnement! Telle est, en forçant à peine le trait, l'image que les dirigeants français se font, semble-t-il, du vice-président de la Commission européenne chargé de la politique de la concurrence. Pour être simple, la caricature révèle le choc qu'a suscité chez eux nombre de décisions qu'ils ont trouvées, non seulement politiquement scandaleuses, mais incongrues, notamment dans l'affaire De Havilland. Ils manifestent à cette occasion, ainsi fondée que soit leur mauvaise humeur, une méconnaissance profonde des règles et des pratiques de la Communauté, ce qui affaiblissait d'autant la contro-offensive qu'ils entendaient mener.

Certes, Sir Leon, cinquante-deux ans, ancien ministre de M^{me} Margaret Thatcher, vice-président de la Commission depuis 1989, est britannique et conservateur. La Communauté - certains le regrettent à Paris - ne peut être exclusivement peinte aux couleurs de la France. Au premier abord, son style maniéré, un peu hautain, peut déconcerter. Mais ceux qui l'ont pratiqué - ministres, dirigeants d'entreprise, fonctionnaires - décrivent un homme ouvert, avec qui les relations sont directes, simples, plutôt agréables.

Durant le second semestre 1989, lorsque la France présidait les travaux des Douze, il eut des relations particulièrement urbaines et fructueuses avec M^{me} Edith Cresson, alors ministre des affaires européennes. Ironie du sort, ils l'ont eue à côté, avec une particulière détermination, pour obtenir précipitamment l'adoption par le Conseil de ce fameux règlement sur les

concentrations. On dit qu'il s'est également très bien entendu avec M. Michel Rocard, qui fut son ultime interlocuteur, dans l'affaire Renault (une aide d'Etat contestée par Bruxelles, mais à propos de laquelle Sir Leon a dû très largement composer, ainsi qu'avec M. Bernard Attali, les deux hommes ayant négocié eux-mêmes les modalités de la reprise d'UTA et d'Air Inter par Air France.

Des racines continentales

Fidèle de M^{me} Thatcher, il n'est en rien, et certainement pas sur le plan de la sensibilité personnelle, la copie conforme de son ancienne patronne. On croit volontiers que ses proches collaborateurs - une équipe qu'il a choisie lui-même, sans s'en remettre, comme c'est la coutume pour les commissaires britanniques, aux conseils du Foreign Office - lorsqu'ils soulignent ses qualités d'indépendance. Venant d'une famille juive d'origine estonienne, il a ses racines en Europe plus que dans les seules îles Britanniques. C'est un homme cultivé, qui aime la vie, les voyages, le vaste monde. Il est ravi quand ses activités fonctionnent out des prolongements internationaux. Ainsi, lorsqu'il est amené à rappeler (durement) aux Japonais que les règles du marché doivent s'appliquer également chez eux, ou qu'il négocie avec les Américains une certaine coordination des politiques de concurrence, il parle bien le français, mais aussi l'allemand, l'italien.

Ses relations avec M. Jacques Delors ne sont pas évidentes à comprendre. On perçoit chez M. Brittan un côté cynique qui ne peut que déconcerter le président de la Commission. De même que son goût pour les mondanités, même si c'est la un aspect de la vie privée. Quel qu'il en soit, les deux hommes se retrouvent régulièrement en tête à tête pour débattre des plus importants dossiers et apparemment éprouvent un sentiment de respect réciproque. Ses qualités intellectuelles et sa compétence ne sont pas contestées. C'est un juriste



Faute d'être aussi persévérants, ses adversaires ont perdu. Il paraît que l'Aéropostale, qui a péché par présomption et par ignorance - sous-estimant cette menace bruxelloise - a juré qu'on ne l'y reprendrait plus!

Un adepte des lois du marché

Brillant mais, pour les Français, dangereux, puisqu'ils ne sont pas convaincus, pour leur part, qu'on puisse sans danger s'en remettre aux seules lois du marché. Ils n'ont pas encore trouvé avec lui de *modus vivendi* concernant l'application des règles de concurrence aux entreprises publiques. Constatant aux Italiens, confrontés au même problème, font preuve de davantage de souplesse, ils restent fermes sur les principes, ce qui ne facilite pas la négocia-

tion. La polémique risque de bientôt rebondir à propos des dossiers concernant la recapitalisation d'Air France, de Bull et de Thomson. On verra à cette occasion dans quelle mesure l'épisode De Havilland aura incité Sir Leon, ainsi que le reste de la Commission, à mettre de l'eau dans son vin, autrement dit à davantage tenir compte des aspects industriels et politiques des dossiers instruits.

En bon thâcherien, M. Brittan n'a aucune forme de sympathie pour le concept de politique industrielle, pour l'idée de favoriser des regroupements d'entreprises européennes afin de rester présents face aux Américains et aux Japonais. A coup sûr, les projets que caresse M. Delors de promouvoir une coopération plus intense entre les industriels de l'électronique de la Communauté, ne le séduisent guère et cela d'autant plus que les groupes anglais sont déjà souvent hors du marché. S'y opposera-t-il s'ils prennent forme? Ce serait alors un nouveau motif de friction avec Paris.

Comme l'illustre le débat en cours sur l'union politique et en particulier sur l'instauration d'une politique étrangère et d'une sécurité communes, le Royaume-Uni demeure un partenaire difficile dans la CEE. Pour être plus simple, M^{me} Thatcher, M. John Major n'en finit pas de se rapprocher du gros du peloton communautaire. Aussi est-il précieux d'avoir, de son côté, à Bruxelles, un avocat dont on sait qu'il est écouté à Londres. Sir Leon joue ce rôle. L'assimiler à un militant de la construction européenne serait excessif. Mais il a plaidé avec conviction, et succès, pour la participation de la livre au mécanisme de change du système monétaire européen. C'est lui qui, avec le président Delors, a trouvé la formule qui permettra probablement au Royaume-Uni de signer, lors du conseil européen de Maastricht, le traité créant une union économique et monétaire (il est acquis que le Parlement de Westminster, qui devra avoir déjà ratifié le traité instaurant l'UEM, sera invité, le moment venu,

à se prononcer sur le passage à la troisième étape et à la monnaie unique). Sans épouser complètement les thèses chères à Paris en matière de politique étrangère et de sécurité, il souhaite que le gouvernement britannique approuve, à Maastricht, le traité sur l'union politique.

Les ambitions de M. Brittan, dont personne ne doute qu'elles soient grandes, ne lui traient pas forcément un destin européen. Même si on

explique, dans son entourage, qu'en cas de victoire des conservateurs aux prochaines élections législatives il pourrait rester volontiers à Bruxelles, à la Commission, peut-être - si le portefeuille est alors disponible - aux relations extérieures. Pour l'instant, les succès de la Communauté ne peuvent que servir ces mêmes ambitions. C'est une sécurité pour tous.

PHILIPPE LEMAITRE

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street • San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

- Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le
- Master of Business Administration** for International Management
- Filière d'admission : 3^e CYCLE
- Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit; médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
- Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : **M.B.A. en Management International**

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25 rue de Chailot, 75116 Paris (Métro : Iéna) tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C. of HONG KONG

REVUE
DE PRESSE

EL PAIS

LE FACTEUR
PERSONNEL

Le quotidien espagnol explique le retour de M. Chevardnadze au ministère des affaires étrangères de Moscou parce qu'il est convaincu « de la nécessité de maintenir un pouvoir central soviétique. Le fait que M. Chevardnadze ne soit pas russe mais géorgien a une signification particulière dans ce contexte. Il permet aux Républiques non russes de s'identifier avec ce que dit l'URSS au niveau international. Cette nomination permet aussi à M. Gorbatchev de marquer un point et de freiner le président russe, M. Boris Eltsine, qui cherche à accaparer le maximum de pouvoirs pour sa République ». — (21 novembre.)

THE WALL STREET JOURNAL

CRÉDITS
A UN FANTÔME

Le quotidien américain revient sur les négociations menées à Moscou par le groupe des sept pays les plus industrialisés (le G7) sur la dette soviétique. « Les Républiques soviétiques, en passe de devenir indépendantes, sont soucieuses de soigner leur réputation internationale. Malgré leurs grandes difficultés, elles représentent un placement plus sûr qu'un centre dont l'autorité est extrêmement aléatoire. L'Occident devrait se féliciter du transfert de la responsabilité de la dette soviétique vers les Républiques. D'abord parce que cela est juste et aussi parce que c'est inévitable. Pendant quarante ans, les Occidentaux ont essayé de détruire l'empire soviétique. Maintenant la réalité a rejoint la fiction et il ne tient qu'au G7 d'en prendre acte. » — (20 novembre.)

THE INDEPENDENT

LE GRAND DÉBAT
MAIS PAS LE DERNIER
MOT

A quelques jours du sommet européen de Maastricht, le quotidien britannique s'interroge sur la place de l'Allemagne au sein de la CEE. « Pour l'instant, le gouvernement de Bonn s'engage à construire une Europe plus unie, à vocation fédérale. C'est un projet soutenu par toutes les capitales qui estiment que c'est la dernière chance de mettre une telle Europe en place avant l'ouverture des portes de l'Est. Mais il n'est pas évident que les intérêts à long terme de l'Allemagne passent par une plus grande intégration européenne qui entraînerait la subordination du mark — le symbole de l'hégémonie économique allemande — à une entité supranationale. La pression pour imposer un délai précis à l'union monétaire, qui n'a pas encore été spécifiée dans l'avant-projet, s'explique par la crainte de voir l'Allemagne se détourner de l'aspect monétaire une fois qu'elle a absorbé les terres de l'Est. » — (20 novembre.)

The Economist

L'ETAT SE RETIRE

Dans un supplément consacré à la France, l'hebdomadaire britannique s'interroge sur l'impact des mutations européennes dans un pays où l'Etat a traditionnellement joué un rôle important. « Même selon les critères du quinzième siècle, la France était un pays vaste et peuplé, une sorte de Chine en Europe qui avait besoin d'un pouvoir fort pour maintenir son unité. Mais cette structure de pouvoir a eu du mal à s'adapter aux changements mondiaux de la dernière décennie. La planification centralisée a tendance à être dépassée par la complexité des économies avancées. Le contrôle de l'Etat sur les finances est balayé par les mouvements internationaux des capitaux, de même que le protectionnisme est mis à mal par le Marché commun européen. Tout cela s'apparente à une révolution silencieuse. » — (23 novembre.)

Dernier rendez-vous à la Platzspitz

La municipalité de Zurich — comme celle de Berne — menace de fermer les « parcs de drogués » et de mettre ainsi fin à une expérience libérale

BERNE

de notre correspondant

Le pourrissement de la situation au parc de la Platzspitz a pris de telles proportions que même les milieux les plus tolérants admettent que des mesures d'urgence s'imposent. Ayant longtemps hésité entre la fermeture et la répression, les autorités municipales n'avaient plus guère le choix. Confrontées à une criminalité croissante à l'intérieur comme aux abords du parc, elles tentent d'apaiser le sentiment d'insécurité ressenti par une partie de la population. Ainsi, aux élections fédérales du 20 octobre, le quartier populaire proche de la Platzspitz, votant traditionnellement à gauche, a soudain basculé à droite parce que celle-ci prônait la manière forte contre les habitants du parc.

Le conseil municipal n'a cependant pas suivi le préfet du district, qui avait réclamé la fermeture du parc pour le 15 novembre. Jugant cette décision à la fois inapplicable dans un bref délai et contraire à l'autonomie communale, les autorités de la ville ont présenté un recours devant le gouvernement cantonal. Moins pressées que le préfet, elles ont préféré procéder par étapes pour faire évacuer jusqu'à l'été prochain les toxicomanes de la Platzspitz.

L'annonce de la fermeture de ce parc marque la fin de l'expérience d'ouverture aux drogués tolérée depuis deux ans par la municipalité à majorité social-écologiste de Zurich. L'infrastructure d'assistance aux drogués, mise en place avec une antenne médicale et la distribution de seringues pour lutter contre le sida, a eu pour conséquence d'attirer des toxicomanes des quatre coins de Suisse, voire de l'étranger. Situé derrière la gare, dans les jardins du Musée national, la Platzspitz est quotidiennement fréquentée par quelque deux mille personnes.

Dix millions
de seringues

Les services médicaux de la ville auraient déjà distribué près de dix millions de seringues et d'aiguilles de remplacement. Selon une enquête officielle, 44 % des habitants consommeraient des drogues dures et 40 % seraient sans abri. Chacun dépenserait en moyenne 350 FS (1 300 FF) par jour pour satisfaire ses besoins. La plupart d'entre eux se procureraient l'argent de la drogue par « des moyens illégaux », en volant ou en se prostituant. A la petite délinquance est venue s'ajouter la grande criminalité, avec l'apparition de bandes de trafiquants organisés. L'abondance de l'offre n'a cependant pas tardé à provoquer une chute des cours de l'héroïne, le gramme tombant de 700 à 100 FS depuis le début de l'année. Devant la montée de l'insécurité, les habitants du quartier menacent de former des brigades armées d'autodéfense, tandis que la police se plaignait



DEBORAH COPPENHAGEN/CONTACT

des tergiversations des autorités. Les travailleurs sociaux s'occupant des drogués reconnaissent eux-mêmes que la violence ambiante rendait leur tâche de plus en plus difficile.

Parallèlement à cette rapide détérioration de l'atmosphère, la décision de fermer la Platzspitz a été précipitée par le récent durcissement de la position du gouvernement fédéral. S'adressant, début octobre, à une conférence nationale sur la drogue, M. Flavio Cotti, président de la Confédération, a catégoriquement exclu une dépenalisation de la consommation, contrairement à ce qu'avait suggéré, il y a deux ans, la commission fédérale des stupéfiants. Par la même occasion, il s'est prononcé en faveur de la signature par la Suisse de la convention, beaucoup plus restrictive, de l'ONU sur l'acquisition et la détention de drogue.

Ne dissimulant pas leur déception de devoir ainsi mettre un terme à leur expérience libérale, les autorités de Zurich ne veulent plus que leur ville soit seule à assumer le problème de la drogue. Parmi d'autres mesures annoncées,

elles souhaitent limiter l'aide sociale et médicale aux drogués habitant l'agglomération et renvoyer les autres chez eux. Un cinquième à peine des toxicomanes gravitant autour du parc seraient domiciliés à Zurich. Un centre d'accueil devrait être créé, afin de déterminer d'où viennent les autres et de les rapatrier dans leurs cantons respectifs, le cas échéant à l'étranger.

Renforcer
la présence policière

Le projet pilote de distribution d'opiacés sera maintenu mais réservé uniquement aux toxicomanes domiciliés à Zurich. Pour rassurer la population, le conseil municipal s'apprête à renforcer la présence policière et les mesures de sécurité.

Rencontrant des problèmes analogues au parc Kocher, la ville de Berne a emboîté le pas. Comme à Zurich, l'augmentation de la criminalité et les doléances des riverains ont incité les autorités à agir sans plus attendre. « Berne n'est plus prête à accueillir le supermarché de

Suisse de la drogue », a expliqué le directeur des œuvres sociales. Sur trois à quatre cents personnes fréquentant chaque jour le parc Kocher, un tiers seraient des étrangers et près d'un tiers des Suisses venant d'autres cantons. A l'instar de Zurich, Berne a prévenu les autres communes qu'elle avait l'intention de renvoyer les toxicomanes à leur lieu de domicile, mais certains juristes jugent déjà pareille mesure inconstitutionnelle, chaque Suisse disposant du droit de se déplacer et de s'établir n'importe où dans le pays.

L'échec de ces deux tentatives libérales devraient contribuer à alléger l'assemblée de la Suisse sur la politique restrictive des pays voisins, sans pour autant résoudre le problème. « Où iront les drogués si on les chasse ? », s'interroge le magazine l'Hebdo de Lausanne, mais constate : « Zurich a peur de la Platzspitz, mais Zurich a presque aussi peur de sa fermeture. »

JEAN-CLAUDE BUHRER

BRUXELLES

STRASBOURG

Parlement recherche
considérationSTRASBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant

« Beaucoup de députés ne se montrent pas dignes du Parlement européen », laisse tomber, déabusé, un haut fonctionnaire de l'Assemblée. Il est vrai que le spectacle offert par l'hémicycle de Strasbourg a de nouveau illustré les graves manquements au sérieux et à la rigueur. Tout a commencé par le vote sur la directive européenne concernant la télévision haute définition (TVHD). Sous l'impulsion du président de séance, Siegfbert Alber (CDU), le scrutin s'est déroulé à une cadence tellement rapide que l'on a confondu vitesse et précipitation. Tactique délibérée, suggèrent certains, afin que les conservateurs britanniques tirent profit de la confusion pour faire passer un amendement remettant en cause une stratégie industrielle arrêtée par les Douze en 1986. Le lendemain de cet incident grotesque, plusieurs parlementaires, s'étant aperçus qu'ils s'étaient laissés bernés, demandaient l'annulation des résultats. En pure perte...

La volonté du Parlement de jouer dans la cour des grands fait qu'il tient également à s'exprimer, à chaque session, sur toutes les questions internationales. Depuis des mois, il ne cesse de se prononcer sur la crise du Proche-Orient, la désintégration de l'Union soviétique, bien d'autres sujets encore et, évidemment, la guerre en Yougoslavie, sans jamais toutefois apporter d'éléments nouveaux.

A force d'arrondir les angles, les « négociateurs » des principales formations aboutissent inévitablement à des compromis absocons qui permettent à chaque formation, à chaque parlementaire, de retrouver ses propres préoccupations, mais qui ne relèvent pas le prestige de l'Assemblée.

Presque aussi grave est le taux d'absentéisme des députés de la Communauté. Et pourtant il est prévu de concentrer les votes afin qu'ils puissent « s'organiser » pour être en séance en temps voulu, car il est interdit aux députés de « tourner la clé » à la place d'un collègue absent de l'hémicycle européen. Ils étaient cent vingt-cinq pour le dernier scrutin sur la Yougoslavie et trente-quatre quand il s'est agi de donner un avis sur l'aide des Douze à l'URSS!

Rien d'étonnant alors que les rumeurs aillent bon train sur nombre de députés qui se déplacent à Strasbourg seulement pour signer la feuille de présence et toucher ainsi leurs indemnités de transport et de séjour.

Au-delà de l'anecdote, il reste que l'Assemblée de Strasbourg n'a guère augmenté son crédit ces derniers mois, à un moment où elle dénonce les réticences des Etats-membres à lui accorder des pouvoirs supplémentaires. Douze ans après son élection au suffrage universel direct, le Parlement en est toujours à chercher les coupables en dehors de son ancrage, quand les principaux responsables se trouvent à l'intérieur.

MARCEL SCOTTO

TRIBUNE EUROPEENNE

Italie, l'impossible renouveau

par Gian Giacomo Migone

Il n'est pas surprenant que l'effondrement du mur de Berlin ait ouvert une crise de régime en Italie, où l'anticommunisme a soutenu pendant des décennies un système rendant impossible toute alternance. Même si les racines de la crise sont profondes — depuis le gigantesque déficit budgétaire jusqu'aux partis envahissant la société civile — toutes les causes sont liées à la fin du communisme. Les succès électoraux des Ligues dans le Nord sont le fruit d'un vote d'émancipation par rapport au clientélisme traditionnel de la démocratie-chrétienne, mais aussi à la peur d'un communisme qui n'existe plus.

Les coups du président de la République contre les plus hautes instances de la magistrature (Cour constitutionnelle et Conseil supérieur) mais surtout contre la démocratie-chrétienne auraient été impensables à une autre époque, quand l'opposition de gauche s'incarnerait dans un Parti communiste de plus en plus en conflit, au fil des ans avec Moscou.

Le lourd héritage
de la guerre froide

Les initiatives les plus extrêmes de Francesco Cossiga sont la suite d'enquêtes parlementaires ou judiciaires qui ont pour but de clarifier les mystères constituant le lourd héritage de la guerre froide, qui a soumis l'Italie, plus que tout autre grand pays occidental, à une double souveraineté limitée, par laquelle les superpuissances s'entendaient pour désigner le gauche du gouvernement.

La chronique des années 70 et 80, le terrorisme noir et rouge, l'assassinat d'Aldo Moro constituent une succession d'événements qui ont eu pour effet de rétablir les équilibres sociaux et électoraux qui penchaient progres-

sivement vers la gauche. Dans toutes ces enquêtes les services secrets sont omniprésents, tandis qu'il reste à éclaircir le rôle de Gladio, l'organisation secrète pour laquelle, par un geste de défi, le président de la République vient de se déclarer responsable.

On pourrait en conclure que l'actuel marasme constitue seulement une crise de croissance ou d'émancipation de la démocratie italienne par rapport aux schémas de la guerre froide. A y regarder de près, il ne manque pas de signes allant dans ce sens. Le mouvement pour le référendum a déjà été, au mois de juin, une première victoire éclatante bien qu'inattendue, avec l'objectif modeste mais significatif d'une abolition de méthodes favorisant traditionnellement le contrôle des élections, notamment dans le Mezzogiorno. Plus important encore est l'élan ainsi donné aux nouvelles initiatives, par exemple en faveur de l'élection directe des maires des grandes villes.

Le Parti communiste a su s'engager sur la voie d'une transformation radicale avec la formation du Parti démocratique de la gauche (PDS). Mais celui-ci, au moins jusqu'à la mise en cause du chef de l'Etat pour haute trahison, n'a été que partiellement capable de proposer un renouvellement des institutions. Le passage du petit Parti publicain à l'opposition constitue aussi un fait nouveau. Enfin, certains secteurs de la société civile habituellement conservateurs ont émis quelques signaux profondément innovateurs, notamment dans leur attitude vis-à-vis de la Mafia. Et pourtant l'issue la plus proba-

ble des prochaines élections est le succès des Ligues dans le Nord et d'une démocratie-chrétienne toujours plus clientéliste et compromise avec le crime organisé dans le Sud, avec un Parti socialiste affaibli et en position d'infériorité par rapport à son grand allié, tandis qu'une solution de rechange aura peine à prendre corps. Aussi les forces apparemment les plus destructrices — des Ligues au chef de l'Etat — semblent-elles souhaiter une seconde République, uniquement pour conserver les pires aspects de la première. Puis, les choses changeront, mais — comme disait lord Keynes, — à long terme, nous risquons d'être tous morts.

► Professeur au département d'histoire de l'université de Turin.

Le Monde
EDITIONSUne histoire
de la démocratie
en Europesous la direction de
Antoine de Baecque

Thomas Schreiber

HONGRIE

la transition
pacifique

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Kaliningrad

ESPACE EUROPEEN

Kaliningrad aux avant-postes du passé

Marquée par quarante ans de soviétisme, la ville — qui devrait redevenir Königsberg — espère et craint l'aide des Allemands

KALININGRAD

de notre envoyé spécial

La frontière ne fait pas encore vraiment « sérieux » : plutôt un jeu, avec un douanier lituanien qui « fait semblant », griffonne à la hâte le numéro de votre voiture sur un bout de papier de deux centimètres de côté, et un garde-frontière qui, vingt mètres plus loin, prend le petit bout de papier avant de lever la barrière. Mais c'est pourtant une véritable frontière, et elle le sera de plus en plus à mesure que la Lituanie affirmes concrètement son indépendance retrouvée.

Une très étrange frontière qui vous fait remonter le cours de l'histoire et de la géographie : on s'éloigne de plus en plus de Moscou vers l'Ouest, on a dépassé cette Lituanie désormais située à l'extérieur de l'ex-Empire et voici que l'on revient en arrière, que l'on « retombe » en territoire soviétique. L'état des routes, l'aspect des immeubles, l'atmosphère de laisser-aller à l'hôtel « de luxe » où il n'y a pas de savon (« Mais qu'est-ce que vous croyez ? »), l'ivrogne affalé en plein milieu de la route principale. Et jusqu'à la mine ébahie d'une jeune coiffeuse qui apprend que vous êtes français...

C'est — ce pourrait être — l'URSS « profonde », et pourtant c'est aussi autre chose. Une région soviétique, ou plutôt russe, pas comme les autres. La province de Kaliningrad, écartée de la Fédération de Russie, désormais coupée de la mère patrie par la Lituanie indépendante, l'ex-avant-poste de l'Empire, chien de garde placé là par Staline pour surveiller aussi bien les pays baltes que la Pologne, contrôler la Baltique, le port de Gdansk et l'estuaire de la Vistule.

De tout cela il reste un nombre inhabituellement élevé de gens en uniforme, force camions militaires mais aussi force side-cars, moyen de transport plus économique que la voiture et dont l'Europe « moderne » a, elle, presque perdu le souvenir. Et puis aussi au milieu de tant d'édifices purement soviétiques, quelques vestiges d'architecture allemande, de Burgen prussiens et, à Kaliningrad même, adossés aux ruines de la cathédrale, le froid monument funéraire de l'illustre enfant du pays, Emmanuel Kant.

« Tourisme nostalgique »

Un peu moins d'un million d'habitants au total dans ce fragment de l'ancienne Prusse orientale, une masse d'officiers — et leur famille — et un très grand nombre de retraités, sans compter quelques dizaines de milliers de conscrits, soldats et marins. Unissant ce conglomérat, où les pêcheurs occupent aussi une bonne place, il y a avant tout une grande incertitude de l'avenir.

Certes, on pourrait en dire autant de presque toutes les communautés de l'URSS finissante mais peu de régions semblent à ce point artificielles et donc aléatoires. Longtemps interdite à la quasi-totalité des étrangers, la province s'est ouverte depuis un an environ et l'été, des dizaines d'Allemands arrivent chaque jour pour se livrer au « tourisme nostalgique » selon l'expression d'un officiel. Rien de mal à cela, bien au contraire, et l'on va s'employer à transformer la hideuse et flambant neuve « Maison des soviets », enfant posthume d'une autre époque, en hôtel convenable.

Quant aux Allemands véritablement établis dans la région, ils ne sont que quatre mille environ. « Sans doute, explique un conseiller du nouveau préfet de la région, les Soviétiques de souche allemande sont libres de venir s'installer ici s'ils le souhaitent mais il n'est pas question de leur accorder des conditions privilégiées. D'ailleurs, où les mettrait-on ? » Et puis, ajoute pour sa part un directeur de journal, « ça ne plairait ni aux Polonais ni aux Litoniens... ». Le préfet lui-même, en réalité le nouveau « chef de l'administration » désigné par Boris Eltsine, M. Matotchikine, explique que l'on peut sans doute compter sur une aide allemande pour le développement de la région, mais il ajoute avec un clin d'œil : « Les Allemands nous aideront dans la mesure où cela servira leurs intérêts. A nous de faire en sorte que cela serve aussi les nôtres ».

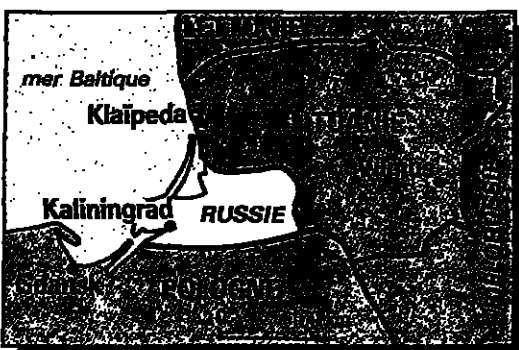
En un mot, on reste sur ses gardes, et certains échos venus d'Allemagne sont propres à nourrir des appréhensions. La très sérieuse *Frankfurter Allgemeine Zeitung* n'a-t-elle pas évoqué il y a quelques mois l'idée d'un « rachat » de la région à une Russie qui pourrait trouver là un bon moyen de renflouer ses caisses. (Un peu comme

elle est en train de se préparer à le faire, en y mettant les formes, avec les îles Kouriles du Sud ?)

Dans le cas de Kaliningrad, il ne s'agit pourtant pas de politique fiction mais les Allemands ne sont pas seuls à susciter quelques inquiétudes. Le journal lituanien de Klaipėda a ainsi publié récemment une très étrange diatribe géopolitique sur la nécessité pour les Litoniens de se rapprocher de l'Allemagne pour partager avec eux, à terme, la région de Kaliningrad, en y adjoignant au passage quelques territoires actuellement polonais (l'auteur reconnaît qu'un tel scénario n'a aucune chance de se réaliser sans déclencher une guerre, mais cela ne le dissuade pas pour autant de poursuivre son raisonnement). Bien entendu, l'article n'engage que son auteur et le journal qui l'a publié mais il a été remarqué : la *Kaliningradskaia Pravda* l'a repris sans commentaire mais avec une indignation rentrée.

Au hasard des conversations, on constate également assez vite que ces Litoniens si fiers de leur indé-

pendance retrouvée suscitent une certaine irritation, doublée, de la part de la population locale, d'une



peur diffuse de se retrouver isolée du corps principal russe. « Il faudrait un corridor », suggère un fonctionnaire subalterne de l'administration locale.

Mais officiellement et en haut lieu il n'est question de rien de pareil et on présente les choses sous un bien meilleur jour. A peine désignés, les représentants de la nouvelle administration mise en place par Boris Eltsine se sont précipités en Lituanie pour établir des

contacts et parler d'un avenir qui passe forcément par une coopération économique régionale (déjà lorsque Moscou, au début de l'année, avait essayé d'imposer le blocus de la Lituanie, c'est de la région de Kaliningrad que les Litoniens recevaient une bonne partie de leur pétrole « de contrebande »).

Etre coupé du reste du territoire russe n'est d'ailleurs pas forcément qu'un désavantage. N'est-ce pas la garantie d'une réelle autonomie, et l'espoir de n'être plus aux avant-postes du passé mais de l'avenir ?

Déjà la région s'est vu reconnaître le statut de zone de libre-échange, tout comme à l'autre extrémité du pays Vladivostok. Mais Sergueï Kozlov, le plus proche collaborateur du nouveau préfet, a des projets, ou des rêves, plus ambitieux : une « République autonome de la Baltique » qui formerait un espace économique commun avec les trois pays baltes, une République dont la capitale retrouverait, bien entendu, le nom qu'elle a porté depuis des siècles : Königsberg (au XIII^e siècle la ville a aussi porté le nom de Kro-

lewicz, à une époque où elle était la capitale de la Prusse dite « royale » et soumise à l'autorité du roi de Pologne).

De cela tout le monde, ici, semble à peu près convaincu même si la perspective de revenir à une appellation germanique reste en travers de la gorge de nombreux anciens combattants. Mais on sait bien que la région doit retrouver les racines — pas tout à fait arrachées — de son véritable passé. Au musée historique on a commencé à ouvrir de nouvelles salles, à exhiber avec fierté ce que naguère on cachait.

Mais il n'y aura sans doute pas de miracle : la ville, pillonnée en 1945 et reconstruite à la soviétique, a perdu pour toujours l'aspect et le charme d'une cité d'Europe centrale. Quant à la foi dans l'avenir, elle reste, apparemment, l'apanage de quelques-uns. Pour la masse de la population, penser à assurer le quotidien suffit largement à la peine : Kaliningrad a beau être « différente », elle n'en partage pas moins le lot commun. Ici comme ailleurs il faut toujours tirer le trop lourd fardeau de l'héritage soviétique, piétiner dans la boue de l'automne en attendant un bien lointain printemps.

JAN KRAUZE

COUPE DAVIS... NEC

NEC,
l'équipe qui fait
l'événement.

Il ans déjà que NEC sponsorise la plus prestigieuse compétition de tennis international. La Coupe Davis 1991, à laquelle 87 pays ont participé, le plus grand nombre jamais réuni dans une même épreuve, est un événement mondial. A travers C&C - intégration de l'informatique et des télécommunications - NEC encourage encore les échanges en distribuant 15 000 produits, du composant électronique au supercalculateur, dans plus de 140 pays.

Le 21^{ème} siècle verra un monde lié par la communication : c'est cela l'esprit NEC.

NEC, L'ESPRIT D'OUVERTURE

NEC

LIVRES

ET REVUES

L'EUROPE ET SES COULOIRS. LOBBYING ET LOBBYISTES

Le « lobbying » européen ou comment cette pratique américaine s'est acclimatée sous le ciel communautaire. Les auteurs explorent les arcanes du « lobbying » notamment dans le domaine de la politique agricole commune.

» Michel Clemen et Jacqueline Nicot. Préface de Michel Albert. Editions Dunod. 270 pages.

A lire également sur ce thème, le livre de Jean-Dominique Giuliani, *Marchands d'influence. Les lobbies en France*, Editions du Seuil (270 pages), dans lequel l'Europe est présentée comme la « patrie des lobbies ».

LE COURT VINGTIÈME SIÈCLE. 1914-1991

Cet ouvrage est le premier d'une série de quatre que des chercheurs et des spécialistes ont voulu consacrer à l'ère post-communiste. Livre-débat, il examine « le réel et le possible en URSS, en Europe orientale et centrale, et dans les Balkans ».

» Frédéric d'Alema et Adner. Editions de l'Asie. 250 pages.

L'EUROPE DES RÉGIONS

« L'espace unique européen serait-il menacé par une Europe des régions aux couleurs contrastées ? » C'est à cette question que tente de répondre cet ouvrage en montrant la diversité des Europe : Europe des capitales, des rivages, Europe agricole, Europe industrielle, etc. L'Europe des régions, estime l'auteur, devrait permettre d'atténuer les contrastes de l'Europe des nations.

» Jean Labasse. Editions Géographie-Flammarion.

SETTING EUROPEAN COMMUNITY PRIORITIES. 1991-1992

Cette revue en langue anglaise fait le point des avancées et des obstacles en matière d'union économique et monétaire : elle examine l'actualité politique étrangère des Douze avant le sommet de Maastricht, qui devra conclure les deux conférences intergouvernementales sur ces deux thèmes majeurs. Une approche universitaire solide et rigoureuse.

» Centre for European Policy Studies. Edited by Peter Ludlow (CEPS, Brussels).

COMPRENDRE

L'EUROPE

• **Marché commun et marché de l'art.** — La direction des musées de France, l'Association des juristes européens et le Centre Georges-Pompidou organisent le 10 décembre, à Paris, un colloque consacré à la circulation des biens ayant une valeur artistique, historique ou archéologique dans le grand marché communautaire.

» Inscription : Association des juristes européens, 198, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

• **Les intellectuels en Europe de 1945 à 1991.** — La présidence de l'Assemblée nationale et la Maison des députés proposent, les 12 et 13 décembre, un colloque intitulé : « Les intellectuels en Europe de 1945 à 1991 : les métamorphoses de l'engagement ». Il se déroulera à l'hôtel de Lassay et dans la grande amphithéâtre de la Sorbonne.

» Inscription : Information et Entreprises, 7, rue du Pasteur-Wagner, 75011 Paris. Contact : Isabelle Vailon : 48-06-02-02.

• **Après Maastricht, quel espace contractuel au niveau européen ?** — La Fondation Europe et Société tiendra à Paris, au Palais des congrès, les 17 et 18 mars 1992, un colloque sur ce thème. Il fera notamment le point sur la politique sociale en Europe.

» Inscription : Europe et Société, 14, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

□ **RECTIFICATIF.** — Pour tous renseignements concernant le séminaire annuel (1991-1992) organisé par Jacques Semelin (« Le Monde Espace européen » du 26 novembre) sur le thème de « La communication Est-Ouest en Europe », s'adresser à M^{me} Nadine Dardenne (CNRS), 27, rue Dancienne, 75013 Paris. Tél : 45-58-02-15.

150 000 000 000

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Lors de son vingt-cinquième congrès

Le Syndicat de la magistrature critique vigoureusement les projets de la chancellerie

Le vingt-cinquième congrès du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), qui comprenait un colloque consacré aux «banlieues de la République», s'est tenu du 29 novembre au 1^{er} décembre au palais de justice de Paris. Lors de ce congrès, le SM (36 % des voix lors des élections professionnelles de 1989), qui a dénoncé le «renforcement», à travers les réformes engagées par la chancellerie, «d'un modèle judiciaire fondé sur le centralisme hiérarchique et l'assujettissement au pouvoir exécutif», a appelé les magistrats à «utiliser tous les outils juridiques de nature à faire obstacle au renforcement des exclusions engendrées par le fonctionnement de l'institution judiciaire».

Après deux ans de déchirements et deux congrès consacrés aux batailles internes, le Syndicat de la magistrature souhaitait renouer ce mois-ci avec l'une de ses traditions : réfléchir, lors de son congrès, à un thème dépassant le cadre étroit de la vie judiciaire. Il y a six mois, au terme d'un congrès qui avait vu une nouvelle fois ressurgir le conflit entre «radicaux» et «modérés», le syndicat avait ainsi décidé de consacrer une journée aux «banlieues de la République». Ce fut fait au Palais de justice de Paris, où le SM avait convié urbanistes, sociologues, maires et députés afin de s'interroger sur la politique de la ville.

Que faire face à la «peur du sauvage urbain» évoquée d'entrée de jeu par M. Antoine Spire, journaliste à France-Culture ? Comment faire accéder ces espaces délaissés, planifiés et construits par l'Etat dans les années 60 à la citoyenneté ? M. Jean-Marie Delarue, le directeur de la délégation interministérielle à la ville (DIV), plaidera pour une approche «globale» comprenant à la fois une politique de l'école, de l'emploi et des transports. «Doit-on choisir entre la lutte contre le chômage et l'entretien des cages d'escalier ? demandera-t-il. Je pense que non. Il n'est pas trop

tard pour agir. » Une approche contestée par M. Philippe Genestier, un urbaniste du laboratoire des mutations urbaines en pays développés (CNRS). «Ce qui a compté, dans l'histoire des banlieues, c'est la présence de structures familiales comprenant trois générations, expliquera-t-il. Aujourd'hui, ces solidarités familiales et sociales sont brisées. Ni les associations, ni les politiques institutionnelles ne pourront régler le problème.»

Un conflit feutré

La salle d'audience de la cour d'appel de Paris était alors pleine, et les tensions internes paraissaient presque oubliées. Elles revinrent dès le lendemain, au cours du congrès, avec la distribution d'un texte rédigé par les «minoritaires» du syndicat. Rassemblés depuis l'automne 1990 au sein du «groupe de Goutelles», ces magistrats proches de M. Frédéric Nguyen, juge d'instruction à Paris, prônent un syndicalisme plus

combatif et une rupture claire avec le gouvernement.

Leur texte met en pièces la notion de «juge impartial» défendue en pleine affaire Jean-Pierre (1) par certains militants du syndicat : «Il est de la responsabilité du juge de permettre à chacun de faire valoir à égalité ses revendications, notent-ils, au besoin en mettant sa fonction au service du justiciable le plus faible.» Une analyse jugée «paradoxe», voire «contradictoire», par M. Maurice Zavan, conseiller à la cour d'appel de Toulouse, qui plaident en faveur d'une impartialité «active».

«Comment demander au juge de «garantir l'équilibre permanent» tout en lui recommandant de se mettre au service du plus faible ? demandera-t-il. Et comment se ranger au côté du plus faible sans encourir la réclamation que vous souhaitez faciliter ?»

Le conflit, toutefois, restera feutré. Pas un mot, ou presque, ne sera ainsi prononcé au sujet du Livre noir du Syndicat de la magistrature, un pamphlet de MM. Nguyen et Lemoine

contre «l'agence de placement» qu'est devenu le SM en 1981. Amusé par ce non-dit, M. Francis Carle, juge au tribunal de grande instance de Grenoble, viendra lire à la tribune une motion à la mode Ubu «exigeant, par la présente, de figurer dans la prochaine édition (printemps-été 1992) du Livre noir de la magistrature, tome II (le Retour)», «Pour ce faire, poursuivait-il, les militants s'engagent à fournir aux auteurs, pour la constitution de leurs fichiers, tous renseignements relatifs à leur origine ethnique, leur patrimoine, et leurs pratiques professionnelles, sexuelles et religieuses.»

A l'exception de quelques références plus ou moins directes à la «trahison» des auteurs, ce sera la seule allusion au réquisitoire public de MM. Nguyen et Lemoine. Par volonté d'apaisement, sans doute : le SM, qui accuse cette année un déficit de cotisations de 200 000 F, n'est pas au mieux de sa forme. En raison, également, du discours combatif du syndicat, qui convient tout à fait aux «radicaux» du groupe de Goutelles.

Démarrant «les manœuvres d'assujettissement du judiciaire par le pouvoir politique», la secrétaire générale, M^{me} Béatrice Patrie, critiquera ainsi l'un après l'autre tous les projets de la chancellerie : un statut «indémontable», une départementalisation «normalisant les politiques locales» et une réforme de la procédure pénale «soumise à cette même logique de mainmise de l'exécutif sur le judiciaire». «Puisque la concentration ne semble pas faire partie de la culture gouvernementale du moment et que l'avenir risque de ressembler à une partie de bras de fer, conclura-t-elle mobilisons-nous dans l'action, il en restera toujours quelque chose.» Le Syndicat de la magistrature souhaite donc désormais agir au sein de l'intersyndicale qui avait conduit les mouvements de 1989.

ANNE CHEMIN

(1) Au printemps dernier, un juge d'instruction du Mans, M. Thierry Jean-Pierre, avait été accusé par le garde des sceaux alors qu'il perquisitionnait dans les locaux parisiens de la société Urban-Technic, soupçonnée d'avoir contribué au financement occulte du Parti socialiste.

EN BREF

Le maire RPR du Grand-Roi inculpé de complicité d'ingérence. — M. Etienne Mourru, conseiller régional et maire (RPR) du Grand-Roi (Gard), a été inculpé, vendredi 29 novembre, de faux en écriture publique, usage de faux et complicité d'ingérence par le juge nimois Christian Lemaire. Deux de ses adjoints, M^{me} Mireille Ardois et M. Daniel Malabave, avaient déjà été inculpés d'ingérence le 3 octobre. Cette inculpation intervient à la suite d'une plainte déposée le 11 avril 1990 par M. Michel Picon, ancien conseiller RPR et créateur d'une liste «indépendante» aux municipales de 1989. M. Picon accuse le maire d'avoir établi, en 1989, cinq fausses délibérations afin de renégocier des emprunts de la commune et de demander à la Caisse des dépôts et consignations une ligne de crédit de 4,5 millions de francs destinée à confier deux marchés d'électricité à un membre de sa famille.

L'administration pénitentiaire reconnue complice de la mort d'un détenu en 1981. — La cour administrative d'appel de Nantes a reconnu la culpabilité de membres de l'administration pénitentiaire dans la mort d'un détenu, M. Georges Onno, qui avait été retrouvé pendu dans sa cellule à la maison d'arrêt de Nantes le 2 mai 1981. A l'époque, l'administration avait conclu à un suicide. Au terme d'une procédure qui a duré dix ans, la cour administrative d'appel de Nantes avait reconnu le 27 juillet dernier que M. Onno «avait été victime peu avant son décès de sévices extrêmement graves» et que «son décès était directement consécutif à ces sévices». Cette décision est devenue définitive après l'expiration du délai au cours duquel le ministre de la justice pouvait faire appel. La cour a condamné l'Etat à indemniser la veuve et le fils de la victime à hauteur de 50 000 F chacun.

JEAN-YVES NAU

(1) «Minisatellite repeat coding as digital approach to DNA typing». Cette publication (Nature) datée 21 novembre est signée Alec J. Jeffreys, Annette McLeod, Keith Tamaki, David L. Noll et Darren G. Monkton.

Dans le Lot-et-Garonne

Inculpation du président de la chambre des métiers

BORDEAUX

Le président de la chambre des métiers du Lot-et-Garonne, M. Pierre Coulé, est inculpé d'abus de confiance, faux et usage de faux. Il a été placé sous contrôle judiciaire par le juge d'instruction, M^{me} Le Men-Régner. Il lui est désormais interdit de diriger la chambre consulaire lot-et-garonnaise. Dès le mois de juin, le trésorier de la chambre des métiers avait donné l'alerte. Selon lui, depuis des années, des familles d'apprentis ne percevaient pas les frais de déplacement qui leur étaient dus. La subvention versée par le conseil régional d'Aquitaine à la chambre de métiers pour financer ces indemnités était détournée de sa destination.

Le trésorier relevait aussi des remboursements abusifs de notes de frais et d'indemnités kilomé-

ques et des anomalies dans le fonctionnement de la maison de vacances de la chambre des métiers. Le conseil d'administration de cette maison, présidé par M. Coulé, ne s'était pas réuni depuis plusieurs années.

Une enquête de l'inspection de l'apprentissage, à la demande du conseil régional d'Aquitaine, confirme en octobre que les indemnités des apprentis n'étaient jamais parvenues à leurs destinataires. Le détournement porterait sur plus de 4 millions de francs. Au vu des résultats de l'enquête préliminaire qu'il avait demandée au SRP, le procureur de la République d'Agen, M. Loubens, ouvre une information contre M. Coulé, qui préside par ailleurs la chambre régionale des métiers d'Aquitaine. Le conseil régional d'Aquitaine va se constituer partie civile.

GINETTE DE MATHA

Quarante-deux ans après la condamnation des deux ouvriers agricoles

La requête en révision de Mis et Thiennot est rejetée

La révision d'un procès d'assises, après l'exécution de la condamnation, relève de l'exception en France. Lorsque la procédure aboutit, cela n'implique pas que la réhabilitation soit acquise. Dans «l'affaire de Mézières-en-Brenne», qui a duré quarante-deux ans, la requête de deux ouvriers agricoles, a été rejetée. Similitude avec l'affaire Rancucci : l'heure précise et le déroulement des faits n'ont pas été établis avec certitude.

LIMOGES

de notre correspondant

Le meurtre d'un garde-chasse est perpétré dans la campagne borlignonne, le 29 décembre 1946. Accusés : deux ouvriers agricoles de vingt ans, Raymond Mis et Gabriel Thiennot. Ils sont deux «saloplauds» parmi quinze, fils de métayers et valets de ferme, que l'enquête désigne et fait avouer en employant des moyens musclés. Dans l'atmosphère tendue de la Libération, trois procès successifs ont lieu. Le dernier, devant la cour d'assises de la Gironde, s'achève en 1950, sur un verdict de sept ans de bagnes.

Deux ans plus tard, une campagne de presse virulente dénonce une manipulation. Un comité de soutien se forme ensuite, qui multiplie les protestations : édition de 10 000 mille exemplaires d'un livre intitulé *Ils sont innocents* ; mee-

tings répétés, réunissant jusqu'à 3 000 personnes dans les villes de l'Indre. Plusieurs requêtes sont rejetées ; en 1986, Robert Badinter accepte le procès en révision qui a lieu le 15 juin 1988 devant la chambre criminelle de la Cour de cassation. La défense rapporte huit faits nouveaux, et désigne le témoin central de l'accusation comme le véritable coupable.

Les condamnés ont été vus par deux témoins à l'heure du crime ; le fusil qui aurait servi au meurtre n'a qu'un percuteur, or quatre coups de feu successifs ont été tirés ; une contre-expertise balistique met à la description des circonstances du meurtre telles qu'elles figurent dans le dossier.

La Cour a estimé que le doute sur le lieu et l'heure du crime, instillé par les faits nouveaux rapportés par les condamnés, fait naître un second doute sur les témoignages qui leur sont favorables. Leur présence en un autre lieu ne démontre pas qu'ils soient innocents, si le meurtre a eu lieu à un autre moment. En somme, concluent les juges, la chose jugée ne peut pas être remise en cause parce que les faits nouveaux ne font pas la démonstration de l'innocence des condamnés.

Après le rejet de la requête en révision, M^{me} Louis Llard, avocat de Raymond Mis et Gabriel Thiennot, a eu ce mot : «Leur erreur a été de crier leur innocence pendant quarante ans. Il suffisait de dire qu'il n'est pas possible qu'ils aient fait ce qu'on leur reproche.» — (Interim.)

POLICE

Après la transmission à Beyrouth d'une liste d'opposants

M. Jean-François Deniau demande «des sanctions exemplaires dans la police»

«On a livré aux autorités libanaises et syriennes les noms de jeunes gens, leurs sœurs, ainsi que ceux de leurs familles qui sont au Liban, et s'il y a des disparitions et des sanctions, c'est la police française qui l'aura fait», a déclaré M. Jean-François Deniau (PR-UDF) en apprenant la transmission à Beyrouth d'une liste d'opposants libanais interpellés lors d'une manifestation à Paris le 21 octobre (le Monde du 1^{er} décembre). Le vice-président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale a réclamé des «sanctions exemplaires dans la police» et, au besoin, la démission du ministre de l'Intérieur. «C'est la

responsabilité du ministre de l'Intérieur d'informer le Parlement, dès mercredi, lors des questions d'actualité, sur les résultats de son enquête», a déclaré M. Edouard Balladur, ancien ministre (RPR).

L'ambassadeur du Liban en France, M. Johnny Abdon, a déclaré que la circulaire de la police libanaise comportant la liste des personnes interpellées en France avait été «annulée», le 28 novembre, par le président Hraoui. Si la police libanaise est bien en possession de cette liste, a ajouté l'ambassadeur sans donner de détail, ce document ne lui a pas été transmis par la police française.

MÉDECINE

Selon un article publié dans la revue «Nature»

Une nouvelle technique pourrait permettre une informatisation des empreintes génétiques

Une équipe britannique dirigée par le professeur Alec J. Jeffreys (département de génétique, université de Leicester) vient de publier, dans l'hebdomadaire britannique Nature (daté 21 novembre), un travail de biologie moléculaire qui devrait permettre de notables progrès dans la mise en œuvre de la technique des empreintes génétiques au service de la police scientifique (1). Ce nouveau procédé sera prochainement commercialisé par la société Callmarc, filiale de la multinationale pharmaceutique ICI.

Mise au point il y a quelques années, et depuis largement diffusée à l'échelon international, la technique des empreintes génétiques consiste, schématiquement, à visualiser, sous la forme d'un système code-barre, certaines régions spécifiques du patrimoine génétique humain. La technique des empreintes génétiques peut être mise en œuvre dans différents domaines de la criminalistique : elle permet en effet de comparer l'ADN ainsi identifié dans différents fragments biologiques (taches de sang, de sperme, de salive, fragments cutanés, cheveux, etc.) à celui obtenu chez différents suspects à partir d'une prise de sang. Cette comparaison offre une possibilité de confondre le ou les coupables des crimes. On peut également avoir recours aux empreintes génétiques dans un autre domaine, celui des affaires de contestation

(ou d'affirmation) de paternité. Déjà reconnu comme le «père» de cette technique, le professeur Alec J. Jeffreys apporte aujourd'hui une innovation de taille. Celle-ci consiste, de manière schématisée, à obtenir l'identification beaucoup plus précise de certaines zones répétitives du patrimoine héréditaire humain. Cette identification est obtenue à partir de l'utilisation d'une nouvelle technique d'amplification de l'ADN, connue sous le nom de PCR (polymerase chain reaction), qui permet la visualisation de cette structure à partir d'échantillons de volume excessivement réduit.

Multiples abus

Pour plusieurs spécialistes français, il s'agit d'un notable progrès qui pourrait avoir d'importantes conséquences dans le domaine de la médecine légale. Ce nouveau procédé, grâce à sa sensibilité et à la rapidité de sa mise en œuvre, autorise en effet l'analyse à partir de quelques fragments d'ADN. Ces mêmes spécialistes mettent toutefois en garde contre les faux espoirs inhérents à l'usage de la PCR, la forte puissance de cette technique pouvant, en définitive, dans certaines circonstances (insuffisance de matériel génétique, analyse, dénaturation de l'ADN conservé dans de mauvaises conditions) nuire à sa fiabilité.

Ils qualifient également de quelque peu présomptueuses, en l'état actuel des connaissances, les affirmations fournies par la multinationale ICI à la veille de la commercialisation de ce procédé. Selon cette firme, en effet, cette méthode «permettra à la police d'identifier

des criminels dans un délai de quarante-huit heures, alors qu'il fallait entre quatre et six semaines auparavant, à partir d'une technique équivalente. Cette technique de pointe permettra d'innocenter ou d'inculper des suspects dans le laps de temps des gardes à vue».

D'autre part, toujours selon la multinationale ICI, «grâce à ce nouveau procédé, le profil de chaque individu sera exprimé par un code numérique qui pourra être facilement informatisé. Ce relevé «digital» permettra aux institutions judiciaires de chaque pays de constituer une base de données globales contenant les empreintes génétiques des coupables et d'y avoir accès. Actuellement, les empreintes génétiques comparables aux codes à barres des supermarchés ne peuvent être informatisées».

C'est souligner l'urgence d'un encadrement législatif de ce procédé dont l'usage pourrait donner lieu à de multiples abus, qu'il s'agisse du fichage génétique et informatisé des individus, ou du bouleversement de certaines données actuelles sur la filiation. En France, on affirme auprès de différentes sources gouvernementales que ce sujet devrait constituer l'un des chapitres du projet de texte de loi sur la bioéthique, dont le Parlement devrait être saisi dès la prochaine session de printemps.

JEAN-YVES NAU

(1) «Minisatellite repeat coding as digital approach to DNA typing». Cette publication (Nature) datée 21 novembre est signée Alec J. Jeffreys, Annette McLeod, Keith Tamaki, David L. Noll et Darren G. Monkton.

27/11/91

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Au synode des évêques sur l'Europe

Sartre et la « babouchka »

La discussion générale a commencé au synode des évêques consacré à la « nouvelle évangélisation » de l'Europe. Lundi 2 décembre, devaient intervenir pour la première fois les délégués des autres Eglises chrétiennes, protestantes et orthodoxes.

CITE DU VATICAN

de notre envoyé spécial

« Les babouchkas russes (1) sont restées plus proches de la vérité que les intellectuels de l'Ouest fascinés par la rhétorique marxiste ». L'évêque polonais qui s'exprime ainsi rompt la monotonie de séances très académiques. Et sûr de son effet, Mgr Zychowski cite dans la foulée Pol-Pot et la Sorbonne, en dénonçant « le soutien par Sartre du marxisme et du marxisme, la justification du génocide cambodgien, l'appréciation sans critique du marxisme dans certaines versions de la théologie de la libération ». Il aura fallu trois jours pour que s'ouvre le débat sur la responsabilité de l'Occident dans la tragédie communiste.

Dans cette même salle du synode, la langue de bois était de rigueur hier pour des évêques venus de l'autre côté du rideau de fer. En 1985, le primat de Hongrie utilisait son temps de parole (huit minutes) à évoquer la mémoire du roi Saint Etienne, de peur de dire un mot qui déplaît aux autorités de son pays. Cette fois, la parole est libérée. On a même entendu une femme, Irina

Alberti, directrice de la *Pensée russe*, critiquer aussi l'Occident insensible, selon elle, à « la leçon terrible donnée par l'Est sur ce qui arrive à l'humanité quand on proclame la mort de Dieu ».

Mais par peur de réveiller les fantômes du passé, ou par pudeur, les délégués des Eglises de l'Est ne sont pas venus régler des comptes, encore moins tendre la main. Ils déclinent l'étendue des dégâts. Ainsi un évêque de Tchécoslovaquie, Mgr Koukl, raconte-t-il que chez lui à la campagne, personne n'a jamais vu de prêtres. « Notre pays, dit-il, est devenu une terre de mission. » Evêque catholique latin de Moscou, Mgr Kondrusiewicz, tente de reconstruire une Eglise sur un territoire grand de 40 millions de kilomètres carrés, qui ne compte plus que vingt prêtres et quarante paroisses.

Applaudi par la salle, Mgr Kuharic, archevêque de Zagreb, proteste contre « la guerre civile imposée à la Croatie ». Deux cent quatre-vingts églises et autres bâtiments religieux ont été détruits. Près de deux cents paroisses n'ont plus ni âme ni curé.

Les évêques de l'Est ont retrouvé la liberté, mais quel usage en faire? Comment réagir à la sécularisation qui frappe l'Est aussi bien que l'Ouest? Quels signes les Eglises doivent-elles donner à une Europe exposée à de nouveaux dangers? Ce sont les enjeux d'un synode où apparaissent déjà des chocs. L'Est qui tenait moins à la

volonté d'en découdre ou d'apurer des comptes qu'à la diversité des expériences, au chemin différent parcouru depuis le concile Vatican II (1962-1965), aux liens de l'Eglise avec l'Etat et la société civile, aux rapports ocellés avec les autres confessions.

Dialogue

avec la société séculière

« L'Eglise ne peut pas se contenter d'appels moralisateurs du haut de sa chaire », dit Mgr Josef Hofmeyer, évêque allemand d'Hildesheim. Archevêque anglais de Westminster, le cardinal Basil Hume ajoute : « Des valeurs comme la liberté, la vérité, la dignité humaine, la justice et la paix sont embrassées aussi par de nombreux non-croyants. Ce ne sont pas seulement des échos de l'Evangile, mais des points de départ pour un dialogue avec la société séculière. » Il répondait ainsi au cardinal Poupard, venu redire que de telles valeurs étaient « des valeurs évangéliques, des idées chrétiennes devenues folles, que la modernité a injustement confisquées et déformées pour les opposer à l'Eglise » (2).

Ni séparation ni confusion avec la politique : le cardinal Lustiger a mis tout le monde d'accord sur la place de la religion dans l'Europe postcommuniste. La liberté religieuse, qui a servi de « rempart contre le totalitarisme athée », est devenue pour lui une règle capitale du jeu social. Pas de catholicisme monopolistique : tous les

croyants - chrétiens minoritaires, juifs, musulmans - et les non-croyants ont droit à la même « reconnaissance civile et juridique ».

« De chaque groupe humain national ou religieux, l'Eglise attend le renoncement à l'égotisme qui humilie et à l'orgueil qui asservit », dit le cardinal Lustiger, mettant en garde contre toute identification d'une religion à une nation, dans une allusion à la Pologne, à la Croatie, à la Slovaquie qui se disent « nations catholiques » ou à la Russie « nation orthodoxe ».

En retour, l'Eglise attend de l'Etat de droit, un « ordre juridique juste » qui garantisse l'exercice effectif des libertés religieuses, le droit pour les croyants, contre une conception élitiste de la laïcité, de dire leur mot sur les enjeux éthiques de la société. Si on suit bien le président-délégué de ce synode, la liberté religieuse est, dans l'Europe nouvelle, un facteur de consolidation des démocraties et un garde-fou contre les tentations nationalistes.

HENRI TINCQ

(1) Expression désignant les vieilles femmes en Russie.

(2) Préfet du conseil pontifical pour la culture, le cardinal français Paul Poupard donnait les résultats d'un symposium qui, du 28 au 31 octobre dernier, a réuni au Vatican un grand nombre d'intellectuels chrétiens de l'Ouest et de l'Est (dont beaucoup venus de Russie).

SCIENCES

Annoucée le 14 février 1990

La création de l'Institut polaire se heurte à de nouvelles difficultés

Un conseil interministériel doit se réunir, mardi 3 décembre à l'hôtel Matignon, pour mettre au point le statut de l'Institut français pour la recherche et la technologie polaires-Expéditions Paul-Emile Victor. Annoucée à plusieurs reprises, la création de cet organisme bute sur des difficultés de structures et de financement.

La « création prochaine » de l'Institut avait été annoncée le 14 février 1990 par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM. Le 13 mai dernier, M. Paul-Emile Victor, qui venait d'être reçu par le premier ministre, M. Michel Rocard, assurait que l'Institut serait créé « dans une quinzaine de jours ». Avec le départ de M. Rocard, la décision était de nouveau retardée.

Pourtant, le futur institut a plusieurs décisions à prendre d'urgence. La première est la construction de la base « Concorde » dans l'intérieur du continent antarctique, au « Dôme C » (à 1 000 kilomètres de la base côtière « Dumont-d'Urville », et à 3 200 mètres d'altitude), dont les plans sont prêts et pour laquelle la participation d'autres pays est prévue. La deuxième est la configuration de la calotte glaciaire sous-jacente, favorable aux carottes profondes de la glace, grâce auxquelles on retrouve les variations du climat et de la composition de l'atmosphère au cours des dernières centaines de milliers d'années. Ce qui peut aider à comprendre les futurs changements climatiques.

Droit privé ou droit public?

La station « Dôme C » est indispensable aussi à l'étude physico-chimique de l'atmosphère moyenne, en particulier aux recherches sur les variations des teneurs de l'atmosphère en composés chlorés et nitroés, si importants pour l'avenir de l'ozone stratosphérique. Enfin, elle sera particulièrement utile, en raison de l'altitude et de la sécheresse de l'air, à l'observation des astres et des phénomènes célestes.

La deuxième opération urgente est le remplacement du *Marion-Dufresne*. Depuis près de vingt ans, ce

bateau assure la desserte des trois bases subantarctiques du sud de l'océan Indien (dans les îles Kerguelen, Crozet et Amsterdam). D'autre part, il sert à de fréquentes campagnes océanographiques dans l'hémisphère Sud. Il est même le plus gros navire océanographique français. Enfin, l'Institut aura aussi pour tâche de développer la recherche dans l'Arctique.

L'Institut sera un groupement d'intérêt public (GIP). Mais, dans le projet initial, il aurait eu une gestion de droit privé (1) et son conseil d'administration aurait réuni des représentants de ministères (recherche et technologie, DOM-TOM, transports), d'organismes (CNRS, CNES, IFREMER, Météo-France), le territoire d'outre-mer des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) et l'Association des expéditions polaires françaises (EPPF). Ce GIP aurait été lié aux TAAF par une convention : le premier aurait eu en charge la sélection, la coordination et la mise en œuvre des programmes scientifiques et technologiques ; les seconds auraient été responsables des moyens logistiques et des infrastructures ainsi que de la souveraineté française dans les territoires subantarctiques.

Mais le projet a été remis en cause, il y a huit jours, par le ministre du budget, qui a proposé de nouvelles structures et un nouveau mode de fonctionnement. Dans le conseil d'administration viendraient des partenaires supplémentaires (ministères des affaires étrangères, de l'environnement et du budget). L'Institut serait géré selon les règles du droit public, beaucoup plus lourdes et contraignantes. Même en cas d'urgence, il ne pourrait embaucher aucun personnel permanent pour compléter l'effectif ou remplacer les fonctionnaires actuels relevant tous du CNRS. Les organismes directement concernés par la recherche polaire (ministère de la recherche et de la technologie, CNRS, TAAF, CNES, IFREMER, Météo-France) n'auraient plus les pouvoirs de décision, qui reviendraient au nouveau conseil d'administration.

YVONNE RIBEYROL

(1) Le budget de l'Institut avait été garanti au mois d'octobre dernier. D'un montant total de 113,4 millions de francs, il devait être alimenté, pour l'essentiel, directement ou indirectement, par le ministère de la recherche et de la technologie (75 millions de francs) et par le ministère des DOM-TOM (34 millions).

IMMIGRATION

La fin de l'opération de régularisation

Les demandeurs d'asile déboutés seront peu nombreux à bénéficier d'un titre de séjour

Quelque cinq mille demandeurs d'asile déboutés ont été finalement admis au séjour en France, en application de la circulaire du 23 juillet dernier. Ce texte permet de régulariser la situation de demandeurs dont les dossiers ont été traités pendant plusieurs années, qui justifient d'une insertion professionnelle, et qui se sont présentés dans les préfectures avant le 30 novembre. Une manifestation organisée ce jour-là à Paris, a réuni deux cent cinquante sans-papiers environ, sur les milliers qui n'ont pu bénéficier de la circulaire.

Le conflit sur les demandeurs d'asile déboutés, qui s'était apaisé en juillet avec la publication d'une circulaire ouvrant droit à régularisation pour les personnes entrées en France avant le 1^{er} janvier 1989, a été relancé le 30 novembre, date fixée pour la clôture des admissions de dossiers. Selon les dernières statistiques de l'administration, plus de 40 000 demandeurs d'asile déboutés se sont présentés pour demander à bénéficier de la régularisation. Ce nombre relativement important montre que les « déboutés » n'ont pas craint de se présenter dans les préfectures, en

dépôt de quelques arrestations opérées au guichet, et permet de cerner de plus près la réalité de leur effectif. 100 000 selon les organisations de défense du droit d'asile, 60 000 à 80 000 selon le ministère des affaires sociales.

Sur les 40 000 dossiers déposés, environ 14 000 ont été reçus une première fois favorablement, tandis que 11 000 ont été rejetés. Il reste donc quelque 24 000 demandes en attente, soit que l'intéressé ne se soit pas adressé à la bonne préfecture, soit que son dossier soit incomplet ou en cours d'instruction. Le nombre des « régularisés », qui recevront un titre de séjour et non pas le statut de réfugié politique, ne sera donc connu que dans plusieurs semaines, lorsque toutes les demandes auront reçu une réponse.

Manifestation interdite

La situation des déboutés est donc loin d'être réglée. Aux milliers de régularisations refusées, il faut en effet ajouter les dizaines de milliers de personnes qui ne se sont pas présentées dans les préfectures. Sans compter les quelque 42 000 nouveaux déboutés de 1991, sur les quelque 50 000 demandes enregistrées cette année par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). L'inquiétude monte donc à nouveau parmi les organisations de défense des demandeurs d'asile déboutés, qui estiment que « moins de 10 % » des déboutés pourront recevoir des papiers et ont reçu le soutien du conseil de l'Europe.

La manifestation qu'ils organisaient samedi 30 novembre à Paris avait été interdite, et n'a pu se dérouler, comme prévu, aux abords du Centre Pompidou. Elle a néanmoins réuni 250 déboutés sans-papiers, Turcs d'origine kurde et Africains, dans les rues proches de l'église Saint-Joseph (Paris 11^e) où avait eu lieu une longue grève de la faim au printemps dernier. A Orléans, sept Turcs, demandeurs d'asile déboutés, ont d'ailleurs repris le jeûne, dimanche 1^{er} décembre. Ils sont les seuls des quarante grévistes de la faim de la cathédrale d'Orléans de cet été à n'avoir pas obtenu leur régularisation.

PHILIPPE BERNARD

COMMUNICATION

La directive européenne sur la télévision par satellite

Priorité au format d'écran large 16/9

En repoussant à 1995 l'obligation pour les télévisions par satellite de diffuser dans les nouvelles normes MAC, et en les incitant d'ici là à s'adapter au nouveau format d'écran large 16/9, la Commission de Bruxelles propose un compromis que le conseil des ministres devra entériner le 19 décembre.

C'est le 19 décembre, et non le 5 comme initialement prévu, que le conseil des ministres européens des PTT se prononcera sur la directive régissant la télévision par satellite. Au fil de moutures successives et parfois contradictoires, ce texte a fait l'objet d'une intense bataille. Le Parlement européen, lors d'un vote confus le 20 novembre, avait fixé un calendrier par étapes pour la conversion des chaînes aux nouvelles normes D2 MAC. Un amendement surprise avait même vidé de sens le but ultime de tout l'effort européen vers la télévision haute définition (le *Monde* du 22 novembre). Cette péripétie a été rapidement corrigée par la Commission : son texte rétablit la norme HD-MAC, élaborée par les industriels dans le cadre du projet Eureka, comme seule norme de télévision haute définition européenne non exclusivement numérique.

Incitations financières

Le D2 MAC, norme internationale, est confirmé comme seule norme autorisée pour le nouveau format d'écran large dit « seize neuvièmes » (16/9, rapport entre la largeur et la hauteur de l'écran). Considérant que ce nouveau format est la pierre angulaire du dispositif, et le véritable avantage qui incitera les consommateurs et diffuseurs à changer leurs téléviseurs, le dispositif retenu par la Commission marie incitations et affichage politique de contraintes. A partir du 1^{er} janvier 1995, toutes les chaînes de télévision par satellite seront obligées de diffuser aux nouvelles normes MAC. Exclusivement dans ces normes pour les nouvelles chaînes et en parallèle avec PAL ou

SECAM (ce qu'on appelle le « simulcast ») pour les chaînes existantes.

Le texte prévoit de doter tous les téléviseurs au format 16/9 d'un décodeur D2 MAC, les autres étant munis d'une prise normalisée pour brancher un décodeur. Enfin, des incitations financières aideront d'ici à 1995 les chaînes à passer progressivement au « simulcast ».

Le compromis tracé par la Commission est de nature à satisfaire tout le monde. En repoussant à 1995 l'obligation du D2 MAC, vivement contestée par les diffuseurs privés, il atténue leur opposition et laisse une période de choix au consommateur, tout en ne déviant pas de l'objectif final : créer en Europe le premier parc de téléviseurs au nouveau format d'écran, ce format qui est déjà reconnu comme celui de la haute définition, quel que soit le continent et quelle que soit la norme future. Dans l'esprit de la Commission, le texte de la directive - valable jusqu'en 1999 - est indissociable d'un accord interprofessionnel (baptisé MOU) et de propositions financières, qui seront aussi présentées aux ministres le 19 décembre.

Côté français, ce nouveau texte semble accueilli favorablement par les pouvoirs publics - les ministères concernés ont tenu jeudi 28 novembre une réunion pour préparer des mesures allant dans le même sens au niveau national. On estime qu'en trois ans il sera possible de prouver au consommateur les avantages du nouveau format, si des chaînes sont là pour lui offrir des images adaptées. En aidant ces chaînes à payer de nouveaux satellites (comme les Européat et pré-Européat) ou à produire des programmes, les incitations - et la perspective d'une obligation à terme - seraient plus efficaces qu'une pure contrainte juridique.

A Paris comme à Bruxelles, c'est donc autour du nouveau format d'écran, et non plus seulement d'appellations esotériques comme le D2 MAC, que l'on entend mener la bataille de la télévision du futur.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Avec son Festival de bande dessinée

Blois s'ouvre à la bulle

Le huitième Festival de la bande dessinée de Blois a eu lieu du 29 novembre au 1^{er} décembre. Près de 20 000 visiteurs ont envahi le château qui surplombe la vallée des Rois.

BLOIS

de notre envoyé spécial

M. Jack Lang, ministre de la culture et maire de Blois, a inauguré vendredi 29 novembre la cuvée 91 du huitième Festival de bande dessinée, subventionné cette année à hauteur de 500 000 francs par l'Etat et de 300 000 francs par la municipalité. Un budget près de deux fois supérieur (1,8 million) à celui de l'an passé a permis, outre l'organisation des manifestations d'inventaire de nombreux dessinateurs et scénaristes. Près de soixante-dix

artistes étaient présents. Sous une immense bulle aménagée sur le parvis du château, les vedettes - Marguerite, Valtéri, Walthéry, le père de « Natacha », Loisel, Baudouin, Philuc ou Yann, auteur de la série « Sati » - ont dédié et vendu leurs albums, avec un petit air de bonhomme qui cachait le côté commercial de l'affaire. Les auteurs de fanzines bloisais et de publications nationales mais confidentielles, comme le magazine *Polemik*, édité par une poignée de bénévoles passionnés, ont trouvé durant ces trois jours l'occasion, aussi, de se faire connaître.

Plusieurs temps forts ont marqué la rencontre. « Parce qu'on pense à tort ou à raison que la BD a besoin de scénaristes », a expliqué le directeur du Festival, M. José Poulin, Blois a décidé d'organiser le Prix du meilleur premier scénario amateur, décoré, cette année, par un couple suisse. Le Prix des libraires a, d'autre part, été décerné à Jean-Claude Denis pour son album *L'ombre au tableau*. Enfin quatre médailles en chocolat ont été remises aux primés d'un palmarès « entièrement subjectif », histoire de rire un peu et de faire oublier ses stats d'âme à une profession inquisite pour son avenir. « Si de nouvelles revues ne sont pas lancées, je crains que la situation pour la BD ne devienne très dure », a déclaré, au cours du Festival, M. Claude Moliterni, figure du milieu et responsable aujourd'hui des éditions Bago. Raison de plus pour que les dessinateurs et les scénaristes s'estiment heureux d'avoir mené, à Blois, la vie de château, le temps d'un week-end.

BÉATRICE JÉROME

Droit-Eco ça se prépare

Stage de révision avant les partiels de février
Vacances de Noël ou Janvier

Quartier Latin
Institut Privé
Tel 46 33 81 22
ou 43 29 03 71

IPEC

CULTURE

EXPOSITIONS

De la politique dans l'art

Onze provocateurs à contre-courant
dénoncent l'idéologie bien pensante

ROUEN

de notre envoyé spécial

Question cent fois reprise : quels rapports entretiennent l'art et la politique ? Faut-il qu'ils soient d'indifférence ou de sujétion ? De « messages » en « engagements », de « témoignages » en « manifestations », slogans et principes n'ont pas manqué dans le siècle. Depuis un peu moins de vingt ans, depuis que les révolutionnaires de support-surface ont cherché comment mettre le marxisme en peinture avant de finir professeurs dans les écoles des beaux-arts, l'affaire a paru cependant perdre de sa gravité.

En fait de politique dans l'art on ne s'intéressait qu'à des « politiques culturelles », efficaces instruments de maintien de l'ordre. Des artistes catalogués, expliqués, justifiés sans cesse, n'allaient pas pousser l'indécence jusqu'à réclamer contre la société qui les flétrissait si courtoisement. La paix régnait dans les musées.

Mises en scène
satiriques

Paix troublée. Dans ce qui fut jadis une usine textile de la banlieue rouennaise devenue École d'architecture de Normandie, deux enseignants de ladite école, Béatrice Simonot et Liliana Albertazzi, ont invité à exposer onze provocateurs qui, à contre-courant, s'engagent à introduire dans leurs œuvres allusions et références à l'histoire contemporaine, ses crimes et ses leçons. Chacun suivant sa méthode, à l'aide de photographies, d'objets, d'inscriptions, de bandes vidéo et même de peinture, dénonce telle de ces misères. Aussi l'exposition se dénomme-t-elle *Dénonciation*, titre inquiétant, titre attirant.

L'un, Kerbrat, a composé un mémorial des expérimentations

« scientifiques » nazies ; Willie Doherty évoque en photo la guerre civile irlandaise ; Francesc Torres manipule des clichés des magazines afin d'en rendre plus manifestes les artifices. Tous ont en commun la même exaspération. De la société planétaire du spectacle, la fausseté leur est insupportable, comme la vacuité étonnante des discours officiels. L'« héroïque » guerre du Golfe, les métamorphoses de l'Europe de l'Est leur inspirent des constructions et mises en scène satiriques.

Toutes ne sont ni très réussies ni très efficaces. Une démonstration trop appuyée, un sermon mis en image s'obtiennent trop souvent aux dépens de l'élaboration artistique pour que, des onze invités, aucun n'ait cédé à cette facilité. Les objets symboliques en ciment d'Olaf Metzel sont d'un symbolisme rudimentaire, les portraits de grands hommes traités en broderie de la Canadienne Colette Whiten d'une simplicité sans doute excessive. Il n'empêche : parce qu'elle tourne en dérision l'idéologie bien-pensante, l'exposition a, dès son ouverture, suscité la colère. Le Secours catholique a protesté contre le détournement de son slogan « Déchaîne ton cœur ».

Des inconnus ont été plus violents et plus radicaux. Une nuit, ils ont cassé un carreau et dérobé l'un des éléments d'une installation de Cildo Meireles. Au centre d'un cercle d'ossements entouré de bougies, le Brésilien avait placé une sorte de tente indienne tapissée de faux billets de banque — allégorie à l'usage de son pays d'origine. Depuis quelques jours, la tente et les faux billets ont disparu, volés.

PHILIPPE DAGEN

Usine Fromage, 27, rue Lucien Fromage, 76160 Darnétal ; tél. : 35-08-07-70. Jusqu'au 18 décembre.

PHOTOGRAPHIE

Les éléphants pour mémoire

Peter Beard expose à Montpellier la lente agonie d'un continent

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

« Je ne pense pas que c'est une grande photo, mais c'est un grand éléphant. » Les doigts moqués par l'encre qu'il ne cesse de jeter, jour et nuit, sur son journal intime — des milliers de pages usées par les voyages, — Peter Beard est un authentique aventurier, ami des Rolling Stones et de Francis Bacon, photographe de mode entre deux expéditions, et qui n'en finit plus de parler de l'Afrique, du Kenya, qui l'habite depuis 1961, de son inspiration, l'écrivain Karen Blixen, et des éléphants, auxquels il a consacré un livre émouvant et intelligent, *La fin d'un monde* (1) (en anglais « *The End of the World* »). Un ouvrage qui mélange textes, notes, images tirées des archives de l'auteur de *La ferme africaine*, et ses propres photos. Elles traduisent bien ce qu'il appelle « une époque où le chasseur et la chasse jouaient le même jeu, la fin d'un monde perdu par l'homme ».

L'éléphant en question est coupé en deux, « bouffé » de l'intérieur par les lions, le corps fondu dans le paysage en noir et blanc, la tête reposant dans l'eau d'une rivière. Peter Beard ne se considère pas comme un photographe, tant l'appareil n'est qu'un outil qui doit s'effacer devant le sujet, et pourtant il expose au milieu de la rétrospective — vingt-cinq auteurs répartis en six lieux — que la ville de Montpellier consacre à la photographie animale. Le style photographique de Peter Beard est hésitant, contradictoire, mais le propos balaise tout, en un ensemble porté par les dessins et citations, les traces que l'auteur accumule sur ses grands formats en noir et blanc aussi tourbillonnants que la personnalité de cet excellent jeune homme de cinquante-trois ans.

Quand d'autres photographes travaillent « autour ou sur » l'animal, parfois avec talent — Xavier Lambours, François Le Diacorn, Landys, Flor Garduno, Yann Charbonnier —, Peter Beard, lui, entre



Bébé mort-né. La photo animalière n'est pas pour Peter Beard un exercice de style.

« dans » l'animal. Ses éléphants font mal aux tripes, tel ce bébé mort-né, la peau fraîche et lisse, ou ce vieux pachyderme momifié. Si Peter Beard s'en sort mieux que tous, c'est que la photo animalière n'est pas pour lui un exercice de style — défilé majestueux du genre, qui atteint vite ses limites — mais un mode de vie depuis plus de trente ans et surtout une réflexion solide sur l'avenir de notre environnement, sans mièvrerie, ni sentimentalisme. Peter Beard n'a rien d'un moraliste. Ce don Quichotte désespéré n'a « aucune cause à défendre. Je suis parti en Afrique de façon très égoïste. En 1955, pour ses espaces et son côté sauvage ». Aujourd'hui, il parle avec la même fougue, dénonce l'hypocrisie des opérations humanitaires et rédige ses

livres d'abord pour lui, « *totalment* », assistant à la tragédie dérive du continent noir.

A Montpellier, les photos de Peter Beard sont judicieusement associées à celles du photographe américain James Balog, découvert en France par le Festival de photojournalisme de Perpignan. Persuadé qu'« il n'y a presque plus d'authenticité ni sauvage », Balog a répertorié en couleurs ces « survivants de l'Éden », qu'il a photographiés sous les sunlights du studio comme de vulgaires produits publicitaires : « C'est maintenant le domicile qu'ils doivent considérer comme leur ». La précision clinique de la matière est impressionnante — la main du chimpanzé, la queue du crocodile — mais son travail prend une toute autre

dimension quand l'œil du photographe cherche — et trouve — le regard émouvant de la panthère de Floride, « bête de scène » d'un nouveau genre.

MICHEL GUERRIN

(1) Le Chêne éd., 1989.

► Bestiaire photographique. Biennale de Montpellier, jusqu'au 7 décembre. Tél. : 67-60-39-45. Catalogue, « Camera International », 80 F. ► Peter Beard présente également une rétrospective de son travail, « The Last Word of Paradise », à l'Espace des arts de Chalon-sur-Saône, jusqu'au 20 décembre. Tél. : 85-48-11-95.

MUSIQUES

Le réveil d'un opéra

Pour sa première saison, le Théâtre des Arts présente « Così fan tutte » de Mozart

ROUEN

de notre envoyé spécial

On avait oublié que l'opéra de Rouen fut l'une des premières scènes lyriques de France et l'une des seules à programmer régulièrement Wagner, à l'époque glorieuse de Paul Elhuy. On avait oublié qu'il y avait autrefois un splendide orchestre de chambre dans cette ville (Albert Beaupain en était le directeur musical et enregistra pour Philips des disques renommés). On avait oublié que Marcel Dupré tint le Cavaillé-Coll de l'église Saint-Ouen...

Il y a quelques semaines, Rouen était l'un des points noirs de la vie culturelle française, une ville sans musique, mis à part les quelques récitals organisés avec talent et opiniâtreté par quelques amateurs peu subventionnés, et, bien sûr, un festival de danse et de musique qui, quel que soit le chic de sa programmation, ne peut guère être considéré que comme une légion d'honneur épinglée sur le revers élimé d'un smoking qui sent la naphthaline. Mais la capitale normande semble sortir de sa torpeur sénatoriale : les nominations de Marc Adam, un jeune metteur en scène, à la direction générale et de Frédéric Chaslin comme directeur de la musique, au Théâtre des Arts semblent l'indiquer. Encore qu'il y ait eu quelques ratés au démarrage : il y a quelques semaines encore, tout faillit être remis en cause. Un chef d'orchestre local qui joue le ténor en fait sonner la charge politique, un conseiller municipal mélomane qui

tient à jouer les directeurs artistiques, etc. Quelques coups de poing sur la table, des menaces de départ, et tout est rentré dans l'ordre.

Vents virtuoses
et cordes fluides

Marc Adam et Frédéric Chaslin sont donc là et bien là. Espérons-le pour longtemps, car le *Così fan tutte* de Mozart qu'ils ont programmé pour inaugurer leur première saison (1) illustre le sérieux de leur travail. Première surprise, l'orchestre. Un peu pompeusement baptisé Orchestre symphonique de Rouen, l'ensemble du Théâtre des Arts (trente-sept musiciens) est une formation homogène, aux vents virtuoses, aux cordes fluides et justes le plus souvent. C'est que Frédéric Chaslin (assistant de Peter Eötvös à l'Ensemble InterContemporain), malgré son jeune âge (il est né en 1963) ou plutôt grâce à lui (il n'est pas encore revenu de tout dans un pays où il n'y a que de rares occasions de se régaler lorsque l'on est chef d'orchestre), a recruté d'excellents musiciens pour cet ensemble à géométrie variable, tout en utilisant des membres de l'Ensemble instrumental de Haute-Normandie.

Deuxième surprise, la distribution, inégale certes du point de vue vocal, mais constituée de jeunes chanteurs qui savent jouer, dominée par Isabelle Poulenard, une Despina qui n'en fait pas des tonnes et qui chante à ravir, par Jean-Marie Frémaux, qui fait oublier qu'il aborde le rôle de Don Alfonso pour la première fois par son aisance vocale et théâtrale, et par la belle Dorabella

de Sophie Fournier. Troisième surprise, la mise en scène de Pierre-Jean Valentin. Ce jeune metteur en scène (il est né en 1947) a beaucoup travaillé en Allemagne, pour le théâtre et l'opéra. Cela se voit par le sérieux de son travail, malheureusement abîmé par un pauvre décor vraiment mal éclairé et des costumes ternes. Valentin fait évoluer les chanteurs de ce *Così* sur et autour d'un immense billard placé dans l'embrasure d'une fenêtre qui se transforme en cadre de scène pour le finale de l'opéra.

L'idée n'est certes pas très originale, mais le Théâtre des Arts n'est peut-être pas encore prêt à s'élancer dans l'audace si l'on en juge par les quelques sifflets obliques lorsque le metteur en scène est venu saluer. Et pourtant, dirigée avec un évident sens de la progression dramatique, une équilibre souverain entre le respect de la métrique mozartienne et l'abandon méthodique par l'étonnant Chaslin, cette production a le mérite de réconcilier le théâtre et la musique. D'autres projets plus ambitieux n'y réussissent pas toujours.

ALAIN LOMPECH

(1) Le Théâtre des Arts est actuellement fermé pour cause de travaux de restauration. Sa première saison est donc donnée hors les murs au Théâtre Charles-Dullin, de Grand-Quevilly.

► Prochaines représentations, les mardi 3, vendredi 6 et dimanche 8 décembre, au Théâtre Charles-Dullin, de Grand-Quevilly. Tél. : (16) 35-71-41-36.

EN BREF

► Prix européens du cinéma. — L'Académie européenne de cinéma a décerné à Potsdam, près de Berlin (dans les anciens studios de la DEFAA, une série de prix : les Felix. Le Felix du film européen de l'année est allé à *Riff-Raff* de Ken Loach (Grande-Bretagne). Celui de la première œuvre à *Toto le héros*, de Jaco van Dormael (Belgique). Meilleurs acteurs : Michel Bouquet dans *Toto le héros*. Meilleure actrice : Clotilde Courau dans *Le Petit Criminel*, de Jacques Doillon (France). Documentaire : *Ulysses moi*, Krzyk (*Hear my cry*), de Maciej Janusz Drygas (Pologne). Scénariste : Jaco van Dormael pour *Toto le héros*. Décorateur : Marc Caro, Krzys Kijakovic, Jean Rabasse pour *Delicatessen* (France). Montage : Giancarlo Simoncelli pour *Ulysses moi* (Italie). En outre, l'Académie européenne du cinéma a couronné le décorateur Alexandre Trauner (France) pour l'ensemble de son travail. Le jury était présidé par la comédienne Hanna Schygulla (Allemagne).

► Paris-Musique à la Vidéotheque de Paris. — Comédies dramatiques, comédies musicales, portraits d'artistes, vidéo-clips, opérettes ou citations de master classes ou de concerts, la Vidéotheque de Paris se met à l'heure musicale du 7 décembre au 11 février dans un souci désormais traditionnel d'éclectisme. Parmi les films programmés : *Mélo*, d'Alain Resnais, les *Demoiselles de Rochefort*, de Jacques Demy ; *La Valse de Paris*, de Marcel Achard ; *Une femme est une femme*, de Jean-Luc Godard, ou encore *Le Bal*, d'Ettore Scola. Et encore, des émissions de Jean-Christophe Averty, la célébration des soixante-dix ans de Duke Ellington, la pédagogie de Boulez, du flamenco, de la musique indienne, etc.

► Tél. : 40-26-34-30.

CINÉMA

La fille
de BarceloneANGELS
de Jacob Berger

Une poétesse américaine vient de mourir à Barcelone, où elle s'était exilée. Son fils, Rickie, trompettiste, arrive de New-York. De la morgue il passe dans un bordel où l'a conduit Tonio, un gamin qui règne sur la bande des Anges. Tonio, c'est le destin de Rickie. Dans le bordel, Rickie rencontre Sara, fille noire, superbe, qui se prétend princesse et n'accepte pas n'importe quel client. Désir, amour, passion, Rickie perd la tête et accepte d'emmener Sara. Cachés dans un antre en rez-de-chaussée, ils jouent à des jeux plus ou moins sado-masochistes. Mais Tonio et sa bande veulent récupérer Sara.

Qui est-elle ? Le scénario se noue en méandres et en boucles, comme cruel qui fait parfois penser — par ses artifices et ses ambiguïtés — à Tennessee Williams. Jacob Berger, le réalisateur, est d'origine anglaise. Il a vécu en Suisse, a été acteur avec Tanner. Son premier long métrage est une coproduction européenne tournée à Barcelone. L'écriture se veut baroque. On y relève surtout pas mal d'effets esthétiques, un maniérisme qui ne parvient pas à être un style. L'interprétation réunie autour de la très belle Belinda Becker est trop hétéroclite pour convaincre.

JACQUES SICLIER

ORCHESTRE NATIONAL
BORDEAUX-AQUITAINE
ALAIN LOMBARD
SAISON 91-92
AU THÉÂTRE NATIONAL
DE CHAILLOT

8 décembre à 15 h
ALAIN LOMBARD
VIKTOR TRETIAKOV
PROKOFIEV
L'opéra des trois cailloux (série)
Concerts pour violon et piano
Symphonie n° 3
RENSEIGNEMENTS : 47-43-41-43

MERCREDI
GRAND PRIX
Cinéma Européen - La Baule 91
LEOPARD D'ARGENT
Festival de Locarno 91

NUAGE
PARADIS
un film de
Nikolai DOSTAL
avec
Andrei JIGALOV

Une sélection Les Grands Films Classiques
et Les Films Saint-André des Arts

DU 29 NOVEMBRE 91 AU 1er JANVIER 92 - LE ZENITH - PARIS - Porte de Pantin

BALLET SUR GLACE DE LENIN
ST. PETERSBOURG

LOCATION ET RENSEIGNEMENTS
PAR TELEPHONE : 47 26 40 40

GUICHET BALLET : 6 Bd de Sébastopol 75004 PARIS, au Zenith,
FNAC Toutes agences, Minitel, 3615 FNAC, 3615 BILLETTEL

ST. PETERSBOURG
F1

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Figures du siècle

Un portrait collectif des acteurs et des grands témoins de notre époque

Arnaud Baumann est connu pour l'exubérance de ses portraits aus d'artistes réunis dans son album *Carnets d'adresses*, paru en 1984. Il a eu la belle idée de composer un panthéon de personnalités françaises nées avant 1914, dont le doyen, est centenaire (Antoine Pinay) et le cadet septuagénaire. Chacune dans son domaine a contribué à façonner le visage du siècle.

Acteurs d'eux-mêmes, ces titans ridés qui ont traversé l'histoire et le temps, vécus mille événements, entretinrent un tête-à-tête muet avec leur image. Témoins d'une génération que Bertrand Poirot-Delpech présente comme « une grande éclopée de l'histoire », ils ont en commun la sagesse et le poids de l'expérience. La légèreté du regard adoucit souvent les cicatrices de l'âme, les coups reçus, la fatigue des ans. Il se dégage un air de famille de cette galerie d'aîeux souriants, parfois facétieux ou graves, mais résolument optimistes.

Hubert Beuve-Méry, Jacques Goddet, Marcel Bleustein-Blanchet, sont visiblement des géants de la même trempe. Pris dans un acte d'introspection intimiste, ils posent sans narcissisme et offrent d'eux une image calme et lucide. Le mérite de Baumann est d'opérer sans effets. La sobriété de la mise en scène contribue à rendre ses modèles confiants et vrais, respectables, disponibles.

Par le biais d'un court texte, ils poursuivent un dialogue rétrospectif avec eux-mêmes. Les bles-

sures sont identiques pour tous : le marasme de la Grande Guerre, la débâcle de 1940 et, par-dessus tout, la perte d'un être cher. Vengeur (Marcel Carné) ou d'une sécheresse laconique (Ionesco), le texte offre le raccourci saisissant d'une vie bien remplie. Le mot « joie » mais aussi le mot « merveilles » reviennent le plus souvent sous leur plume. Certains envisagent la vieillesse comme un privilège. « Le seul inconvénient, c'est qu'il ne dure pas », déplore Jacques Goddet.

Arnaud Baumann a réalisé ses portraits sans prouesses, en dévissant ses sujets pour eux-mêmes et en laissant parler les visages. Beaux pour la plupart et mérités par les intempéries, on les sent tenaillés secrètement par la certitude d'arriver au bout du voyage. Certains (Raymond Oliver, Lartigue, Martine Duménil, Soupeult, Erté, Beuve-Méry, Vercors) sont déjà partis. D'autres manquent à l'appel : Balzac, Cartier-Bresson, Cousteau. Mieux qu'un panthéon émouvant, cette galerie de portraits sans mélancolie ni amertume aboutit à un autoportrait radieux du temps.

PATRICK ROEGERS

► Exposition à la FNAC-Montparnasse, 136, rue de Rennes, 75006 Paris. Jusqu'au 14 décembre.

► *L'Age du siècle*, photographie de Arnaud Baumann, préface de Bertrand Poirot-Delpech. 160 pages, 88 photographies. Éditions Le Félin. 390 F.

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole

Distributeur Distique

150 F

DESIGN

Mobilier hospitalier

A l'initiative du ministère de la culture, de l'assistance publique et avec le soutien du ministère de l'industrie et du commerce extérieur, l'Agence pour la promotion de la création industrielle (APCI), dotée d'un budget de 1,8 million de francs, organise un concours lié au mobilier hospitalier.

Pour répondre à la volonté « d'humaniser » les hôpitaux, le cahier des charges définit les critères de fiabilité, de technicité, de confort d'utilisation pour le patient autant que pour le personnel. L'objet de l'étude porte sur huit meubles, lit, fauteuil, table de chevet, table pour malade allité, table de chambre, chaise et tabouret pouf. D'ores et déjà, le jury du concours « Mobilier hospitalier », présidé par le professeur Jacques-Louis Binet, a présenté officiellement les six équipes concurrentes. Les designers retenus (Italians Antonio Citterio, l'Anglais Jasper Morrison, les Français Xavier Mategot, Sylvain Dubuisson, Dominique Paolini, enfin, Alain Domingo et François Scali, le duo de Nemo) travailleront chacun avec les industriels pressentis (en France, Corona, le Couvreur, Matifas, Tasserit ; en Italie, Guido Mavestri ; en Allemagne, Stieglmeier).

Mais déjà les petits problèmes d'intendance se posent. Les designers préfèrent être jugés à partir de prototypes plutôt qu'à partir de maquettes, le calendrier se trouve légèrement modifié : la sélection de projets aura lieu en avril 1992, d'où une rallonge de budget à prévoir. Et c'est en décembre 1993 que les lauréats présenteront leurs pré-séries, dans le cadre du salon Hôpital-Expo. Mais le virus vernissage frappe là où on ne l'attend pas. Il est même envisagé de monter une exposition sur le thème de la chambre d'hôpital. Dix ans après les ministères, les halls d'accueil des musées, l'hôpital deviendra-t-il, pour les années 90, la vitrine officielle du design ?

L. B.

THÉÂTRE

La « Dernière séance »

Un moment dans l'Histoire, souvenirs et fictions

L'EMPIRE et ION à Nanterre

Dans un décor façon « Dernière séance », un illusionniste qui s'est fait la tête de Mandrako-le-magicien présente son numéro au directeur d'une salle de cinéma qui n'en veut pas, car le permanent et la publicité ont né les attractions. La scène se passe en 1958. La date est importante, entre deux guerres coloniales, celle d'Indochine, celle d'Algérie.

Le cinéma s'appelle l'Empire, l'illusionniste imagine un scénario sur de romanesques aventures indochinoises, qu'il titrera *l'Empire*, et auquel Michel Deutsch - auteur de la pièce *l'Empire*, mise en scène par Michèle Foucher, présentée à Nanterre, dans la petite salle du Théâtre des Amandiers - ajoute une troisième dimension : un passé commun entre l'illusionniste, le directeur

devenu alcoolique et sa maîtresse et collaboratrice, une jeune femme qui fut aimée des deux. Et naturellement ces empires qui se désagrègent c'est l'empire colonial, au monde, une époque... Il y a même une quatrième dimension, dans la mesure où la pièce est censée se répéter dans un théâtre de la décentralisation en 1961, mais à vrai dire, après le prologue, on l'oublie. On l'oublie parce qu'on est amusé, intrigué, puis comme envoûté par le balancement entre les différentes sources du récit : souvenirs faussés, fictions délibérées qui alternent et se contaminent, empilent sur un présent tout à fait incertain. C'est ainsi que se passe le spectacle, cependant il n'est pas tellement confus, parce que les acteurs - Christiane Millet, François Berleand, Jean-Jacques Moreau, Christian Taponard - prennent le texte avec naturel, parce que les passages d'un point de vue à l'autre se font avec

logique. La logique de la vie, qui n'est jamais en ligne droite. Le passé ne s'efface pas, dit Michel Deutsch, et dans ses personnages, dans leurs efforts dérisoires pour se persuader qu'ils recommencent de zéro, se refont une virginité, se recomposent une histoire, on retrouve les surmorts et les hoquets de la société occidentale et sa façon de se blanchir la conscience comme on blanchit l'argent sale.

Une vérité insupportable

Dans tout ce qu'il écrit, Michel Deutsch apporte sa réflexion sur le temps que nous vivons, mais n'a heureusement jamais pratiqué le didactisme. Ni l'indignation démagogique. Il est bien trop subtil, trop exigeant et imaginaire, trop idéaliste finalement. Et il aime trop lire. Son écriture s'épanouit en des monologues haletants, convulsifs, cris de passion interrompus par des dialogues brillamment absurdes ou même terre à terre, traversés toujours d'une sorte d'humour faussement naïf, ou de fausse naïveté ironique, de poésie tendre. Michel Deutsch aime le cinéma romanesque des années 30 et 40, son « réalisme fantastique », son langage soigné presque encore théâtral, qui sonne comme un relief du naturalisme.

L'Empire se situe dans cette zone. Progressivement, la pièce prend de la gravité. Fictions et mensonges, images et illusion bâtitissent en quelque sorte une vérité insupportable, conduisant inévitablement au jeu de la mort, à la mort. Le désespoir est calme, d'autant plus bouleversant.

Après *l'Empire*, dans le hall du théâtre, Michèle Foucher présente *Ion*, d'après Platon, avec Christiane Millet et Hélène Lapiower, spectacle créé dans le cadre des APAS, à l'Athénée. Les deux pièces n'ont pas un rapport évident bien qu'elles parlent toutes deux d'illusion. Les jondre n'est pas une si bonne idée.

COLETTE GODARD

► Théâtre des Amandiers, petite salle. Du mardi au samedi à 21 heures. Jusqu'au 14 décembre. Tél. : 46-14-70-00.

Les nonnes de l'Apocalypse

NO WOMAN'S LAND ou Théâtre Moderne

« Mon spectacle ne ressemble à rien de connu », affirme Elisabeth Wiener, elle n'a pas tout à fait tort. *No woman's land*, actuellement au Théâtre Moderne après avoir été créé à Avignon et repris au Café de la Gare, est une comédie musicale à huit personnages féminins. Une parabole en forme de science-fiction sur la difficulté de vivre en groupe homogène. L'action se passe après un cataclysme qui a détruit la Terre. Les personnes de sexe masculin ont disparu depuis longtemps, ce qui n'empêche pas, au contraire, les demoiselles d'en être obsédées. Elles vivent - bien obligées - comme des nonnes, - des nonnes en guêpière et jarretelles - dans un couvent consacré à James Brown, présent sous forme de statue - et de voix bien mâle - dans un lycée-brac très esthétisé.

au sérieux, ne s'engage pas dans des discours plus ou moins féministes sur les sempiternels rapports hommes-femmes. Son spectacle enchaîne un certain nombre de situations, prétextes à chansons-pastiches, rock, soul, rhythm'n'blues, gospel, mais aussi mélodies sentimentales, airs baroques... Ces comédiennes-musiciennes savent tout faire et le font bien. Elles dansent un peu aussi, mais là, toutes ne sont pas gracieuses.

Toutes sont des tempéraments. Elles possèdent une vitalité démoniaque, parfaitement naturelle. *No woman's land* se fonde sur le choc de ces personnalités fortes. Un metteur en scène aurait sans doute évité des redites, demandé à ce que la sono soit plus nuancée, mais Elisabeth Wiener tire le maximum d'un minimum de moyens. Son spectacle porte sa marque. Il va joyeusement dans tous les sens : cela fait aussi partie de son charme.

C. G.

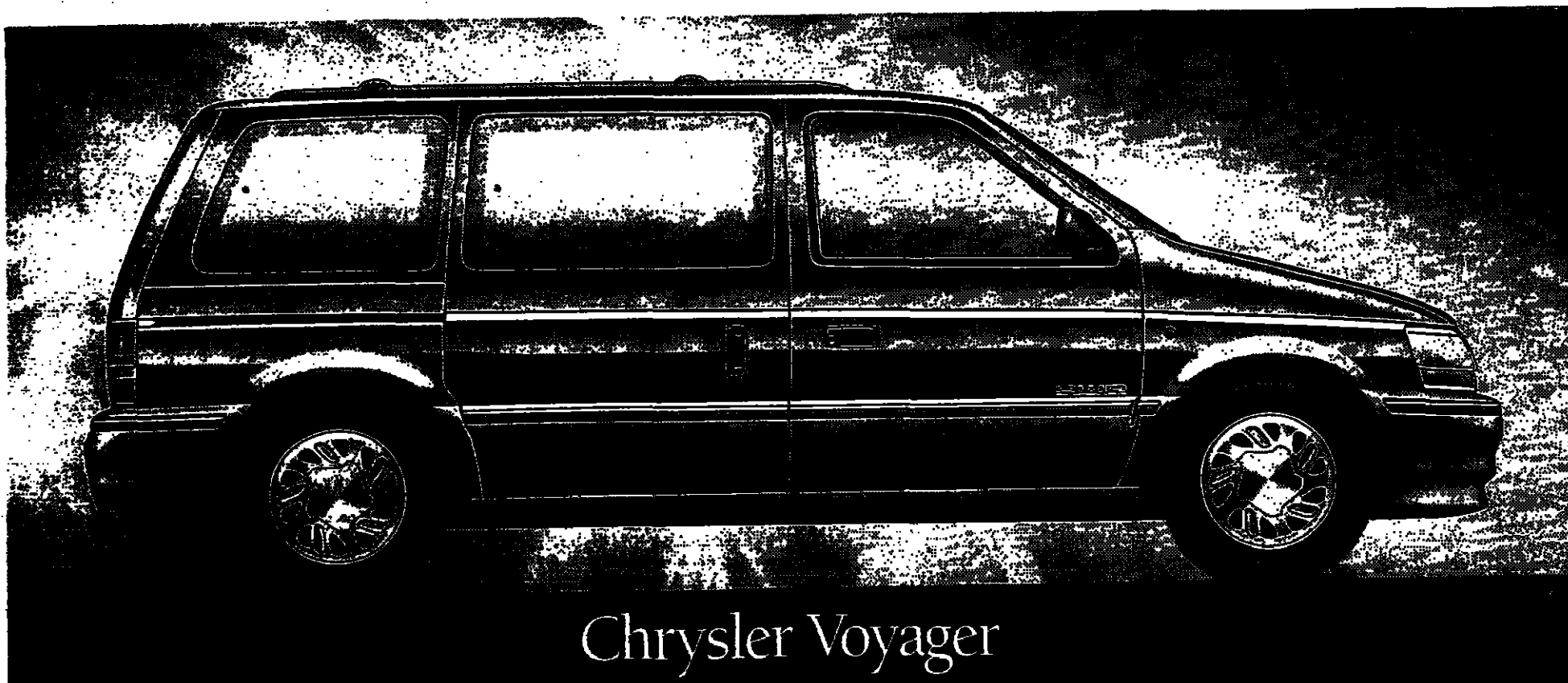
► Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 49-95-09-00.

L'une des raisons pour laquelle l'Europe devient plus sûre.



Depuis toujours, l'engagement de CHRYSLER est de concevoir et de construire des véhicules les plus sûrs possible. Et, parmi les véhicules produits par CHRYSLER, le meilleur exemple en est le Voyager t₂ dont toutes les versions sont équipées en série d'un Airbag* côté conducteur. Pour une sécurité accrue, un système de freinage ABS est également monté en série sur les versions LE t₂, AWD t₂, et Limited t₂. Dans la gamme des Voyager t₂, la version AWD (4x4) dispose en outre d'une transmission intégrale ; lorsque les conditions d'adhérence sont mauvaises, sous la pluie ou sur la neige, une répartition automatique de la puissance entre les roues avant et arrière assure une meilleure motricité. Votre concessionnaire CHRYSLER se tient à votre disposition pour vous présenter en détail toutes les caractéristiques du Voyager. Vous découvrirez pourquoi le Voyager est le monospace le plus répandu dans le monde, avec plus de 2,5 millions d'exemplaires vendus à ce jour. Aujourd'hui, les Européens sont de plus en plus concernés par la sécurité.

CHRYSLER



Chrysler Voyager

*Airbag : coussin gonflable de protection. Modèle présenté : Voyager AWD t₂, option peinture métallisée.

AGENDA

LUNDI 2 DÉCEMBRE

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE TOKYO
(47-04-24-24)
Tontolini Finto Americano (1911), le Mari Ignoré (1913), d'Enrique Santos; du ans de Pordenone - Leur premier (1918), de Maurice Stiller, 18 h 30; The Heart of Humanity (1919), d'Allen Holubar, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Homage à la Warner Bros : la Horde sauvage (1956, v.o. s.t.f.), de Joseph Kane, 14 h 30; Vozes McKay (1971, v.o. s.t.f.), de Michael Ritchie, 17 h 30; On s'est fait la valise, docteur (1972, v.o. s.t.f.), de Peter Bogdanovich, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRY (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

LES FILMS NOUVEAUX

AMERIKA, TERRA INCOGNITA. Film vénézuélien de Diego Riquelme, v.o. : Latina, 4 (42-78-47-86).
L'AMOUR NECESSAIRE. Film italien de Fabio Carpi : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

ANGELS. Film suisse-espagnol-français de Jacob Berger, v.o. : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).
BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Hendel Butzy et Mike Gabriel, v.o. : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

L'ENFANT DU TUNNEL. Film autrichien d'Erhard Riedlsperger, v.o. : Utopia, 5 (43-26-84-65).
HANGIN' WITH THE HOMEBOYS. Film américain de Joseph B. Vasey, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Racine Odéon, 6 (43-26-19-68); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

HIT MAN. Film américain de Roy London, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37); Mistral, 14 (45-39-52-43); Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

ALICE (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31); Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Fauvette, 13 (47-07-55-85); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

L'AMOUR AVEC DES GANTS (It., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09); Lucerna, 6 (45-44-57-34).

ARTHUR RIMBAUD, UNE BIOGRAPHIE (Fr.) : Reflet Logos, 1 (43-54-42-34).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

AY CARMELA (Esp., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Reflet Logos, 1 (43-54-42-34); UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94); Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Parcs, 1 (42-22-87-23).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Danfert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavés, 15 (45-54-46-85).

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : UGC Danton, 8 (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94).

CLOSE UP (français, v.o.) : Utopia, 5 (42-36-84-65).

LES COMITMENTS (français, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47); George V, 8 (45-62-41-46).

CROC-BLANC (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23); JGC Triomphe, 8 (45-74-94-94); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23); UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miramar, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36).

DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.) : Utopia, 5 (42-36-84-65).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LA BELLE NOISEUSE, DIVERTIMENT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

EUROPA (Dan.-Su., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Danton, 8 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 13 (47-07-55-85); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Passage du Nord-Ouest, carrefour, 8 (47-07-55-85); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

FISHER KING (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31); Breteigne, 6 (42-22-57-97); George V, 8 (45-62-41-46).

LES FLEURS DU MAL (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'HALLUCINÉ (A., v.o.) : Action Scènes, 5 (42-25-10-30); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME AUX SANTIAGOS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94); v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33); Danfert, 14 (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

HOT SHOTS I (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 8 (42-25-10-30); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-56-31); Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43).

11 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-It.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-67-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39

Si vous en avez assez de donner du blé aux peuples qui ont faim, aidez-les à le faire pousser.

Donner, toujours donner. Des paquets de nouilles ou des boîtes de lait. On leur donne à manger et ils ont encore faim. A quoi bon ? Et si l'on comprenait enfin que semer dans une assiette n'a jamais fait pousser grand-chose ? C'est dans la terre qu'il faut semer pour qu'elle nourrisse longtemps.

Voilà 30 ans que le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement travaille avec des partenaires du Tiers monde pour les aider à construire leur avenir. En partageant avec eux ses moyens et son savoir, pour irriguer, cultiver, élever du bétail, se soigner. Pour que la vie remplace enfin la survie ou même, trop souvent, la mort.

Voilà 30 ans que le CCFD se bat pour une idée toujours nouvelle, qui va bien au-delà de la générosité et de la solidarité à court terme.

Elle tient en un seul mot : développement.



4, rue Jean Lantier - 75001 Paris

CHARNIER PARISET
Consultants

Développement, le mot de la faim.

22 Les subsides de la galère
25 à 28 « Champs économiques »

30 M. Quilès veut renforcer la coopération avec Saint-Petersbourg
- Les faux rabais dans le meuble

30 Marchés financiers
31 Bourse de Paris

BILLET

Les gros yeux de M. Bush

Alors qu'un relatif optimisme caractérise la préparation du sommet de Maastricht, sur le front du GATT, les nuages s'amoncellent. Les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round sont en effet bloquées, et cette fois au niveau politique le plus élevé. Les ministres du commerce extérieur des Douze l'ont constaté amèrement lors d'un dîner, le 1^{er} décembre près de Bruxelles, à l'occasion duquel ils ont pris connaissance d'une lettre très peu conciliante adressée par M. George Bush à M. Jacques Delors.

M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission et principal porte-parole de la CEE dans ces négociations - peu suspect pourtant d'y jouer un rôle de « faucon », - a estimé que le contenu de la missive était « inacceptable ».

A propos du volet agricole sur lequel butent les pourparlers, le président américain explique que son pays a déjà fait un effort appréciable en acceptant, lors du sommet États-Unis-CEE de La Haye le 9 novembre, que la réduction des subventions accordées pour faciliter les exportations agricoles soit limitée à 35 % au lieu des 50 % réclamés initialement. Or les experts européens, après avoir d'abord accueilli favorablement ce geste américain, avaient vite constaté qu'il s'agissait d'une concession en trompe-l'œil, car, compte tenu des années de référence retenues par Washington (1986-1988), la formule suggérée revenait à imposer une réduction des subventions de 45-50 % par rapport aux performances de la Communauté en 1990.

Le président américain veut en outre que la CEE prenne des engagements sur les volumes à livrer et non sur le montant des crédits budgétaires affectés à ces subventions. Une formule que plusieurs États membres, le Danemark par exemple, rejettent catégoriquement. Autre point d'achoppement américano-européen : le rééquilibrage, c'est-à-dire la faculté pour la CEE d'appliquer des droits sur ses importations de PSC (produits de substitution des céréales).

Sur les autres dossiers (services, propriété intellectuelle...), la lettre du président Bush ne présente pas d'avantage d'ouverture, ce qui a permis à l'ensemble des délégations de dénoncer l'immobilisme américain. Cependant, plusieurs d'entre elles (Grande-Bretagne, Allemagne en particulier) ont fait valoir que la Communauté ne devait pas se laisser décourager par la position « apparemment dure » exprimée par les États-Unis et ont plaidé pour que les contacts soient rétablis. M. Bush a d'ailleurs annoncé une seconde lettre pour exposer en détail sa position.

PHILIPPE LEMAITRE

La France signe un contrat pour le déminage au Koweït. - Le contrat français pour le déminage d'une partie du territoire koweïtien vient d'être signé. C'est la SOFREMI (agence du ministère français de l'intérieur) qui l'a emporté. La nouvelle a été officiellement annoncée à Koweït-Ville, samedi 30 novembre. Les opérations de « nettoyage » commencent en avril. La France était le dernier pays choisi par l'émirat pour déminer son territoire à ne pas avoir encore signé de contrat, pour cause de rivalité exacerbée entre la SOFREMI et la SOFRESA (sous tutelle du ministère de la défense), les deux organismes publics concurrents sur ce marché de 115 millions de dollars (le Monde du 30 novembre).



Réunion des ministres européens des finances à La Haye

La Grande-Bretagne demeure isolée sur le passage à la phase ultime de l'union monétaire

A huit jours du sommet européen de Maastricht (Pays-Bas), les ministres des finances des Douze ont tenu, dimanche 1^{er} décembre à La Haye, une réunion informelle qui a mis en évidence l'isolement de la Grande-Bretagne. Celle-ci souhaite que les Douze bénéficient d'une clause d'exemption leur permettant, le cas échéant, de ne pas participer à la phase ultime de l'union économique et monétaire (UEM).

LA HAYE

de notre correspondant

M. Norman Lamont, chancelier de l'Echiquier de Sa Gracieuse Majesté, a quitté les Pays-Bas sans rien cacher de son mécontentement. « Les progrès sont trop lents », s'est-il plaint en termes généraux. En réalité, le ministre britannique a confié à quelques journalistes de son pays qu'il était « furieux ». La discussion sur la clause d'exemption (encore appelée d'opting-out ou de non-coopération) a tourné au désavantage de Londres, qui souhaitait que son bénéfice soit applicable à l'ensemble des membres. Doté d'une clause d'exemption, un État pourrait réserver sa participation à la troisième phase de l'union économique et monétaire (UEM), celle de la Banque centrale européenne et de la monnaie unique.

Le « tour de table » effectué sur cette question a montré, selon l'expression de M. Pierre Bérégovoy, ministre français des finances, qu'une nette majorité des pays de la CEE était opposée à la généralisation de l'opting-out. « Huit sont contre : deux y sont favorables, la Grande-Bretagne et le Danemark ; les deux autres hésitent, les Pays-Bas et la Belgique. » La Commission européenne se trouve naturellement dans le camp majoritaire. Son président, M. Jacques Delors, a ainsi résumé la

position des adversaires de l'ouverture de la clause à l'ensemble des Douze : « Cela ferait passer une épée de Damoclès sur l'union économique et monétaire et entraverait sa crédibilité. »

La Grande-Bretagne est, en l'occurrence, plus isolée qu'il n'y paraît. Le ministre danois des finances, M. Anders Fogh Rasmussen, a en effet laissé entendre que son pays était prêt à renoncer à la généralisation de la clause d'exemption en échange, semble-t-il, de dispositions particulières lui permettant de soumettre à référendum le passage à la troisième phase de l'union.

Concessions

sur la politique sociale ?

La Belgique n'a pas de religion parce qu'elle pense que Londres fera la question de l'opting-out à celle de l'extension des compétences de la Communauté à la politique sociale, sujet à l'ordre du jour des négociations sur l'union politique. Mais M. Lamont a tordu le cou à l'idée que Londres pourrait accepter une clause d'exemption spécifique en contrepartie de concessions sur la politique sociale : « Les deux négociations n'ont rien à voir », a-t-il souligné.

Les Pays-Bas semblent être le seul appui de Londres. Ils profitent de leur fonction de président en exercice de la CEE pour ne pas prendre clairement position, alors que ce sont eux qui ont introduit dans le projet de traité une clause ouverte à tous les pays... sauf à deux signent simultanément une déclaration politique par laquelle ils promettent de ne pas y recourir. Inspirée par le formalisme juridique, cette formule quelque peu contradictoire a en fait d'empêché de l'un ou l'autre des deux Banques centrales nationales, n'est pas encore complètement résolue mais ne porte plus que sur l'attribution à l'un ou à l'autre des titres de président ou de vice-président. De plus, un accord s'est dégagé pour accorder aux États membres qui le souhaitent la faculté de confier à l'IME la gestion de réserves de change.

CHRISTIAN CHARTIER

Sévère restructuration pour le fabricant italien de pneumatiques

Pirelli échoue dans sa tentative de rapprochement avec Continental

Quatorze mois de négociations pour rien : l'italien Pirelli, numéro cinq mondial des pneumatiques, n'épousera pas son concurrent allemand, Continental Gummi, numéro quatre du secteur. Un échec sévère pour le groupe transalpin - à l'origine des discussions, - qui annonce des pertes record et se voit contraint d'adopter un sévère plan de restructuration.

« Continental et Pirelli ont mis fin à leurs entretiens portant sur les avantages et les risques d'une éventuelle coopération ou mise en commun de leurs activités liées aux pneumatiques. [...] Dans les circonstances actuelles ni une fusion des activités pneumatiques, ni une ample coopération à long terme ne répondrait aux intérêts de nos actionnaires, de nos clients et de nos employés. » Sans commentaire à Hanovre - Continental devait tenir une conférence de presse lundi 2 décembre, - sèche à Milan, l'annonce de la rupture des négociations entre Pirelli et Continental, dimanche 1^{er} décembre, semble mettre un point final à la campagne d'Allemagne du fabricant de pneumatiques italien.

Une campagne qui avait pris dès le départ l'allure d'une aventure tant les rebondissements devaient succéder aux revirements. Pourtant, lorsqu'en septembre 1990 Pirelli propose à Continental de fusionner leurs activités pneumatiques dans un ensemble dont il aurait le contrôle, la démarche est claire. Isolés, les deux manufacturiers sont fragiles. Ensemble, ils rejoignent, avec 13 ou 14 % du marché mondial, les géants du secteur qui sont Michelin (21 % environ), Goodyear (18 %) et Bridgestone (16 %) (le Monde du 19 septembre 1990). Pour appuyer son offre, l'italien révèle qu'il détient 5 % du capital de l'allemand. Des « groupes amis » l'y rejoignent.

Pourtant, la proposition provoque l'opposition immédiate du directeur de Continental, notamment celle de son président, M. Horst Urban. Après s'être

déclaré « neutre », la Deutsche Bank décide de « prendre ses distances ». Volkswagen, Daimler-Benz et BMW volent au secours de l'unique producteur allemand de pneumatiques jusqu'à ce qu'une assemblée générale des actionnaires de la firme de Hanovre, le 13 mars, adopte, à la surprise générale, une réforme des statuts favorisant les ambitions italiennes. Une première outre-Rhin, suivie quelques semaines plus tard du départ de M. Urban, puis d'une reprise des négociations devant déboucher, selon un porte-parole de la firme allemande, sur « un accord à large spectre couvrant une grande partie des activités » des deux sociétés (le Monde du 6 novembre).

Pour les deux groupes, en tout cas, la rupture tombe au plus mauvais moment. Malgré une progression de ses ventes de 16 % sur les neuf premiers mois de l'année, Continental ne versera pas, cette année, de dividendes à ses actionnaires en raison de la mauvaise conjoncture du secteur. Quant à Pirelli - que les Allemands opposés au rapprochement ont longtemps accusé de vouloir se refaire une santé sur leur dos, - son échec tourne au désastre. D'abord, parce que le groupe avait pris l'engagement, en cas d'échec, d'indemniser ses alliés. La facture s'élève à 350 milliards de lire (1,6 milliard de francs), auxquels devraient s'ajouter 670 milliards de lire (3 milliards de francs environ) de pertes consolidées cette année.

Décidé à conserver sa participation dans Continental, Pirelli a donc annoncé un plan de restructuration accompagné de 220 milliards de lire de provisions, des cessions d'actifs (les chaussures Superga, les vêtements K Way notamment) pour 1 000 milliards de lire, une augmentation de capital de 526 milliards de lire et la mise en place d'un plan de financement à long terme. Un remède de cheval qui devrait permettre à l'italien de réduire son endettement à 2 100 milliards de lire et favoriser un retour aux bénéfices en 1992. Si la conjoncture le veut bien.

P.-A. G.

Cinq mois après la fermeture de la banque

La Haute Cour de justice de Londres pourrait accorder un nouveau report du plan d'indemnisation des déposants de la BCCI

La Haute Cour de justice de Londres doit statuer, lundi 2 décembre, sur la liquidation de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), formée le 5 juillet sur ordre de la Banque d'Angleterre, après la découverte de fraudes à grande échelle. Le tribunal devrait accorder un nouveau report de l'élaboration d'un plan d'indemnisation des déposants par l'actionnaire principal, l'émirat d'Abou-Dhabi, et le cabinet comptable Touche Ross, nommé par la justice.

LONDRES

(Correspondance)

Dans la City, les éclaboussures du plus gros scandale bancaire de tous les temps font mal. Les volets mal fermés du rez-de-chaussée du 100 Leadenhall Street permettant d'entrevoir un employé en bras de chemise en train de lire la BCCI Staff Register, l'annuaire du personnel, en planotant sur une calculatrice. Cela fait plus de six mois que les comptables de l'administrateur judiciaire Touche Ross (filiale britannique du groupe d'audit DRT International) sont cloîtrés dans les bureaux sales et sinistres du siège économique de la BCCI, pour tenter de dénicher l'incroyable schéma de cette fraude montée par celle qu'on a baptisée « Bank of Crooks and Criminals Independent ».

Estimation des avoirs et des dettes, financement des lettres de crédit, relations avec les instituts d'émission et les associations de

dépôts, pour la plupart des membres des communautés asiatiques et musulmanes de Grande-Bretagne... Il ne faudrait pas se figurer Brian Smouha, l'associé principal de « l'ouché » au commandement du dossier BCCI sous les traits d'un philanthrope.

Certes, ce formidable compte à déjà sauvé des sommes colossales, mais à quel prix : ses commissions s'élèvent à 1 million de livres (9,8 millions de francs) par semaine. BCCI aidant, cette firme londonienne joue désormais dans la cour des grands, aux côtés d'Arthur Andersen, de KPMG Peat Marwick, de Cooper et Lybrand et... de Price Waterhouse, le cabinet comptable de la BCCI.

Boues émissaires

Spécialiste des missions impossibles (Banco Ambrosiano, Polly Peck, Brent Walker), Touche Ross vient d'être choisie par M. Jacques Attali pour s'occuper des comptes de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Prestige oblige ! Dans cette vie qui ignore, depuis plus d'un semestre, le repos, les distractions et l'agrément, peut-être le bonheur se trouverait-il dans ces instants de consécration, quand M. Brian Smouha impose sa façon de traiter les affaires au seigneurial Price Waterhouse, la firme de l'établissement insulaire, considéré comme l'expert-comptable de têtes couronnées, des ducs et des grands marchands, celle par qui le scandale est arrivé.

Rappelons que la BCCI a été fermée par la Banque d'Angleterre après réception, le 28 juin, d'un rapport confidentiel de Price

Waterhouse faisant état de fraudes « sur une grande échelle ». Deux autres rapports, en mars et octobre, avaient aussi révélé des pratiques abusives, notamment des prêts sans qu'aucun contrat ni aucun écrit n'ait été retrouvé. Engagé en 1987, Price Waterhouse a commis l'erreur fondamentale de contresigner les comptes de la BCCI, malgré les réserves de ses comptables. Ses dirigeants n'ont pas eu le courage de refuser d'apposer leur paraphe sur le rapport annuel, par crainte de perdre un client prestigieux. Cheikh Zayed Ben Sultan al Nayane, émir d'Abou-Dhabi et principal actionnaire. Le patronage du chef de l'Etat, qui passe pour l'un des hommes les plus riches du monde, toujours prêt à injecter de l'argent dans sa banque, a fait la fortune et la réputation de « PW » dans le monde arabe. La compagnie d'audit paie aujourd'hui un lourd tribut au scandale. Le moral au plus bas, la crédibilité gravement atteinte, en particulier au Proche-Orient, et la cascade de procès en perspective l'atteste.

« Découvrir la fraude n'est pas l'affaire d'un cabinet comptable chargé de vérifier les comptes pour l'année en cours. Pour la direction de la BCCI, c'était un jeu d'enfant de manipuler des procédures de contrôle qu'elle avait elle-même mises en place, nous explique un cadre de PW, soucieux de garder l'anonymat. J'ai le sentiment que nous sommes des boues émissaires. »

Pour les banquiers de la City, l'affaire de la BCCI illustre les limites du système de contrôle et de supervision sur une place de Londres balayée par le vent du libéralisme. L'enquête officielle,

confiée au juge Bingham, doit déterminer notamment la part de responsabilité dans cet imbroglio politico-financier de la Banque d'Angleterre. Celle-ci est accusée d'avoir attendu le 5 juillet pour suspendre la banque, alors que plusieurs rapports lui avaient été remis faisant état de faux en comptabilité, de liens avec les services secrets de tous bords et les trafiquants de drogue. « On a eu l'impression qu'on ne l'a vu et on a fait ce qu'il fallait faire », répond-on au département BSD (Banking Supervision Division). Les quelque deux cents inspecteurs nichés au deuxième étage de l'immeuble de Threadneedle Street sont théoriquement chargés du contrôle des opérations et de la direction des filiales des banques étrangères installées à l'ombre de la cathédrale Saint-Paul. En pratique, le manque de moyens, une attitude purement réglementaire ainsi que la hantise d'être accusés de motivations politiques limitent leur marge de manœuvre.

Faut-il accroître les pouvoirs de l'institut d'émission ? « Ce n'est pas certain ; si le rapport Bingham montre que c'est le cas, nous ferons la demande au Parlement... » Le sort du gouverneur Robin Leigh-Pemberton est, en tout cas, étroitement lié aux conclusions de l'enquête officielle, dont la publication est prévue pour la mi-1992, c'est-à-dire après les élections générales.

Que va faire Abou-Dhabi pour financer le plan d'indemnisation des déposants, qui pourrait aller jusqu'à 30 % ou 40 % par compte et qui va coûter au moins 4 milliards de dollars à l'émirat ? La question défraye les potins de la City et les colonnes des chroni-

queurs. Avec 60 à 100 milliards de dollars d'actifs répartis sur toute la planète, des participations dans quelques-uns des principaux groupes industriels mondiaux (Reuter, Total, Jaguar, Gulf-International Bank...) et, de surcroît, une production pétrolière journalière de 1,8 millions de barils, Abou-Dhabi est, à l'évidence, un facteur possible de déstabilisation des marchés. « L'émirat a des ressources suffisantes pour faire face au remboursement, même si son Trésor a été écorché par la fermeture de la BCCI et la guerre du Golfe. Il peut utiliser ses revenus pétroliers, qui devraient atteindre 15 milliards de dollars cette année. Mais, dans ce cas, il devra trouver d'autres sources de financement pour réaliser ses ambitieux projets dans le secteur énergétique. S'il cède des avoirs, cela se fera, comme pour les Koweïtiens, dans la discrétion et au compte-gouttes », explique Angus Hindley, journaliste de la Middle East Economic Digest, qui fait publication autorisée dans la région.

Une chose est claire : Cheikh Zayed veut quitter au plus vite la rubrique des faits divers pour retrouver l'anonymat des palais officiels qui sied à ce chef de tribus à l'ancienne. Un banquier de l'émirat nous confie : « Il est amer contre les Britanniques, dont il a été l'un des plus solides alliés. C'est lui qui a perdu le plus et c'est lui qui l'on blâme, alors que 90 % des opérations clandestines de la BCCI ont eu lieu sur des marchés contrôlés par les instituts d'émission de l'OCDE ou dans des paradis fiscaux. »

MARC ROCHE

ÉCONOMIE

Les subsides de la galère

Suite de la première page

Tout le panorama traditionnel de la débâcle ramassé là, en une pile multicolore dont les noms changent chaque semaine.

Avant que le président, émissaire du président du conseil général ou du préfet, n'ouvre officiellement la séance, les acteurs présents évoquent ici tel cas difficile, s'informent là des nouvelles mesures en vigueur. Au début, les uns et les autres ont dû s'apprivoiser, enterrer la traditionnelle hache de guerre entre les différents services administratifs. Mais le contact a fini par se nouer entre travailleurs sociaux, représentants des centres communautaires d'action sociale (CCAS), de l'office HLM ou de l'ANPE, élus et membres de la mouvance associative accréditée.

Les dossiers sont, le plus souvent, présentés et défendus par les travailleurs sociaux ou les CCAS. Aucune disposition ne les oblige toutefois à le faire. Et en cas de surcharge de travail, de méconnaissance des mécanismes du contrat, voire de blocage politique de la part de certains CCAS, les CLI peuvent se retrouver dans l'impossibilité d'atteindre les

allocataires, faute de pouvoir systématiquement avoir accès aux fichiers de la Caisse d'allocations familiales (CAF), responsable du versement du RMI. Des solutions locales ont certes émergé au fil du temps pour pallier cette carence du dispositif. Ainsi, dans un petit département rural tel que la Haute-Marne, où les rares travailleurs sociaux étaient déjà accablés par la politique familiale, les maires sont devenus les instructeurs des dossiers des RMistes de leur village.

Contrats validés

L'égrenage des dossiers commence. Deux ans et demi après l'installation des CLI, il s'agit la plupart du temps de renouveler les contrats déjà avalisés à une ou plusieurs reprises. « André, quarante-trois ans, en est à son troisième contrat : il n'a pas pu accepter le stage peinture en bâtiment qui lui était proposé dans son deuxième contrat parce qu'il a dû rester auprès de son épouse gravement malade et s'occuper des enfants. Il se propose de reprendre l'apprentissage,

interrompu, de sa dette de loyer et de suivre un stage de remobilisation. » Contrat validé. « Nathalie, vingt-huit ans, vit mal son divorce et n'a pas pu effectuer les recherches d'emploi demandées précédemment, en raison de ses difficultés familiales. Elle se propose, dans son quatrième contrat, de suivre un bilan professionnel et de poursuivre son suivi médical. » Contrat validé. « Dans son troisième contrat, Nicole, quarante-cinq ans, souhaite continuer sa cure de désintoxication alcoolique et commencer un CES [contrat d'emploi solidaire] de cantinière dans une école primaire. » Contrat validé.

Mais la situation des bénéficiaires du RMI est loin d'être toujours aussi limpide. Dans quel sens, par exemple, apprécier le contrat de ces étudiants attendus qui n'en finissent pas de poursuivre des formations universitaires supérieures ? Que faire de ce jeune allocataire qui s'est fait virer de tous les stages pour violence alcoolique, mais refuse l'aide psychiatrique qui lui est proposée ? « Le RMI est une mesure de masse qui nous contraint à mettre tout le monde sur le même plan », résume cet élu de la CLI d'Amiens, parfois mal à l'aise dans son rôle de juge-arbitre.

Les membres des CLI essaient bien sûr de ne pas ratifier les « contrats bidons ». Même si, reconnaît-on parfois, « d'une certaine façon, plus on est laxiste, plus on est humain... » A Antony (Hauts-de-Seine), les membres de la CLI ont ainsi fait la chasse aux vrais-faux étu-

dients étrangers de quarante ans qui s'étaient inscrits au RMI pour pouvoir conserver leur chambre à la cité universitaire, alors même que leur gouvernement d'origine leur avait coupé tout subside depuis plusieurs années. Ailleurs, tel allocataire s'est vu suspendre son RMI parce que, fils de famille et fainéant notoire, il s'obstinait à ne rechercher aucun emploi. D'autres contrats sont aujourd'hui, les allocataires, baladés du travail au noir, se retrouvant en décalage avec les services de la CAF.

La décision de suspendre n'est jamais prise à la légère et est souvent précédée d'une à plusieurs lettres de mise en garde. « Nous sommes parfois obligés d'en arriver là pour les faire arriver », reconnaît-on. Une façon aussi de faire peser sur les bénéficiaires une certaine pression sociale, en les incitant à faire « un petit effort » en faveur du « 1 » de RMI. Au détour de nombreux dossiers resurgit en effet la question de fond qui avait animé le débat parlementaire à l'automne 1988 : RMI, allocation universelle ou contrepartie d'une insertion d'abord professionnelle ?

Des liens désertés par les élus

D'une façon générale, les élus qui croyaient faire de ces commissions un « enjeu de pouvoir » voire de « clientélisme », ont peu à peu déserté les lieux. Ceux qui continuent de siéger le font par inclination naturelle ou spécialisation en matière de travail social. « Le RMI est-il une allocation de remplacement ? », s'interroge-t-on régulièrement en assemblée de CLI. Les individus reconnus handicapés, mais pas suffisamment pour pouvoir bénéficier d'une allocation qui les fasse vivre, doivent-ils continuer à être pris en charge par le RMI ? Quelle insertion proposer à ces chômeurs de plus de cinquante ans non indemnisés, dont on sait pertinemment qu'ils ne retrouveront plus de travail ? Et que dire de ce chauffeur-livreur qui, grâce au RMI, ne travaille plus qu'à temps très partiel pour mieux se livrer à son activité de pasteur ?

D'un autre côté, les membres des CLI reconnaissent être parfois dans l'incapacité de proposer une solution ou de juger de la justesse d'un contrat. « Nous ne savons même pas où les envoyer prendre une douche ou leur faire suivre un bilan de santé », avoue-t-on à Antony en évoquant le cas des sans-domicile-fixe. Ailleurs, on s'interroge, en l'absence de tout représentant de l'ANPE, sur l'efficacité de tel stage professionnel coûteux, sur le marché du travail : « Devons-nous déboursier 30 000 francs pour ce stage aux débouchés aléatoires, alors que de centaines d'autres allocataires n'ont toujours pas de quoi se loger ? », se demande cet élu.

En Haute-Marne, grâce au travail réalisé par les maires en liaison avec l'ANPE, la bonne connaissance du marché local de l'emploi a certes permis d'offrir aux RMistes nombre d'occupations par l'intermédiaire des CES. Mais les membres de la CLI s'interrogent déjà sur l'avenir de ceux qui auront épuisé les possibilités offertes par ce contrat d'un an renouvelable une fois. « Soyons réalistes : beaucoup ne pourront jamais faire plus ! » Un principe qui risque bien de devenir de plus en plus aigu au fur et à mesure que les CLI se retrouveront confrontées aux noyaux durs de la précarité.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

L'Algérie rouvre son pétrole

Suite de la première page

Nécessité fait loi. Pour l'Algérie comme pour tous les autres producteurs. Car depuis le début des années 70, l'équilibre pétrolier a fondamentalement changé. Après avoir longtemps donné la main haute aux exportateurs, le marché a permis aux consommateurs de prendre leur revanche, ce qui s'est traduit par une chute massive des prix en 1986. Privés des ressources qui, pendant près de quinze ans, avaient alimenté un décollage aussi anarchique qu'inefficace, la plupart des pays producteurs se retrouvent aujourd'hui incapables de financer à la fois leur croissance économique et les investissements indispensables pour maintenir ou accroître leurs capacités d'extraction.

L'Algérie, de ce point de vue, ne constitue pas une exception. Le Venezuela, l'Argentine, le Qatar, l'Angola, l'Irène et même l'URSS ont tous, depuis deux ans, amorcé une réouverture très nette vis-à-vis des compagnies étrangères. D'autres, au premier rang desquels les grands producteurs du golfe Persique (Iran, Irak, Arabie saoudite, Koweït) réfléchissent et négocient. « Actuellement il est plus facile de chercher les pays qui ne s'ouvrent pas. Il y a le Mexique, et encore pour combien de temps, le Brésil, et c'est à peu près tout », plaisantait, en marge de la dernière conférence de l'OPEP, un ministre arabe de premier plan.

Porte-parole farouche du nationalisme et de l'indépendance du pétrole, l'Algérie n'en est pas moins à la fois un symbole et un cas d'école. Car si sa nouvelle loi pétrolière s'inscrit dans une tendance générale, elle est d'abord le résultat d'une crise des paiements sans précédents.

Nationalisme et indépendance

Pris à la gorge par les échéances de sa dette, qui absorbent depuis deux ans les deux tiers de ses recettes d'exportation et sont à l'origine d'une récession dramatique, le gouvernement de M. Ghazali avait avant tout besoin de cash, et très vite. Pour alléger le fardeau de la dette et surtout pour relancer la machine économique, totalement paralysée par le manque de devises au point que les investissements sont tombés à un niveau représentant moins du quart de ce qu'ils étaient il y a dix ans. Chômage, pénuries, crise du logement, panées, etc., le résultat de ce blocage est connu et porte une responsabilité non négligeable dans la montée des islamistes et les soubresauts politiques de ces dernières années.

La nouvelle loi, grâce aux droits d'accès payés par les compagnies désireuses de participer à l'exploitation des champs existants devrait rapporter dans l'immédiat quelque 4 milliards de dollars (22 milliards de francs) au pays. Des contacts avancés ont déjà été engagés avec une douzaine de compagnies pour participer à la production de huit des vingt principaux champs algériens. Les premiers contrats, dès lors que la loi est votée, devraient pouvoir être conclus dans les prochaines semaines. Dans un second temps, l'Algérie ouvrira une seconde série de champs

et peut escompter des rentrées d'ordre équivalent. En outre, la nouvelle loi sur les mines, votée en même temps que la loi pétrolière, devrait permettre aux entreprises publiques algériennes d'attirer d'autres investissements, en s'associant avec des firmes privées pour exploiter les ressources minières. Au total, le pays pourrait ainsi « effacer » en un ou deux ans pratiquement un tiers de sa dette (24 milliards de dollars, soit environ 132 milliards de francs).

Même sans problème de trésorerie, cette nouvelle politique était nécessaire afin de mettre en valeur les ressources du pays et de rattraper le retard pris, à assurer en substance le premier ministre algérien le 1^{er} décembre, au cours de l'émission « L'heure de vérité » d'Antenne 2.

A plus long terme, la nouvelle loi sur les hydrocarbures devrait aussi permettre à l'Algérie, dont les réserves de brut s'épuisent, ne dépassant guère vingt ans tandis que la consommation absorbe une part croissante de la production, de relancer l'exploration, donc d'accroître les réserves afin de rester exportateur bien après l'an 2000.

Forer davantage de puits

Conséquence de l'éviction des compagnies étrangères depuis vingt ans : le pays, bien que potentiellement riche en hydrocarbures, a été dramatiquement sous-exploité. Faute de moyens techniques et financiers, la Sonatrach n'a foré en moyenne depuis 1980 qu'une vingtaine de puits par an. « Il en faudrait cent pour découvrir autant de pétrole qu'on en produit et maintenir le niveau des réserves », estime le ministre algérien du pétrole, M. Nourredine Alt-Laoussine.

La loi votée en 1986 afin d'attirer les compagnies pour la prospection de nouveaux champs est restée trop timide pour donner des résultats spectaculaires. Une douzaine de contrats d'exploration ont été signés, entraînant le forage d'une vingtaine de puits supplémentaires chaque année. On était donc loin du compte. Les nouveaux textes, qui non seulement améliorent les conditions d'exploration mais ouvrent aux compagnies les champs déjà découverts, ainsi que le gaz, jusqu'ici strictement réservé à la Sonatrach, devraient, par leur portée symbolique et pratique, relancer massivement l'intérêt des compagnies pour l'Algérie. « Pratiquement tout grand groupe pétrolier dans le monde est intéressé », assure un analyste spécialisé au Wall Street Journal de ce lundi 2 décembre.

Le pari de M. Ghazali n'en est pas pour autant totalement gagné. A peine la loi était-elle votée que déjà l'ancien premier ministre M. Mouloud Hamrouche assurait que le dossier des hydrocarbures serait « rouvert » par la future Assemblée nationale, qui résultera du scrutin du 26 décembre. De quoi refroidir les investisseurs et retarder d'autant les rentrées d'argent nécessaires au gouvernement pour calmer l'agitation sociale...

VÉRONIQUE MAURUS



Le 1^{er} réseau d'affichage communication/emploi jeunes diplômés

LES CHIFFRES CLÉS

1^{er} réseau d'affichage lumineux (80x60) étudiant
450 Panneaux dans 125 Établissements
GRANDES ÉCOLES et I.U.T.

80 Grandes Écoles
3 RÉSEAUX SPÉCIALISÉS

- Commerciaux-gestionnaires
- Ingénieurs généralistes
- Informaticiens/Électroniciens
- Ingénieurs chimistes

4 PANNEAUX PAR ÉTABLISSEMENT

- 2 Single
- 1 Twin (2 panneaux côte à côte)

Campagnes d'affichage de 14 jours

45 I.U.T.
4 RÉSEAUX SPÉCIALISÉS

- Commerce
- Informatique
- Mécanique et Productique
- Génie électrique Infor. industrielle

1 PANNEAU PAR FORMATION

ENTREPRISES, POUR LA 1^{ère} FOIS
VOS CAMPAGNES
COMMUNICATION/EMPLOI
AU CŒUR DU MONDE ÉTUDIANT.
CONTACTEZ-NOUS !



SB SYSTEM - 15/17, rue du Colonel Pierre Avia - 75902 Paris Cedex 15
Tél.: +6 62 73 71 - Fax.: +6 62 91 29

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

PARTICIPEZ À NOTRE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Les bons de souscription d'actions (code RGA 21100)
créés en janvier 1989 arrivent à échéance le 31.12.91.

14 bons permettent de souscrire 5 actions
au prix unitaire de 250 F.

1991 : Cours le plus haut : 376,00 F
Cours le plus bas : 258,00 F
Cours moyen octobre : 316,32 F

Depuis 1988, nous avons poursuivi notre croissance et l'amélioration de notre rentabilité :

	1988	1990	▲
Chiffre d'affaires consolidé	7.621 MF	12.313 MF	+ 61,5 %
Dont activité internationale	541 MF (7,1 %)	2.843 MF (23 %)	+ 425 %
Résultat net part du Groupe	127 MF	241 MF	+ 89,7 %
Résultat ajusté par action	18,20 F	33,20 F	+ 82,4 %

Au 30 septembre 1991, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 10.016 MF, soit une progression de 18,4 % par rapport à 1990. A structure constante, la progression est de 2,1 %. La part de l'activité internationale est de 30 %.

Malgré la poursuite du ralentissement de l'activité sur la base des tendances actuelles et compte tenu des mesures de réduction des coûts engagées, le Groupe devrait être en mesure de maintenir un niveau de résultat proche, en valeur absolue, de celui de l'année précédente.

© GROUPE PINAULT

(Publicité)

Les Emirats Arabes Unis : vingt ans de progrès



Son Altesse Cheikh Zayed Bin Sultan Al Nahyan, Président des Emirats Arabes Unis.

Le 2 décembre 1991, la Fédération des Emirats Arabes Unis célèbre son vingtième anniversaire. Durant ces deux décennies, l'Etat a réalisé un progrès qu'on n'aurait jamais pu imaginer lors de son établissement.

Ayant eu la chance d'avoir Son Altesse le président Cheikh Zayed Bin Sultan Al Nahyan comme dirigeant depuis lors, et d'avoir été bény de ressources financières énormes, provenant de sa production pétrolière, la Fédération a réussi à éviter toute menace sérieuse ou durable à sa stabilité économique et politique, et se permet aujourd'hui d'envisager l'avenir avec confiance.

Les hommes d'affaires et les politiciens étrangers considèrent de nos jours les Emirats Arabes Unis comme un Etat-clé de la région du Moyen-Orient, un Etat qui a réussi à utiliser sa position géographique et sa stabilité pour la consolidation de son rôle d'important centre du commerce international.

Connus autrefois sous le nom des « Etats de la Tréve », durant le protectorat britannique de 1892 à 1971, les Emirats s'étendent sur une superficie totale de près de 80 000 kilomètres carrés, dans le sud-est de la péninsule arabique.

Les sept Emirats de la Fédération sont par ordre d'importance : Abou Dhabi, Doubaï, Charjah, Ras Al Khaimah, Oum Al Quwain, Ajman et Foujeyrah.

Ce dernier Emirat est situé sur le golfe d'Oman, près du détroit d'Ormuz, alors que les six autres s'alignent sur les côtes du golfe Arabique.

Le peuple des Emirats a toujours eu plus de facteurs d'unité que de division. L'identité arabe commune, la même foi islamique et, bien sûr, l'histoire et le patrimoine communs sont les éléments d'une culture encore enracinée dans ce pays après deux décennies de changements extraordinaires.

L'engagement du peuple vis-à-vis de l'objectif d'édification de la Fédération, a été, durant les deux dernières décennies, à la hauteur de l'engagement de ses dirigeants. Leurs Altesse les sept souverains, dont se compose le Conseil suprême, qui est la plus haute instance politique du pays.

Il y a eu certes des changements dans la composition de ce Conseil, avec la disparition de cinq de ses membres fondateurs. Les Emirats ont cependant eu la chance que le souverain d'Abou Dhabi, Son Altesse Cheikh Zayed, ait été réélu président des Emirats pour un nouveau mandat de cinq ans en octobre dernier.

Les Emirats Arabes Unis ont eu aussi la chance d'avoir été bény de ressources pétrolières considérables, qui leur permettent, au niveau actuel de production (2 millions de barils par jour), de compter sur cette richesse pour au moins deux cents ans à venir. Les ressources financières ainsi disponibles ont été utilisées pour le développement de l'infrastructure du pays, permettant de transformer les rêves de ses fondateurs en réalités.

En 1971, il y avait à peine 20 000 écoliers dans les grandes villes. Aujourd'hui, l'enseignement public gratuit s'étend jusqu'aux petites colonies dans le désert ou dans les vallées reculées, avec un chiffre total de plus de 300 000 élèves.

Alors que les jeunes Emiratis devaient aller à l'étranger pour suivre leurs études, l'Université des Emirats et une série d'instituts supérieurs de technologie leur épargnent aujourd'hui cette peine.

Les institutions d'enseignement supérieur ont déjà formé plus de 10 000 cadres universitaires nationaux, alors que 10 000 autres y suivent encore leurs études.

Un progrès important a été aussi réalisé dans d'autres secteurs de l'infrastructure nationale. En 1971, par exemple, il n'y avait dans le pays que quelques petits hôpitaux, qui étaient limités aux zones urbaines.

Aujourd'hui, cependant, le ministère de la santé, qui accapare, avec ceux de l'éducation et de l'enseignement supérieur, la part du lion dans le budget du gouvernement, dispose de 4 000 lits dans 33 hôpitaux publics, en plus de 400 lits dans les hôpitaux privés. Le nombre de médecins et de lits par habitant est de 1 pour 933 et de 1 pour 250, respectivement. Grâce à un programme actif de médecine préventive et d'éducation sanitaire, le

taux de mortalité infantile a baissé et l'espérance de vie est devenue de 70 ans pour les hommes et de 73 ans pour les femmes. Ce niveau est comparable à celui de beaucoup de pays industrialisés.

L'habitat est aussi l'un des secteurs qui se sont rapidement développés dans ce pays, où la population est passée de près de 180 000 en 1971 à plus de 1,8 million de nos jours.

Lors de la création de la Fédération, la plupart des habitants des sept Emirats vivaient dans des foyers traditionnels : des tentes dressées dans le désert, de petites huttes de frondes de palmier ou de briques en banco dans les oasis éparpillées, des constructions en pierre dans les montagnes avec des chambres souvent bâties au-dessous du sol pour la protection contre la chaleur de l'été et le froid de l'hiver.

Aujourd'hui cependant, les centres urbains sont pleins de villas splendides, d'appartements et de gratte-ciel d'une architecture singulière. Dans les zones rurales, le gouvernement a construit des milliers de maisons et les a distribuées gratuitement aux citoyens pour éviter l'exode rural, qui caractérisait de nombreux pays en voie de développement. Au cours des vingt dernières années, plus de 50 000 maisons ont été distribuées gratuitement, alors que plusieurs milliers d'autres ont été construites grâce à des prêts à long terme à des intérêts quasiment nuls.

En plus de l'éducation, de la santé et de l'habitat, les autorités fédérales ainsi que celles des différents Emirats ont accordé un intérêt particulier au développement du secteur du transport et des télécommunications pour lier les différents centres du pays entre eux, et avec le monde extérieur.

En 1971, la principale route entre les deux plus grands centres urbains d'Abou Dhabi et de Doubaï était encore faite, en partie, d'une piste de sable. Il n'existait pas de routes réelles dans le désert ou les régions montagneuses, alors qu'il était nécessaire, jusqu'en 1974, de passer par les wadis (vallées), pour arriver à Foujeyrah, sur le golfe d'Oman.

De nos jours, cependant, il existe un réseau de routes goudronnées liant tous les importants centres urbains en plus des autoroutes qui lient le pays au Qatar, à l'Arabie saoudite et au Sultanat d'Oman.

Les communications avec l'étranger sont facilitées par d'importants aéroports et ports maritimes. En 1971, le pays n'avait que deux aéroports. Aujourd'hui, il en a cinq à Abou Dhabi, Doubaï, Charjah, Ras Al Khaimah et Foujeyrah, alors qu'un sixième devrait être inauguré en 1992. Plus de sept millions de passagers sont passés par les aéroports du pays en 1990, ce qui représente un chiffre record, en dépit de l'impact de la crise du Koweït sur le transport aérien dans la région.

L'importance du pays pour le trafic aérien international a été soulignée en novembre par la tenue de la Foire Internationale de Doubaï pour l'aviation civile et de défense, avec la participation des principaux fabricants du monde. Près de vingt mille personnes ont visité cette exposition.

Le pays dispose aussi d'importants ports maritimes sur le golfe Arabique : le port Zayed à Abou Dhabi, les ports Rachid et Jebel Ali à Doubaï, le

port Khalid à Charjah et le port Saghr à Ras Al Khaimah. Il y a aussi un port à Foujeyrah et un autre à Khor Fakkan, sur le golfe d'Oman.

Du point de vue traitement des containers, le port Rachid de Doubaï et celui de Foujeyrah se placent aujourd'hui en deuxième et troisième position respectivement, dans la péninsule arabique. Ils figurent aussi parmi les cinquante premiers importants ports de containers dans le monde.

Le développement rapide de ces ports est dû, en partie, à leur emplacement stratégique comme centres de transbordement dans la péninsule arabique et vers l'Iran, ainsi qu'à leur position à mi-chemin entre les pays économiquement développés d'Extrême-Orient et les marchés hautement consommateurs d'Europe.

Cet emplacement stratégique et la force de travail bon marché ont été mis en valeur avec la création de zones franches, dont la plus impor-

tante est celle de Jebel Ali, où plus de 1 milliard de dollars ont été investis dans une activité industrielle croissante. Les deux autres zones franches se trouvent à Charjah et Foujeyrah. Leurs produits sont exportés vers de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Europe, permettant de consolider la position des Emirats comme centre de commerce régional.

Les exportations du pays ne sont pas limitées au pétrole et au gaz, même si ces produits représentent 80 % de leur volume global, surtout depuis la récente hausse des prix de l'or noir. Le développement d'autres activités économiques a fait que le secteur pétrolier représente aujourd'hui moins de 50 % du PNB, estimé en 1990 à 126 milliards de dirhams.

Les résultats encourageants, surtout dans le domaine de la production industrielle, ont été obtenus grâce à la détermination du gouvernement à diversifier les sources de revenus économiques du pays. Les produits locaux représentent 25 % des exportations. L'usine d'aluminium de Doubaï, DUBAL, est la plus grande dans le monde arabe et constitue une importante source de revenus comme l'usine des câbles électriques, DUCAB.

La zone industrielle de Jebel Ali et celle de Roueiss, située à l'ouest d'Abou Dhabi et spécialisée dans les productions pétrochimiques, donnent d'impressionnantes exemples de la façon dont le pays a, durant deux décennies à peine, développé la base de son industrie lourde.

Les autres secteurs n'ont pas été pourtant oubliés. En 1971, le pays avait pratiquement tout importé. De nos jours, cependant, des centaines d'industries légères se sont développées à travers le pays, offrant une importante gamme de produits variés. Les usines de ciment, par exemple, exportent plus de la moitié de leur production vers d'autres Etats de la région réalisant ainsi d'importants revenus. La haute technologie a été aussi introduite dans le pays avec l'inauguration d'une usine de fabrication de micro-ordinateurs à Doubaï alors que la base industrielle non pétrolière de l'économie est en train d'être élargie avec des plans pour l'exploitation de certains minerais découverts dans la montagne.

Les industries traditionnelles comme la construction des pirogues ont reçu aussi un intérêt particulier. Cette industrie permet de construire des dhows arabes traditionnels ainsi que de petites barques modernes et du matériel de pêche.

La Société arabe des industries lourdes de Ajman, le bassin sec (Drydock) de Doubaï et la Société coopérative de Dalma (Emirat d'Abou Dhabi), sont spécialisées dans la construction et la réparation de vaisseaux plus grands. La plus grande tanker au monde avait reçu une révision technique et des réparations à Doubaï en octobre dernier.

L'industrie traditionnelle de pêche a aussi connu un essor important. Entre 1971 et 1990, la pêche annuelle a plus que doublé, atteignant près de 100 000 tonnes et le pays assure aujourd'hui son autosuffisance dans ce domaine. C'est aussi le cas pour les produits laitiers et les volailles grâce aux importants investissements faits dans le domaine agricole.

Le président Cheikh Zayed avait depuis longtemps l'ambition de transformer ce pays aride en

un vaste jardin où les dunes de sables soient forcées à reculer devant la verdure. Avec l'encouragement personnel de Cheikh Zayed, de vastes régions désertiques ont été boisées avec plus de 60 millions d'arbres et plus de 12 millions de palmiers-dattiers.

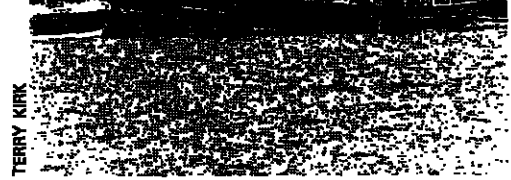
Plus de 100 000 hectares ont été aussi labourés et transformés en fermes qui ont été aménagées par le gouvernement et distribuées aux citoyens, permettant un développement à pas énormes du secteur agricole.

Ce pays désertique produit maintenant plus d'un demi-million de tonnes de légumes par an et assure son autosuffisance en fruits avec un surplus exporté vers les pays voisins. Charjah et Foujeyrah exportent des fleurs fraîches et des fraises vers les marchés d'Europe alors que les fermes de volailles et de vaches satisfont à la demande locale.

Rendre ce pays vert n'est cependant pas un simple objectif économique. Cela a eu aussi un effet positif sur l'environnement lui-même. Les différentes villes et même les plus petits villages ont leurs jardins bien aménagés et bien entretenus. Abou Dhabi a même été appelé, et à juste titre, la Ville Jardin du Golfe, ce qui était inconcevable il y a vingt ans.

La préservation de l'environnement a été placée en tête de liste des priorités de la politique nationale. Une série de lois et de décrets a été promulguée ces dernières années pour la protection de la faune et de la flore de notre pays où l'on peut encore trouver des espèces très rares. Un programme d'élevage des espèces menacées d'extinction a été également mis en place, permettant de sauver de précieuses espèces animales.

Tous ces efforts entrent dans le cadre d'un programme général ayant pour objectif d'assurer aux habitants, citoyens et expatriés, hommes et femmes, la meilleure qualité de vie possible. Ce programme n'a pas omis les installations sportives et de loisirs. Des sports importants comme le football et le basket-ball reçoivent le soutien du



La crique de Doubaï

gouvernement alors que les athlètes et les sportifs du pays sont déjà présents sur la scène internationale. Aux éliminatoires de la Coupe du monde de football 1990, l'équipe nationale émiratie a atteint les finales pour la première fois alors que le pays est déjà fier de ses pilotes de course automobile de classe mondiale et de ses joueurs d'échecs et de billard.

Mais ce n'est pas seulement dans ce domaine que les Emirats ont marqué des points sur la scène internationale. Le pays est devenu aussi un membre actif de la communauté politique internationale.

La Fédération a aussi collaboré étroitement avec d'autres pays en voie de développement non seulement sur le plan politique mais aussi sur le plan économique. Ainsi, plus de 4 milliards de dirhams ont été accordés à plus de quarante pays dans le monde arabe, en Afrique et en Asie, sous forme de prêts ou de dons par le biais du Fonds d'Abou Dhabi pour le développement économique fondé en 1971, ainsi que par le biais d'organismes internationaux, tels que la Banque islamique de développement (BID), le Fonds de l'OPEP pour le développement international et le Fonds du golfe Arabe pour l'aide au développement dans le cadre des Nations unies, AGFUND.

Partant de sa propre philosophie qui émane de la foi et des enseignements de l'islam, le président Zayed insiste sur cette nécessité du partage des ressources, et a soutenu et suivi en personne les efforts visant à faire profiter les citoyens du pays du programme national de développement.

Qualifiant la jeune génération de « vraie richesse de la nation », le chef de l'Etat a œuvré avec un intérêt particulier pour l'éducation de la jeunesse et pour que les garçons et les filles aient des chances égales dans la formation et le travail.

Ainsi, de nos jours, dans le commerce comme dans les banques, la santé, l'éducation, l'information ou même le service militaire, les femmes du pays jouent un rôle croissant dans le développement de la société où elles sont des partenaires égales de leurs frères.

En effet, les Emirats Arabes Unis et leur développement durant les deux dernières décennies sont le fruit d'un partenariat réussi : partenariat entre les sept souverains, entre la direction nationale avec à sa tête le président Cheikh Zayed, et le peuple, entre les citoyens du pays et ces centaines de milliers d'expatriés qui ont choisi ce pays pour leur séjour, contribuant à la construction d'une nouvelle nation.

Le partenariat au niveau interne est renforcé d'un autre partenariat avec le reste du monde, notamment les gouvernements et les peuples éprouvés des mêmes idéaux et qui aspirent à un monde meilleur pour tous.



Abou Dhabi, la capitale des Emirats Arabes Unis

port Khalid à Charjah et le port Saghr à Ras Al Khaimah. Il y a aussi un port à Foujeyrah et un autre à Khor Fakkan, sur le golfe d'Oman.

Du point de vue traitement des containers, le port Rachid de Doubaï et celui de Foujeyrah se placent aujourd'hui en deuxième et troisième position respectivement, dans la péninsule arabique. Ils figurent aussi parmi les cinquante premiers importants ports de containers dans le monde.

Le développement rapide de ces ports est dû, en partie, à leur emplacement stratégique comme centres de transbordement dans la péninsule arabique et vers l'Iran, ainsi qu'à leur position à mi-chemin entre les pays économiquement développés d'Extrême-Orient et les marchés hautement consommateurs d'Europe.

Cet emplacement stratégique et la force de travail bon marché ont été mis en valeur avec la création de zones franches, dont la plus impor-

un vaste jardin où les dunes de sables soient forcées à reculer devant la verdure. Avec l'encouragement personnel de Cheikh Zayed, de vastes régions désertiques ont été boisées avec plus de 60 millions d'arbres et plus de 12 millions de palmiers-dattiers.

Plus de 100 000 hectares ont été aussi labourés et transformés en fermes qui ont été aménagées par le gouvernement et distribuées aux citoyens, permettant un développement à pas énormes du secteur agricole.

Ce pays désertique produit maintenant plus d'un demi-million de tonnes de légumes par an et assure son autosuffisance en fruits avec un surplus exporté vers les pays voisins. Charjah et Foujeyrah exportent des fleurs fraîches et des fraises vers les marchés d'Europe alors que les fermes de volailles et de vaches satisfont à la demande locale.

Une Société Industrielle de l'Est recherche son

DIRECTEUR INTERNATIONAL

Vous avez :

- 40 ans environ,
- un diplôme d'une Ecole Supérieure de Commerce,
- une maîtrise absolument parfaite de la langue allemande (anglais et espagnol appréciés),
- l'expérience des marchés internationaux.

Vous êtes :

- un "technicien" au fait des matériels d'équipement et installations industrielles et mieux encore, dans l'industrie du bois,
- un "commercial", rodé aux problèmes de leur exportation, un animateur, mobile, capable de motiver et coordonner une équipe internationale.

Vous aurez :

- à développer l'implantation de la Société en particulier dans les pays germanophones. Résidence dans le Doubs dans une première étape.

Poste varié, évolutif, dans une structure à échelle humaine (250 personnes), leader sur son marché. Rémunération motivante.

Veuillez adresser votre C.V., sous lettre manuscrite, avec photo et prétentions, sous réf. 3291, à notre Conseil, Michel MORACCHINI - 22 bis, rue des Belles Feuilles 75116 PARIS, qui vous garantit une discrétion absolue.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Au Cameroun

Nous sommes une des toutes premières sociétés camerounaises, filiale d'un grand groupe international de l'agro-alimentaire, bien implanté dans le monde et nous recherchons pour notre filiale VERRENE

Directeur d'Usine Verre Creux

Cet ingénieur, doté d'une solide formation en thermique, mécanique, automatisme, d'une bonne expérience, si possible, des différents domaines de la production du verre creux, possédant déjà une pratique de la direction d'établissements industriels, sera à la fois un manager et un organisateur, un homme de dialogue et de décision, possédant une approche commerciale et un relationnel lui permettant d'être le représentant de la société aux plus hauts niveaux.

REF. UM 753

Chief de Service Fusion

Ce cadre, technicien supérieur très expérimenté en verrerie industrielle (fours et fusion), doté d'une bonne formation en thermique et régulation, aura pour mission d'assurer l'élaboration du verre et la maintenance des moyens techniques à sa disposition.

REF. UM 754

Chief de Service Fabrication (verrerie)

Ce cadre, technicien supérieur très expérimenté en verrerie industrielle (feeder, machine de soufflage, recuison, tri et conditionnement, mouline) aura pour mission d'assurer la fabrication des bouteilles, la maintenance des équipements et le suivi de la production - en délai et en qualité - avec la productivité optimale.

REF. UM 755

Ces opportunités supposent une bonne expérience de la conduite des hommes, une réelle adaptabilité à de nouvelles conditions de travail, de vie, d'environnement, une grande disponibilité et des capacités d'engagement importantes.



Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. choisie, à J.M. Legrand
CPT Conseil - 3 Bd René Levasseur - 72000 Le Mans.
Réponse et discrétion assurées.

RURAL DEVELOPMENT IN EUROPE

Rural development specialists are sought by a Brussels-based organisation, to assist with the coordination, information and networking support of a new 3-year European Commission Programme.

PROJECT DIRECTOR

Responsible for the overall management of the coordinating unit of the Programme. A mature professional with excellent management skills, extensive experience in rural development (15+ years), familiarity with the EC and agricultural sector and fluency in French and English plus a third European language.

DEPUTY PROJECT DIRECTOR

To assist the Project Director at senior level. An experienced professional with 10+ years involvement in rural development, project management skills, knowledge of the EC and fluency in at least English and French.

To enlarge our team, experienced staff are also required for a number of technical support positions: **Networking Officer, Research Officer, Information Officer.**

All posts are full-time, for a period of 3 years, and based in Brussels. Senior posts will involve travel. All require knowledge of rural development issues in Europe, excellent linguistic skills in two or more European languages and familiarity with the EC institutions.

If interested in any of the above posts, please request the relevant job description from Katalin Kolosy, AEIDL, rue Breydel 34, B-1040 Brussels (fax: + 32.2.230.34.82), before 9 December, 1991.

**IFAD**

International Fund for Agricultural Development (United Nations)
(Rome, Italy)

Seeks

an Operations Officer to assist in all aspects of project co-financing. This will involve identification of co-financing inputs, contacts with donors, regular follow up, development of a computerized data base, preparation of periodic reports and policy papers. In addition, the officer shall coordinate Non-Governmental Organization inputs, exercise control over special funds and grants, and organize and maintain a reporting system for use of the management and donors. Participation in field missions.

QUALIFICATIONS: University degree in Economics, Social Sciences or equivalent. At least six years experience in project programme development and control, preferably in an international environment. Computer use proficiency. Full command of English and very good knowledge of French, knowledge of Arabic and/or Spanish an advantage.

SALARY: Depending on qualifications remuneration ranges are from US\$ 37,101 to US\$ 52,095, or US\$ 43,784 to US\$ 57,975 per annum, plus prevailing post allowance.

DURATION: two year fixed-term.

Please send 2 copies of detailed résumé to:

IFAD - Personnel Division
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy
Closing date for application: 24 December 1991

Only shortlisted candidates
will receive an acknowledgement.
**APPLICATIONS FROM WOMEN CANDIDATES
ARE VERY WELCOME**

LE DÉPARTEMENT
DE LA MOSELLE
Ouvre un Centre
d'Affaires à
BRUXELLES
EN 1992

**L'espace
Moselle**

qui a pour vocation :

- d'apporter son soutien aux acteurs économiques du département de la Moselle en Belgique,
- d'offrir un appui logistique aux responsables mosellans séjournant à Bruxelles,
- d'être un relais de l'information communautaire au profit des collectivités intéressées par les programmes européens, de valoriser le département en affirmant sa vocation culturelle et touristique.

Nous recherchons le :

Directeur Général

de la Société d'économie mixte, support juridique du Centre d'Affaires. Ses principales missions seront :

- le développement de l'Espace Moselle en direction des futurs utilisateurs et l'animation générale du Centre d'Affaires,
- la gestion financière et humaine de l'Espace Moselle,
- la représentation permanente du Département à Bruxelles et la prise en charge des relations avec la Communauté Européenne.

Doté d'un premier contrat de 3 ans, le Directeur Général devra être trilingue (français + 2 langues européennes - de préférence anglais et allemand). Il a une expérience de développeur d'affaires et une bonne connaissance des mécanismes communautaires. Il recrutera ses collaborateurs.

Son objectif principal est de créer les conditions propres à initier et développer toutes les activités qui seront de nature à profiter économiquement à la Moselle tout en assurant l'équilibre de gestion de ce centre.

La rémunération, attrayante, pourra être accompagnée d'un intéressement. Le lieu de résidence est à Bruxelles. Le poste est à pourvoir pour le 1er janvier 1992.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.) à notre Conseil qui est chargé de cette recherche :

Dominique DESCHAMPS - 5, rue du Sergent Hoff - 75017 PARIS.



**SAUDI ARABIA,
CHOOSE A PLACE
IN THE SUN !**

Worldwide leader specialising in the manufacture and sales of air conditioning equipment, we are looking for a sales office manager for Saudi Arabia, to cover the Riyadh and eastern province area.

SALES OFFICE MANAGER

Therefore, we wish to recruit an engineer with an excellent track record of sales achievements and a proven technical ability. Applicants will need to demonstrate a sound knowledge of the H.V.A.C. market and fluent practice of the English language. Product training, sales and technical support will be provided. Please apply in writing right now sending your C.V. or letter application to

Mr. Cyril PAGNIEZ - Société TRANE - 1, rue du Fort - P.O. Box 6
88191 GOLBEY Cedex - FRANCE

**NIGERIA
OIL INDUSTRY**

We are a leading international company involved in the development of oil exploration and production in Nigeria. We are looking for Nigerian graduates with education and working experience abroad and willing to develop a career back home.

If, **NIGERIAN BY BIRTH**, you are a professional in one of the following fields: **geology, geophysics, instrumentation, telecom, mechanical or electrical maintenance engineering, analytical chemistry, micro-computers...**, write to **CLEAS**. They are our consultants for these recruitments and will introduce us to you.

Send a detailed handwritten letter stating qualifications and working experience. Interviews will take place in localities fitting you best, specify them.

CLEAS

International Human Resources Consultants
6, place de la République Dominicaine
75017 PARIS - FRANCE.

CHAMPS ECONOMIQUES

Avant le sommet de Maastricht

La CEE face aux consommateurs

Dans une Europe des industriels, des banquiers et des commerçants il reste beaucoup à faire pour la protection des particuliers

« L'Europe, l'Europe, l'Europe! » s'il est des gens qui partagent parfois à l'égard de l'entente bruxelloise le scepticisme gaullien, c'est bien, pour des raisons qui leur appartiennent en propre, les responsables du Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), lobbyistes patentés pour la bonne cause, dans la capitale belge. Simple antenne d'observation à ses débuts, il y a trente ans, le BEUC fait partie, avec des représentants d'organisations familiales et syndicales, du Conseil consultatif des consommateurs, un des nombreux organes de la « comitologie » communautaire. Malgré son esprit critique — ou à cause de lui — la Commission lui

verse quelques subsides, notamment pour des études indépendantes, aux résultats fort instructifs. Ainsi avait-il calculé, il y a quelques mois, qu'un Européen qui part de chez lui avec 1000 écus peut se retrouver, à la fin d'un voyage chez chacun des Douze, avec seulement 400 écus en poche, sans avoir acheté ou dépensé quoi que ce soit, par le simple jeu des prélèvements lors des conversions successives de son pécule dans les différentes monnaies nationales.

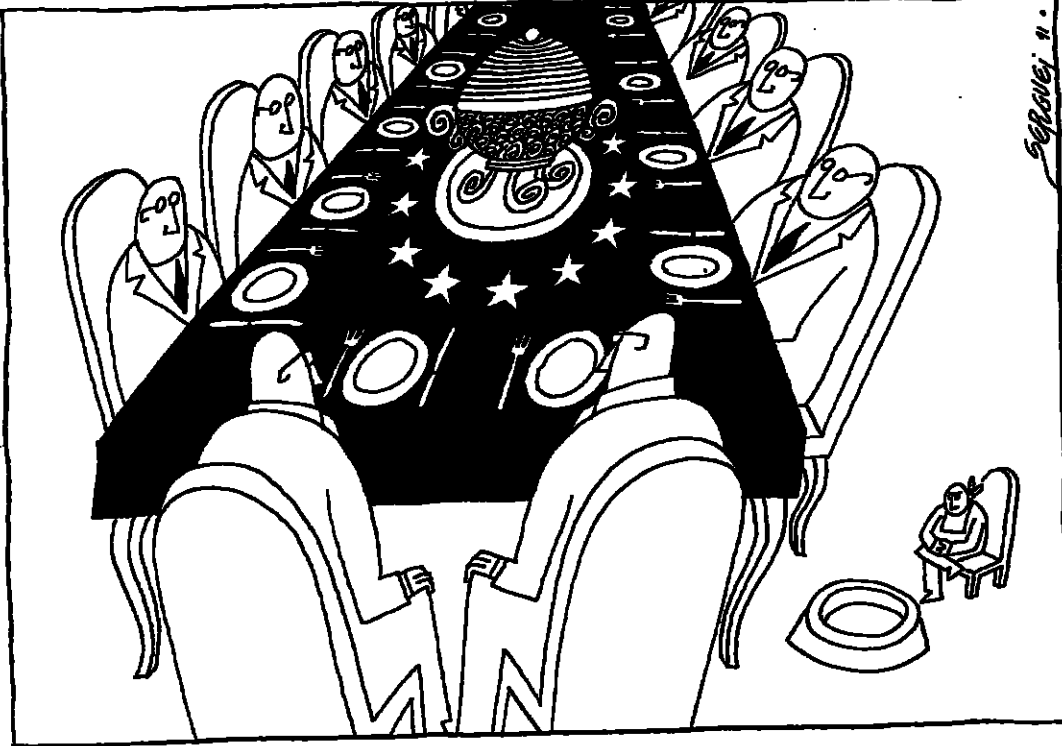
Allez donc parler de libre circulation des personnes après cela! Le commissaire européen responsable de la politique des consommateurs, Karel Van Miert, qui avait commandé cette étude, réagit vivement au printemps en demandant aux intermédiaires concernés de lui « expliquer les différences entre les règles générales et les pratiques constatées » et en le faisant savoir.

« BEUC, Commission, même combat? » On se gardera de l'affirmer après avoir constaté les différences de sensibilité entre les directions générales de l'exécutif communautaire. Les six cadres du BEUC installés avenue de Tervuren, sur le même palier que Greenpeace, visitent les responsables de la Commission et les représentants permanents des Etats pour faire valoir leurs vues, et ne s'embarrassent pas toujours de langage diplomatique: « Ca marche très mal avec la DG 15 (direction générale pour les institutions financières et le droit des sociétés) qui croit sous le poids des banques et des assurances. »

Une base juridique

Toutefois, la trentaine de membres du service de protection des consommateurs (SPC), créé au sein de la Commission en 1989, ont une mission analogue à celle des militants consommateurs: « Observer ce qui se fait dans les autres directions générales sous l'angle du consommateur, émettre des avis, tirer la sonnette d'alarme à temps », puis, qu'il est plus facile de prévenir que de guérir quand la machine bruxelloise à produire des textes s'est mise en marche.

Cette autonomie est déjà un progrès; reste à donner une base juridique au dispositif en faveur des consommateurs. Pour le moment,



les activités du commissaire Van Miert et de ses services se fondent seulement sur le paragraphe 3 de l'article 100 du traité européen modifié par l'Acte unique et stipulant — dans l'épouvantable galimatias communautaire — que « la Commission, dans ses propositions prévues au paragraphe 1 (relatif au marché intérieur) en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, prend pour base un niveau de protection élevé ».

C'est un peu court, et l'espoir du commissaire Van Miert est que la refonte du traité au prochain conseil européen de Maastricht se traduise aussi par des dispositions spécifiques au sujet des consommateurs. Les Pays-Bas, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, qui ont déjà de bonnes réglementations et habitudes nationales en la matière, sont peu pressés, considérant que cela relève des Etats membres pris individuellement. Mais la pression est telle, y compris parmi les pays du

Sud (Italie, Grèce, Espagne et Portugal), jusqu'à présent très en retard, qu'un projet luxembourgeois établi au premier semestre devrait passer sans trop d'amendements.

La sécurité des produits

Depuis 1983, il existe des sessions du conseil consacrées à la protection des consommateurs, mais, puisqu'il n'y a pratiquement pas de dirigeants en charge de ce seul secteur chez les Douze, ce sont généralement les ministres du commerce qui y participent, ce qui peut être antinomique. Ces ministres ou secrétaires d'Etat ont cependant adopté, le 15 octobre, une « position commune » globalement favorable à une proposition de directive pour laquelle la Commission bataillait depuis 1989.

Il s'agit d'instituer une « sécurité des produits », qu'il s'agisse d'une denrée alimentaire ou d'un objet fabriqué, par l'imposition de

normes minimales communes. Après de longs débats au niveau des experts nationaux, les ministres ont approuvé le principe de propositions visant à instaurer une obligation générale de ne commercialiser que des produits sûrs pour les consommateurs, et prévoyant des dispositifs d'échange d'informations, voire de retrait du marché en cas de risque « grave et immédiat ».

Karel Van Miert a bien d'autres projets: proscrire les clauses abusives dans les contrats, en matière de garantie notamment; faire davantage participer les consommateurs à l'élaboration des normes, ce qui demande de l'argent et des experts; développer les agences d'information dans les régions frontalières, telle celle qu'il a inaugurée récemment à Lille (on fait construire une maison en recourant à la fois à des fournisseurs français et belges; qui est responsable en cas de malheurs?).

Ces préoccupations rejoignent celles du BEUC, qui veut que les

eurocrates se penchent sur le problème jusqu'à présent insoluble de l'accès à la justice en cas de litiges transfrontaliers. Il exige que les garanties pour un achat s'appliquent sans discussions interminables dans tout l'espace communautaire. Il demande que les consommateurs jouent autre chose qu'un rôle d'observateurs au comité européen de normalisation (CEN) et au comité européen de normalisation électronique (CENELEC). Il fait observer que, dans ce domaine essentiel des normes, les industriels concernés ont la part beaucoup trop belle, sans contrepartie.

Il y a peu, la Commission a largement diffusé une de ces jolies brochures sur papier glacé qu'elle fait éditer à sa propre gloire, pour souligner les progrès en matière de prévention des accidents provoqués chez les enfants par des jouets mal conçus. Une marque « CE » est désormais apposée sur les jouets conformes à une directive européenne entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1990. Le BEUC fait paisiblement remarquer que les fabricants se délivrent eux-mêmes ce label de qualité, sans contrôle des Etats, et qu'il est singulier de signaler ainsi le respect de prescriptions en principe obligatoires sans autre forme d'autopublicité.

Parmi les dépenses plus ou moins excessives de la Commission, il y a, chaque printemps et chaque automne, des sondages « Eurobaromètres » destinés à mesurer l'évolution des opinions publiques quant à l'Europe et à ses problèmes de société. Il ressort du dernier que 52 % des habitants de la Communauté sont réservés quant à l'idée de faire des achats chez le voisin, en raison de la difficulté d'échanger ou de faire réparer. Des progrès sont en cours, mais beaucoup restent à faire pour que l'Europe soit autant celle des consommateurs que celle des industriels, des banquiers et des commerçants.

de Bruxelles
JEAN DE LA GUERIVIERE

Le bretteur de la Commission

« J'ai demandé à Jacques Delors des secteurs où il fallait se battre. » Commissaire belge en charge des consommateurs, des transports, du crédit et des investissements, Karel Van Miert est servi! Ses derniers combats datent du début de l'automne, quand la présidence néerlandaise avait voulu rayer les consommateurs de l'ordre du jour de Maastricht et quand le Conseil avait décidé de réduire de 60 % le budget de son département.

Il écrit aux chefs d'Etat pour protester quant au premier point. Et, grâce à l'aide du Parlement européen, non seulement les crédits pour la protection des consommateurs ne diminueront pas, mais ils devraient atteindre 19 millions d'écus pour 1992 (sur un budget total de 56 milliards d'écus).

Né en 1942, âgé de neuf enfants, ce diplômé de l'université de Gand (pour un mémoire sur — déjà — « le caractère supranational de la Commission européenne ») bénéficie d'une bourse française pour un complément d'études au Centre européen universitaire de Nancy. Des fonctions dans deux cabinets ministériels le conduisent au militantisme politique. Président, de 1978 à 1988, du Parti socialiste flamand, il siège au Parlement européen puis à la Chambre belge.

Après les élections législatives de décembre 1987, il aurait pu se faire attribuer un ministère lors du grand marchandage qui précède la formation d'un gouvernement de coalition. Mais il préfère occuper le siège de la Belgique dans la Commission entrée en fonction au début de 1989.

Dans son bureau décoré électivement — au dernier étage du Berlaymont — sa conviction et sa détermination sont intactes. « Il y a un décalage énorme entre la théorie du grand marché et la pratique. A côté des avantages liés à la construction européenne, il y a les risques... »

« On constate que des entreprises qui ne peuvent plus développer certaines activités chez elles, parce qu'elles ne sont pas tolérées, profitent des facilités pour s'installer chez les voisins. Les enquêtes montrent les réserves des populations et les incertitudes des consommateurs. »

« J'ai envoyé une lettre à tous mes collègues pour attirer leur attention là-dessus. » Prompt à évoquer ses amitiés au sein du PS français, Karel Van Miert « appartient à ceux qui défendent le principe de la collégialité » au sein de la Commission. C'est pourquoi il s'adresse aussi aux activités de ses collègues.

J. de la G.

La France inerte

Le pays est écartelé entre la dynamique européenne et son immobilisme interne. Il faut changer de modèle

par Christian Saint-Etienne

La France s'est engagée par l'Acte unique et se prépare, à Maastricht, à accélérer la construction européenne et la suppression des frontières physiques, techniques et fiscales qui empêchent encore la libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux. La concurrence internationale va s'aggraver. Une concurrence qui ne concerne plus seulement les entreprises mais surtout les Etats et leurs systèmes de protection sociale et d'éducation.

Car cette concurrence sans frontières sera d'abord fiscale et éducative. Les entreprises s'installeront, et la richesse sera créée dans les pays offrant un environnement favorable: infrastructures de qualité; main-d'œuvre bien formée; financements abondants et bon marché; fiscalité non pas minimale, compte tenu des services attendus, mais aussi réduite que possible grâce à la mise en place généralisée de systèmes d'évaluation et de contrôle dans le secteur public, et notamment la protection sociale.

La politique européenne de la France est bonne. La concurrence seule est mère de la prospérité. Les pays fermés sur eux-mêmes, comme l'Union soviétique, finissent dans le

sous-développement économique et le désastre politique. Mais il y a aujourd'hui une terrible contradiction entre la politique européenne de la France, ouverte et confiante, et une politique intérieure inerte et crispée. Il faut tout de suite dire que la résolution de cette contradiction ne passe pas par une relance budgétaire.

La France a une économie complètement ouverte sur un monde très compétitif. Une partie du déficit budgétaire est financée par des capitaux étrangers qui iraient s'investir ailleurs si réapparaissait un « risque politique » sur la France.

Une rigueur limitée

L'épargne privée est insuffisante pour couvrir les besoins d'investissement productif et le déficit public, si bien que notre balance courante des paiements est constamment déficitaire. Dans ce contexte, et notamment pour la dernière raison, il serait souhaitable de réduire substantiellement le déficit du budget de l'Etat.

Si des réalités qui s'imposent à tous, aux députés dits de base comme aux éminents professeurs, nous interdisent de renoncer à une rigueur somme toute limitée de la politique macroéconomique (le déficit budgétaire dérive vers les 100 milliards de francs en 1991 et

en 1992), doit-on pour autant se contenter d'un chômage qui augmente, du déséquilibre des échanges de produits manufacturés, des déficits croissants des systèmes de protection sociale, de l'inefficacité du système éducatif et du découragement de la population: active la plus productive par une charge sociale et fiscale trop lourde?

Le poids de la fiscalité est peut-être le problème le moins bien perçu. Les études récentes de l'OCDE et de l'INSEE font apparaître que l'essentiel des gains de pouvoir d'achat des salaires, sur l'ensemble de la décennie 80, a alimenté la progression du salaire indirect qui finance la protection sociale. Aujourd'hui, la moitié la mieux rémunérée des travailleurs français supporte la charge sociale et fiscale la plus lourde des grands pays industriels du G7.

Et si au moins la protection sociale était de qualité! Outre les manifestations constantes des professions de santé, on s'aperçoit à chaque étude de la Cour des comptes que la gestion des systèmes sociaux est souvent proche de la gabegie. Ce n'est pas le plus grave!

Lire la suite page 26

► Professeur associé à l'université Paris-Dauphine.

CHALLENGES

COMPRENDRE, C'EST GAGNER

LA PUBLICITE EN 1992 dossier

Dopés par une récession d'au moins 8%, les publicitaires sont contraints de revoir de fond en comble leur copie stratégique. Sondage, témoignages et réflexion sur une profession qui traverse une crise existentielle.

ET AUSSI

• distribution :

POUR OU CONTRE LES SUPERMARCHES DE L'AUTO

• cartes de crédit :

LA BATAILLE DU HAUT DE GAMME

EN KIOSQUE 30 F

CHAMPS ECONOMIQUES

Europe : attention, danger !

Prenons garde à ne pas brader par morceaux l'héritage de souveraineté nationale au profit des eurocrates

par Michel Godet

L'AFFAIRE De Havilland a servi de révélateur à l'opinion française : le rêve de la construction européenne a semblé, pour un temps, brisé par l'épreuve de la réalité. Revenons sur les faits : le pouvoir bruxellois a imposé une interprétation étriquée de la libre concurrence en Europe - en se référant à des calculs sur le segment arbitraire des avions de moyenne capacité - et interdit, du même coup, le rachat d'une société extérieure à la Communauté par le consortium franco-italien Aerospazio-Alenia.

Cette décision juridiquement fondée n'a rien de surprenant, car la philosophie du traité de Rome, d'essence très libérale, voit dans la concurrence des entreprises à tous les niveaux les mêmes vertus que Darwin attribuait aux principes de compétition et de sélection naturelle pour l'évolution des espèces. Ce qui surprend, c'est l'étonnement de l'Etat français lorsque s'appliquent les textes et les réglementations qu'il a lui-même approuvés, il y a quelques mois, en exerçant sa souveraineté pour en abandonner une part. Il est trop tard pour se lamenter des excès de la Commission, il fallait les prévoir en ne bradant pas par morceaux ladite souveraineté.

L'histoire de la construction européenne, de ses succès et de ses crises, se caractérise par la confrontation permanente de la volonté d'intégration économique et politique de la Communauté et du souci des Etats de sauvegarder leur souveraineté nationale. Pourtant, en l'occurrence, ce que vise le traité de Rome c'est l'absence de position dominante, mais non cette dernière en tant que telle.

Il ne faudrait pas finir par empêcher les entreprises européennes

les plus performantes de faire jouer à plein leurs avantages concurrentiels (techniques et économiques) et d'acquiescer ainsi une position de forces en Europe qui leur permette d'affronter à armes égales, c'est-à-dire avec de solides bases arrière, les géants américains et japonais. Dans ces conditions, l'affaire De Havilland est-elle un simple incident de parcours ou plutôt « un crime contre l'Europe », comme l'évoque Michel Rocard ?

Cessons de nous voiler la face : l'idée que nous nous faisons de la construction européenne ne correspond guère à ce que préparent les eurocrates de la rue de la Loi. On le sait, l'achèvement du grand marché intérieur passe par 310 propositions pour éliminer les frontières physiques, techniques et fiscales et devrait entraîner d'importantes restructurations industrielles. Les entreprises non compétitives devront disparaître du marché comme des espèces, supplantées par d'autres, dans le monde darwinien.

Une sélection naturelle

Pour imaginer ce qui risque de se passer il suffit de considérer l'exemple de l'industrie textile qui, selon la Commission, est « le domaine où l'intégration des marchés communautaires n'est pas loin d'être achevée ». On sait les drames de cette industrie en Europe - où 40 % des emplois ont été détruits en une décennie - qui a déjà subi « l'onde de choc » provoquée par la levée des barrières non tarifaires. On remarquera que l'objectif est d'abord de réaliser un marché des consommateurs, quitte à ce que les producteurs des Etats membres soient évincés par des champions non européens : telle est la loi de la « sélection naturelle ».

La Commission de Bruxelles n'a jamais eu la moindre ambition de

politique industrielle assimilée au « dirigisme » généralement écrit en français par nos amis anglais. L'idée de plan n'a pas son plus droit de cité auprès des nos voisins d'outre-Rhin qui entendent Gaspian et voient rouge. C'est ainsi que le mot planification est tabou dans les publications de la Commission. Seul, à la rigueur, le mot programmation passe dans le jargon officiel.

La philosophie très libérale de la Commission repose sur l'idée que « le jeu des mécanismes du marché constitue la meilleure organisation possible des échanges ». Idée qui pourrait sembler paradoxale de la part des fonctionnaires européens car toute politique communautaire risque précisément de fausser les mécanismes du marché et par conséquent d'être néfaste. Cette contradiction échappe aux eurocrates car l'inspiration libérale cache parfois une volonté interventionniste et supranationale - il s'agit par le biais de « directives » de forcer la concurrence et le libre-échange.

Certains verront, à juste titre, dans la perte d'influence des Etats nations une brèche ouverte pour la montée des pouvoirs régionaux. Là encore, il ne faut pas trop rêver. Les agriculteurs et les pêcheurs n'ont pas gagné au change : pour eux le pouvoir supranational est encore plus dur que l'Etat nation.

Pour leur part, les programmes communautaires de recherche et de développement sont très convoités mais ne doivent pas non plus faire illusion : la contribution de la CEE représente moins de 1 % de la dépense nationale de recherche-développement de la France. En un sens, on peut se réjouir de ce faible montant car les projets financés par Bruxelles brillent plus souvent par le gaspillage que par l'efficacité.

Les pouvoirs régionaux qui émergent en France, à l'instar des fameux

Lander allemands, feraient bien de revenir sur terre et de se préoccuper en priorité du développement de leur territoire en bonne synergie avec ceux qui sont proches. Développer les échanges avec le Danemark ou la Pologne c'est bien, mais c'est encore mieux de rapprocher la Bretagne des Pays de la Loire, sinon les deux capitales régionales, Rennes et Nantes, continueront demain comme hier de se développer dans une belle ignorance réciproque, à moins de 100 kilomètres à vol d'oiseau.

D'aucuns, dans les régions, dans les entreprises, se réjouissent d'un certain déclin du pouvoir central des Etats nations au profit de Bruxelles. Certains, comme François Perrot, ont depuis longtemps tiré la sonnette d'alarme : « L'Europe de 1992 ne doit pas devenir un super-Etat, super-région... L'Europe de l'Etat sur l'activité des entreprises commence à se dessiner... Il ne faudrait pas qu'un eurodirigisme s'y substitue insidieusement. » Bref, l'eurotechnocratie constitue pour le président du patronat français « un risque majeur ».

La variété des cultures

« Ce qui fait l'unité de l'Europe, c'est sa diversité. » Cette remarque de Fernand Braudel signifie aussi que notre identité d'Européens se nourrit de la variété des cultures, des références et des modèles. Vouloir gommer les différences, dans un vaste mouvement d'harmonisation et de convergence vers... le capitalisme rhénan, constitue une grave erreur. Malgré ses vertus, ce dernier n'a aucune raison d'être imposé aux Catalans ou aux Lombards, qui prospèrent avec leurs propres modèles d'excellence.

On peut regretter les forces centrifuges qui s'opposent à l'harmonisa-

tion et à la convergence des pays européens, mais il serait coupable de les ignorer. Rappelons qu'en Catalogne, pour les affaires, il faut de plus en plus parler catalan et qu'en Italie du Nord le grand débat à l'ordre du jour n'est pas l'achèvement du marché intérieur, mais la séparation avec l'Italie du sud de Florence.

Les nationalismes ressurgissent partout en Europe et font éclater parfois de manière brutale et aveugle, comme dans l'ex-Yougoslavie, les fédérations artificielles de peuples. De nouveaux Etats nations émergent à partir des régions d'hier. Or l'on ne peut à la fois saluer l'indépendance des Républiques baltes et rejeter le droit à l'autodétermination du peuple basque.

Où à l'Europe, mais de quelle Europe s'agit-il ? D'une « maison commune », d'une confédération, d'une fédération, de l'Europe des Douze ou de la structure à vingt-quatre ou trente pays évoquée par Jacques Delors ? Au prochain conseil européen de Maastricht l'union économique et monétaire doit, pour avancer, conduire les Etats membres à renoncer à des attributs importants de leur souveraineté.

A partir du 1^{er} janvier 1994 la convergence durable des économies, préalable indispensable à l'instauration d'une monnaie commune, devrait conduire à réduire les possibilités de déficit budgétaire à 3 % du produit intérieur brut, à limiter les écarts d'inflation à moins de 1,5 point du taux moyen des trois pays les plus performants et la dette publique à moins de 60 % du produit intérieur brut.

A ce propos, en France, il est de bon ton de montrer du doigt la Grande-Bretagne qui réclame « un statut particulier » et entend réserver le plus longtemps possible sa souveraineté monétaire. Quant à elle, l'Allemagne vertueuse ne se sent pas

menacée par ce qu'il faut bien appeler un système mark européen et ce n'est pas par hasard si le futur siège de la Banque centrale est prévu à Francfort.

Restent cependant la nécessité et l'espoir d'une monnaie commune qui rejoignent au moins les touristes soumis à l'annexion des commissions de change entre devises. Mais a-t-on vraiment besoin, pour développer l'usage privé de l'écu, d'en faire une monnaie unique contrôlée par une super banque centrale européenne ? Il n'y a pas d'exemple historique d'instauration d'une monnaie commune sans espace de souveraineté et de défense établi au préalable. Ne mettons pas la charrue avant les bœufs !

Faut-il vraiment construire cette Europe supranationale ? Si oui, il faut s'attendre à de nouvelles affaires De Havilland et il ne faudra pas s'en étonner. Les gouvernements des Etats nations seraient ainsi placés sous la coupe d'autorités bureaucratiques comme le sont aujourd'hui certains pays en développement face au FMI. Poser la question, c'est déjà traduire un penchant pour une réponse négative.

Le mythe de la construction européenne remplit en France une fonction électorale bien précise pour les hommes politiques de droite, comme de gauche, qui peuvent ainsi proposer aux déçus du libéralisme et du socialisme un nouveau rêve. Prenons garde que celui-ci ne prenne les allures d'un cauchemar qui aurait conduit à brader par morceaux l'héritage de souveraineté nationale, c'est-à-dire de liberté collective, transmise par nos ancêtres et que, peut-être, nos enfants nous réclameraient.

► Professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

alternatives
ECONOMIQUES

décembre 91

DÉFICIT BUDGÉTAIRE : faut-il vraiment économiser ?

EUROPE : la France désenchantée

ALTERNATIVES ECONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

LE MONDE diplomatique

Décembre 1991

- **L'ALGERIE** : Dernière chance avant le chaos, par Ignacy Ramonet.
- **EUROPE DE L'EST** : Paradigme yougoslave, par Ignacy Ramonet - Chrétienté ou laïcité en Hongrie, par Jacques Decornoy - Débat sur le « paradis » en Russie, par Jean-Jacques Marie.
- **L'Ukraine**, si proche de Moscou et déjà si lointaine, par Jean-Marie Chauvier.
- **DÉMOCRATIE** : L'ère des ruptures, par Jacques Robin.
- **ÉCOLOGIE** : Comment concilier environnement et prospérité ?, par Ignacy Sachs. - L'ère humaine, matière première rentable, par Bernard Edelman. - Triomphe européen, déchirure planétaire, par Jean Chesneau.
- **AMÉRIQUE LATINE** : Le chagrin et l'effroi au Guatemala, par Maurice Lemoine. - Le « grand virage », du Venezuela, par Françoise Barthélemy.
- **CULTURE** : Dans les théâtres de banlieue, la riposte des exclus, par Alain Bellet. - Regarder le malheur en face, par John Berger.
- **L'ŒIL DU CHAT** : Un conte de Noël de Maurice Pons.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

COFORMA et les Editions François-Robert
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS
Tél. : 46-60-05-81 Fax : 45-57-29-41

La France inerte

Suite de la page 25

Alors que la croissance de l'industrie française dépassait la croissance industrielle européenne de deux points de pourcentage, en moyenne annuelle, dans les années 60 et jusqu'en 1973, et d'un point entre les deux chocs pétroliers, elle était inférieure d'un demi-point à la moyenne européenne dans les années 80. Au-delà des déclarations sur la réindustrialisation du pays, c'est la réalité de la désindustrialisation relative qui s'impose.

Face à ce constat, on pourrait penser que toutes les mesures auraient été prises pour augmenter le taux d'épargne des entreprises. Or ce taux a fortement baissé en 1990-1991. Le taux d'investissement des entreprises n'avait toujours pas rattrapé en 1990 le niveau atteint en 1980. Il baisse depuis !

Il est clair que ce n'est ni la relance budgétaire ni la simple continuation de la rigueur qui peuvent régler ces problèmes, dont la solution conditionne l'avenir du pays. Telle est l'origine de la confusion qui s'installe aujourd'hui dans les esprits : la France n'a pas la politique intérieure de sa politique européenne. Elle est écartelée entre son immobilisme interne et la dynamique externe liée à la construction européenne et à la globalisation des marchés mondiaux.

Le monde planifiable

Ce n'est pas la politique européenne de la France qu'il faut changer, bien que notre pays ait le droit et le devoir d'exiger une clarification légitime et nécessaire de l'objectif de la construction européenne : veut-on un espace ouvert ou un espace ouvert et protégé ? Ce n'est pas la politique européenne de la France qu'il faut changer, bien que notre pays ait le droit et le devoir d'exiger une clarification légitime et nécessaire de l'objectif de la construction européenne : veut-on un espace ouvert ou un espace ouvert et protégé ?

Le point crucial est en fait le suivant : pourquoi la France n'opère-t-elle plus les choix internes nécessaires pour affronter le grand marché européen dont elle accélère l'avènement ? La France a eu la croissance la plus rapide du monde

industriel, derrière le Japon, pendant les « trente glorieuses ». Au-delà des blocages qu'on pourrait évoquer et qui n'étaient pas moindres qu'aujourd'hui, une remarquable dynamique interne a transformé un pays agricole en puissance industrielle. Depuis le premier, et surtout le second choc pétrolier, la performance économique du pays n'est pas bonne, comme en témoigne notre désindustrialisation relative. Que s'est-il passé ?

De la Libération au milieu des années 70, la demande économique fut globalement soutenue et relativement prévisible dans sa composition : les consommateurs voulaient plus de logements, de voitures, de produits électroménagers, d'habillement, de diplômes et de loisirs simples (plage ou ski). Il fallait donc plus d'infrastructures (barrages, routes, écoles), des usines plus grandes, des stations au bord de la mer et à la montagne.

En moyenne, tous les investissements planifiés et financés à crédit se trouvaient justifiés par une demande relativement homogène dont le contenu était prévisible. Même lorsque des changements s'opéraient, de l'agriculture à l'industrie et aux services, ou du charbon au pétrole et à l'électricité, il s'agissait de mouvements tendanciels, de long terme, donc planifiables.

L'élite française, hiérarchisée et administrative, organisée en corps d'Etat disciplinés, a parfaitement réussi dans le monde planifiable des « trente glorieuses ». Mais à partir de 1974, alors même que l'élite administrative prenait directement le pouvoir, la sphère dite « réelle » de l'économie connaissait une mutation qui allait casser les tendances décennales observées jusqu'alors, pour y substituer un monde davantage imprévisible dans lequel la qualité de la production allait prendre progressivement le pas sur la quantité.

La richesse allait moins venir de l'augmentation des quantités que de la hausse de la valeur ajoutée et de la qualité du service rendu aux consommateurs. D'un monde d'usines « administratives » où les hommes sont censés obéir comme des machines, on passait à un monde dans lequel les hommes devaient être imaginatifs et tournés vers la clientèle plutôt que centrés sur le produit.

Cette mutation n'a pas com-

mencé exactement en 1974 : elle n'a pas remis en cause immédiatement les comportements de tous les secteurs économiques. Mais sous l'effet de la montée en puissance du Japon et des nouveaux pays industriels d'Asie, d'une part, et du ralentissement de la croissance économique, d'autre part, l'urgence de la modification des comportements est devenue de plus en plus pressante à partir du milieu des années 70. Cette mutation des comportements est devenue une question de survie dans plusieurs secteurs industriels au milieu des années 80.

La transformation de la sphère financière, à partir du début des années 80, a été plus insidieuse et moins bien perçue. Alors que les taux d'intérêt réels avaient été, dans l'ensemble des grands pays industrialisés, inférieurs aux taux de croissance de l'économie réelle dans les années 50 et 60, voire nuls dans les années 70 comme aux Etats-Unis et en France, ils devenaient très fortement positifs et supérieurs aux taux de croissance dans les années 80. On ne dira jamais assez à quel point cette transformation fut capitale pour le monde et grave pour la France.

Des entreprises rentables

En effet, le taux d'intérêt est à la fois le prix de l'argent et le coût d'opportunité de l'investissement. Le taux de profit étant généralement lié au taux de croissance de l'économie (lorsque l'économie croît fortement, l'activité productive « rapporte » beaucoup, et inversement), il apparaît clairement que, si la croissance économique est faible et le taux d'intérêt élevé, l'incitation à investir est fortement amoindrie. Il est donc évident que, lorsque les taux d'intérêt réels sont durablement positifs et supérieurs aux taux de croissance, il est préférable de se désendetter et de détenir des actifs financiers plutôt que des actifs industriels.

Cette transformation, capitale pour les grands pays industriels, fut tragique pour la France, car le secteur productif avait construit son essor, durant les « trente glorieuses », sur l'endettement, ce qui était rationnel à l'époque. Mais la combinaison de la mutation de la sphère réelle et de la transformation de la sphère financière, dans les années 80, a ébranlé les fondements du modèle français de croissance, quantitativiste quand il fallait être qualitatif, et à base d'endettement plutôt que de fonds propres.

Une croissance qualitative et

autofinancée exige des personnes bien formées et financièrement motivées, et des entreprises profitables. On sait que les entreprises ont en fait dû supporter initialement le coût des deux chocs pétroliers, avant d'être un peu plus favorisées dans le partage de la valeur ajoutée en 1984-1989 ; mais l'épargne des entreprises baisse de nouveau fortement en 1990-1991.

On sait moins que de 1980 à 1990 la part des salaires dans le revenu national a chuté de 5,4 points de produit intérieur brut (PIB), l'épargne des entreprises augmentant de 3,5 points (la hausse entre 1983 et 1987 effaçant la baisse antérieure) et les prestations sociales de 2,5 points. C'est la population active - et singulièrement les plus productifs - qui a payé la reconstitution de l'épargne des entreprises et l'augmentation des prestations sociales.

En termes militaires, dans la guerre économique qui fait rage depuis le milieu des années 70, la France a tout à tour réduit l'alimentation en carburants de ses divisions blindées (le profit des entreprises), puis, pour corriger ce problème, diminué la ration alimentaire des soldats du front (les revenus des actifs), et enfin supprimé toutes les récompenses pour les seuls officiers et sous-officiers (les revenus des actifs les plus productifs). Avec ces moyens, on a pu alimenter l'arrière (en augmentant les revenus des inactifs).

La France n'est pas malade de ses institutions, de la réinflation allemande, des cycles économiques, de la construction européenne ou des folies extrémistes (pas encore). Elle n'opère tout simplement plus les choix nécessaires, même les plus parfaitement balisés, parce que son modèle de croissance est inadéquat au monde moderne et que les élites nationales ne sont pas encore vraiment convaincues (au point d'agir en conséquence) qu'il n'y a pas d'alternative à une croissance qualitative et autofinancée.

Tout ce qui réduit l'épargne des entreprises et aggrave la charge fiscale et sociale de la population active affaiblit la France. Et il n'y a pas de priorité plus pressante que la réduction des charges fixes, administratives et sociales, de la nation. C'est, bien au-delà du seul gouvernement, au cœur de l'élite qui nous gouverne qu'il faut chercher l'origine du nouveau mal français. Une élite qui doit changer vite, très vite, son modèle explicatif du monde.

CHRISTIAN SAINT-ETIENNE

1550 1000

CHAMPS ÉCONOMIQUES

CONJONCTURE

L'essoufflement européen

Les difficultés actuelles, notamment l'absence de reprise, s'expliquent largement par les rigidités intracommunautaires

par Claude Levant

La croissance s'embourbe en Europe, et les écarts conjoncturels largement résorbés laissent place à une triste uniformité. Après s'être accru de 3,4 % en 1989 et de 2,8 % l'an passé, le produit intérieur brut (PIB) moyen de la Communauté progressera difficilement jusqu'à 1,5 % en 1991.

La dégradation de l'activité des Douze et, au-delà, de l'espace européen dans son ensemble s'est récemment accélérée, si bien que l'on ne voit guère d'où viendra la reprise, sinon une fois encore de l'extérieur... Le rebond de l'activité américaine d'ici le printemps prochain devrait permettre à la croissance européenne d'approcher 2,5 % en 1992.

Sans doute les mécanismes de diffusion internationaux sont-ils suffisamment puissants pour que l'on y trouve à la fois de nombreuses justifications aux déboires actuels et les raisons des espoirs futurs, mais les rigidités intracommunautaires expliquent au demeurant une bonne part des difficultés présentes. Les imbrications conjoncturelles sont fortes et largement renforcées par l'articulation des politiques économiques, dont la chronique des années récentes montre clairement les limites.

Particularismes structurels

L'expansion du dernier tiers de la décennie 80 a fait ressurgir les particularismes structurels des différents partenaires européens. Les économies les plus saines ont enregistré des bénéfices nets au cours de cette période : ce fut naturellement le cas de l'Allemagne mais aussi de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, où des niveaux d'investissement et de consommation soutenus ont été restaurés sans accentuation inquiétante des déséquilibres.

La croissance mieux maîtrisée y a été moins flamboyante qu'en Espagne, au Royaume-Uni ou en Italie, mais dans ces derniers pays la vigueur de la demande excédait rapidement les potentialités nationales, créant ainsi les conditions de dérapages menaçants, des déficits extérieurs et de l'inflation interne. Les pays scandinaves s'écartaient de la norme : le redémarrage de l'activité y avait été plus précoce et, alors que la croissance culminait généralement en 1988, le Danemark, la Norvège et la Finlande entraient déjà en quasi-récession.

Les appareils de production trop sollicités et les frictions observées dans plusieurs pays sur les marchés de l'emploi avaient certes les risques inflationnistes, mais on percevait du côté de la demande un début de saturation qui devait se traduire par une atténuation des tensions dans la majorité des cas. Exception faite du Royaume-Uni,

où l'état de surchauffe traditionnel d'une économie défective laissait présager dès 1988 le dénouement douloureux qui s'ensuivrait, un climat encore propice en dépit d'une croissance modérée aurait pu s'installer dans la durée. Comment la situation a-t-elle basculé dans l'essoufflement actuel ?

Le resserrement des politiques monétaires a rompu les tendances

l'année 1989 à plus de 8 %. Les partenaires du SME suivaient ce mouvement d'autant plus que l'appréciation du mark menaçait l'équilibre monétaire du SME et que certains pays avaient déjà resserré leurs conditions de crédit pour cause de menace inflationniste : au Royaume-Uni les taux d'intérêt avaient été portés à 15 %.

L'Italie et l'Espagne avaient

On sait aujourd'hui que celle-ci n'eut pas lieu, ou qu'elle fut en tout état de cause extrêmement modeste. En moyenne pour les quatre économies dominantes - Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni, soit près de 75 % du produit national brut (PNB) global, la croissance s'est contractée de 0,8 % l'an au second trimestre. Aujourd'hui la produc-

l'économie américaine s'installait dans la récession, on vivait sur l'idée que l'Europe en serait peu affectée car dopée par la croissance des importations d'outre-Rhin. La réalité fut bien éloignée des espérances initiales, non pas que les débouchés allemands aient été moins élevés que les attentes, mais surtout parce que les exportateurs nippons ont accaparé une bonne partie de ceux-ci, tandis que les Américains ne cédaient pas non plus leur place.

Le bénéfice qu'en retirait l'Europe était amputé du quart environ : les voisins immédiats de l'Allemagne - Belgique, Pays-Bas et Danemark - en absorbaient une bonne partie, tandis que la France et l'Italie ont été moins bien servies ; l'Espagne prenait la dernière part du gâteau, mais le Royaume-Uni n'en retirait quasiment aucun profit. Ces bénéfices réduits et inéquitables limitaient la dynamique d'ensemble que pouvait espérer la Communauté pour un sursaut commercial en définitive bien maigre en comparaison des contraintes imposées par la politique économique allemande à ses partenaires et des déboires actuels qui en résultent.

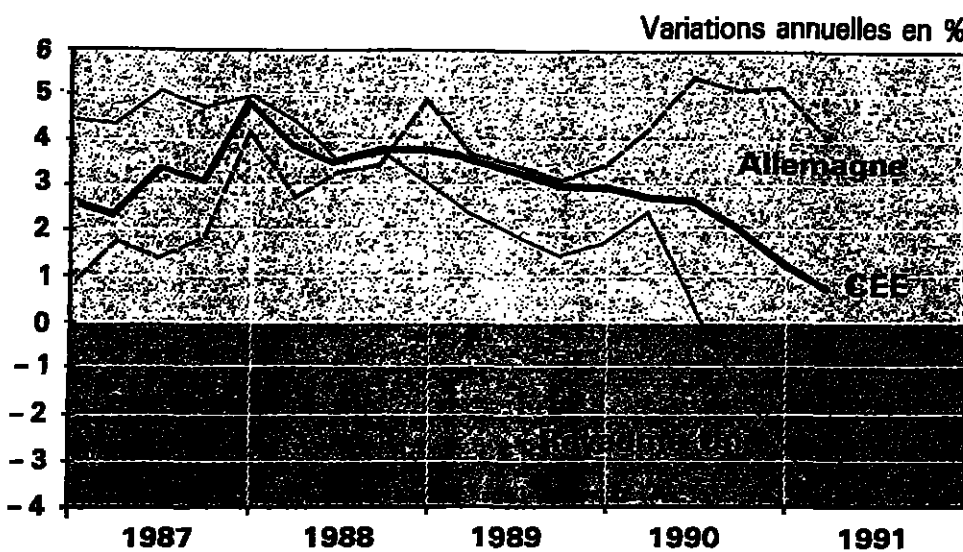
En réponse à l'accroissement des risques inflationnistes issus essentiellement des hausses salariales, la Bundesbank a mené au cours de cette année une politique de rigueur sans relâche qui a non seulement contraint les autres pays européens à en faire autant, mais s'est concrétisée par une nette appréciation des devises du SME (système monétaire européen) vis-à-vis du dollar d'une part, du yen de l'autre. Sans doute celle-ci n'est-elle pas vouée à s'éterniser, mais les pertes accumulées durant le second semestre de l'année sont déjà significatives et susceptibles d'affecter les opportunités d'exportations de la Communauté vers l'extérieur des ses frontières, notamment vers les États-Unis.

L'impact de la reprise américaine tant attendue sur la croissance européenne risque par conséquent de s'en trouver réduit dans un premier temps, tandis que symétriquement l'implantation des produits américains et nippons pourrait s'accroître sur le marché européen.

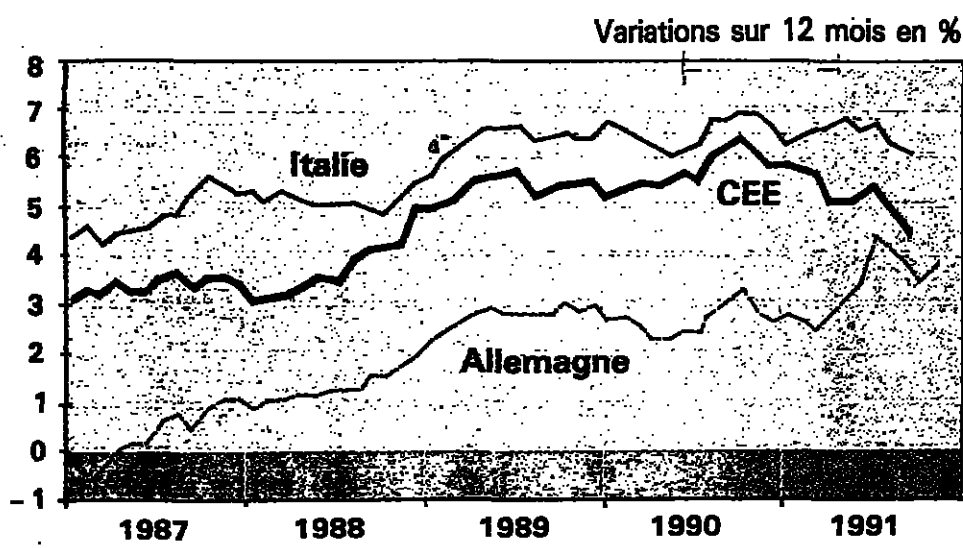
Dans un contexte où les excédents des balances courantes ont quasiment disparu de l'espace européen, une telle situation pourrait être fortement préjudiciable à la stabilité future. Le déficit cumulé sur neuf mois de la balance courante allemande atteint 30,5 milliards de marks en 1991 au lieu d'un excédent de près de 62 milliards l'an dernier. Dans les autres pays européens les déficits se sont, à de rares exceptions près, creusés de sorte que seuls la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark demeurent aujourd'hui excédentaires. En conséquence, les pertes allemandes n'ayant pas été compensées par des gains des autres sur cette même période, le déficit cumulé de l'Europe à neuf atteint cette année 53 milliards d'écus (64 milliards de dollars) au lieu de 8 milliards l'an dernier (9,3 milliards de dollars).

S'il ne s'agit pas d'un déficit net de l'Europe à l'égard du reste du monde, puisque dans une large mesure les déséquilibres sont intracommunautaires, cela signifie au demeurant que la position européenne s'est dégradée de plus de 40 milliards d'écus vis-à-vis de l'extérieur. Or il n'est pas envisageable dans l'état actuel des perspectives qu'un retour à l'équilibre s'effectue rapidement, même s'il est peu probable que cette dégradation s'accroisse encore dans le futur. L'Europe pourrait fort bien devenir structurellement déficitaire, et c'est là un changement important qui semble de mauvais augure.

D'un extrême à l'autre : le PNB...



... et les prix



Source : OCDE

antérieures. En Allemagne, les allègements fiscaux de 1988 puis, peu après, l'ouverture de l'axe-RDA ont créé les conditions d'une croissance plus vive que prévu que les autorités ont tenté de freiner par un durcissement monétaire : inférieurs à 4 % à la mi-1988, les taux d'intérêt à court terme terminaient

elles-mêmes usés de l'arme monétaire pour juguler leur demande intérieure. Ailleurs les contraintes de change imposaient sans discernement la même discipline, et dans les pays nordiques l'activité animée se serait bien passée de ces hausses de taux. En France l'inflation, déjà parmi les plus faibles de l'Occident, ne dépassait pas 3,5 %, et la rigueur monétaire se soldait par une remontée drastique des taux d'intérêt réels à près de 8 % à la fin de 1989 au lieu de 5 %, dix-huit mois plus tôt.

L'activité, qui s'effondrait partout durant la première moitié de 1989, décollait quelques mois plus tard. Au début de 1990 on crut à une éclaircie possible : les perspectives d'unification en Allemagne alimentaient un mouvement de confiance à l'égard du mark, qui profitait à un certain nombre de pays européens (en France et en Italie notamment) trouvant là une opportunité de desserrement monétaire sans porter préjudice à la stabilité des changes. Le confort ne fut que passager, et déjà au printemps l'évaporation des inquiétudes sur l'Allemagne rognaient une partie des acquis tandis qu'en juillet l'invasion du Koweït par l'Irak annulait définitivement ceux-ci.

Le conflit puis la guerre gelaient la situation jusqu'en février 1991. De fait l'« ité qui avait déjà marqué le pas déclinait au second semestre de l'année dernière, et il fut aisé de trouver dans les événements du Golfe les raisons d'une récession quasi généralisée à laquelle seules l'Allemagne et l'Espagne échappaient. Par prudence, les plans d'achat et d'investissement étaient repoussés de sorte que l'on attendait, peut-être un peu naïvement, une reprise soutenue de la demande dès la fin de la guerre.

tion industrielle stagne dans le meilleur des cas, les investissements après un léger mieux au printemps ont reculé au troisième trimestre.

L'emploi partout se dégrade : le taux de chômage moyen de la Communauté atteint 9 % de la population active au lieu de 7,6 % un an plus tôt. La consommation des ménages ne progresse que très modestement. De cet état des lieux seule l'évolution des prix en progression de 4,6 % en moyenne pour les Douze contre 6 % au quatrième trimestre 1990 apparaît favorable, mais les bénéfices de cette amélioration sont hors de portée tant que l'inflation allemande s'accroît.

Contraintes monétaires

Sans doute avait-on sous-estimé l'impact des contraintes économiques infligées aux consommateurs et aux entreprises. La rigueur monétaire, en alourdissant considérablement les charges d'intérêt relatives aux emprunts passés, exerçait une ponction importante sur les revenus des agents dans un contexte où, de plus, ceux-ci ne progressaient que très faiblement, voire se contractaient. Les nombreuses défaillances de remboursements qui en ont résulté, compte tenu du surendettement passé, ont accru la prudence des banques, réduisant d'autant les offres de prêts dans des conditions à certains égards semblables aux restrictions américaines. Par ailleurs, la persistance de taux élevés alourdissant, de surcroît, les charges d'intérêt des dettes publiques, les marges de manœuvre des politiques budgétaires disparaissaient.

Probablement encore avait-on surestimé l'impact de la croissance allemande sur la dynamique européenne. Lorsque, à la fin 1990,

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Le Gouvernement de la République Togolaise a obtenu pour le compte de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) une subvention de la Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE) pour le financement partiel du projet de réhabilitation et d'extension du secteur de l'énergie électrique au Togo.

Dans le cadre de ce projet, la Compagnie Energie Electrique du Togo lance un appel d'offres pour la réhabilitation et l'extension du réseau électrique de Lomé et ses environs immédiats. Le dossier d'appel d'offres se compose des trois (3) lots suivants :

- Lot 1 : Postes MT-BT et réseau BT des zones d'extension d'Adakpamé, Baguida et Hédranawomé, comprenant :
233 km de réseau,
28 postes MT/BT à construire.
- Lot 2 : Poste MT-BT et réseau BT des zones d'extension d'Adidogomé et Agoényévé comprenant :
259 km de réseau,
28 postes MT/BT à construire.
- Lot 3 : Travaux MT des lots 1 et 2 comprenant :
160 km de réseau aérien moyenne tension,
40 km de réseau souterrain moyenne tension.

L'offre sera limitée aux entreprises de la zone franc pouvant justifier d'une solide expérience en France, en Afrique de l'Ouest et au Togo en particulier.

Une réunion d'information sera organisée par la CEET en son temps. La participation à cette réunion est vivement recommandée.

Les entreprises intéressées par cet appel d'offres peuvent retirer les dossiers contre le versement en espèces ou en chèque certifié de la somme de 300 000 F CFA (6 000 FF) à partir du 9 décembre 1991 à l'adresse ci-dessous :

EDF GDF SERVICES
INTERNATIONAL DISTRIBUTION
17, place des Reflets
Cedex 8
92080 PARIS-LA DEFENSE
Tél : (33) (1) 49-02-88-13 ou 49-02-88-11
Téléc : 648676 - 79402
Fax : (33) (1) 49-02-88-58 ou 49-02-88-40.

Les candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la CEET à Lomé ou à INTERNATIONAL DISTRIBUTION aux adresses indiquées dans le présent avis.

Les offres devront être déposées au plus tard le 12 février 1992 à 10 heures, heure de Lomé, à l'adresse ci-dessous :

Compagnie Energie Electrique du Togo, 10, av. du Golfe
BP 42. LOMÉ - TOGO.
Fax : 228-21-64-98.

Le Monde L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

Décembre
1991

L'ÉCOLE AU SECOURS DES BANLIEUES

L'école, dernier espoir pour les enfants des cités. Elle est souvent le seul service public présent dans les banlieues défavorisées. Le Monde de l'éducation établit le bilan des zones d'éducation prioritaire, qui ébauchent depuis dix ans des réponses originales aux besoins les plus criants. D'une vision misérabiliste, l'école est en train de glisser vers une attitude plus ambitieuse.

Avec des témoignages d'enseignants qui travaillent sur le terrain.

Egalement au sommaire : La sélection de Noël pour les enfants : livres, bandes dessinées, musiques.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CHAMPS ÉCONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

TOUT le monde connaît et reconnaît les exploits économiques des quatre-vingt-dix dragons. En l'espace de trente à quarante ans, Corée du Sud, Taiwan, Hongkong, Singapour sont sortis du sous-développement pour devenir des pays où les conditions matérielles de l'existence, quoique encore frugales, sont décentes pour la grande majorité de la population. Les revenus par tête, qui étaient au départ peut-être quinze ou vingt fois inférieurs à ce qu'ils étaient en Europe occidentale, en représentent désormais le tiers, sinon la moitié. Le niveau de l'éducation se rapproche de celui des pays développés (et est quelquefois supérieur). L'espérance de vie aussi, grâce aux progrès considérables de l'appareil sanitaire et de l'hygiène. Malaisie et Thaïlande semblent emboîter le pas des avant-gardistes du développement à grande vitesse.

Il reste qu'on continue à parler d'eux comme de cas particuliers. Leur réussite est présentée comme exceptionnelle, rarement comme exemplaire, car on nie qu'ils puissent servir de modèle pour d'autres. Ce pessimisme est-il justifié ? Ce qui frappe est la pauvreté des arguments mis en avant pour s'en tenir à cette position : plus encore, l'obstination à ne pas en changer. Économistes et experts évoquent à l'envi la culture locale imprégnée de confucianisme, oubliant qu'il n'y a pas longtemps celui-ci était considéré comme un obstacle à la modernisation.

Les mêmes spécialistes, qui citent à tout propos le thème mis à la mode par de grands historiens du rôle éminent joué dans l'essor du capitalisme par les cités marchandes, minimisent les résultats obtenus par les Villes-Etats que sont Hongkong et Singapour. Sous couvert de combattre l'illusion, le souci principal ne serait-il pas de préserver des préjugés marxistes de l'époque antérieure, au moins cette idée qu'à l'échelle des nations il demeure vrai que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres ? Tant qu'on croira cela, l'essentiel de l'ancienne grille d'interprétation restera debout.

Le Forum de la haute route, qui s'est tenu la semaine dernière au château de la Muette, a proposé une autre vision des choses. À l'origine de ce colloque peu banal dû à l'initiative du secrétaire général de l'OCDE, Jean-Claude Paye, se trouvent les

10 % de croissance pour le tiers-monde ?

travaux d'analyse prospective menés depuis une bonne dizaine d'années par un groupe privé animé par Edouard Parker, ingénieur français qui travaille dans les années 60 au ministère de la recherche puis au Commissariat à l'énergie atomique, avant de se convertir à l'économie. Parker a insisté à ses conclusions le président néerlandais du Centre de développement de l'OCDE, le solide mais imaginaire Louis Emmerij.

Une trentaine d'économistes et d'universitaires de renom français, américains, anglais, etc., de hauts fonctionnaires internationaux et nationaux venus d'Europe, d'Amérique latine, d'Asie, de dirigeants de grandes entreprises multinationales, un célèbre financier allemand, ont participé au symposium. Michel Rocard y prononça un discours ; Raymond Barre, retenu à l'étranger, s'y fit représenter.

Pour Edouard Parker, « les recettes appliquées chez les dragons » sont transposables à condition de les adapter à chaque pays, à chaque culture. Tous les peuples en proie à la misère ont vocation, pour peu qu'ils le veulent, de croître à leur tour, au rythme annuel d'environ 10 %. En deçà de ce rythme, le risque est grand non seulement de ne pas atteindre l'objectif, qui est de vaincre la pauvreté, mais d'accroître les tensions sociales et politiques. Deux à trois pour cent de croissance suffisent en effet tout juste à compenser l'accroissement actuel de la population ; on ne peut en attendre aucune amélioration perceptible du niveau de vie. Pourtant, c'est à ce rythme que croissent actuellement les pays du tiers-monde quand ils ne stagnent pas purement et simplement.

Ceux qui ont été capables de libérer les forces productives peuvent compter sur une amélioration annuelle de la productivité d'environ 4 % (quand on part de rien, la construction d'une simple route permet de faire faire un bond à la production et à l'échange). Mais il faut savoir que les progrès de la productivité profitent surtout à ceux qui disposent déjà d'un outil de travail, aux patrons, aux artisans, aux paysans. Quelque rudimentaire que puisse apparaître

le petit capital qu'ils possèdent, ceux-là font figure de riches à côté des innombrables pauvres.

Conclusion : c'est seulement si on ajoute encore 3 % supplémentaires de croissance qu'on peut commencer à réduire le sous-emploi. Le raisonnement est schématisé. Ne pêche-t-il pas par un autre défaut beaucoup plus grave ? Celui de poser, comme les plans de naguère, sur une pétition de principe ? On commence par déterminer dans l'abstrait ce qui serait souhaitable et nécessaire ; le reste doit suivre.

Pour justifier leur pari, Edouard Parker et ses amis s'appuient sur un fait auquel ils donnent une importance décisive, le développement de la Chine populaire elle-même depuis le début des années 80 : ils proposent tout un programme d'applications divisé en dix chapitres qui fait appel tant à la volonté politique qu'à la mécanique économique une fois celle-ci mise en route. Le tout est présenté comme des recettes simples, très simples. Mais si se fait que, depuis la révolution industrielle, toute politique économique ayant conduit au succès a fait appel à ces mêmes principes.

Qu'il serait dire qu'ils sont dépassés, quand on s'avise qu'ils reposent sur cette grande découverte présentée en 1776 par Adam Smith, le fondateur de l'économie politique moderne : les richesses naturelles ne sont pas par elles-mêmes un facteur de développement ; la richesse des nations provient en totalité du travail de leurs habitants ? On appelle cela de nos jours les ressources humaines. Non sans un goût de la provocation dont les « anciens » sont aussi friands que les « modernes ». L'historien Jean Wiesbroeck, professeur à l'université libre de Bruxelles, s'exclame : « On n'a rien ajouté d'essentiel à la science économique depuis le dix-huitième siècle ! »

Edouard Parker pour sa part affecte le langage direct : le discours de patronage ne lui fait pas peur. Les décrets lui reprocheraient-ils de s'exprimer d'instinct, en termes intelligibles pour les millions et les millions d'hommes vivant dans les sociétés traditionnelles en voie de perdition à cause non

pas de leur culture mais de leur manque de ressources pour la soutenir ? « La recette de base est toujours la même : il faut libérer la force de travail des chefs de famille qui veulent travailler au bien-être des leurs ; ils sont nombreux, de par le monde les bons pères de famille. »

Sous l'autorité de Deng Xiaoping, la Chine a redonné aux innombrables paysans chinois la possibilité de travailler de manière productive. C'était leur aspiration la plus profonde, note Edouard Parker. Le droit économique ne remplace pas les droits de l'homme, mais n'est-il pas la condition de leur exercice ? La voie ainsi ouverte tourne le dos aux méthodes pratiquées par ce que l'auteur appelle les « dictatures abortives ». Indira Gandhi, rappelle-t-il, « a essayé quelque peu cette formule » sans succès.

« Le Parti communiste chinois n'a atteint son but [un enfant par couple] que dans les villes » (20 % de la population). Pourtant l'explosion démographique est là plus menaçante que jamais : « Seul l'enrichissement qui va toujours de pair avec le développement du travail féminin conduit spontanément les couples à limiter le nombre des enfants. Les couples demeurent libres, il n'y a pas d'autre formule moralement acceptable. » La politique du développement commence par mobiliser les « pères de famille ». Elle débouche nécessairement sur le couple moderne.

Nous voilà conduits, sans l'aide d'un lourd appareil doctrinal, au cœur du débat philosophico-économico-politique le plus important que connaît le monde depuis le déclenchement de la révolution industrielle : comment maîtriser la démographie des pauvres (les marxistes auraient dit de masse, ce qui n'est pas moins désolant) ? L'accroissement de la population doit-il fatalement étouffer l'essor économique, comme le croyait Malthus ? Faut-il de s'en remettre à l'abstinence que prônait celui-ci, la solution préconisée par les malthusiens modernes est le contrôle généralisé des naissances.

La solution, selon les seuls contradicteurs sérieux qu'aient connus Malthus de son vivant, tient dans le développement économique lui-même. Il faut insuffler aux peuples

en proie à la misère le désir et la volonté d'améliorer leur sort. Si cela est fait, et qu'ils accèdent peu à peu à la civilisation économique, c'est une autre relation de cause à effet qui s'établit : la progression de la population dépend des ressources matérielles et non pas le contraire. Il n'y a pas d'exception à cette règle : partout où le décollage économique s'est produit, la croissance de la production a excédé celle de la population, permettant une amélioration du niveau de vie par tête d'habitant.

ANSI les termes de la polémique malthusienne, telle qu'elle a été ramisée au goût du jour il y a une vingtaine d'années par le Club de Rome, sont-ils inversés. La pollution de la planète ? « L'écologie telle qu'elle est conçue actuellement par la plupart des groupuscules censés la défendre est profondément malthusienne. Elle conduit droit au désastre écologique », n'hésite pas à écrire Edouard Parker, qui persiste à signer : « L'industrie et la high-tech, écrit-il, sont bien moins préjudiciables à la nature que le tiers-monde avec sa misère. La forêt amazonienne continuera de disparaître effectivement si les Brésiliens continuent à se multiplier en s'appauvrissant et si leurs villes ne les attirent pas comme des foyers de vie et de lumière pour y vivre en couples avec deux enfants au lieu de six. »

Non seulement la pauvreté pollue, mais c'est elle qui voue au déclin irrémédiable les cultures les plus vénérables. On n'insistera jamais assez sur la motivation profonde des Japonais. S'ils se sont lancés avec l'enthousiasme que l'on sait dans l'expansion économique, c'est pour se payer le luxe de rester Japonais. Le contraire de l'américanisation annoncée par les analystes superficiels.

Sous la plume d'Edouard Parker cela donne ceci : avec la « haute route » de la croissance à 10 %, poursuit-il, sur une période de quarante ans (le programme assigné par le forum) « nous attendons une Algérie libre d'être musulmane à 4 800 dollars par tête dès l'an 2000, compte tenu de son niveau actuel. Pour la Tunisie, l'entrée dans le Club pourrait se situer en 2005. Pour le Maroc en 2015... Les échanges trans méditerranéens seraient plus équilibrés. L'islam rayonnerait vraiment. Le Maghreb serait une Andalousie. »

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde...



... AVEC 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI DANS LE SUPPLÉMENT "LE MONDE INITIATIVES" (MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde INITIATIVES

BIBLIOGRAPHIE

L'invention du futur

ON n'aura jamais tant regardé la planète. Cette fois, c'est du vieux observatoire du Club de Rome (1). Deux de ses membres, Alexandre King et Bertrand Schneider, viennent de signer un livre qui applique à la « problématique mondiale » – première partie de l'ouvrage – la méthode qu'on pourrait appeler « des trois dimensions », celle de l'espace (en raisonnant globalement sur le système planétaire que composent les nations), celle du temps (en privilégiant le long terme), celle de la profondeur (en analysant l'enchevêtrement des actions politiques, économiques, sociales, culturelles, technologiques, etc.).

Dans le tourbillon du changement, nos auteurs estiment que les menaces les plus préoccupantes se situent au niveau où se combinent les facteurs population, environnement, alimentation, énergie. L'augmentation de l'activité humaine au cours de ce siècle est prodigieuse, mais la consommation moyenne par tête est maintenant environ quarante fois plus forte dans le Nord que dans les pays les moins développés. Cette évolution ne peut pas durer.

Il faut donc à la fois stimuler la croissance du Sud et réduire « l'avidité » du Nord, qui est, au reste, la principale source de son malaise. Cela aurait pour conséquence de diminuer les risques graves de réchauffement de la planète et les menaces pesant sur les cultures traditionnelles du fait de l'importation des habitudes de consommation occidentale dans le tiers-monde. On connaît la grave disparité démographique entre le Nord et le Sud, mais on pense moins au fossé culturel entre la « société d'information » qui se développe ici (avec le chômage) et celle des pays pauvres.

Après avoir expliqué pourquoi l'économie mondiale était mal

gérée (le Japon étant le seul grand pays à tirer son épingle du jeu), Alexandre King et Bertrand Schneider notent tout de même quelques signes d'espoir dans « les premiers pas de la solidarité entre les nations » à travers les droits de l'homme, la reconnaissance des besoins écologiques, les progrès vers la libération de la femme, la prolifération des organisations non gouvernementales (ONG) travaillant sur le terrain des pays pauvres, l'avancée de la démocratie.

Mais, « telle qu'on la pratique aujourd'hui, la démocratie n'est plus adaptée aux tâches qui nous attendent ». Les partis sont trop focalisés sur les échéances électorales, alors que le monde a besoin d'un surplus d'imagination, d'initiatives, de décisions pour répondre sans tarder aux défis globaux.

Un appel à la solidarité

« On ne peut attendre jusqu'à demain, il faut l'inventer », disait Gaston Berger. Nos auteurs vont essayer dans la deuxième partie de leur ouvrage de présenter des solutions. Cette analyse opérationnelle est appelée « la résolutique ». On ne peut dissimuler un haut-le-cœur devant ce néologisme.

Sans doute nous explique-t-on que ce concept est plus affiné qu'un autre, comparable, parce qu'il introduit une attitude éthique, la volonté de viser des résultats concrets et la nécessité d'attaquer tous les problèmes simultanément à chaque niveau. Il n'empêche ! « La tâche qui nous attend... C'est de saisir mille tiges d'ortie en même temps. » On aime mieux ce langage.

Trois urgences sont étudiées avec des lignes d'action qui méritent attention : la reconversion des industries d'armement à des productions civiles ; la réduction de l'émission mondiale de dioxyde de carbone ; la mise en place de

nouvelles stratégies de développement. Tant les gouvernements que les organismes internationaux dans leurs structures actuelles sont incapables de répondre à ces défis.

« Penser globalement et agir localement. » C'est un des slogans du Club de Rome, qui lance un nouvel appel à la solidarité mondiale. On ne battra jamais assez le tambour pour éviter que, devant la complexité des tâches, les hommes, en s'endormant, n'aient la tentation de se « retourner du côté du mur », comme l'écrivait jadis François Mauriac.

PIERRE DROUIN

(1) Fondée en 1968, cette organisation non gouvernementale rassemble une centaine de membres de cinquante-trois pays qui entendent alerter l'opinion et fournir aux responsables politiques et aux décideurs économiques des recommandations sur des questions ayant trait à l'évolution de nos sociétés et au développement international.

► **Questions de survie**, d'Alexandre King et Bertrand Schneider (traduit de l'anglais par Jacques Fontaine), éd. Calmann-Lévy, 234 p., 110 F.

► **Signalons la sortie de l'Etat du monde 1992**, l'annuaire économique et géopolitique des éditions La Découverte. C'est le onzième du genre, mis à jour et renouvelé, qui présente le bilan des cent soixante-neuf Etats souverains de la planète et les vingt-huit territoires non indépendants. 638 p., 143 F.

► **Transitions et subordinations au capitalisme**, sous la direction de Maurice Godelier. Editions de la Maison des sciences de l'homme, 424 p., 220 F. – Une dizaine d'anthropologues analysent les mécanismes de passage à l'économie marchande dans diverses sociétés locales d'Europe, d'Amérique latine, d'Asie et d'Océanie. Ouvrage très « pointu » mais où pourront utilement puiser les chercheurs en sciences humaines.

(Publicité)

CHASSONS LES IDEES REÇUES.

FACE AUX CONTREVÉRITÉS LES CHASSEURS DE FRANCE RÉAGISSENT

Face aux contrevérités, aux directives européennes inutilement restrictives préparées par des bureaucrates à Bruxelles qui ignorent les élémentaires réalités du terrain et face au parti pris mensonger du lobby écologiste, les chasseurs de France disent: assez!

Assez de voir leurs actions en faveur de la faune et de son habitat délibérément ignorées alors qu'ils consacrent chaque année 6 millions de journées de travail à gérer la nature.

Assez que l'on nie leurs coutumes pourtant reconnues par la loi.

Assez d'être menacés par des décisions tatillonnes et abusives quand ils s'imposent déjà, d'eux-mêmes, les restrictions nécessaires.

Sur tout cela faisons le point: pas avec des approximations, mais avec des faits.

On dit que les chasseurs menacent la survie de la faune :

RIEN N'EST PLUS FAUX! Quelques exemples :

- entre 1980 et 1991, les populations de chevreuils sont passées de 200 000 à 1 million de têtes (avant les naissances !).
 - les lièvres, espèce en forte régression il y a 10 ans, ont vu leur nombre fortement remonter grâce à la bonne gestion des territoires de chasse.
 - le remboursement, par les seuls chasseurs, des dégâts commis aux cultures par les sangliers et les cerfs a triplé en 10 ans (plus de 100 millions de francs en 1991).
 - le Bureau International de Recherches sur les Oiseaux d'Eau indique que les oies et les canards sont, soit en augmentation, soit stabilisés à leur meilleur niveau.
- Et comment, au fond, pourrait-il en être autrement quand on sait que pour bien chasser, il faut beaucoup de gibier et que pour avoir beaucoup de gibier, il faut savoir gérer la faune avec sérieux.

On accuse les chasseurs de tirer les oiseaux migrateurs en période de reproduction (février) :

ENCORE FAUX! Il faut savoir qu'en février (le mois de février est statistiquement le mois le plus froid de l'année), période traditionnelle de la chasse d'hiver, les oiseaux migrateurs n'ont pas entamé leur cycle de reproduction et ne retournent pas encore pour la plupart vers leurs zones de nidification ainsi que le prouvent les recherches de l'Office National de la Chasse et du Muséum National d'Histoire Naturelle. Qu'iraient-ils y faire, puisque ces zones, situées très au Nord de l'Europe sont encore sous la glace et la neige ! Un communiqué de presse publié le 15 juin 1982 par de nombreuses sociétés de protection de la nature réclamait la fin de la chasse aux migrateurs à fin février. Aujourd'hui, certaines d'entre elles la demandent à fin janvier, voire à fin décembre ! Ce n'est pas sérieux...

On prétend que la chasse est le plaisir de la destruction :

FAUX! Un million huit cent mille chasseurs consacrent bénévolement, chaque année, plus de 20 millions d'heures, non pas à chasser, mais à protéger et à faire revivre la nature. Par exemple, ils viennent de planter, le 30 novembre, plus de 40 000 arbres pour ressusciter la forêt de Brocéliande, en Bretagne, dévastée par un incendie. Et savez-vous que les Chasseurs de France ont créé et financé eux-mêmes une Fondation Nationale pour la Protection des Habitats de la Faune Sauvage qui possède déjà 2 000 hectares de réserves écologiques exceptionnelles.

On parle de la cruauté des pièges :

TOUJOURS FAUX! En France, le nouveau piégeage est réglementé par le Ministre de l'Environnement depuis 1984 : pièges homologués comme non cruels (à rebords de caoutchouc), piègeurs formés et agréés. Désormais seuls les pièges (sans dents et sans risques d'écrasement) qui capturent sans blesser sont autorisés. Ces pièges sont d'ailleurs utilisés par des scientifiques pour leur comptage. A cela ajoutons que le piégeage est la seule méthode sélective permettant de limiter la prolifération des petits prédateurs (qui eux-mêmes n'ont pas leurs propres prédateurs). Lorsqu'ils sont en trop grand nombre, ils compromettent l'existence non seulement de certains gibiers (perdreux, lièvres, lapins...) mais de beaucoup d'espèces sauvages rares ou faibles (petits oiseaux granivores ou insectivores).

Voilà les faits. Sur ces points – et il y en a bien d'autres – les Chasseurs de France ont le droit d'être en colère; ils ont raison de se battre et de le faire savoir. C'est une simple affaire de bon sens.



UNION NATIONALE DES FEDERATIONS DEPARTEMENTALES DES CHASSEURS

MARCHÉS FINANCIERS

Signature d'un protocole d'accord

M. Quilès veut renforcer la coopération avec Saint-Petersbourg

A l'occasion du lancement du deuxième numéro de *Paris-Match* en langue russe, samedi 30 novembre, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, et M. Bernard Attali, président d'Air France, ont annoncé leurs projets pour renforcer les liens avec Saint-Petersbourg.

SAINT-PETERSBOURG

de notre envoyé spécial

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a signé avec le maire de Saint-Petersbourg, M. Anatoly Sobtchak, un protocole d'accord visant à définir et à analyser les besoins de cette ville en matière d'aménagement urbain, d'habitat, de transport, d'environnement, de reconversion industrielle, de gestion portuaire et de tourisme. Ce programme devrait permettre de cerner, en six mois, les priorités pour ensuite les concrétiser. Cette coopération devrait aussi définir les modes de financement, de gestion des installations, et faire appel à des entreprises françaises pour réaliser ces projets. De son côté, M. Bernard Attali, président d'Air France, a annoncé qu'à partir de la mi-1992, la liaison Paris - Saint-Petersbourg, jusqu'à présent bi-hebdomadaire, deviendra quotidienne.

MM. Quilès et Attali, tout comme MM. Michel Vauzelle, président de la Commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, Henri Martre, président d'Aérospatiale, et Pierre Vailland, directeur général de Total, se sont rendus à Saint-Petersbourg à l'invitation des publications Filipacchi-Hachette pour le deuxième numéro de *Paris-Match* en russe. En septembre 1990, ce groupe de presse avait convié un aéropage de vedettes françaises à Moscou pour le lancement de la première version, qui présentait alors « une vision de la France » (*Le Monde* du 21 septembre 1990). Un an plus tard, ce numéro se veut plus proche de l'actualité. Le groupe fran-

çais table sur un chiffre de 250 000 exemplaires (contre 200 000 lors du précédent numéro), qui seront distribués par les *Nouvelles de Moscou*.

Cependant, cette manifestation apparaît décalée par rapport à la réalité russe, où la population est plus préoccupée par ses besoins alimentaires et par la crise financière de l'Union. De plus, dans son édition hebdomadaire du 26 novembre, les *Nouvelles de Moscou* insistent sur les difficultés de la presse écrite en URSS.

« Aujourd'hui, c'est très difficile de vivre, nous traversons la période la plus difficile de notre histoire », rappelle lors du lancement de ce deuxième numéro le maire de Saint-Petersbourg, M. Sobtchak, prenant volontairement à contrepied la formule d'Isabelle Adjani en couverture de *Paris-Match*. « Aujourd'hui, c'est si beau de vivre ».

DOMINIQUE GALLOIS

Les faux rabais dans le meuble sous surveillance

M. François Dubin, ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation, vient de demander à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) de lancer une enquête dans le secteur de l'ameublement. « Il s'agit de rechercher les réseaux de commercialisation qui incitent les détaillants à pratiquer à la fois des tarifs artificiellement élevés et des remises importantes, ce qui fausserait les informations données aux consommateurs et pénaliserait les autres professionnels ».

Sont particulièrement visés les « faux rabais », très pratiqués actuellement dans la distribution du meuble (*Le Monde* du 20 septembre). La DGCCRF a déjà mené une enquête au premier semestre dans 770 magasins de meubles situés dans 76 départements.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

	21 novembre 1991
Total actif	648 131
dont	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	117 515
Ecos	58 823
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 084
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	60 760
Concours au Trésor public	25 440
Titres d'Etat bons et obligations	70 132
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	249
Effets privés	57 855
Effets en cours de recouvrement	35 534

Total passif	648 131
dont	
Billets en circulation	252 204
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	42 980
Comptes courants du Trésor public	45 288
Reprises de liquidités	10 050
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 722
Ecos à l'inter du Fonds européen de coopération monétaire	57 171
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	196 074

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,25 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

Report de liquidation à la Bourse de Milan

La Consob, commission italienne des opérations de bourse, a décidé vendredi 29 novembre le report à une date non précisée de la liquidation mensuelle de novembre, en raison des difficultés liées à la récente tenue d'un agent de change.

La charge Capelli, de Milani, avait été exclue de la bourse et mise en faillite au début de novembre. La Consob a précisé que la décision de report est due à l'impossibilité de procéder, au règlement des soldes de la liquidation de novembre de la charge Capelli. Le curateur de la faillite, M. Mario Casella, avait indiqué à la Consob que les contrats exécutés par l'agent de change durant la liquidation de novembre devaient être réexaminés. L'annonce du report de la liquidation a provoqué immédiatement une baisse de la Bourse de Milan, qui a clôturé en repli de 0,40 %. Des investisseurs ont été entendus à ce sujet par l'agent de change durant la liquidation de novembre devaient être réexaminés. L'annonce du report de la liquidation a provoqué immédiatement une baisse de la Bourse de Milan, qui a clôturé en repli de 0,40 %. Des investisseurs ont été entendus à ce sujet par l'agent de change durant la liquidation de novembre devaient être réexaminés.

FAITS ET RÉSULTATS

Alcatel-Alsthom lance une OPE sur SEL et une OPA sur Electro Saane. - Alcatel-Alsthom a annoncé, vendredi 29 novembre, le lancement de deux opérations boursières en France et en Allemagne dans le cadre de la simplification de ses structures. Le groupe proposera aux actionnaires minoritaires de sa filiale Alcatel Standard Elektrik Lorenz (SEL), qu'il contrôle à hauteur de 86 %, d'échanger leurs titres contre des actions Alcatel-Alsthom. Cette opération publique d'échange (OPE) se déroule en même temps que l'opération publique d'achat (OPA) sur Electro Saane, dont Alcatel-Alsthom détient 75 % du capital. Le prix unitaire retenu est de 380 francs par action Electro Saane et de 1 franc pour les bons de souscription.

Homologation du règlement sur Globex. - Le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, a homologué les dispositions du règlement général du conseil du marché à terme (CMT) sur le système de négociation électronique Globex dans un arrêté publié samedi 30 novembre au Journal officiel. « La négociation d'un contrat y est ouverte, en dehors des heures de séance de cotation de ce contrat à sa bourse d'origine, indique l'arrêté. Après accord du conseil du marché à terme, un contrat peut être coté exclusivement sur Globex ». En novembre 1989, les autorités du MATIF (Marché à terme international de France), de CME (Chicago Mercantile Exchange) et de Reuters signèrent un accord permettant au marché français d'adhérer à Globex, un réseau mondial électronique de transactions hors séance. Le lancement de ce réseau auquel s'est rallié le CBOT (Chicago Board of Trade) en mars est sans cesse reporté depuis deux ans. Actuellement en phase de test, le système pourrait être opérationnel l'an prochain.

British Gas sort de la Catalogne de Gas. - La compagnie britannique British Gas a cédé les 10,1 % du capital de la Catalana de Gas qu'elle détenait 8,1 % à la société publique Repsol et les 2 % restants à la banque La Caixa. Cela porte à

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES)

	22-11-91/23-11-91
Valeur Index à rev. variable	115,7
Valeur Index à rev. fixe	121,3
Valeur Index à rev. mixte	115,9
Valeur Index à rev. mixte	115,9
Valeur Index à rev. mixte	115,9
Valeur Index à rev. mixte	115,9
Valeur Index à rev. mixte	115,9
Valeur Index à rev. mixte	115,9
Valeur Index à rev. mixte	115,9
Valeur Index à rev. mixte	115,9

Valeur Index à rev. variable	105,7
Valeur Index à rev. fixe	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7

Valeur Index à rev. variable	105,7
Valeur Index à rev. fixe	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7
Valeur Index à rev. mixte	105,7

TOKYO, 2 décembre

Recul de 3,1 %

La Bourse de Tokyo a fortement baissé lundi 2 décembre, de 3,1 %, dans un climat pessimiste persistant sur les perspectives à court terme de l'économie japonaise. Dans un marché dominé par des opérations techniques d'arbitrage sur indice boursier qui ont pénalisé les actions au comptant, l'indice Nikkei a enfoncé ses 22 000 yens pour clôturer à 21 892,29 yens après avoir perdu 895,06 yens la journée. Le volume d'échanges a été de 220 millions d'actions contre 260 millions vendredi. La Bourse de Tokyo est victime depuis trois semaines de l'aggravation du climat dans les milieux d'affaires nippons, de plus en plus pessimistes sur l'économie japonaise qui, selon eux, montre des signes graves de ralentissement.

VALEURS	Cours du 29 nov.	Cours du 2 déc.
Alcatel	826	812
Alcatel	1 070	1 040
Alcatel	1 040	1 020
Alcatel	1 040	1 020
Alcatel	1 040	1 020
Alcatel	1 040	1 020
Alcatel	1 040	1 020
Alcatel	1 040	1 020
Alcatel	1 040	1 020
Alcatel	1 040	1 020

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3847	3847	Immo. Hôpital	780	780
Amis. Assoc.	277	277	Immo. Computer	161 90	161 90
B.A.C.	94 30	94 30	I.P.E.M.	62	67 10 d
Banq. Verc.	800	800	Lois. Invest.	248	248
Borain (Ly.)	306	306	Lois. Invest.	70 15	70 15
Bouss. (Ly.)	238	238	Lois. Invest.	84	84
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	808	808	Lois. Invest.	148	148
Calsonic	402	402	Lois. Invest.	401	401
Cerif	686	686	Lois. Invest.	430	430
C.E.G.P.	138	138	Lois. Invest.	168 20	168 20
C.F.P.I.	256	256	Lois. Invest.	106	106
C.N.I.M.	905	905	Lois. Invest.	384	384
Confor	270	270	Lois. Invest.	130	130
Confor	780	813 d	Lois. Invest.	258 80	258 80
Crest	152 10	152 10	Lois. Invest.	312	312
Dauphin	300	300	Lois. Invest.	213	213
Dalme	1215	1215	Lois. Invest.	88	88
Danachy Worme Co.	337 80	337 80	Lois. Invest.	780	780
Develley	921	921			
Devil	258 50	258 50			
Dolom	129	129			
Edison Beland	238	238			
Europ. Popul.	188 30	188 30			
Financ	128 90	128 90			
Frankop	103 20	103 20			
G.F.P. (group. Ind.)	121	121			
Grand Livr.	394	394			
Group. Engy.	395	395			
Guinot	841	841			
I.C.C.	198	198			
Idenova	119	119			

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 novembre 1991

Nombre de contrats : 81 067

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun. 92
Dernier	105,96	106,02	106,56
Précédent	105,90	105,90	106,30

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Mars 92	0,99	1,68
Jun. 92	1,01	1,13

CAC 40 A TERME

COURS	Novembre	Décembre	Janvier
Dernier	1 738,58	1 755,58	1 761
Précédent	1 754	1 761	1 781

CHANGES

Dollar : 5,50 F ↓

Lundi 2 décembre, le dollar subissait une nette correction technique, après sa poussée enregistrée en fin de semaine dernière. A Paris, le billet vert courait à 5,50 francs, contre 5,5770 francs à la cotation officielle de vendredi 29 novembre.

FRANCFORT	29 nov.	2 déc.
Dollar (en DM)	1,6318	1,6120
TOKYO	29 nov.	2 déc.
Dollar (en yen)	130,87	129,96

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (2 décembre) : 9 916 - 9 11/16

New-York (29 novembre) : 4 344

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)
28 nov. 29 nov.
Valeurs françaises : 115 114,40
Valeurs étrangères : 109,50 109,70
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 480,32 477,30
(SBF, base 1000 : 31-12-92)
Indice CAC 40 : 1754,88 1759,70

NEW-YORK (indice Dow Jones)
28 nov. 29 nov.
Industriel : 2894,68
LONDRES (indice Financial Times)
28 nov. 29 nov.
100 valeurs : 2 428,60 2 428,29
30 valeurs : 1 855,40 1 840,10
Mines d'or : 171,20 171,48
Fonds d'Etat : 85,70 86,04

FRANCFORT
28 nov. 29 nov.
Dex : 1 588,16 1 566,57
TOKYO
29 nov. 2 déc.
Nikkei Dow Jones : 22 687,35 21 992,29
Indice général : 1 731,30 1 692,40

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,5130	5,5160
Yen (100)	4,2397	4,2438
DM	6,9547	6,9613
Deutsche mark	3,4138	3,4179
Franc suisse	3,8699	3,8645
Lire italienne (1000)	4,5321	4,5366
Lire sterling	8,7957	8,7977
Peseta (100)	5,2677	5,2733

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	Demandé	Offert	Demandé
\$ E-U	4 1/8	4 1/4	4 7/8
Yen (100)	6 1/2	6 3/8	6 3/4
DM	10 1/4	10 3/8	10 3/16
Deutsche mark	9 7/16	9 9/16	9 7/16
Franc suisse	8 1/16	8 3/16	8 1/16
Lire italienne (1000)	12 11/16	12 15/16	12 3/16
Lire sterling	10 9/16	10 11/16	10 1/2
Peseta (100)	11	11 1/2	11 1/2
Franc français	9 11/16	9 13/16	9 5/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 3 décembre :

Michel Benay,

fondateur de la revue « Gérer et

comprendre » des *Annales des Mines*.

« Le Monde Initiatives » daté

4 décembre publie une enquête sur

« La fin du taylorisme ».

Lundi 2 décembre :

Bernard Gaud,

PDG de Repas Services.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télax : 261.311F

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Carpentier
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0595-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-RELIGUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CER
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

100 150

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 NOVEMBRE

Competition										Competition										Competition										Competition									
VALUES					VALUES					VALUES					VALUES					VALUES					VALUES					VALUES					VALUES				
Coups	Prémier	Deuxième	Derrière	%	Coups	Prémier	Deuxième	Derrière	%	Coups	Prémier	Deuxième	Derrière	%	Coups	Prémier	Deuxième	Derrière	%	Coups	Prémier	Deuxième	Derrière	%	Coups	Prémier	Deuxième	Derrière	%	Coups	Prémier	Deuxième	Derrière	%					
4141	CNE 3%	4190	4190	4190	4170	4190	4190	4190	4190	4170	4190	4190	4190	4190	4170	4190	4190	4190	4190	4170	4190	4190	4190	4190	4170	4190	4190	4190	4190	4190	4190	4190	4190						
939	BNP TP	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880						
850	G Lyon TP	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920						
2930	Renault TP	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256	1256					
1430	Chaux Nord	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478	1478					
1041	Sans Garen TP	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400					
903	Thomson TP	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900					
563	AGORA	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678	678					
54	SA	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542	542					
560	Alcatel-Automat	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569	569					
1470	Als Suprem	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440					
1470	ALS P	320	3																																				

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	1185	1130	Midi Déplaid	580	605
Emp.État 8.95/77	123 40	4 66	C.I.T.R.A.M. (B)	2600		Mors	84 80	85
Emp.État 9.95/76	100 25	2 59	Combel	95 25		Navigant (Pte)	214	214
10 90% 79/80	79 20	2 83	Colong	258		Opting	261	274
Emp.État 13.45/80	107 80	12 78	Copit	385 10	335	Orly (C.A.)	354	365
Emp.État 12.25/84	102 15	1 73	Comptex	732	738	Orpigny-Duval	859	860
Emp.État 11% 85	109 65	8 48	Co Indem.	3683	3777	Palm Hamelet	1175	1175
10.25% mrs 86	104 70	7 34	Co Lyonnais	700	700	Palm Hamelet	638	638
OAT 10% 5/2000	105 85	5 08	Comptex	860	670	Parfumes	160	184
OAT 9.9% 12/1997	104 04	9 32	Compt. AM.P. Fin.	37 90	37	Paribas (C.A.)	650	648
OAT 9.8% 1/1996	102 54	8 13	Cofid. Gén. Ind.	170	155	Pari France	282 80	
ORT 10.30% 1985	1802		Co Universal (C.A.)	427	425	Paribas Interst.	217	210
PRT 11.2% 85	106 85	0 11	Crédit	112 10		Parsons Invest.	450	440
CF 10.30% 95	101 88	7 84	Darby	825		Parisi. Citoyen	780	
OF 10.50% 90	105 80	7 25	Degremont	1600	1620	Paper Hachette	1900	1900
O.A. 10 % 1975	101 40	6 87	Delmas-Vieljeux	3200	3300	Pommer	434	440
ONB Bques 5000F	99 30	3 75	Debt. Bours.	1087	1087	Prométhée (C.A.)	1386	1416
ONB Bques 5000F	98 35	3 75	Des. Saint-Vict.	2240	2240	Publicis	638	638
ONB Bques 5000F	98 30	3 75	Des. Saint-Vict.	2114	2114	Rochefort	111	112
ONB Saez 5000F	98 30	3 75	Electric-Fin.	256	240	Rosario	202	186
ONB 11.5% 85	100 85	0 06	Electro-Fin.	774		Rogier	330	320
ONB 11.82 5000F	99 45	3 75	Electro-Banque	315		S.A.C.E.R.	400	385
ONB 9 % 85	98 35	8 22	Ent.Mag. Paris	4200	4200	S.A.F.A.A.	183	190
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Ent. (ex Parast.)	1750	1711	S.A.F.I. Alcan.	217	200
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Financ.	240	267	Sagat	381	362
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	F.I.P.P.	91 30		Sant. Domingue F.I.	108 80	108
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	F.N.A.C.	485	475	Sauv. du Mex.	620	621
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	178	178	Swirex	184	184
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	284	284	S.C.A.C.	749	749
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	632	635	Simplex Mueblerie	429	448
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	485		S.S.Ént. Par. (M.)	143	140
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	785	800	Sile	586	574
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	709	768	Simen	175	156
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	1526	1535	S.I.P.H.	189	183
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	2500		S.M.C.C.	118	
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	632	627	Sofel	520	515
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	365	360	Sofel	314	349
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	805		Sofel	1230	1230
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	387	370	Sofel (ex Starm)	80	80
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	282	281 80	Sofel	2340	2325
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	1460		Sopas	130	130
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	1480	1520	Soukris Antioch	180	180
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	302	310	Sovnitel	340	337
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	337	337	Stant	701	
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	789	740	Tattinger	2870	2870
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	5150	5000	Tattinger	2870	2870
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	385 80	411 20x	Tour Eiffel	720	
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	422	415	Ufar	1115	1115
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	3480	3500	Ufar	370	370
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	313	311 70	Vieir	1552	1214
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	1409	1387	Vieir	100	100
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	490		Worol. Del. Bessane	230 20	
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	740	738			
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	2788	2738			
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	1185	1220			
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	31	31			
ONB 10.90% dte 95	107 25	8 97	Forcelin (C.A.)	750	760			

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Agache une Is.	1099	1090
Agapostolus Hydr.	1650	
Arbel	401 10	405
Bancs Ch.Émises	1189	1188
B.I. Hypoth. Franç.	372	372
B.I.P. Intermec.	315 30	303
Bégias-Say (C.L.)	485	470
Béhicules	3700	
Bédouin Intersect	480	489
Bureau Quest	1700	
B.T.T.	66	65
Cambridge	883	855
Cathode Lorraine	502	500
Casa Pacific	10 70	11
C.E.F. (Frang.)	511	525
Centraire Saint-J.	422	420
Debiatone	113	112
Debiatone Int.	113	112
C.F. (Frang.)	192 40	195

SICAV (sélection)

VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraiss. int.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraiss. int.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraiss. int.	Rachet net
Etrangeres											
A.A.A.	730	720	A.A.A.	1011 40	988 73	Franchet	235 09	321 52	CAVEURS	20002 56	20781 78
Alcaz, Inc. Sico	380	375	Alcaz, Inc. Sico	208 17	207 17	Franchet	32 32	31 52	Pena Gestion	12594 12	12594 12
Alcaz Alcazcom	105	104 70	Alcazcom	776 34	742 51	Franchet	840 50	824 04	Primaria Ode	6108 18	11007 94
Alcazcom	135	135 10	Alcazcom	53771 69	7472 78	Franchet	25 66	26 20	Priory Comm.	110 10	112 77
Alcazcom Brains	216	217	Alcazcom	25377 02	25377 02	Franchet	11023 36	10860 45	Pro Assurances	28893 52	28981 52
Alcazcom Brains	565	565	Alcazcom	6771 69	589 93	Franchet	1546 79	5133 96	Proffits	1116 16	1087 96
Alcazcom Brains	129	129	Alcazcom	6889 20	6789 20	Franchet	1316 85	1321 80	Proffits	126 35	127 37
Alcazcom Brains	550	550	Alcazcom	1147 00	1147 00	Franchet	14015 14	14015 14	Proffits	1604 35	1604 35
Alcazcom Brains	21900	21900	Alcazcom	376 78	367 71	Franchet	164 96	161 33	Proffits	157 36	157 36
Alcazcom Brains	81 10	81 20	Alcazcom	12735 94	1236 94	Franchet	1189 49	1154 84	Proffits	5281 07	5228 76
Alcazcom Brains	9 80	9 80	Alcazcom	1706 89	1673 42	Franchet	13257 39	13257 39	Proffits	1137 30	1120 57
Alcazcom Brains	8 80	8 80	Alcazcom	1675 42	155 86	Franchet	10567 73	10673 72	Proffits	922 58	920 73
Alcazcom Brains	170	170	Alcazcom	7544 28	7544 28	Franchet	1315 80	1324 51	Proffits	10722 82	10669 47
Alcazcom Brains	380	380	Alcazcom	121 21	121 73	Franchet	615 10	605 99	Proffits	227 66	227 66
Alcazcom Brains	170	170	Alcazcom	115 04	110 09	Franchet	115 04	110 09	Proffits	173 22	173 22
Alcazcom Brains	265 10	272 60	Alcazcom	113 49	113 15	Franchet	274 45	270 38	Proffits	169 33	179 79
Alcazcom Brains	510	510	Alcazcom	144 25	138 04	Franchet	224 55	223 07	Proffits	584 34	538 23
Alcazcom Brains	205	205	Alcazcom	120 21	115 03	Franchet	229 30	219 95	Proffits	511 89	488 77
Alcazcom Brains	971	1068	Alcazcom	105 83	105 83	Franchet	237 28	221 61	Proffits	14272 31	14215 45
Alcazcom Brains	290	285	Alcazcom	6017 83	6017 83	Franchet	222 03	218 78	Proffits	433 45	451 61
Alcazcom Brains	215	215	Alcazcom	6022 72	6022 72	Franchet	145 99	145 99	Proffits	1658 28	1658 28
Alcazcom Brains	259	259	Alcazcom	1247 61	1227 17	Franchet	136 33	131 35	Proffits	4302 44	4313 04
Alcazcom Brains	92	92 80	Alcazcom	77 27	75 41	Franchet	198 17	190 09	Proffits	1328 37	1329 37
Alcazcom Brains	195	195	Alcazcom	3291 55	3291 55	Franchet	237 34	214 57	Proffits	704 48	694 07
Alcazcom Brains	26 30	26 30	Alcazcom	1345 65	1345 65	Franchet	312 94	312 94	Proffits	1765 75	1763 11
Alcazcom Brains	310	310	Alcazcom	3430 35	338 78	Franchet	212 82	214 82	Proffits	184 74	825 38
Alcazcom Brains	21 20	21 20	Alcazcom	447 35	447 35	Franchet	1280 57	1280 57	Proffits	104 42	104 42
Alcazcom Brains	10 40	10 40	Alcazcom	120 81	120 81	Franchet	664 51	679 23	Proffits	415 39	404 27
Alcazcom Brains	369 50	369 10	Alcazcom	123 09	120 84	Franchet	176 52	168 52	Proffits	138 13	1310 17
Alcazcom Brains	472	489 40	Alcazcom	1027 91	1205 94	Franchet	28101 02	28030 94	Proffits	642 17	624 98
Alcazcom Brains	283	283	Alcazcom	746 05	746 05	Franchet					

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/11	Q
Eaux-Unes (1 usd)	5 514	5 877	
Eau	5 514	5 877	
Aluminium (100 lbs)	341 810	341 430	
Aluminium (100 lb)	16 586	16 582	
Pays-Bas (100 lb)	303 110	302 300	
Autriche (1000 lbs)		4 237	
Grèce (1000 lbs)	87 890	87 850	
Grèce (1000 lbs)	9 765	9 818	
Grèce (1000 lbs)	3 003	3	
Grèce (1000 lbs)	3386	3387 350	
Suisse (100 lb)	93 270	93 350	
Suisse (100 lb)	86 800	86 800	
Norvège (100 lb)	48 831	48 807	
Autriche (100 lb)	5 365	5 372	
Espagne (100 lb)	3 851	3 849	
Portugal (100 lb)	4 981	4 913	
Grèce (1 S can)	4 246	4 288	
Japon (100 yards)			

Marché libre de l'or

COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.	
achat	vente				29
5 850	5 850				
51	51	Or fin en barres	64800	65900	37
350	350	Or fin en lingots	64800	65900	37
17 050	17 050	Argent (200 g)	375	375	37
4 750	4 750	Filée Fr (10 g)	385	385	37
91	91	Pièce Solos (20 g)	373	38	37
100 100	100 100	Pièce Laine (20 g)	368	37	37
32	32	Souverain	457	47	37
97	97	Pièce 20 dollars	2100	2100	37
80	80	Pièce 10 dollars	1022 50	102	37
48 500	48 500	Pièce 5 dollars	800	800	37
5 600	5 600	Pièce 50 pesos	2400	2400	37
4 300	4 300	Pièce 10 florins	390	390	37
4 850	4 850				
4 350	4 350				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
46-62-72-67**

F : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

LETTRES

Décès du philosophe italien
Ludovico Geymonat

Le philosophe italien Ludovico Geymonat, connu pour son engagement de gauche, est décédé dans une clinique proche de Milan des suites du mal de Parkinson, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Théoricien de la philosophie des sciences, Ludovico Geymonat devient marxiste sous le fascisme, fait partie à Turin du groupe d'intellectuels qui gravitent autour de l'éditeur Giulio Einaudi, est arrêté en 1935 en même temps que le philosophe Norberto Bobbio et l'écrivain Cesare Pavese.

Dès sa sortie de prison, il s'inscrit au Parti communiste clandestin, entre dans la Résistance, devient rédacteur en chef de l'*Unità* (quotidien du PCI) à Milan à la Libération, puis conseiller municipal. Mais ses rapports deviennent rapidement conflictuels avec le PCI, se détachent après l'invasion de la Hongrie en 1956. En 1965, Geymonat quitte le PCI pour s'inscrire à l'organisation Démocratie prolétarienne à l'extrême gauche et arriver récemment au mouvement Refondation communiste (à gauche de l'ex-PCI).

Geymonat résume dans l'un de ses derniers ouvrages, *Contre le modernisme*, sa bataille continue contre le réalisme et les compromis politiques, y publiant notamment ses articles refusés ou censurés par l'*Unità*. Thème de fond : ce n'est pas le marxisme qui est erroné, mais une certaine interprétation du marxisme. « Je me définis aujourd'hui, déclarait-il dans un entretien au *Monde* au début de 1969, comme le tenant d'un rationalisme scientifique qui tient compte de l'apport, selon moi important, que peut fournir la pensée d'Engels. Le vrai Engels, pas celui de Staline (...) ».

Professeur de philosophie des sciences à l'université de Milan (il était licencié en mathématiques), Ludovico Geymonat s'était affirmé en 1945 avec un ouvrage-manifeste, *Pour un nouveau rationalisme*. Il est également l'auteur d'une monumentale histoire de la philosophie des sciences en neuf volumes, de manuels en usage dans les lycées italiens, ainsi que de travaux divers sur Galilée - dont un *Galilée* traduit en français et publié en 1983 aux éditions Complexe -, *Science et Réalisme*, ou encore, sorti récemment, *Pour la liberté*.

ESPACE

En raison d'un incident technique

La mission de la navette Atlantis
a été écourtée de trois jours

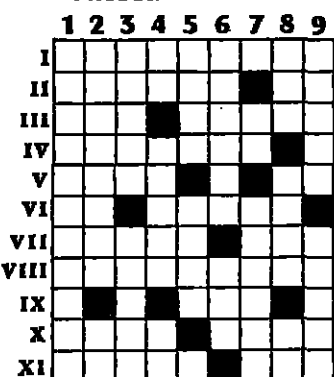
La navette américaine Atlantis a atterri sans encombre sur la base d'Edwards (Californie), dimanche 1^{er} décembre à 23 h 34 (heure française), à l'issue d'un vol de sept jours. Prévue pour durer jusqu'au 4 décembre, sa mission a été écourtée de trois jours en raison d'une défaillance majeure survenue sur l'un de ses systèmes de navigation.

Samedi 30 novembre, au cours d'un contrôle de routine, les astronautes se sont aperçus que l'une des trois IMU (Inertial Measurement Unit) permettant à la navette de se situer dans l'espace envoyait des données erronées sur sa vitesse et ses accélérations. Une panne mécanique, irréparable en orbite, « même si elle ne présente aucun danger pour les astronautes et leur vaisseau, les règles de vol exigent un retour dès que possible quand l'un de ses systèmes essentiels est défaillant », avait alors déclaré Jeff Carr, porte-parole de la NASA au centre de contrôle de Houston.

Pour la quatrième fois en quarante-quatre missions et dix ans d'activités, l'agence spatiale américaine s'est donc résignée à réduire le temps de vol de sa navette. En novembre 1981, la deuxième mission de Columbia avait été écourtée en raison d'une panne de générateur. En septembre 1985, c'était au tour de Discovery de rentrer un jour plus tôt après des problèmes de calcul. Trois mois plus tard, Atlantis était revenue avec une heure et demie d'avance pour éviter une zone de mauvais temps. Le prochain vol de la NASA, au cours duquel Discovery emportera le module pressurisé Spacelab, est prévu pour le 22 janvier 1992. (AFP, Reuters)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5663



HORIZONTALEMENT

1. Recherché par des gens qui ne craignent pas le marasme. - II. Qui ne peut donc pas supporter la souffrance. Soudi quotidien pour le scout. - III. Passe facilement sous une porte. Un endroit agréable. - IV. Très bas. - V. Villa de France. Traditions. - VI. Qui a donc ciroulé. Pas du tout chargé. - VII. Satisfaisant quand il y a un bon bout. Une ville où l'on fait mousser. - VIII. Peut-être être dur à avaler quand ils sont uners. - IX. Se découvre après avoir bu. - X. Rivière. Ne peut donc pas attendre. - XI. Pierre dans un jardin. Chevalier qui avait des loisirs.

VERTICALEMENT

1. Endroits où l'on surveille les régimes. - 2. Comme une séance quand on entend tonner. Note. - 3. Au nord d'Albertville. Tour de vis. - 4. Pronom. Peut récompenser celui qui a bien tourné. Dieu pour Moïse. - 5. Aïme se placer près des locomotives. Nouriture qui donne beaucoup d'énergie. - 6. Mise à plat. Endroit où l'on peut sauter. - 7. Partie de semailles. Tient bien. - 8. Pour une Japonaise qui se met la ceinture. Pas libre. Se met avec tout. - 9. Qui ne peuvent plus servir. Sur la Ruhr.

Solution du problème n° 5662

Horizontalement
I. Frileuse. Herbes. - II. Uslé. Normal. II. - III. Rieur. Lauréates. - IV. On. Calisson. Née. - V. Népo-

tisme. - VI. Ici. Téléphone. - VII. Lécyth. Étage. - VIII. Épandé. Or. Érine. - IX. Age. Bal. Brèves. - X. Siesta. Lieme. - XI. As. Arna. Têt. Râ. - XII. Sanguine. Acul. - XIII. Os. Ère. Rirai. - XIV. Tempérée. Pessé. - XV. Soies. Végéter.

Verticalement

1. Furoncle. Sabots. - 2. Reine. Épais. Sec. - 3. Ile. Picage. Ml. - 4. Leucocytes. Aspe. - 5. Raitie. Tan. Es. - 6. Un. Li. Héberger. - 7. Soliste. Muter. - 8. Erasme. Ollars. - 9. Museler. Ne. - 10. Haro. Et. Bête. Pê. - 11. Elen. Pierre. Reg. - 12. Charentaise. - 13. Elen. Ogive. Crêt. - 14. Elée. Néné. Rus. - 15. Sève. Escalier.

GUY BROUTY

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant

directeur de la publication

Bruno Freppert

directeur de la rédaction

Jacques Gulu

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Amalric

Thomas Ferenzi

Philippe Hémery

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

directeur des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, rue Falguière

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, place Hubert-Bellevue-Méry

94852 Ivry-sur-Seine CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

CARNET DU Monde

Naissances

Bertrand et Anne-Marie
TARBE de SAINT-HARDOUIN,
sont heureux de faire part de la naissance de leur fils

Arthur.

Rodez, le 23 novembre 1991.

M. M^{me} et Mame MOREAU

sont heureux de faire part de la naissance de

Faany.

le 21 novembre 1991.

Décès

Annecy.

Nelly Barthod,
née Cetre,
son épouse,
Isabelle Teyssier,
sa fille,
Michel Jean,
son fils,
et Valérie, née Brodurié,
sa belle-fille,
Jolia et David,
ses petits-enfants,
Many,
sa sœur
et Nat Lilienstein,
son beau-frère,
leur fille Anne,
Toutes les familles
Et ses amis,
ont la profonde tristesse de faire part
du décès deMichel BARTHOD,
ancien ingénieur-conseil CEGOS,
ancien directeur général Salomon SA,
survécu à Annecy, le 29 novembre
1991, à l'âge de soixante-deux ans.La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Maurice d'Annecy, le
mercredi 4 décembre, à 14 h 15. Corps
déposé. Condolances sur registres.L'inhumation aura lieu au cimetière
de Loverchy, à Annecy.Le corps repose au funérarium d'An-
necy, 47 ter, avenue de Loverchy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, place Sainte-Claire,
74000 Annecy.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Marthe BIANCO,

survécue le 30 novembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 3 décembre, à 10 h 30, en la
paroisse de Castelnau-Magnoac.La Maison des avocats,
65230 Castelnau-Magnoac.Les membres du centre de
recherche Espaces et sociétés du monde
arabe de l'université Paul-Valéry, à
Montpellier,
ont appris avec tristesse le décès de
l'ancien directeur du bureau de la
Ligue des États arabes à Paris,

M. l'ambassadeur Hamadi ESSID,

qui, de nombreuses fois, avait apporté
son concours aux travaux de cette
équipe avec la rigueur intellectuelle,
l'ouverture d'esprit et la dignité qui le
caractérisaient.

(Le Monde du 29 novembre.)

Hélène Mathieu,
Thomas, Simon et Camille Brouté,
Guy et Denise Brouté,
Sylvie Brouté,
Etienne Moutet,
Matié Mathieu,
Anne Mathieu-Boué
et François Boué,
Catherine Mathieu,
Sylvain Benoit,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-François BROUTÉ,
agréé de l'université,
ancien élève de l'ENA,
membre de l'inspection générale
des affaires sociales,survécue, le 28 novembre 1991, à l'âge
de trente-sept ans.L'inhumation aura lieu dans l'inti-
mité.7, rue Pierre-Houffroy,
94200 Ivry-sur-Seine.Claude Evén, député de Loire-
Atlantique, ancien ministre des affaires
sociales et de la solidarité,
Et les membres de ses cabinets
ministériels,
ont la douleur de faire part du décès de
leur collaborateur et ami,Jean-François BROUTÉ,
agréé de l'université,
ancien élève
de l'Ecole nationale d'administration,
membre de l'inspection générale
des affaires sociales,

survécue le 28 novembre 1991.

Michel Lucas, chef de l'inspection
générale des affaires sociales,
Et l'ensemble des personnels du ser-
vice,
ont la grande tristesse de faire part du
décès, à l'âge de trente-sept ans, de leur
collègue et amiJean-François BROUTÉ,
agréé de l'université,
ancien élève
de l'Ecole nationale d'administration,
membre de l'inspection générale
des affaires sociales,

survécue le 28 novembre 1991.

Jean-Louis Bianco, ministre des
affaires sociales et de l'intégration,
Les directeurs, chefs de service et
l'ensemble des personnels du ministère,
ont la douleur de faire part du décès, à
l'âge de trente-sept ans, deJean-François BROUTÉ,
agréé de l'université,
ancien élève
de l'Ecole nationale d'administration,
membre de l'inspection générale
des affaires sociales,

survécue le 28 novembre 1991.

François Coornaert,
Philippe et Sabine Coornaert,
Monique Coornaert,
ses enfants,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès deM^{me} Alice COORNAERT,
née Robert,

survécue le 29 novembre 1991.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à
Allanmont (Vosges).Et rappellent à votre souvenir son
mariEmile COORNAERT,
professeur au Collège de France,
membre de l'Institut.3, rue Paillet,
75005 Paris.

M^{me} Danielle Brot,
sa fille,
Bertrand-Emanuel,
son petit-fils,
M. Jean-Jacques Liellour,
Toute sa famille et ses amis,
ont l'immense douleur de faire part du
décès de

M^{me} Maurice CAS,
née Lacand.survécue brutalement le 12 novembre
1991.

Elle a rejoint son mari,

M. René CAS,
décédé le 18 octobre 1991.La cérémonie religieuse a été célé-
brée, le 18 novembre, à Rueil-Malmaison.L'inhumation a eu lieu dans la sépul-
ture de famille, le 18 novembre, à
Saint-Martin-de-Ré (Charente-Mari-
time).2, rue des Vagues,
92500 Rueil-Malmaison.M^{me} Lubka Stéphane-Gantcheff,
sa fille,
a la tristesse de faire part du décès deM^{me} Stalko GANTCHEFF,
née Jeanne Simonnet,

dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu
dans l'intimité, le 22 novembre 1991.12, rue de l'Eglise,
80132 Neuilly-l'Hôpital.M^{me} Rose Messemene-Nagel,
son épouse,
Ses enfants Anne et Guillaume,
Barbara Messemene,
M^{me} Annie Lefebvre-Visse,
M. Michel Lefebvre,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques LEFEBVRE,

survécue, le jeudi 21 novembre 1991, à
l'âge de quarante-cinq ans.Ses obsèques ont eu lieu le
25 novembre, à Bussac-sur-Charente,
où il est inhumé.Le Grand Village,
Bussac-sur-Charente (Charente-
Maritime),
34, rue Cassendi,
79014 Paris.M^{me} Anne-Marie Pierson,
M. et M^{me} Jean-Louis Pierson,
M. et M^{me} Michel Pierson,
M. et M^{me} François Pierson,
M^{me} Odile Pierson,
M. Yves Pierson,
Et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
leur père et grand-père,M. Raymond PIERSON,
expert-comptable,

survécue le 29 novembre 1991.

Ni fleurs ni couronnes.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 5 décembre 1991, à 10 h 30, en
l'église Notre-Dame-de-La-Salette,
27, rue de Dantz, Paris-15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

M^{me} Hélène Pontoise,
son épouse,
Ses enfants, ses petits-enfants,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu le 17 novembre 1991, à
Toulouse, de

M. Pierre-Charles PONTOISE,
inspecteur d'académie honoraire.Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité, à Miramont-de-Quercy, le
20 novembre.3, rue Arthur-Legout,
31500 Toulouse.

Avis de messe

Une messe à la mémoire de

Jacques LECOMPT,
ancien ambassadeur en Belgique,décédé le 19 août 1991 en Normandie,
sera célébrée le lundi 9 décembre 1991,
à 19 heures, en l'église Saint-Pierre
du Gros-Cailhou, 92, rue Saint-Domi-
nique, Paris-7.

Anniversaires

En ce vingt-deuxième anniversaire
de la mort deJean-Sébastien CARBONEL,
une fervente pensée est demandée par
sa famille à tous ceux qui l'ont aimé.

Il y a dix ans déjà disparaissait

Pierre CODOU.

Une pensée, une prière, sont deman-
dées à ceux qui l'ont aimé.

Le 3 décembre 1990 disparaissait le

doyen Claude-Albert COLLARD.

En ce premier anniversaire, sa
famille demande une pensée à ceux qui
l'ont connu.

Soutenances de thèse

Soutenance de thèse de doctorat,
Sciences des hautes études commerciales,
le mercredi 4 décembre 1991, à
10 h 30, salle 37-39, M^{me} Jacqueline
Vasseur : « Typologie d'alliance et
maturité d'activité ».Université Paris-IV-Sorbonne, le
jeudi 5 décembre 1991, à 15 heures,
salle Louis-Liard, 17, rue de la Sor-
bonne, M^{me} Catherine de Moncault :
« 1922-1972 : cinquante ans de poli-
tique publicitaire et artistique des Es-
tablishment Nicolas », sous la direction
de M. le professeur Jacques Thuillier.M^{me} Danuta Liberski présentera le
vendredi 6 décembre 1991, à 9 heures,
salle Marcel-Maus de la section des
sciences religieuses de l'Ecole pratique
des hautes études (Sorbonne,
escalier E, 1^{er} étage à gauche, 45, rue
des Ecoles, Paris-5), une thèse de doc-
torat intitulée : « Les dieux du terri-
toire, unité et morcellement de l'espace
villageois en pays kassens (Borkina-
Faso) ».Université Paris-IV-Sorbonne, le
14 décembre 1991, à 14 heures, amphi-
Cauchy, M. Vincent Rogard : « La
végétation tourfée des tourbières. Caté-
gories intrinsèques et démocratiques-
chrétiennes à Morlaix (1840-1914) ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.Toutes rubriques 92 F
Abonnés et actionnaires 80 F
Communicat. diverses 95 F
Thèmes étudiants 50 F

Semaine de la bonté

Cas n° 24. - Depuis la
mort de son mari qui était
forain, M^{me} S. vit seule avec
ses cinq jeunes enfants, dans
une caravane vétuste et trop
exiguë, implantée sur un ter-
rain destiné aux nomades.M^{me} S. désirerait mainte-
nant vivre sédentaire. En rai-
son de la pénurie de loge-
ments sociaux dans le
département et des cou-
tumes de sa famille, il serait
préférable que M^{me} S. et ses
enfants continuent à vivre sur
place, en caravane.Mme S. en a trouvé une
d'occasion et plus grande,
mais son budget est très
limité. Des aides lui ont été
accordées, mais il reste à
trouver 3.000 francs.Les dons sont à adresser
à la Semaine de la bonté,
4, place Saint-Germain-
des-Prés, 75006 Paris.
CCP Paris 4-52X ou chè-
ques bancaires. Tél. : (1)
45-44-19-81.

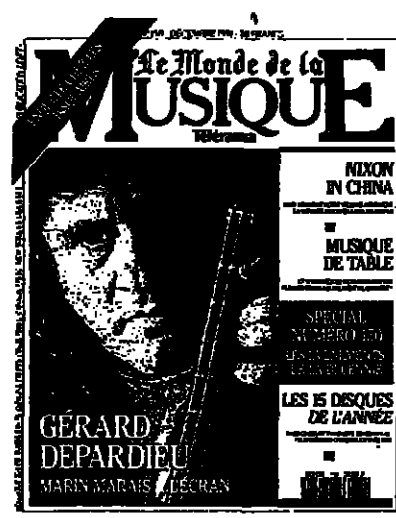
NUMÉRO SPÉCIAL 150

FESTIF. *Le Monde de la Musique* fête son 150^e numéro.
De coups de cœur en indignations, ce sont treize années
de vie musicale que nous avons accompagnées, pendant
lesquelles les chemins du mélomane ont pris des virages
inattendus.

VIRTUEUSE. Dans *Tous les matins du monde*, le film
d'Alain Corneau, Gérard Depardieu incarne Marin Marais
et joue de la viole de gambe sous la direction hautement
compétente de Jordi Savall. Le Grand Siècle comme si
vous y étiez.

SUCCULENT. Et si les délices du palais et les plaisirs de
l'oreille, la nouvelle cuisine et la révolution baroque
étaient étroitement liés, et définissaient une carte du Ten-
dre des goûts réunis ? Un prélude aux fêtes de fin
d'année.

Et aussi : *Nixon in China* à Bobigny ; le mélodrame ;
Stéphane Lissner et Bernard Foccroulle, directeurs de
théâtres ; Jean-François Heisser, pianiste rare ; profes-
sion : disquaire ; le shopping de Noël ; les disques chocs
de 1991 ; les livres ; le Club ; les disques ; les petites
annonces...



Le Monde de la Musique
30 F chez votre marchand
de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

العدد 150

À la suite d'un accord
entre M. Gorbatchev et M. Eltsine

La Russie consolide la prise de contrôle des finances de l'URSS

Alors que plusieurs Républiques, l'Ukraine en tête, achèvent de se séparer de Moscou, la Fédération de Russie, la plus vaste d'entre elles, consolide la prise de contrôle des finances de l'ancienne Union soviétique.

Après l'annonce de la suspension du versement des salaires des fonctionnaires par le président de la Banque centrale soviétique (Gorbachov), M. Viktor Guzenko (le Monde daté 1^{er}-2 décembre), les responsables russes ont fait connaître leur intention de prendre le relais du pouvoir central en matière financière. « Conformément à des accords intervenus aujourd'hui, nous pouvons garantir le paiement des salaires à des organisations financières par le budget fédéral », a déclaré samedi 30 novembre le ministre russe des finances, M. Egor Gaidar, dans une interview retransmise en direct par le journal télévisé « Vesti ». Un accord aurait été conclu, le 30 novembre, entre le président de l'URSS, M. Mikhaïl Gorbatchev, et celui de Russie, M. Boris Eltsine, selon lequel le ministère des finances passera sous contrôle russe, et les responsables russes acceptent le vote d'un budget permettant le financement des dépenses de l'Etat pour le quatrième trimestre.

En revanche, M. Gaidar a démenti une information transmise par l'agence de presse russe RIA, selon laquelle les banques de la Fédération de Russie cesseraient d'effectuer des versements en liquide à leurs clients à compter du lundi 2 décembre. « Le gouvernement garantit qu'il n'y aura aucun gel des comptes bancaires », a affirmé le ministre.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 décembre

Indisposée

Suivant le recul de la Bourse de Tokyo (-3,1 %) quelques heures auparavant, la place française perdait 1,13 % dès l'ouverture lundi 2 décembre. Un peu plus tard, la baisse atteignait 1,75 % dans un marché très calme avant de revenir à 1,42 % vers 11 heures. Les principales baisses étaient enregistrées par AGF, Total et Club Méditerranée. Du côté des hausses, on notait la Sade, les Fromageries Bel et SFIM.

Les ravisseurs faisant état d'un « règlement global »

L'otage américain Joseph Cicippio détenu au Liban a été libéré

L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) a libéré, lundi matin 2 décembre, Joseph Cicippio, soixante et un ans, qu'elle avait enlevé le 12 septembre 1986 au Liban. M. Cicippio était en route vers Damas, selon les indications du département d'Etat à Washington. Cette mesure a été annoncée quelques heures plus tôt, dans un communiqué arabe qui accompagnait une cassette vidéo dans laquelle l'otage américain demandait aux Etats-Unis « de forcer Israël à relâcher tous les prisonniers qu'il détient » et remerciait le secrétaire général de l'ONU « pour son assistance ».

L'organisation pro-iranienne faisait état, dans ce communiqué, du début d'un « règlement global » et de « garanties rassurantes concernant les démarches futures de l'ONU pour libérer nos frères détenus » dans les prisons d'Israël, du sud du Liban et d'Europe. Et de conclure : « La confiance règne », « les choses vont pour le mieux ».

Même optimisme de la part de M. Javier Perez de Cuellar, qui s'était fait l'écho, dimanche, dans un communiqué diffusé par l'ONU à Damas, d'un « important progrès sur la voie de la solution de la question des otages occidentaux au

Liban ». Il avait confirmé qu'un « accord de base » avait bien été conclu entre son émissaire, M. Giandomenico Pico, et les différentes parties concernées.

Cet « accord de base », qui porte sur le sort des derniers otages occidentaux au Liban, concerne aussi, précise le communiqué, « les prisonniers libanais détenus sans raison juridique appropriée, et les Israéliens disparus et morts au Liban ». Le secrétaire général de l'ONU s'est dit « confiant que l'engagement donné à M. Pico par les différentes parties sera tenu », et a réitéré ses promesses de « continuer le travail ».

« Un geste positif »

Dimanche matin, Israël avait fait, selon le communiqué de l'OJR, « un geste positif » en renvoyant au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) vingt-cinq Libanais, détenus à la prison de Khiam, dans la « zone de sécurité » créée par les Israéliens dans le sud du Liban. M. Perez de Cuellar a remercié l'Etat hébreu « pour son aide » qui « a représenté une contribution positive à une solution globale ».

Pour sa part, le ministère israélien de la défense a précisé que ces libérations « font suite à une demande adressée à Israël par le secrétaire général de l'ONU de faire un geste qui l'aidera à conclure les négociations en vue d'aboutir à un accord global ». Responsable de ce dossier, M. Uri Lubrani a jugé que « l'important est de régler cette affaire avant le 31 décembre ».

Outre deux Américains — MM. Alan Stein et Terry Anderson — deux Allemands sont encore retenus en otage au Liban, et, peut-être, un Italien, qui pour beaucoup serait mort en détention. Les ravisseurs des deux Allemands exigent, en contrepartie de leur largissement, la libération des frères Hamad, deux chiites libanais qui purgent, en Allemagne, des peines de prison pour terrorisme.

Environ 350 Arabes, en majorité des Libanais, sont encore détenus par Israël. Mais l'Etat hébreu fait dépendre la libération de la totalité de ces prisonniers du retour ou de la restitution des corps de six de ses militaires disparus au Liban, parmi lesquels le navigateur Ron Arad, considéré comme le seul survivant. — (AFP)

Après de nouveaux affrontements à Amiens

Le préfet de la Somme attribue les violences à des rivalités au sein de la communauté harkie

De nouveaux affrontements se sont produits à Amiens, samedi 30 novembre, entre enfants de harkis et forces de l'ordre. M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat, a condamné ces violences, que le préfet de la Somme, M. Henri Rouanet, explique par des rivalités internes à la communauté harkie.

La Coordination nationale harkie a indiqué, par la voix de son secrétaire, M. Ali Amir, qu'« elle condamne toutes les actions commises » à Amiens. M. Gilles de Robien, maire (UDF-PR) d'Amiens, s'est proposé comme médiateur.

AMIENS

de notre correspondant

Dans le quartier nord d'Amiens, où vivent les harkis, de nouveaux affrontements entre jeunes musulmans et policiers ont fait, samedi, trois blessés parmi les forces de l'ordre et provoqué des dégâts matériels (une moto et sept automobiles ont été incendiées). Dimanche, en fin d'après-midi, le directeur du cabinet de M. Henri Rouanet, préfet de la Somme et de la région Picardie, a reçu une douzaine de ceux qui avaient manifesté les deux jours précédents (le Monde daté 1^{er}-2 décembre).

La communauté harkie de la Somme compte quatre mille personnes, dont beaucoup vivent au nord d'Amiens, dans un quartier à forte densité de population étrangère. En juillet dernier, cette communauté avait présenté ses doléances à MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la

famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, venus lui rendre visite (le Monde du 25 juillet). Le 29 octobre dernier, à l'initiative du préfet, un comité de suivi des décisions en faveur des harkis avait été créé. Un contrat d'action a été élaboré, certaines mesures pouvant être déjà appliquées : prime de 15 000 francs aux familles qui quitteront les quartiers à forte concentration ; versement de 50 000 francs aux employeurs qui embauchent un membre de la communauté harkie ; bourses d'études ; renforcement des zones d'éducation prioritaire avec éducateurs professionnels.

Interrogé par le Monde, le préfet, M. Rouanet, explique les incidents de ces jours-ci par un problème de représentativité chez les harkis. « Une des nombreuses associations qui compte la communauté, dit-il, voit son audience diminuer très nettement. Il y a un clan en perte de vitesse et qui essaie de rebondir par la violence ».

MICHEL CURIE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Bleu-blanc-noir

QUE ce soit un capitaine café au lait qui nous la ramène enfin, cette Coupe Davis perdue depuis plus d'un demi-siècle, c'est rassurant, hein, m'sieur Le Pen ? Il en avait gros sur la patate, hier, à RTL-le Monde le champion de la France aux Français. Français comme Noah, justement. Français par le sang, celui de sa maman, cet enfant du Cameroun identifié par les foules qui se permet de porter un prénom breton.

Et de se coiffer à l'afro. Et d'arborer à l'oreille l'insigne des citoyens du monde comme un vulgaire beaurin. Ça, il a pas apprécié, le chef-en-chef du FN. Et encore moins d'entendre le public de Gerland, chaviré, galvanisé, fou de joie, se mettre à chanter et à danser Sage Africa, le tube de Noah. Après avoir antonné, encore une chance, deux, trois mesures de la Marseillaise. Lui qui se réjouissait de cette belle victoire bien de chez nous, merci Lacoste, merci Forget, ça l'a franchement débocté.

Il a raison, Le Pen. Où on va là avec tous ces Platini, ces Tigana, ces Boli et autres rasta qui déshonorent nos stades, pareil qu'un Mimoun ou un Kopa autrefois ?

Qu'est-ce qu'on attend pour cracher sur leurs médailles et pisser dans leurs saladiers d'argent au lieu de s'en glorifier ? Un peu de zèle, bon Dieu, un peu de respect pour la patrie envahie par ces chiens d'étrangers. Fasse le ciel qu'un jour Le Pen préside au destin de ce grand et beau pays. Il saurait, lui, les remettre à leur place. Hider a bien refusé de serrer la main de Jesse Owens, le Noir américain vainqueur aux Jeux olympiques à Berlin en 36.

Moi, voyez, ce qui me choque dans les cinquante propositions du FN, c'est leur laxisme. C'est pas sur la nationalité des parents, mais des grands-parents qu'il faut se fonder, comme au temps de l'Occupation, pour savoir si on est de bonne race ou pas. Des grands-parents on en a quatre. Et faute d'en avoir au moins trois certifiés bleu-blanc-rouge, on aurait droit à l'étoile jaune. Ou noire.

À la proportionnelle, Noah siège triomphalement au Panthéon du sport français. Avouez qu'il a du bon, même pour un Le Pen, le scrutin majoritaire, vu que, là, au lieu de nous ramener des coupes, le Yannick, il prendrait la gamelle.

M. Collinot (Front national) est inculpé de « diffamation » contre M. Pierre Joxe. — M. Michel Collinot, membre du bureau politique du Front national et conseiller régional de Bourgogne, a été inculpé, vendredi 29 novembre, par un juge d'instruction de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), du chef de « diffamation publique envers un ministre », sur plainte de M. Pierre Joxe, ministre de la défense. Au mois de juin, M. Collinot et quatre autres dirigeants du parti d'extrême droite avaient cosigné un tract portant des accusations contre les activités de M. Joxe alors qu'il était ministre de l'Intérieur, relatives notamment aux affaires du Rainbow Warrior et de la profanation du cimetière juif de Carpentras.

M. Barre dénonce les « danses du ventre électorales ». — M. Raymond Barre, ancien premier ministre, invité de la 5, dimanche 1^{er} décembre, a ironisé sur le comportement des partis politiques de l'opposition en disant : « Il faut montrer un peu plus de réserve en ce qui concerne ce que j'appelle « les danses du ventre électorales ». Vous avez aujourd'hui la danse du ventre devant les écologistes, devant le social, devant les anti-européens, devant telle ou telle catégorie. Il faudra un jour que ce pays accepte de grandes réformes, qu'il y ait un président et un gouvernement qui entament la réforme de l'Etat, de l'éducation, de la fiscalité, de la protection sociale, ce qui ne fera pas plaisir à tous les corporatismes ».

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Oriol Bohigas, urbaniste et architecte 2

ÉTRANGER

Le référendum sur l'indépendance en Ukraine 3 et 4
La situation en Yougoslavie 4
Chine : le comité central du Parti communiste 6
Togo : les militaires encerclent à nouveau le siège du gouvernement 7
Tchad : le peur a succédé à la terreur 8
Israël cède sur le lieu des négociations avec les pays arabes 8

POLITIQUE

La réforme de l'administration territoriale est adoptée de justesse par les députés 9
Le RPR et l'UDF affichent leurs nouvelles ambitions sociales 10
La réunion du conseil national écologiste 10

ESPACE EUROPÉEN

■ Complicités franco-allemandes ■ Docteur Leon et Mister Brittan ■ Dernier rendez-vous à la Platzspitz ■ Kaliningrad aux avant-postes du passé 11 à 13

SOCIÉTÉ

À l'occasion de son congrès, le Syndicat de la magistrature critique vigoureusement les projets de la chancellerie 14
Le synode des évêques sur l'Europe 15
Les demandeurs d'asile déboutés seront peu nombreux à bénéficier d'un droit de séjour 15
La victoire de la France en finale de la Coupe Davis 20

CULTURE

Les éléphants pour mémoire 16

A Rouen, le réveil d'un Opéra... 16
La « Dernière Séance » 17

ÉCONOMIE

Réunion des ministres européens des finances à La Haye 21
BCCI : la Haute Cour de justice de Londres pourrait accorder un nouveau report au plan d'indemnisation 21
La visite de M. Quilès à Saint-Petersbourg 30

COMMUNICATION

La directive européenne sur la télévision par satellite donne la priorité au format d'écran large 16/9 ... 15

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Avant le sommet de Maastricht : La CEE face aux consommateurs ■ Conjoncture : l'essoufflement européen ■ Europe : attention, danger ■ La chronique de Paul Fabre : « Sur la route des dragons » 26 à 28

Services

Abonnements 30
Annonces classées 24
Carnet 32
Loto, Loto sportif 20
Marchés financiers 30
Météorologie 33
Mots croisés 32
Radio-télévision 33
Spectacles 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 1^{er}-2 décembre 1991 a été tiré à 509 909 exemplaires.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UNE CROISIÈRE SUR LE NIL

avec Jumbo

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

HIPPOLYTE

RIVE GAUCHE

Liquidation totale - 50 %

Nino Cerruti
Nino Armani
Gianfranco Ferré
Ermenegildo Zegna
Basile

Byblos
Krizia Uomo
Karl Lagerfeld
V 2 et Istante
by Gianni Versace
Iceberg

19-21, rue de l'Ancienne-Comédie, Paris-6^e. M^o Odéon

SCIENCE & VIE

FUSION THERMONUCLÉAIRE

La source d'énergie mythique propre et inépuisable commence - peut-être - à exister. SCIENCE & VIE vous explique les 5 méthodes de fusion de la matière.

ET AUSSI :

Ailes volantes, avions à 3 ponts, aéronefs géants à ailes pliantes... les gros porteurs en gestation dans les bureaux d'étude défient l'imagination. A voir dans SCIENCE & VIE.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE